Municipalité de
Saint-Roch-de-l'Achigan

Règlement de zonage n° 574-2025

apur créatif



PROVINCE DE QUÉBEC

MUNICIPALITÉ DE SAINT-ROCH-DE-L'ACHIGAN

RÈGLEMENT Nº 574-2025

RÈGLEMENT DE ZONAGE

AVIS DE MOTION : 15 SEPTEMBRE 2025

ADOPTION : 17 NOVEMBRE 2025

ENTRÉE EN VIGUEUR : 22 JANVIER 2026

Modifications au règlement	
Numéro de règlement	Entrée en vigueur

LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES, ADMINISTRATIVES ET INTERPRÉTATIVES 26

Section 1.1 : Dispositions déclaratoires 26
1.1.1 : Titre du règlement 26
1.1.2 : Abrogation 26
1.1.3 : Portée du règlement et territoire assujetti 26
1.1.4 : Concurrence avec d'autres règlements ou des lois 26
1.1.5 : Documents annexés 26
1.1.6 : Adoption partie par partie 27
Section 1.2 : Dispositions administratives 28
1.2.1 : Administration et application du règlement 28
1.2.2 : Pouvoirs du fonctionnaire désigné 28
1.2.3 : Interventions assujetties 28
Section 1.3 : Dispositions interprétatives 29
1.3.1 : Interprétation des dispositions 29
1.3.2 : Numérotation 30
1.3.3 : Terminologie 30

CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS RELATIVES À LA CLASSIFICATION DES USAGES ET AU PLAN DE ZONAGE 31

Section 2.1 : Dispositions générales 31
2.1.1 : Règle d'interprétation 31
2.1.2 : Grilles des spécifications 31
2.1.3 : Usage principal 31
2.1.4 : Usage mixte 32
2.1.5 : Usage multiple 32
2.1.6 : Groupes, classes et codes d'usages 32
2.1.7 : Usages autorisés sur l'ensemble du territoire 33
2.1.8 : Usages prohibés sur l'ensemble du territoire 33
2.1.9 : Densité d'occupation 34
Section 2.2 : Classification des usages principaux 35

2.2.1 : Groupe d'usage « habitation (H) » ... 35
2.2.2 : Groupe d'usage « commerce (C) » ... 35
2.2.3 : Groupe d'usage « industrie (I) » ... 41
2.2.4 : Groupe d'usage « public et institutionnel (P) » ... 43
2.2.5 : Groupe d'usage « récréatif (R) » ... 44
2.2.6 : Groupe d'usage « agricole (A) » ... 45
2.2.7 : Groupe d'usage « foresterie (F) » ... 47
2.2.8 : Groupe d'usage « extraction (EX) » ... 47
Section 2.3 : Classification des usages accessoires à un usage habitation ... 48
2.3.1 : Règle d'interprétation ... 48
2.3.2 : Activités professionnelles à domicile ... 48
2.3.3 : Atelier d'artistes et d'artisans ... 49
2.3.4 : Logement intergénérationnel ... 50
2.3.5 : Location de chambres ... 52
2.3.6 : Logement au sous-sol ... 52
2.3.7 : Gîte touristique (B&B) ... 53
2.3.8 : Fermette ... 54
2.3.9 : La garde de poules pondeuses à des fins domestiques sur un terrain situé dans le périmètre urbain, en zone forestier, villégiature, ou agricole ... 54
Section 2.4 : Classification des usages accessoires à un usage autre que l'habitation ... 56
2.4.1 : Règle d'interprétation ... 56
2.4.2 : Usages accessoires à un usage « commercial » ... 56
2.4.3 : Usages accessoires à un usage « industriel » ... 56
2.4.4 : Usages accessoires à un usage « public et institutionnel » ... 56
2.4.5 : Usages accessoires à un usage « récréatif » ... 56
2.4.6 : Usages accessoires à un usage « agricole » ... 56
2.4.7 : Usages accessoires à un usage « foresterie » ... 57
2.4.8 : Usages accessoires à un usage « extraction » ... 57
Section 2.5 : Classification des usages temporaires ... 58
2.5.1 : Usages temporaires autorisés ... 58

2.5.2 : Vente extérieure temporaire pour un usage habitation (vente de garage) 58
2.5.3 : Vente extérieure temporaire reliée à une activité sociale, sportive ou culturelle 58
2.5.4 : Vente extérieure temporaire de produits horticoles ou maraîchers 59
Section 2.6 : Plan de zonage 61
2.6.1 : Division du territoire en zones 61
2.6.2 : Interprétation des limites de zone 61
2.6.3 : Identification des zones 61

CHAPITRE 3 : DISPOSITIONS RELATIVES AUX BÂTIMENTS PRINCIPAUX 63

Section 3.1 : Implantation des bâtiments principaux 63
3.1.1 : Nombre de bâtiments principaux 63
3.1.2 : Nombre de logements par bâtiment 63
3.1.3 : Division et subdivision d'un logement 63
3.1.4 : Mode d'implantation 63
3.1.5 : Nombre de bâtiments implanté en mode contigu 63
3.1.6 : Taux d'implantation 64
3.1.7 : Superficie et dimensions des bâtiments 64
3.1.8 : Hauteur des bâtiments 64
3.1.9 : Alignement de la façade principale 64
3.1.10 : Déplacement de bâtiments principaux 64
3.1.11 : Changement de niveau du terrain naturel 65
Section 3.2 : Marges et cours 66
3.2.1 : Permanence des marges minimales 66
3.2.2 : Délimitation des cours et des marges 66
3.2.3 : Calcul des marges 68
3.2.4 : Calcul de la marge avant secondaire 69
3.2.5 : Marge avant dans les secteurs construits 69
3.2.6 : Marge latérale dans les secteurs construits 70
Section 3.3 : Normes architecturales 71
3.3.1 : Formes et éléments prohibés 71

3.3.2 : Matériaux de parement extérieur prohibés ... 71
3.3.3 : Matériaux de parement extérieur exigés pour une façade principale ... 72
3.3.4 : Nombre de matériaux de parement extérieur autorisé ... 74
3.3.5 : Entretien des matériaux de parement extérieur ... 74
3.3.6 : Apparence des fondations ... 74
3.3.7 : Élévation du niveau du rez-de-chaussée ... 74
3.3.8 : Utilisation de l'espace sous les fondations composées de pieux ou pilotis ... 74
3.3.9 : Toiture ... 74
3.3.10 : Forme de toit d'un bâtiment de quatre (4) étages ou plus ... 75
3.3.11 : Saillies et éléments architecturaux dans une marge ou une cour ... 75
3.3.12 : Saillies et éléments architecturaux dans une marge ou une cour avant secondaire ... 77
3.3.13 : Balcon et galerie ... 77
3.3.14 : Véranda ... 77
Section 3.4 : Normes architecturales particulières aux habitations ... 78
3.4.1 : Nombre de portes ... 78
3.4.2 : Comble du toit ... 78
3.4.3 : Garage privé attenant au bâtiment principal ... 78
3.4.4 : Abri pour automobiles attenant au bâtiment principal ... 79
3.4.5 : Habitations jumelées et contiguës ... 79
3.4.6 : Espaces de rangement pour certaines habitations ... 80
Section 3.5 : Normes architecturales particulières aux bâtiments commerciaux, industriels, institutionnels, publics ou récréatifs ... 81
3.5.1 : Porte de garage ... 81
3.5.2 : Dispositions architecturales complémentaires ... 81
3.5.3 : Dispositions architecturales complémentaires ... 81

CHAPITRE 4 : DISPOSITIONS RELATIVES AUX CONSTRUCTIONS ACCESSOIRES ET TEMPORAIRES . 83

Section 4.1 : Dispositions relatives à l'implantation des constructions accessoires ... 83
4.1.1 : Règles générales ... 83
4.1.2 : Constructions accessoires autorisées ou prohibées (interprétation des tableaux) ... 83
4.1.3 : Constructions accessoires pour tous les usages dans les cours et les marges ... 83

4.1.4 : Dispositions particulières pour certaines constructions accessoires, dans les cours et les marges, pour l'usage habitation 85
4.1.5 : Dispositions particulières pour certaines constructions accessoires, dans les cours et les marges, pour les usages autres que l'habitation 87
4.1.6 : Constructions accessoires dans une marge ou une cour avant secondaire 88
4.1.7 : Triangle de visibilité 88
4.1.8 : Visibilité des bornes fontaine 89
Section 4.2 : Normes architecturales, volumétrie et dispositions particulières aux constructions accessoires 90
4.2.1 : Normes architecturales 90
4.2.2 : Dispositions relatives à la volumétrie et au mode d'implantation 90
4.2.3 : Garage privé autonome 91
4.2.4 : Abri d'automobile autonome 92
4.2.5 : Remise 93
4.2.6 : Patio 94
4.2.7 : Pavillon de jardin et pergola 94
4.2.8 : Pergola d'entrée 94
4.2.9 : Serre domestique 95
4.2.10 : Foyer extérieur 95
4.2.11 : Abri pour bois de chauffage 95
4.2.12 : Café-terrasse 96
4.2.13 : Bâtiment destiné à l'entreposage 97
4.2.14 : Poste de garde / sécurité 97
Section 4.3 : Dispositions particulières aux piscines, pataugeoires et aux spas 98
4.3.1 : Normes d'implantation 98
4.3.2 : Normes d'aménagement 98
4.3.3 : Normes de sécurité 99
Section 4.4 : Dispositions relatives aux clôtures, haies, murets et murs de soutènement 101
4.4.1 : Obligation de clôturer 101
4.4.2 : Distance d'un équipement d'utilité publique 101
4.4.3 : Hauteur autorisée pour les clôtures 101

4.4.4 : Hauteur autorisée pour les haies et murets 102
4.4.5 : Terrains vacants 102
4.4.6 : Terrains de coin et transversaux 102
4.4.7 : Matériaux autorisés 103
4.4.8 : Matériaux prohibés 103
4.4.9 : Conception et entretien 104
Section 4.5 : Dispositions relatives aux antennes 105
4.5.1 : Antenne comme usage accessoire seulement 105
4.5.2 : Endroits où l'installation d'une antenne est interdite 105
4.5.3 : Conditions d'implantation – antenne pour un usage habitation 105
4.5.4 : Conditions d'implantation – antenne pour un usage autre que l'habitation 106
Section 4.6 : Dispositions relatives aux appareils mécaniques divers et équipements 107
4.6.1 : Aménagement paysager exigé dans le cas d'un équipement installé en cour avant ou latérale 107
4.6.2 : Éclairage extérieur 107
4.6.3 : Capteurs solaires 107
4.6.4 : Éolienne domestique 108
4.6.5 : Équipements installés sur le toit 108
4.6.6 : Équipements de type climatisation, thermopompe, chauffage, ventilation et autres équipements similaires 108
4.6.7 : Abris à bac à déchets, recyclage ou compost 109
Section 4.7 : Dispositions relatives à l'entreposage extérieur 110
4.7.1 : Dispositions générales 110
4.7.2 : Usages commerciaux, publics et institutionnels et récréatifs 110
4.7.3 : Usages industriels et extraction 111
4.7.4 : Utilisation d'un conteneur comme construction servant à l'entreposage 111
Section 4.8 : Dispositions relatives à l'étalage extérieur 113
4.8.1 : Étalage extérieur 113
Section 4.9 : Dispositions relatives aux bâtiments sommaires 114
4.9.1 : Conditions d'implantation 114
Section 4.10 : Dispositions relatives aux bâtiments et constructions temporaires 115

4.10.1 : Bâtiments ou constructions temporaires autorisés 115

CHAPITRE 5 : DISPOSITIONS RELATIVES AUX ESPACES DE STATIONNEMENT ET AUX ESPACES DE CHARGEMENT ET DE DÉCHARGEMENT 118

Section 5.1 : Obligation de fournir des espaces de stationnement 118

5.1.1 : Dispositions générales 118

5.1.2 : Stationnement hors rue 118

5.1.3 : Calcul des cases de stationnement requises 118

5.1.4 : Nombre minimal de cases de stationnement requis 119

5.1.5 : Espaces de stationnement pour les personnes ayant un handicap ou à mobilité réduite 121

5.1.6 : Normes de compensation aux fins de stationnement 122

Section 5.2 : Dispositions relatives à l'aménagement des espaces de stationnement 124

5.2.1 : Emplacement des espaces de stationnement 124

5.2.2 : Dimensions minimales des cases de stationnement 125

5.2.3 : Dimensions minimales des cases de stationnements pour les personnes ayant un handicap ou mobilité réduite 126

5.2.4 : Aménagement des espaces de stationnement 127

5.2.5 : Aménagement des espaces de stationnement de plus de 10 cases 127

5.2.6 : Délai de réalisation des espaces de stationnement 128

Section 5.3 : Dispositions relatives au stationnement et remisage des véhicules 130

5.3.1 : Stationnement des véhicules routiers 130

5.3.2 : Stationnement pour l'usage habitation 130

5.3.3 : Remisage pour l'usage habitation 130

5.3.4 : Stationnement et remisage pour les usages autres que l'habitation 130

Section 5.4 : Dispositions relatives aux entrées charretières 132

5.4.1 : Dispositions générales 132

5.4.2 : Nombre d'entrées charretières 132

5.4.3 : Largeur d'une entrée charretière 133

5.4.4 : Distance minimale entre deux entrées charretières 133

5.4.5 : Localisation des entrées charretières 133

Section 5.5 : Dispositions relatives aux espaces de chargement et de déchargement 135

5.5.1 : Obligation de prévoir des espaces de chargement et de déchargement 135
5.5.2 : Localisation et aménagement des espaces de chargement et de déchargement 135
5.5.3 : Nombre d'espaces de chargement et de déchargement requis 136
5.5.4 : Localisation des portes du quai de chargement et de déchargement 136
5.5.5 : Revêtement de surface 136
Section 5.6 : Dispositions relatives aux bornes de recharge pour véhicules électriques 137
5.6.1 : Dispositions générales 137
5.6.2 : Nombre de bornes de recharge pour véhicules électriques exigé 137

CHAPITRE 6 : DISPOSITIONS RELATIVES À L'AFFICHAGE 139

Section 6.1 : Dispositions générales 139
6.1.1 : Application 139
6.1.2 : Types d'enseigne autorisés 139
6.1.3 : Calcul de la superficie d'une enseigne 140
6.1.4 : Visibilité et localisation des enseignes 141
6.1.5 : Endroits où la pose d'enseignes est interdite 141
6.1.6 : Enseignes prohibées 142
6.1.7 : Éclairage 143
6.1.8 : Matériaux autorisés 143
6.1.9 : Matériaux prohibés 144
6.1.10 : Entretien d'une enseigne 144
6.1.11 : Cessation ou abandon d'une activité 145
Section 6.2 : Dispositions relatives aux enseignes ne nécessitant pas de certificat d'autorisation 146
6.2.1 : Enseignes permanentes 146
6.2.2 : Dispositions applicables aux numéros civiques 148
6.2.3 : Enseignes temporaires 148
Section 6.3 : Dispositions relatives aux enseignes nécessitant un certificat d'autorisation 151
6.3.1 : Champ d'application 151
6.3.2 : Nombre d'enseignes commerciales autorisées 151
6.3.3 : Normes d'implantation pour les enseignes commerciales attachées au bâtiment 151

6.3.4 : Normes d'implantation pour les enseignes commerciales autonomes 152
6.3.5 : Dispositions particulières applicables aux terrains adjacents à une autoroute 153
6.3.6 : Dispositions particulières applicables aux centres commerciaux 154
6.3.7 : Dispositions particulières applicables aux postes d'essence 155
6.3.8 : Dispositions particulières applicables dans le secteur du parc industriel 155
6.3.9 : Dispositions particulières relatives aux enseignes électroniques 155
6.3.10 : Dispositions particulières relatives aux enseignes de type « High-Rise » 156
6.3.11 : Dispositions particulières relatives à l'affichage dans le cadre de la location de chambres ... 157

CHAPITRE 7 : DISPOSITIONS RELATIVES AUX MESURES SOCIALES, ÉCO-RESPONSABLES, À LA PROTECTION ET À LA MISE EN VALEUR DE L'ENVIRONNEMENT 158

Section 7.1 : Dispositions relatives à l'aménagement social et éco-responsable des espaces libres, ainsi qu'à la plantation et la protection des arbres 158

7.1.1 : Obligation d'aménager les espaces libres 158
7.1.2 : Dispositions applicables à l'entretien des arbres 158
7.1.3 : Dispositions applicables à l'entretien des aménagements paysagers 158
7.1.4 : Abattage d'arbres autorisé 158
7.1.5 : Remplacement des arbres abattus sans autorisation 159
7.1.6 : Normes de protection des arbres lors de l'implantation d'une nouvelle construction 160
7.1.7 : Plantations prohibées 160
7.1.8 : Normes de localisation des arbres 161
7.1.9 : Aménagement paysager minimal exigé sur les terrains occupés par une habitation unifamiliale (H101), bifamiliale (H102), trifamiliale (H103) ou multifamiliale (H104) dans le périmètre d'urbanisation 161
7.1.10 : Aménagement paysager minimal exigé sur les terrains occupés par un usage du groupe « Habitation (H) » à l'extérieur du périmètre d'urbanisation 163
7.1.11 : Aménagement paysager minimal exigé sur les terrains occupés par un usage des groupes « Industrie (I) », « Commerce (C) », « Récréatif (R) » et « Public et institutionnel (P) » 164
7.1.12 : Dispositions applicables aux usages des groupes « Industrie (I) » et « Commerce (C) » 165
7.1.13 : Dispositions applicables aux usages du groupe « Extraction (EX) » 166
7.1.14 : Normes de compensation au nombre d'arbres exigé 166
7.1.15 : Dispositions applicables au maintien du couvert forestier en milieu boisé 167

7.1.16 : Dispositions relatives à l'obligation d'aménager des jardins de pluie pour les usages commerciaux, industriels et récréatifs 167
7.1.17 : Dispositions relatives à l'obligation d'aménager des jardins de pluie pour les usages résidentiels 167
Section 7.2 : Dispositions relatives à l'abattage d'arbres dans le cadre d'une exploitation sylvicole 169
7.2.1 : Champ d'application 169
7.2.2 : Prescription sylvicole 169
7.2.3 : Types de coupe autorisés 169
7.2.4 : Conditions générales 170
7.2.5 : Aménagement des chemins de débardage et des aires d'empilement 170
7.2.6 : Identification des zones sensibles 171
7.2.7 : Mesure de surveillance des travaux 171
7.2.8 : Mesure de contrôle de l'érosion 171
7.2.9 : Mesures de régénération 172
Section 7.3 : Dispositions relatives aux rives et au littoral 173
7.3.1 : Lacs et cours d'eau assujettis 173
7.3.2 : Nécessité d'un permis ou d'un certificat d'autorisation 173
7.3.3 : Largeur de la rive 173
7.3.4 : Les mesures relatives aux rives 173
7.3.5 : Les mesures relatives au littoral 177
7.3.6 : Dispositions particulières aux quais, abris et débarcadères 178
Section 7.4 : Autres dispositions relatives à la protection de l'environnement 179
7.4.1 : Dispositions applicables aux milieux humides 179
7.4.2 : Opérations de déblais et de remblais 179
Section 7.5 : Dispositions relatives aux aires d'agrément 181
7.5.1 : Aires d'agrément exigées pour certains usages 181
7.5.2 : Nombre d'aires d'agrément exigé 181

CHAPITRE 8 : DISPOSITIONS RELATIVES AUX CONTRAINTES NATURELLES ET ANTHROPIQUES ... 182

Section 8.1 : Dispositions relatives aux zones inondables 182
8.1.1 : Champ d'application 182

8.1.2 : Détermination des zones inondables 182
8.1.3 : Dispositions applicables aux zones inondables de grand courant 186
8.1.4 : Reconstruction d'un bâtiment principal sur un terrain déjà construit dans la zone inondable de grand courant 188
8.1.5 : Reconstruction d'un bâtiment accessoire sur un terrain déjà construit dans la zone inondable de grand courant 188
8.1.6 : Mesures d'immunisation applicables aux constructions, aux ouvrages et aux travaux réalisés dans une plaine inondable de grand courant 188
8.1.7 : Dispositions applicables aux zones inondables de faible courant 189
Section 8.2 : Dispositions relatives aux zones exposées aux glissements de terrain assujetties aux normes de classe I, II et III 190
8.2.1 : Champs d'application 190
8.2.2 : Les normes de classe I 190
8.2.3 : Les normes de classe II 190
8.2.4 : Les normes de classe III 190
8.2.5 : Expertise géotechnique nécessairement présentée à l'appui d'une demande de permis ou de certificat 190
Section 8.3 : Dispositions relatives aux zones exposées aux mouvements de terrain de type NA1, NA2, RA1 et fortement rétrogressifs 208
8.3.1 : Champs d'application 208
8.3.2 : Expertise géotechnique nécessairement présentée à l'appui d'une demande de permis ou de certificat 209
Section 8.4 : Dispositions particulières relatives aux zones AD-2, AD-5, AD-10, F-1, F-2 et F-3 237
8.4.1 : Dispositions particulières relatives aux zones AD-2, AD-5, AD-10, F-1 et F-2 237
8.4.2 : Dispositions particulières relatives à la zone F-3 237
Section 8.5 : Dispositions relatives aux carrières, sablières et gravière 239
8.5.1 : Champ d'application 239
8.5.2 : Conditions d'implantation 239
8.5.3 : Marge d'isolement d'une aire d'exploitation d'une carrière, sablière ou gravière 240
Section 8.6 : Dispositions relatives aux terrains contaminés 241
8.6.1 : Champ d'application 241
8.6.2 : Documents requis pour une demande de construction 241

Section 8.7 : Dispositions relatives aux zones de bruit routier pour l'Autoroute 25 242
8.7.1 : Champ d'application 242
8.7.2 : Interdiction d'implantation d'un usage sensible 242
8.7.3 : Cas d'exception relatifs à l'implantation d'un usage sensible 242
Section 8.8 : Dispositions relatives aux lignes de transport d'électricité à haute tension 244
8.8.1 : Autorisation préalable 244
8.8.2 : Dispositions applicables à l'emprise d'une ligne de transport électrique 244
Section 8.9 : Dispositions relatives aux étangs aérés 245
8.9.1 : Champ d'application 245
8.9.2 : Dispositions relatives aux étangs aérés 245
Section 8.10 : Dispositions relatives au groupe d'usages « Industrie (I) » 246
8.10.1 : Champ d'application 246
8.10.2 : Normes de protection de l'environnement 246
Section 8.11 : Dispositions relatives à la protection des points de captage d'eau souterraine ou de surface 247
8.11.1 : Champ d'application 247
8.11.2 : Dispositions relatives aux usages résidentiels non desservis 247

CHAPITRE 9 : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À LA ZONE AGRICOLE 248

Section 9.1 : Dispositions générales 248
9.1.1 : Champ d'application 248
9.1.2 : Dispositions relatives à la détermination des distances séparatrices relatives à la gestion des odeurs en milieu agricole 248
9.1.3 : Dispositions relatives aux usages en zone agricole 248
9.1.4 : Dispositions relatives aux bâtiments agricoles 249
9.1.5 : Dispositions relatives aux travaux de déblais et remblais en zone agricole 249
Section 9.2 : Dispositions relatives aux distances séparatrices 250
9.2.1 : Paramètres généraux de calcul des distances séparatrices relatives aux installations d'élevage et structures d'entreposage 250
9.2.2 : Distances séparatrices relatives aux installations de certains types d'élevage et aux structures d'entreposage par rapport à une aire de protection d'un périmètre d'urbanisation 266

9.2.3 : Distances séparatrices relatives aux installations et aux structures d'entreposage par rapport à une habitation construite avant le 21 juin 2001 et reliée à une exploitation agricole 266

9.2.4 : Distances séparatrices relatives aux installations d'élevage et aux structures d'entreposage par rapport à un immeuble protégé et une maison d'habitation exposée aux vents dominants d'été sud-ouest 266

9.2.5 : Distances séparatrices relatives aux lieux d'entreposage des engrais de ferme à plus de 150 mètres d'une installation d'élevage 267

9.2.6 : Distances séparatrices relatives à l'épandage des engrais de ferme 268

9.2.7 : Principe de réciprocité 269

9.2.8 : Période d'épandage 269

Section 9.3 : Dispositions relatives aux sites d'accumulation de déchets agricoles et lieux communs d'entreposage de fumier, de lisier ou de purin 270

9.3.1 : Dispositions applicables aux sites d'accumulation de déchets agricoles 270

9.3.2 : Obligation d'obtenir un certificat d'autorisation 270

9.3.3 : Normes de localisation 270

9.3.4 : Entreposage des fumiers, lisiers ou purins 270

Section 9.4 : Dispositions particulières applicables aux résidences autorisées à l'intérieur d'un îlot déstructuré 272

9.4.1 : Champ d'application 272

9.4.2 : Dispositions applicables à l'intérieur d'un îlot déstructuré 272

Section 9.5 : Dispositions particulières applicables aux résidences autorisées en zone agricole hors des îlots déstructurés 273

9.5.1 : Champ d'application 273

9.5.2 : Dispositions applicables à l'implantation d'une résidence à l'extérieur d'un îlot déstructuré 273

Section 9.6 : Dispositions particulières applicables aux usages autres que résidentiels et agricoles existants protégés par droits acquis en zone agricole 274

9.6.1 : Dispositions applicables 274

Section 9.7 : Dispositions relatives au traitement, à l'entreposage, à l'enfouissement et à l'élimination des matières résiduelles 275

9.7.1 : Champ d'application 275

9.7.2 : Dispositions générales 275

CHAPITRE 10 : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À CERTAINS USAGES, SECTEURS OU ZONES 276

Section 10.1 : Dispositions relatives aux postes d'essence 276
10.1.1 : Champ d'application 276
10.1.2 : Conditions d'exercice 276
10.1.3 : Implantation des bâtiments principaux et accessoires et entrée charretière 276
10.1.4 : Utilisation des marges et des cours 277
10.1.5 : Raccordement des égouts 278
10.1.6 : Précautions contre l'incendie 278
10.1.7 : Enfouissement des ressources 278
Section 10.2 : Dispositions relatives aux salons de bronzage 279
10.2.1 : Champ d'application 279
10.2.2 : Conditions d'implantation 279
Section 10.3 : Dispositions relatives aux antennes pour les usages d'utilité publique 280
10.3.1 : Champ d'application 280
10.3.2 : Conditions d'implantation 280
Section 10.4 : Dispositions relatives aux maisons mobiles et modulaires 281
10.4.1 : Normes d'implantation 281
10.4.2 : Normes architecturales et d'aménagement particulières 281
10.4.3 : Ceinture de vide technique 282
10.4.4 : Constructions accessoires 282
10.4.5 : Espaces de stationnement 283
10.4.6 : Service de vente, d'entretien et d'entreposage de maisons mobiles et modulaires 283
10.4.7 : Dispositions particulières aux maisons mobiles ou modulaires destinées à la main d'œuvre agricole 283
Section 10.5 : Dispositions relatives aux installations d'élevage et la pension 285
10.5.1 : Champ d'application 285
10.5.2 : Superficie minimale du terrain 285
10.5.3 : Conditions d'implantation et d'exercice 285
Section 10.6 : Dispositions relatives aux chenils 287
10.6.1 : Champ d'application 287
10.6.2 : Superficie minimale du terrain 287

10.6.3 : Localisation du bâtiment 287
10.6.4 : Conditions d'implantation et d'exercice 287
Section 10.7 : Dispositions relatives aux tables champêtres 288
10.7.1 : Champ d'application 288
10.7.2 : Conditions d'implantation et d'aménagement 288
Section 10.8 : Dispositions relatives aux terrains de camping aménagés ou semi-aménagés 289
10.8.1 : Champ d'application 289
10.8.2 : Conditions d'implantation et d'aménagement 289
Section 10.9 : Marché aux puces extérieurs 290
10.9.1 : Champ d'application 290
10.9.2 : Conditions d'implantation et d'aménagement 290
Section 10.10 : Centres commerciaux 291
10.10.1 : Champ d'application 291
10.10.2 : Conditions d'implantation et d'aménagement 291
Section 10.11 : Dispositions relatives à l'usage de vente, de mélange et d'entreposage de semences, d'engrais, de fertilisants et de pesticides 292
10.11.1 : Champ d'application 292
10.11.2 : Dispositions particulières 292
Section 10.12 : Dispositions particulières aux zones I-1 à I-4, ID-3, CR-1, PI-1 et PI-2 293
10.12.1 : Champ d'application 293
10.12.2 : Entreposage extérieur dans la zone I-2 293
10.12.3 : Matériaux de revêtement extérieurs 293
10.12.4 : Dispositions particulières applicables à la zone I-1 294
Section 10.13 : Dispositions applicables aux abris forestiers 295
10.13.1 : Champ d'application 295
10.13.2 : Dispositions générales 295
Section 10.14 : Dispositions spécifiques à la zone IM-1 296
10.14.1 : Champ d'application 296
10.14.2 : Dispositions générales 296
10.14.3 : Raccordement aux services 297

Section 10.15 : Dispositions spécifiques à la zone RE-1 298
10.15.1 : Champ d'application 298
10.15.2 : Dispositions applicables aux nouveaux projets résidentiels 298
Section 10.16 : Dispositions spécifiques aux zones AD-18, AD-32 et IM-1 299
10.16.1 : Champ d'application 299
10.16.2 : Dispositions applicables 299
Section 10.17 : Dispositions spécifiques aux zones industrielles de catégorie 1 300
10.17.1 : Champs d'application 300
10.17.2 : Dispositions générales 300
10.17.3 : Usages commerciaux et industriels à risques élevés 300
10.17.4 : Dispositions relatives à une bande tampon de sécurité 301
10.17.5 : Dispositions relatives à l'entreposage extérieur 301
10.17.6 Dispositions relatives à la largeur des bâtiment principaux 6 : 301
10.17.7 : Dispositions relatives à l'aménagement paysager 302
10.17.8 : Dispositions relatives à l'exposition extérieure 302
10.17.9 : Dispositions relatives aux activités de traitement et de valorisation des boues 302
10.17.10 : Dispositions relatives à l'aménagement paysager et l'entreposage dans les zones I 302
Section 10.18 : Dispositions relatives aux équipements et services régionaux 303
10.18.1 : Interdiction d'implantation 303
Section 10.19 : Dispositions relatives aux fermettes 304
10.19.1 : Dispositions générales 304
10.19.2 : Nombre d'animaux 304
10.19.3 : Animaux interdits 306
10.19.4 : Dispositions relatives au bâtiment abritant les animaux 306
10.19.5 : Dispositions relatives aux manèges, enclos extérieurs et cages où sont gardé les animaux . 306
10.19.6 : Dispositions relatives à l'entreposage du fumier 307
Section 10.20 : Dispositions relatives à l'élevage au sein des zones F 308
10.20.1 : Champs d'application 308
10.20.2 : Élevage interdit 308
10.20.3 : Pension interdite 308

10.20.4 : Conditions d'exercice 308

Section 10.21 : Dispositions relatives à la protection et la mise en valeur du patrimoine forestier au sein des zones F 309

10.21.1 : Champs d'application 309

10.21.2 : Préservation du couvert forestier existant 309

10.21.3 : Préservation d'une bande forestière 309

10.21.4 : Exigence de verdissement 309

Section 10.22 : Dispositions relatives à l'agrandissement ou la création de nouvelles aires périurbaines et de villégiature 310

10.22.1 : Documents requis pour l'autorisation d'un plan d'aménagement d'ensemble (PAE) 310

Section 10.23 : Dispositions relatives aux zones para-industrielle 311

10.23.1 : Champ d'application 311

10.23.2 : Aménagement paysager 311

10.23.3 : Zone tampon 311

10.23.4 : Entreposage extérieur 312

CHAPITRE 11 : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX PROJETS INTÉGRÉS 313

Section 11.1 : Dispositions relatives aux projets intégrés commerciaux 313

11.1.1 : Champ d'application 313

11.1.2 : Dispositions générales 313

11.1.3 : Superficie et dimensions 313

11.1.4 : Norme d'implantation et aménagement des terrains 313

11.1.5 : Normes de stationnement et d'accès aux bâtiments 314

11.1.6 : Enseignes 314

Section 11.2 : Dispositions relatives aux projets intégrés résidentiel 316

11.2.1 : Champ d'application 316

11.2.2 : Dispositions générales 316

11.2.3 : Mode d'implantation 316

11.2.4 : Bâtiments principaux 317

11.2.5 : Bâtiments accessoires 317

11.2.6 : Allées véhiculaires et aires de stationnement 318

11.2.7 : Aménagement extérieur 319
11.2.8 : Gestion écologique des eaux de ruissellement 319
11.2.9 : Espaces extérieurs communautaires 319
11.2.10 : Entreposage des déchets 319
11.2.11 : Critères environnementaux 320
Section 11.3 : Dispositions relatives aux projets intégrés au sein de la zone M-7 321
11.3.1 : Champs d'application 321
11.3.2 : Dispositions générales 321
11.3.3 : Dispositions relatives au stationnement 321
11.3.4 : Dispositions relatives à l'aménagement des terrains 322
11.3.5 : Dispositions relatives aux bâtiments 323
Section 11.4 : Dispositions relatives aux commerces régionaux 324
11.4.1 : Interdiction de commerces régionaux 324

CHAPITRE 12 : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX CONSTRUCTIONS ET USAGES DÉROGATOIRES 325

Section 12.1 : Dispositions générales 325
12.1.1 : Champ d'application 325
12.1.2 : Usage et construction conformes sur un lot dérogatoire 325
Section 12.2 : Dispositions relatives aux usages dérogatoires protégés par droits acquis 326
12.2.1 : Remplacement d'un usage dérogatoire protégé par droits acquis 326
12.2.2 : Extension d'un usage dérogatoire protégé par droits acquis à l'intérieur d'un bâtiment 326
12.2.3 : Extension d'un usage dérogatoire protégé par droits acquis à l'extérieur d'un bâtiment 326
12.2.4 : Extension d'un usage de la classe extraction protégée par droits acquis 327
12.2.5 : Reconstruction d'une construction détruite et devenue dangereuse dont l'usage est dérogatoire 327
12.2.6 : Abandon, cession ou interruption d'un usage dérogatoire protégé par droits acquis 328
12.2.7 : Dispositions particulières applicables à la zone AD-16 pour l'entreposage et le remisage extérieur pour les usages commerciaux. 328
12.2.8 : Dispositions particulières à la zone H-43 329

12.2.9 : Dispositions particulières applicables à l'entreposage et remisage extérieur de réservoirs et d'une bonbonne d'une station de remplissage pour une entreprise commercial dans la zone AD-16 329

Section 12.3 : Dispositions relatives aux constructions dérogatoires 330

12.3.1 : Réparation et entretien 330

12.3.2 : Agrandissement d'une construction dérogatoire protégée par droits acquis 330

12.3.3 : Déplacement d'une construction dérogatoire protégée par droits acquis 330

12.3.4 : Reconstruction d'une construction détruite et devenue dangereuse dont l'implantation et la construction sont dérogatoires 331

12.3.5 : Déplacement d'une construction dérogatoire protégée par droits acquis dans une rive 331

12.3.6 : Dispositions concernant l'implantation d'une construction ou d'un ouvrage dérogatoire réputé conforme 332

Section 12.4 : Dispositions relatives aux enseignes dérogatoires protégées par droits acquis 333

12.4.1 : Entretien et réparation d'une enseigne dérogatoire protégée par droits acquis 333

12.4.2 : Agrandissement d'une enseigne dérogatoire protégée par droits acquis 333

12.4.3 : Remplacement d'une enseigne dérogatoire protégée par droits acquis 333

Section 12.5 : Dispositions relatives aux droits acquis en zone agricole 334

12.5.1 : Remplacement d'un usage bénéficiant de droits acquis par un usage de même type 334

12.5.2 : Remplacement d'un usage C ou I bénéficiant de droits acquis par un usage H101 334

12.5.3 : Déplacement d'une résidence bénéficiant de droits acquis 334

12.5.4 : Agrandissement d'un usage bénéficiant d'un droit acquis 334

12.5.5 : Installation d'élevage dérogatoire 334

12.5.6 : Îlots déstructurés 335

12.5.7 : Taux d'implantation au sol pour les terrains à usage résidentiel dans les zones AD, AM, ID et F 335

Section 12.6 : Dispositions relatives aux services et équipements régionaux 337

12.6.1 : Champ d'application 337

12.6.2 : Dispositions relatives à l'usage dérogatoire 337

Section 12.7 : Dispositions particulières applicables à la zone ID-2 338

12.7.1 : Champ d'application 338

12.7.2 : Abandon, cession ou interruption de l'usage dérogatoire protégé par droits acquis 338

12.7.3 : Dispositions relatives aux constructions dérogatoires 338

12.7.4 : Dispositions particulières applicables à l'entreposage et remisage extérieur de réservoirs et d'une bonbonne d'une station de remplissage pour une entreprise commerciale existante dans la zone ID-2 338

Section 12.8 : Dispositions particulières relatives à la conformité de certaines normes 340

12.8.1 : Dispositions applicables à la plantation d'arbres 340

12.8.2 : Dispositions applicables à l'implantation des bâtiments 340

CHAPITRE 13 : DISPOSITIONS FINALES 341

Section 13.1 : Dispositions pénales et entrée en vigueur 341

13.1.1 : Contraventions et pénalités : dispositions générales 341

13.1.2 : Contraventions et pénalités : dispositions particulières à l'abattage d'arbres 341

13.1.3 : Entrée en vigueur 342

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Délimitation des cours....67
Figure 2 : Délimitation des marges....68
Figure 3 : Triangle de visibilité....89
Figure 4 : Triangle de visibilité....125
Figure 5 : Triangle de visibilité....142
Figure 6 : Détermination de la cote de crue....185
Figure 7 : Zone potentiellement exposée aux glissements fortement rétrogressifs RA1....208
Figure 8 : Zone exposée aux glissements fortement rétrogressifs RA1....238

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Norme relatives aux saillies et éléments architecturaux 76
Tableau 2 : Normes relatives aux constructions accessoires et temporaires pour tous les usages 84
Tableau 3 : Normes relatives aux constructions accessoires et temporaires pour l'usage habitation 86
Tableau 4 : Normes relatives aux constructions accessoires et temporaires pour les usages autre que l'habitation 87
Tableau 5 : Superficie maximale des constructions accessoires 90
Tableau 6 : Nombre d'étage d'un bâtiment accessoire 91
Tableau 7 : Hauteur maximale pour les clôtures 101
Tableau 8 : Hauteur maximale pour les haies et murets 102
Tableau 9 : Nombre requis de cases de stationnement pour le groupe d'usage « habitation » 119
Tableau 10 : Nombre requis de cases de stationnement pour le groupe d'usage « commerial » 119
Tableau 11 : Nombre requis de cases de stationnements pour le groupe d'usage « industrie » 120
Tableau 12 : Nombre requis de cases de stationnements pour le groupe d'usage « public et institutionnel » 120
Tableau 13 : Nombre requis de cases de stationnements pour le groupe d'usage « récératif » 120
Tableau 14 : Nombre requis de cases de stationnements pour le groupe d'usage « agricole » 121
Tableau 15 : Nombre requis de cases de stationnements pour le groupe d'usage « extraction » 121
Tableau 16 : Nombre requis de cases de stationnements pour les personnes ayant un handicap ou à mobilité réduite 121
Tableau 17 : Dimensions minimales des cases de stationnement 126
Tableau 18 : Dimensions minimales des cases de stationnement pour les personnes ayant un handicap ou à mobilité réduite 127
Tableau 19 : Nombre d'entrées charretières nécessaires par cases de stationnement 133
Tableau 20 : Nombre d'espaces de chargement/déchargement requis par bâtiments 136
Tableau 21 : Normes d'implantation pour les enseignes commerciales attachées au bâtiment 152
Tableau 22 : Normes d'implantation pour les enseignes commerciales autonomes 152
Tableau 23 : Dispositions particulières applicables aux terrains adjacents à une autoroute 154
Tableau 24 : Superficie minimale de surface arbustive ou arborescente en fonction de la superficie du lot 167
Tableau 25 : Cotes de crues de récurrence de 2, 20 et de 100 ans - Rivière de l'Achigan à Saint-Roch-de-l'Achigan, rivière principale 182

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 26 : Cotes de crues de récurrence de 2, 20 et de 100 ans - Rivière de l'Achigan à Saint-Roch-de-l'Achigan, bras nord de l'île Majeau 184

Tableau 27 : Cadre normatif relatif au contrôle de l'utilisation du sol dans les zones potentiellement exposées aux glissements de terrain dans les dépôts meubles – Classe I et II 192

Tableau 28 : Cadre normatif relatif au contrôle de l'utilisation du sol dans les zones potentiellement exposées aux glissements de terrain dans les dépôts meubles – Classes III 201

Tableau 29 : Cadre normatif relatif au contrôle de l'utilisation du sol dans les zones potentiellement exposées aux glissements de terrain dans les dépôts meubles / Expertise géotechnique 204

Tableau 30 : Normes applicables à l'usage résidentiel de faible à moyenne densité (unifamilial, bifamilial, trifamilial) 210

Tableau 31 : Normes applicables aux autres usages (usages autres que résidentiels faible à moyenne densité) 222

Tableau 32 : Famille d'expertise géotechnique requise selon la zone dans laquelle l'intervention est projetée. 232

Tableau 33 : Critères d'acceptabilité associés aux familles d'expertise géotechnique 235

Tableau 34 : Marge d'isolement de l'aire d'exploitation des activités d'extraction 240

Tableau 35 : Intensité permissible du bruit moyen aux limites de certains usages 246

Tableau 36 : Nombre d'unités animales (Paramètre A) 251

Tableau 37 : Distances de base (Paramètre B) 253

Tableau 38 : Charge d'odeur par groupe ou catégorie d'animaux (Paramètre C) 262

Tableau 39 : Type d'engrais de fumier (Paramètre D) 263

Tableau 40 : Type de projet (Paramètre E) 263

Tableau 41 : Facteur d'atténuation (Paramètre F) 265

Tableau 42 : Facteur d'usage (Paramètre G) 265

Tableau 43 : Distance séparatrice relative aux lieux d'entreposage des lisiers situés à plus de 150 mètres d'une installation d'élevage 267

Tableau 44 : Distances séparatrices relatives à l'épandage des engrais de ferme 268

Tableau 45 : Nombre d'animaux autorisé selon la superficie du terrain 305

Tableau 46 : Nombre d'animaux équivalent à une unité animale 305

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES, ADMINISTRATIVES ET INTERPRÉTATIVES

Section 1.1 : Dispositions déclaratoires

1.1.1 : Titre du règlement

Le présent règlement porte le titre de « Règlement de zonage » et le numéro 574-2025.

1.1.2 : Abrogation

Le présent règlement abroge le règlement numéro 300-1992, intitulé « *Règlement de zonage* » tel que modifié par tous ses amendements ainsi que toutes dispositions inconciliables d'un autre règlement en vigueur.

Cette abrogation n'affecte pas les permis et certificats légalement émis sous l'autorité du règlement ainsi remplacé ni les droits acquis avant l'entrée en vigueur du présent règlement.

1.1.3 : Portée du règlement et territoire assujetti

Le présent règlement, dont les dispositions s'imposent à toutes personnes, s'applique à l'ensemble du territoire de la Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan.

1.1.4 : Concurrence avec d'autres règlements ou des lois

Le fait de se conformer au présent règlement ne soustrait pas à l'obligation de se conformer à tout autre loi ou règlement du gouvernement provincial ou fédéral ainsi qu'à tout autre règlement municipal applicable en l'espèce.

1.1.5 : Documents annexés

Les documents sont annexés au présent règlement pour en faire partie intégrante :

1. L'annexe « 1 », intitulée « Plan de zonage » ;
2. L'annexe « 2 », intitulée « Grilles des spécifications »;
3. L'annexe « 3 », intitulée « Normes de localisation pour une installation ou un ensemble d'installations d'élevage au regard d'une maison d'habitation ou d'un immeuble protégé exposé aux vents dominants d'été »;

1.1.6 : Adoption partie par partie

Le conseil municipal de la Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan déclare par la présente qu'il adopte le présent règlement chapitre par chapitre, section par section et article par article, alinéa par alinéa, paragraphe par paragraphe de façon à ce que, si une partie du présent règlement venait à être déclarée nulle et sans effet par un tribunal, une telle décision n'ait aucun effet sur les autres parties du présent règlement sauf dans le cas où le sens et la portée du règlement ou de l'une de ses dispositions s'en trouveraient altérés ou modifiés.

Section 1.2 : Dispositions administratives

1.2.1 : Administration et application du règlement

L'administration et l'application du présent règlement sont confiées à toute personne nommée ci-après « fonctionnaire désigné », par résolution du conseil municipal.

1.2.2 : Pouvoirs du fonctionnaire désigné

Les pouvoirs du fonctionnaire désigné sont énoncés dans le *Règlement sur les permis et certificats.*

1.2.3 : Interventions assujetties

À la suite de l'entrée en vigueur du présent règlement, toute intervention (nouvelle construction, rénovation, agrandissement, reconstruction, démolition ou déplacement) sur une construction, un ouvrage ou un terrain (ou une partie de ceux-ci) doit être réalisée en conformité avec le présent règlement.

L'occupation et l'utilisation d'une construction ou d'un terrain (ou une partie de ceux-ci) doivent être réalisées en conformité avec le présent règlement, incluant l'extension ou le remplacement d'un usage.

L'exigence de conformité au présent règlement s'applique également lorsqu'aucun permis ou certificat n'est exigé.

Les conditions de délivrance des permis et certificats sont définies au *Règlement sur les permis et certificats.*

Section 1.3 : Dispositions interprétatives

1.3.1 : Interprétation des dispositions

Lorsque deux normes ou dispositions du présent règlement s'appliquent à un usage, bâtiment, terrain ou autre objet régi par le présent règlement, les règles suivantes s'appliquent :

1. La norme ou disposition particulière prévaut sur la disposition générale ;

2. La disposition la plus restrictive prévaut.

À moins que le contexte n'indique un sens différent, il est convenu que :

1. L'emploi du verbe « DEVOIR » indique une obligation absolue ;

2. L'emploi du verbe « POUVOIR » indique un sens facultatif, sauf dans l'expression « NE PEUT » qui signifie « NE DOIT » ;

3. Le mot « QUICONQUE » inclut toute personne physique ou morale.

La table des matières et les titres des chapitres, des sections et des articles du présent règlement sont donnés pour améliorer la compréhension du texte. En cas de contradiction entre le texte et le ou les titre(s) concerné(s) ou la table des matières, le texte prévaut ;

Les plans, annexes, tableaux, graphiques et symboles et toute forme d'expression autre que le texte proprement dit et contenu dans le présent règlement en font partie intégrante à toutes fins que de droit ;

En cas de contradiction entre un tableau, un graphique et le texte, les données du tableau ou du graphique prévalent ;

En cas de contradiction entre la grille des spécifications, le texte et le plan de zonage, la grille des spécifications prévaut ou la disposition la plus restrictive;

Les dimensions, superficies et autres mesures énoncées dans le règlement sont exprimées en unités du système international.

1.3.2 : Numérotation

Le mode de numérotation utilisé dans ce règlement est le suivant (lorsque le texte d'un article ne contient pas de numérotation relativement à un paragraphe ou à un sous-paragraphe, il s'agit d'un alinéa) :

1. Chapitre
1.1 Section
1.1.1 Article
Alinéa
1. Paragraphe
a) Sous-paragraphe

1.3.3 : Terminologie

À moins d'une indication contraire expresse ou à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions, termes et mots ont le sens et l'application que leur attribue le *Règlement sur les permis et certificats*.

CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS RELATIVES À LA CLASSIFICATION DES USAGES ET AU PLAN DE ZONAGE

Section 2.1 : Dispositions générales

2.1.1 : Règle d'interprétation

Aux fins du présent règlement, les usages sont regroupés par groupe et par classe et sont identifiés par un code d'usage spécifique. À moins qu'il ne soit mentionné spécifiquement dans plus d'une classe ou d'un groupe, un même usage ne peut appartenir qu'à une seule classe ou un seul groupe. Le fait de l'attribuer à une classe ou un groupe donné l'exclut automatiquement de tout autre classe ou groupe, c'est-à-dire :

1. Ne sont permis dans une zone que les usages qui y sont expressément autorisés ;

2. Un usage autorisé dans une zone est prohibé dans toutes les autres zones à moins d'y être expressément autorisé ;

3. En l'absence d'un usage spécifiquement défini dans un groupe, une classe ou un code, le fonctionnaire désigné recherche le code d'usage s'apparentant le plus à l'usage souhaité (usage similaire de par ses caractéristiques, sa nature, ses activités et ses impacts).

2.1.2 : Grilles des spécifications

Le présent règlement prévoit une grille des spécifications applicable à chaque zone, qui contient les usages autorisés et les dispositions particulières qui y sont applicables.

Les usages sont autorisés lorsqu'un point (●) est présent à la ligne de la classe d'usages correspondante. Malgré cela, un ou plusieurs codes d'usage de la même classe d'usages peuvent être autorisés ou prohibés : dans ce cas, ceux-ci sont identifiés dans la section « usage(s) spécifiquement autorisé(s) » ou « usage(s) spécifiquement prohibé(s) ».

Les grilles des spécifications sont présentées à l'Annexe 2 du présent règlement.

2.1.3 : Usage principal

Les dispositions suivantes s'appliquent pour un usage principal :

1. Un seul usage principal est autorisé par bâtiment, sauf s'il existe une disposition contraire au présent règlement ;

2. Un seul usage principal est autorisé par terrain, sauf s'il existe une disposition contraire au présent règlement.

2.1.4 : Usage mixte

Nonobstant les paragraphes 1 et 2 de l'article 2.1.3, les dispositions suivantes s'appliquent dans le cas d'un bâtiment accueillant des usages mixtes :

1. Lorsque cela est indiqué à la grille des spécifications correspondante, un bâtiment principal peut contenir deux (2) usages principaux ou plus, dont 1 usage du groupe habitation (H). Les autres usages doivent appartenir à la classe d'usage C1, C2 ou C4 ou aux codes d'usage C303 ou C306. Le nombre de logements est fixé à la grille des spécifications;

2. La totalité du rez-de-chaussée du bâtiment doit être réservée aux fins commerciales;

3. Aucun commerce peut s'établir au niveau d'un étage lorsqu'un logement occupe un étage au-dessous ou le sous-sol du bâtiment;

4. Les logements et les commerces doivent être pourvus d'entrées et de services distincts, en façade du bâtiment;

5. Aucune marchandise inflammable, explosive ou toxique ne doit être entreposée dans le bâtiment sans l'autorisation du service d'incendie.

2.1.5 : Usage multiple

Nonobstant les paragraphes 1 et 2 de l'article 2.1.3, les dispositions suivantes s'appliquent dans le cas d'un bâtiment accueillant des usages multiples :

1. Lorsque cela est indiqué à la grille des spécifications correspondante, un bâtiment principal peut contenir deux (2) usages principaux et plus des groupes d'usage commerce (C), industrie (I) et récréatif (R) ;

2. Dans le cas où seule une classe ou un code d'usage est autorisé dans la zone, le bâtiment principal doit contenir uniquement les usages autorisés à la grille des spécifications.

2.1.6 : Groupes, classes et codes d'usages

La classification des usages prévue au présent règlement est répartie selon des groupes d'usage, des classes d'usage et des codes d'usage, par exemple :

Groupe d'usage	Classe d'usage	Code d'usage
Commercial (C)	C1	C101, C102, C103, etc.
	C2	C201, C202, C203, etc.

En cas de contradiction entre le code d'usage et la description, la description de l'usage prévaut.

2.1.7 : Usages autorisés sur l'ensemble du territoire

Les usages suivants sont autorisés sur l'ensemble du territoire, dans toutes les zones sans aucune norme minimale relative aux dimensions des bâtiments, à moins d'une indication contraire au présent règlement :

1. Les parcs, terrains de jeux, plages, sentiers, voies cyclables et autres espaces verts sous l'égide d'un organisme public, incluant les bâtiments de services (bloc sanitaire, vestiaire, poste d'accueil) et les équipements sportifs extérieurs (soccer, baseball, etc.) ;

2. Les débarcadères, rampes de mise à l'eau et service de lavage de bateaux sous l'égide d'un organisme public, incluant les bâtiments de services (bloc sanitaire, vestiaire, poste d'accueil, salle de réunion, etc.) ;

3. Les lignes de distribution des réseaux d'aqueduc, d'égout, de gaz, d'électricité, de téléphone et de câblodistribution, incluant les puits, prises et sources d'eau, les réservoirs d'eau, les stations et postes de pompage ou de mesurage. Sont également inclus les équipements électriques nécessaires aux réseaux souterrains (transformateurs sur socle, armoires de sectionnement, etc.) ;

4. Les cabines téléphoniques et boîtes postales ;

5. Les abris publics sous l'égide d'un organisme public.

2.1.8 : Usages prohibés sur l'ensemble du territoire

Nonobstant toute autre disposition contraire du présent règlement, les usages principaux suivants sont prohibés sur l'ensemble du territoire :

1. Le traitement et la valorisation des boues, sauf dans le cas où il est réalisé par la Municipalité ou sous l'égide d'un organisme public ;

2. Les activités d'entreposage, d'enfouissement et d'élimination des déchets solides, dangereux ou matériaux secs et recyclage des déchets solides et de matières résiduelles, excluant les écocentres satellites ;

3. Les services et équipements régionaux de nature publique, administrative et institutionnelle suivants :

   a) Les services administratifs gouvernementaux et paragouvernementaux desservant l'ensemble de la MRC et la région administrative de Lanaudière, à l'exception des services requérant de vastes espaces d'entreposage extérieurs et ceux rattachés à une ressource spécifique du milieu ;

   b) Les équipements scolaires d'enseignement collégial et universitaire, à l'exception des maisons d'enseignement rattachés à une ressource spécifique du milieu (ex : école d'agriculture) ;

   c) Les établissements publics reliés à la santé et aux services sociaux de type centre hospitalier, centre de protection de l'enfance et de la jeunesse, centre d'hébergement et de soins de longue durée et centre de réadaptation de nature publique au sens de la Loi sur les services de santé et de services sociaux, à l'exception des comptoirs de services (ex : CLSC) décentrés par rapport au siège social de l'établissement ;

   d) Les équipements d'administration de la justice tels que les Palais de justice, à l'exception des centres de probation et de détention ;

   e) Les équipements culturels majeurs à caractère permanent desservant la MRC de Montcalm et la région administrative de Lanaudière, à l'exception des équipements reliés à une ressource archéologique, historique, naturelle ou récréative lorsque les caractéristiques du site le requièrent (ex : musée, centre d'interprétation, ou autres).

2.1.9 : Densité d'occupation

Les densités d'occupation résidentielle du sol sont prescrites par un nombre de logements à l'hectare minimal. Pour tout nouveau développement résidentiel desservis par les deux services, la densité minimale d'occupation est établie à 15 logements par hectare.

Section 2.2 : Classification des usages principaux

2.2.1 : Groupe d'usage « habitation (H) »

L'usage « habitation » doit s'exercer à l'intérieur du bâtiment principal. Les codes d'usage du groupe habitation sont les suivantes :

Code d'usage	Description
H101	**Les habitations unifamiliales**, soit les bâtiments comportant 1 seul logement
H102	**Les habitations de type bifamilial**, soit les bâtiments comprenant 2 logements sur un même terrain. Ces habitations peuvent comporter des logements superposés ou juxtaposés. Lorsque ces habitations sont autorisées dans une zone donnée, le nombre maximum de logements que peut comporter un bâtiment est indiqué à la grille des spécifications correspondante
H103	**Les habitations de type trifamilial**, soit les bâtiments comprenant 3 logements sur un même terrain. Ces habitations peuvent comporter des logements superposés ou juxtaposés. Lorsque ces habitations sont autorisées dans une zone donnée, le nombre maximum de logements que peut comporter un bâtiment est indiqué à la grille des spécifications correspondante
H104	**Les habitations multifamiliales**, soit les bâtiments comprenant 4 logements ou plus, superposés ou juxtaposés sur un même terrain. Lorsque ces habitations sont autorisées dans une zone donnée, le nombre maximum de logements que peut comporter un bâtiment est indiqué à la grille des spécifications correspondante
H105	**Les maisons mobiles et modulaires,** soit des résidences permanentes ou secondaires, construites sur un châssis remorquable et non sur fondations permanentes et destinées à être raccordées aux services publics. Le bâtiment ne comporte qu'un seul logement
H106	**Les habitations collectives** composées majoritairement de chambres ou de logements d'une chambre à coucher et dont un minimum de 10% de l'espace est destiné à l'usage exclusif des résidents (aire de repos, aire de récréation, préparation et consommation de repas sur place). Sont notamment inclus dans cette classe d'usage, les résidences privées pour personnes âgées, les centres d'hébergement, etc. qui ne relèvent pas des services publics ou gouvernementaux. Accessoirement, la résidence peut comprendre des usages accessoires et nécessaires aux résidents, telle une cafétéria, une buanderie, une salle communautaire Lorsque les habitations collectives sont autorisées dans une zone donnée, le nombre maximum de logements que peut comporter un même bâtiment est indiqué à la grille des spécifications.

2.2.2 : Groupe d'usage « commerce (C) »

Les classes d'usage du groupe commerce sont les suivantes :

1. Font partie de la **classe « C1 » (commerce local),** les commerces offrant les biens et services personnels nécessaires aux besoins courants et semi-courants de la population. Ces usages sont principalement réalisés à l'intérieur d'un bâtiment. L'entreposage extérieur n'est pas autorisé pour cette classe d'usage. La superficie de plancher ne peut excéder 3 000m², sauf pour l'usage C102 lorsque situé à l'intérieur du périmètre d'urbanisation.

Code d'usage	Description
C101	Magasins de type « dépanneur ».
C102	Magasins d'alimentation générale et spécialisée : épicerie, marché d'alimentation, pâtisserie, boulangerie, boucherie, poissonnerie, fruiterie, fromagerie, boutique d'aliments naturels, vins et spiritueux. Les activités de fabrication sur place de produits alimentaires sont autorisées pourvu qu'elles occupent moins de 30% de la superficie de plancher.
C103	Magasins de produits spécialisés : papeterie, article de bureau, librairie, boutique de décoration, d'art et d'artisanat (création et vente), magasin d'antiquités, boutique de petits animaux, disquaire, bijouterie, pharmacie, fleuriste, boutique de cadeaux.
C104	Magasins de produits et services spécialisés en articles, équipements et d'accessoires de sport, de loisirs et d'activités récréatives (vente et location).
C105	Magasins de meubles, d'appareils ménagers et d'électroniques.
C106	Magasins de vêtements, de chaussures et d'accessoire mode.
C107	Magasins à rayons, vente de produits divers.
C108	Magasins de services spécialisés : buanderie, salon de coiffure, d'esthétisme ou soins pour le corps, studio de bronzage, studio de photographie, encadrement, agence de voyages, traiteur (sans consommation sur place ou au comptoir).
C109	Boutiques et ateliers spécialisés : atelier de couture, fleuriste, nettoyeur, tailleur, cordonnier, rembourreur, réparateur de radios, téléviseurs et autres petits appareils ménagers ou électroniques.
C110	Centres de rénovation et quincailleries.
C111	Commerces spécialisés dans la vente de matériaux de construction, d'appareils et équipements d'électricité, de plomberie, de chauffage, de climatisation et autres systèmes mécaniques (sans entreposage extérieure, stationnement de véhicules lourds).
C112	Commerces de vente et de location d'outils (excluant la machinerie).
C113	Brocantes et ventes aux enchères ou à l'encan de produits neufs ou usagés.

2. Font partie de la **classe « C2 » (commerce de services),** les commerces offrant les services ci-dessous, dont l'usage est principalement réalisé à l'intérieur d'un bâtiment. L'entreposage extérieur n'est pas autorisé pour cette classe d'usage. La superficie de plancher ne peut excéder 3 000m².

Code d'usage	Description
C201	Services médicaux et soins de santé : bureaux de professionnels de la santé, clinique médicale.
C202	Services financiers et bancaires : banque, caisse, services financiers et d'assurances, bureau de courtage (valeurs mobilières et immobilières).
C203	Cliniques vétérinaires pour petits animaux domestiques, services de toilettage.
C204	Écoles d'enseignement privé et centres de formation tel que : musique, danse, d'arts martiaux (et autres activités sportives et physiques ne nécessitant pas d'appareils de conditionnement physique), croissance personnelle, artisanat, école de conduite.
C205	Salons funéraires, crématoriums et columbariums.
C206	Bureaux et services professionnels : bureaux professionnels, de services et de gestion des affaires (coordination, logistique, planification et gestion d'entreprise).
C207	Bureaux et services reliés à la construction (entrepreneurs, électriciens, etc.) sans entreposage extérieur et stationnement ou remisage de véhicules commerciaux, de véhicules lourds, de véhicules-outils ou de tout autre véhicule de travail ou de service.
C208	Services reliés au transport en commun et au transport collectif (terminus d'autobus, poste de taxi).

3. Font partie de la **classe « C3 » (commerce de divertissement),** les commerces de divertissement suivants, dont l'usage est principalement réalisé à l'intérieur d'un bâtiment. L'entreposage extérieur n'est pas autorisé pour cette classe d'usage. La superficie de plancher ne peut excéder 3 000m².

Code d'usage	Description
C301	Établissements, de moins de 250 sièges, où la principale activité est la présentation de spectacles à caractère culturel, comme les cinémas, centres d'interprétation et d'exposition, salles de danse, théâtres, musées, et où le service de restaurant ou de consommation (alcoolisée ou non) n'est qu'accessoire.
C302	Salles de réunion et salles de réception.
C303	Studios et ateliers d'artistes ou d'artisans, galeries d'art et d'artisanat.
C304	Commerces de récréation intérieure tels que les centres de conditionnement physique, arénas, piscines, courts de tennis, clubs de curling, salles de quilles, salles de billard, piste de course. À titre accessoire, les restaurants, bars, salles de réception et boutiques d'articles et de vêtements spécialisés (en lien avec l'activité principale) sont autorisés pourvu qu'ils n'occupent pas plus de 25% de la superficie de plancher.
C305	Mini-golfs (intérieur ou extérieur).

Code d'usage	Description
C306	Établissements où la principale activité est le service de consommation de boissons (alcoolisée ou non), tels que les bars et les discothèques.

4. Font partie de la **classe « C4 » (commerce de restauration),** les établissements de restauration, dont l'usage est principalement réalisé à l'intérieur d'un bâtiment. L'entreposage extérieur n'est pas autorisé pour cette classe d'usage. La superficie de plancher ne peut excéder 3 000m².

Code d'usage	Description
C401	Établissements où la principale activité est le service de repas et de boissons (alcoolisées ou non) pour consommation sur place, tels que les restaurants, les cafés, les bars laitiers, les bistros et les brasseries (établissement de restauration à service complet).
C402	Établissements où la principale activité est le service au comptoir de nourriture préparée pour consommation rapide au comptoir, incluant les établissements avec un service à l'auto (établissement de restauration à service restreint).

5. Font partie de la **classe « C5 » (hébergement),** les établissements d'hébergement, dont l'usage est généralement réalisé à l'intérieur d'un bâtiment. L'entreposage extérieur n'est pas autorisé pour cette classe d'usage. La superficie de plancher ne peut excéder 3 000m².

Code d'usage	Description
C501	Établissements d'hébergement de type « auberge » de 10 chambres et moins. Accessoirement, ces activités peuvent comprendre les services suivants pour la clientèle : restaurant, bar, boutique spécialisée, salle de réunion, équipements sportifs et de détente extérieurs et intérieurs, centre de santé, spa ou soins corporels.
C502	Établissements d'hébergement hôteliers (hôtels, motels, auberges de plus de 10 chambres) et complexe de villégiature. Accessoirement, ces activités peuvent comprendre les services suivants pour la clientèle : restaurant, bar, boutique et commerce spécialisée ou lié au complexe, salle de réunion, équipements sportifs et de détente extérieurs et intérieurs, centre de santé, spa ou soins corporels.

6. Font partie de la **classe « C6 » (commerce automobile et routier),** les commerces ou services destinés ou reliés aux usages de la route, les établissements destinés à la vente, la location et la réparation de véhicules récréatifs ou automobiles, excluant les véhicules lourds, dont l'usage est principalement réalisé à l'intérieur d'un bâtiment. Ce type d'usage ne doit, en aucun temps, transformer, réparer ou usiner de la marchandise ou des véhicules à l'extérieur du bâtiment. La superficie de plancher ne peut excéder 3 000m².

Code d'usage	Description
C601	Établissements de vente, de location ou de réparation de véhicules automobiles neufs ou usagés, incluant les petits camions et remorques.
C602	Établissements de vente, de location ou de réparation de roulottes, caravanes, motorisées, bateaux ou autres véhicules récréatifs neufs ou usagés.
C603	Établissements de vente de pièces et accessoires d'automobiles neufs, avec ou sans installation.
C604	Établissements de mécanique, de réparation et d'esthétisme automobile.
C605	Postes d'essence.
C606	Postes d'essence et, accessoirement, un atelier de réparation automobile (réparation mineure).
C607	Lave-autos.
C608	Établissements combinant un poste d'essence et un ou plusieurs des usages suivants : magasin de type « dépanneur », restaurant, club vidéo, service de nettoyeur, lave-autos automatisé.

7. Font partie de la classe « C7 » (commerce d'envergure), les établissements liés au domaine industriel et de la construction et services de gros. Les commerces offrant les biens et services ci-dessous, dont l'usage principal est réalisé à l'intérieur du bâtiment principal. L'entreposage extérieur doit être accessoire à l'usage principal.

   Par la nature de leurs activités, ces établissements ne causent pas d'inconvénients sur le voisinage. L'entreposage extérieur est autorisé pour cette classe d'usage. La superficie de plancher ne peut excéder 3 000m².

Code d'usage	Description
C701	Commerces de vente de monuments funéraires et de pierres tombales.
C702	Commerces de gros, excluant la vente de produits agricoles (semences, fertilisants, moulée).
C703	Entrepôts polyvalents destinés à la location.
C704	Activités d'entreposage (extérieur ou intérieur), de vente et de distribution de matériaux de construction et autres matériaux divers (en vrac ou non).
C705	Établissements liés au transport, à la logistique et à la distribution de produits.
C706	Parc de stationnement, incluant les stationnements de véhicules lourds.
C707	Pépinières, centres de jardin et serres commerciales.
C708	Commerces de vente de piscines, spas, remises et autres biens d'extérieur.

Code d'usage	Description
C710	Bureaux et services reliés à la construction et à l'entretien des bâtiments (entrepreneurs, plombiers, électriciens, paysagement, etc.), incluant le stationnement ou le remisage de véhicules commerciaux, de véhicules lourds, de véhicules-outils ou de tout autre véhicule de travail ou de service.
C711	Bureaux et services d'excavateurs, incluant le stationnement ou le remisage de véhicules commerciaux, de véhicules lourds, de véhicules-outils ou de tout autre véhicule de travail ou de service.
C712	Établissements de vente, de location et de réparation d'équipements mécaniques, de chantier ou routiers (machinerie, tracteur) et de véhicules lourds.
C713	Activités d'entreposage (extérieur ou intérieur) de biens et produits divers (véhicules récréatifs, bâtiment ou construction temporaire, etc.).
C714	Activités d'entreposage de carcasses automobiles, incluant les fourrières, les cimetières automobiles et les cours de ferraille.
C715	Société de transport, logistique.
C716	Ateliers de menuiserie, d'usinage, de soudure ou d'électricité.
C717	Fabrication et vente de maisons mobiles ou maisons préfabriqués.
C718	Activités d'entreposage de matériaux de construction et autres matériaux divers (en vrac ou non).
C719	Stationnement de véhicules lourds.

8. Font partie de la classe **« C8 » (commerce à compatibilité restreinte),** les établissements d'activités commerciales et de services, incluant les activités liées au divertissement, dont la cohabitation avec un usage sensible est restreinte ou dont les activités visent un public averti. Ces activités peuvent générer des nuisances au-delà des limites du terrain accueillant l'usage. L'entreposage extérieur doit être accessoire à l'usage principal. La superficie de plancher ne peut excéder 3 000m².

Code d'usage	Description
C801	Établissements où la principale activité est d'offrir des spectacles de danseuses ou de danseurs nu(e)s, la vente au détail d'objets à caractère érotique et tout autre usage de même nature. À titre accessoire, le service de repas et de boissons (alcoolisées ou non) pour consommation sur place.
C802	Tout établissement dans lequel est exploitée de façon principale ou subsidiaire, directement ou indirectement, la sexualité explicite ou la pornographie tels que les clubs échangistes ou tout autre établissement où est exposée de la pornographie.

Code d'usage	Description
C803	Marché aux puces extérieur.

2.2.3 : Groupe d'usage « industrie (I) »

Les classes d'usage du groupe industrie sont les suivantes :

1. Font partie de la classe « I1 » (industrie des hautes technologies), les établissements de recherche et de développement scientifique, expérimental ou technologique, les sièges sociaux et régionaux d'entreprises à caractère technologique ainsi que la fabrication de produits technologiques par transformation, assemblage ou remodelage de matériaux et d'autres produits déjà usinés ou partiellement usinés.

2. L'usage principal est généralement réalisé à l'intérieur du bâtiment principal. De par la nature de leurs activités, ces établissements ne causent pas d'inconvénients sur le voisinage. L'entreposage extérieur est autorisé pour cette classe d'usage.

3. Ces établissements peuvent, accessoirement, comporter des activités de réparation ou d'entretien, de distribution, de vente de gros et d'acheminement, vers des points de vente ou de transformation, des produits normalement fabriqués par l'établissement.

Code d'usage	Description
I101	Centres de haute technologie, de recherche et de développement et laboratoires spécialisés.
I102	Sièges sociaux et régionaux d'entreprises à caractère technologique.
I103	Industries des produits électroniques, matériels informatiques et périphériques.
I104	Industries de la pharmaceutique.
I105	Industries du domaine médical.

4. Font partie de la **classe « I2 » (industrie légère sans incidence),** les établissements de fabrication de produits par transformation, assemblage ou remodelage de matériaux et d'autres produits déjà usinés ou partiellement usinés.

   L'usage principal est généralement réalisé à l'intérieur du bâtiment principal. De par la nature de leurs activités, ces établissements ne causent pas d'inconvénients sur le voisinage. L'entreposage extérieur est autorisé pour cette classe d'usage.

Ces établissements peuvent, accessoirement, comporter des activités de réparation ou d'entretien, de distribution, de vente de gros et d'acheminement, vers des points de vente ou de transformation, des produits normalement fabriqués par l'établissement.

Code d'usage	Description
I201	Industrie artisanale et ateliers de métiers spécialisés tels les ateliers de menuiserie, de couture.
I202	Industrie de fabrication de vêtement et autres matières textiles (tissus divers et linge de maison).
I203	Industries des portes et fenêtres, armoires de cuisines, meubles et articles d'ameublement et autres activités ou fabrications connexes.
I204	Industries des produits électroniques, matériels informatiques et périphériques.
I205	Industries des enseignes et étalages.
I206	Industries de fabrication de produits minéraux et non métalliques (céramique, argile, verre).
I207	Industries de la fabrication d'articles de sport, jouets, jeux.
I208	Industries de l'imprimerie, de l'édition et des activités connexes.

5. Font partie de la **classe « I3 » (industrie légère avec incidence),** les établissements de fabrication de produits par transformation, assemblage ou remodelage de matériaux et d'autres produits déjà usinés ou partiellement usinés. Cette classe d'usage exclut la première transformation des matières, sauf pour les aliments.

   L'usage principal est généralement réalisé à l'intérieur du bâtiment principal. De par la nature de leurs activités, ces établissements sont susceptibles d'entraîner des inconvénients pour le voisinage (bruits, odeur, fumée, vibration, éclat de lumière, poussière, etc.). L'entreposage extérieur est autorisé pour cette classe d'usage.

   Ces établissements peuvent, accessoirement, comporter des activités de réparation ou d'entretien, de distribution, de vente de gros et d'acheminement, vers des points de vente ou de transformation, des produits normalement fabriqués par l'établissement.

Code d'usage	Description
I301	Industries des aliments, y compris l'empaquetage et la distribution.
I302	Industries des matières plastiques, du caoutchouc.
I303	Industries des métaux et produits métalliques.
I304	Industries liées au matériel de transport et de la machinerie.

2.2.4 : Groupe d'usage « public et institutionnel (P) »

Les classes d'usage du groupe public et institutionnel sont les suivantes :

1. Font partie de la **classe « P1 » (publique et institutionnelle),** les usages et services institutionnels, gouvernementaux et publics (et à des fins privées dans certains cas) :

Code d'usage	Description
P101	Établissements de santé et de services sociaux, tels que les centres locaux de services communautaires, les centres de protection de l'enfance et la jeunesse, les centres de santé et de services sociaux, les centres d'hébergement et de soins de longue durée (public ou privé), les centres de réadaptation et les centres d'accueil de portée locale. Les ressources intermédiaires, au sens Loi sur les services de santé et les services sociaux, L.R.Q., c. S-4.2, sont également incluent dans ce code d'usage dans la mesure où l'usage n'est pas exercé dans un local d'habitation.
P102	Centres de la petite enfance et garderies conformément à la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance, L.R.Q., c. S-4.1.1.
P103	Établissements d'enseignement et centres de formation, à l'exception des établissements d'enseignement collégial et universitaire. Ces derniers sont cependant autorisés s'ils sont rattachés à une ressource particulière du milieu, tel un centre de formation sur la faune ou d'interprétation du milieu naturel.
P104	Services gouvernementaux et paragouvernementaux de portée locale.
P105	Services municipaux (Hôtel de Ville, centre culturel et communautaire, bibliothèque, voirie et travaux publics, et autres bâtiments municipaux) et services de sécurité publique (police, pompier).
P106	Kiosques d'information touristique.
P107	Lieux destinés au culte, cimetières.

2. Font partie de la **classe « P2 » (utilité publique, infrastructure),** les usages suivants reliés aux services d'utilité publique (et à des fins privées dans certains cas) :

Code d'usage	Description
P201	Dépôts, centres de distribution (service) et d'entretien des compagnies d'électricité, de téléphone, de gaz ou autres services publics, incluant les centrales et les postes de relais.
P202	Usines de traitement ou d'épuration des eaux usées, incluant les bassins d'épuration et les étangs aérés, et usines de filtration de l'eau potable.
P203	Activités liées au traitement et à la valorisation des déchets (écocentre).

Code d'usage	Description
P204	Centre de traitement et de valorisation des boues.
P205	Bassin de rétention.
P206	Antennes de télécommunication et ligne téléphonique.
P207	Éoliennes.
P208	Ligne électrique.
P209	Conduites d'aqueduc et d'égout.
P210	Stationnement public.
P211	Gazoduc et oléoduc.
P212	Activités de traitement, d'entreposage, d'enfouissement ou d'élimination des matières résiduelles.

2.2.5 : Groupe d'usage « récréatif (R) »

Les classes d'usage du groupe récréatif sont les suivantes :

1. Font partie de la **classe « R1 » (récréative extensive),** les usages et activités récréatifs extensifs de nature publique ou privée, soit :

Code d'usage	Description
R101	Sentiers multifonctionnels, incluant les pistes cyclables, les sentiers de randonnée pédestres, les sentiers équestres, les pistes de ski de fond, les sentiers d'interprétation. Accessoirement, ces activités peuvent comprendre des bâtiments de services à la clientèle (bloc sanitaire, vestiaire, poste d'accueil et refuge).
R102	Centres d'interprétation de la nature ou liés à une ressource en place (historique, archéologique, écologique, récréative).
R103	Activités de conservation et de préservation de la nature.
R104	Activités liées à la pratique des activités nautiques telles que le kayakisme ou le canotage, incluant les plages ou à la pratique d'activités extérieures telles l'escalade, arbre en arbre. Accessoirement, les restaurants, bars, salles de réception, boutiques d'articles et de vêtements spécialisés (en lien avec l'activité principale) et service de location d'équipements (liés aux activités offertes par l'usage) sont autorisés.

2. Font partie de la **classe « R2 » (récréative intensive),** les usages et activités récréatifs intensifs de nature publique ou privée, soit :

Code d'usage	Description
R201	Activités de loisir générant des contraintes (bruit, structure et aménagements imposants, etc.) telles que les sentiers motorisés, les pistes de karting extérieur, piste de course extérieur, etc.
R202	Parcs d'amusement thématiques.
R203	Activités de loisir se pratiquant dans un lieu bien défini telles que les terrains de golf, les arénas, gymnase, etc. Accessoirement, les restaurants, bars, salles de réception, boutiques d'articles et de vêtements spécialisés (en lien avec l'activité principale) et service de location d'équipements (liés aux activités offertes par l'usage) sont autorisés.
R204	Campings aménagés ou semi-aménagés. Accessoirement et pour le confort de la clientèle uniquement, les usages suivants sont autorisés : restaurant, salle communautaire, service de buanderie, magasin de type « dépanneur », installations sanitaires, bâtiments de services administratifs.
R205	Prêt-à-camper. Accessoirement et pour le confort de la clientèle uniquement, les usages suivants sont autorisés : restaurant, salle communautaire, service de buanderie, magasin de type « dépanneur », installations sanitaires, bâtiments de services administratifs.

2.2.6 : Groupe d'usage « agricole (A) »

Les classes d'usage du groupe agricole sont les suivantes :

1. Font partie de la **classe « A1 » (agriculture),** les activités agricoles telles que définies dans la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (L.R.Q., c. P-41.1)*, soit la pratique de l'agriculture, incluant le fait de laisser le sol en jachère, l'entreposage et l'utilisation sur la ferme de produits chimiques, organiques ou minéraux, de machines et de matériel agricoles à des fins agricoles, limitées à la culture.

Code d'usage	Description
A101	Culture de sol et des végétaux. Accessoirement, les restaurants de type « table champêtre », les activités de vente des produits, incluant les kiosques, les centres d'interprétation, les activités de formation et d'éducation, les activités d'entreposage, de conditionnement, de recherche et de transformation de produits liés à la culture des produits sont autorisés.
A102	Érablières (acériculture). Accessoirement, les restaurants de type « table champêtre » ou « cabane à sucre », les activités de vente des produits acéricoles, incluant les kiosques, les centres d'interprétation, les activités de formation et d'éducation, les activités d'entreposage, de conditionnement, de recherche et de transformation de produits liés à l'acériculture sont autorisés.

2. Font partie de la **classe « A2 » (élevage),** les activités agricoles telles que définies dans la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (L.R.Q., c. P-41.1)*, soit la pratique de l'agriculture, incluant le fait de laisser le sol en jachère, l'entreposage et l'utilisation sur la ferme de produits chimiques, organiques ou minéraux, de machines et de matériel agricoles à des fins agricoles, limitées à l'élevage, la garde et la pension d'animaux de ferme.

Code d'usage	Description
A201	Élevage et garde d'animaux pour fins de consommation. Accessoirement, les restaurants de type « table champêtre », les centres d'interprétation, les activités de vente des produits animaux, incluant les kiosques, les activités de formation et d'éducation, les activités d'entreposage, de conditionnement, de recherche et de transformation de produits liés à l'élevage sont autorisés.
A202	Apiculture. Accessoirement, les restaurants de type « table champêtre », les centres d'interprétation, les activités de vente des produits, incluant les kiosques, les activités de formation et d'éducation, les activités d'entreposage, de conditionnement, de recherche et de transformation de produits liés à l'apiculture sont autorisés.
A203	Centres équestres et élevage de chevaux. Accessoirement, les centres d'interprétation, les activités de formation et d'éducation, les cours d'équitation sont autorisés.
A204	Pisciculture.

3. Font partie de la **classe « A3 » (chenils),** les activités liées à l'élevage d'animaux canins.

Code d'usage	Description
A301	Chenils

4. Font partie de la **classe « A4 » (services connexes aux activités agricoles),** les activités commerciales et industrielles liées aux activités agricoles et à la transformation des produits provenant de l'agriculture.

Code d'usage	Description
A401	Commerces de gros pour la vente de produits agricoles (semences, fertilisants, moulée).
A402	Commerce de détail et réparation des instruments de la machinerie agricole.
A403	Conserveries de fruits et de légumes.
A404	Coopératives agricoles.

Code d'usage	Description
A405	Couvoirs.
A406	Industries liées aux produits agricoles.
A407	Meunerie.
A408	Services d'entreposage de denrées agricoles produits sur la ferme.
A409	Lieu commun d'entreposage de fumier, de lisier ou de purin.

2.2.7 : Groupe d'usage « foresterie (F) »

La classe d'usage du groupe foresterie est la suivante :

1. Font partie de la classe « F1 (exploitation sylvicole) », l'usage lié à l'exploitation forestière.

Code d'usage	Description
F101	Exploitation sylvicole, soit la récolte de la matière ligneuse.

2.2.8 : Groupe d'usage « extraction (EX) »

La classe d'usage du groupe extraction est la suivante :

1. Font partie de la classe « EX1 » (activités extractives), les usages et activités d'extraction.

Code d'usage	Description
EX101	Carrières, sablières et gravières, incluant le tamisage, le concassage et la transformation primaire.

Section 2.3 : Classification des usages accessoires à un usage habitation

2.3.1 : Règle d'interprétation

La présente section vise à édicter les conditions d'implantation et d'exercice d'un usage accessoire à l'habitation autorisé à la grille des spécifications.

2.3.2 : Activités professionnelles à domicile

Lorsqu'autorisées à la grille des spécifications, les activités professionnelles à domicile sont autorisées de façon accessoire à l'usage principal habitation.

Les activités professionnelles à domicile autorisées sont les suivants :

1. Les services et bureaux de professionnels au sens du Code des professions ;
2. Les services et bureaux de gestion des affaires, administration et assurance ;
3. Les bureaux d'affaires, les travailleurs autonomes, les micro-entreprises de services ;
4. La garde de neuf (9) enfants et moins ;
5. Les cours privés destinés à trois (3) élèves et moins à la fois ;
6. Les salons de coiffure, de beauté et de soins personnels ;
7. La préparation de mets et de plats cuisinés ;
8. Les ressources de type familial ;
9. Les ressources intermédiaires, telles que définies par la Loi sur les services de santé et les services sociaux;
10. La fabrication et l'embouteillage artisanal de Kéfir d'eau et transformation (manuelle) de fruits en poudre de
10. type artisanal.

Les conditions d'implantation et d'exercice pour les activités professionnelles à domicile sont les suivantes :

1. Une (1) seule activité professionnelle à domicile parmi ceux identifiés au présent article, par bâtiment principal, est autorisée;

2. L'ensemble des activités professionnelles à domicile ne peut occuper une superficie de plancher excédant 25 % de la superficie totale du bâtiment ou jusqu'à quarante (40) mètres carrés. Le présent paragraphe ne s'applique pas aux activités suivantes : la garde d'enfants, les ressources de type familial et les ressources intermédiaires;

3. L'étalage, l'entreposage extérieurs et stationnement de véhicules lourds liés aux activités sont prohibés;

4. Les activités professionnelles ne doivent pas engendrer de changements au niveau de l'architecture et de l'apparence extérieure du bâtiment;

5. L'implantation et l'exercice des activités professionnelles doivent être exercés à l'intérieur du bâtiment principal;

6. L'activité ne doit engendrer de nuisances à l'extérieur du bâtiment (exemple : bruits, vibrations, odeurs, lumières, poussières, etc.);

7. Une (1) case de stationnement supplémentaire doit être fournie sur le terrain et aménagé conformément au présent règlement;

8. Les activités de vente au détail ou vente sur place sont interdites;

9. L'activité doit être exercée par l'occupant du bâtiment seulement;

10. Lorsque l'usage est exercé sur un terrain situé à l'intérieur de la zone agricole permanente, il doit préalablement faire l'objet d'une autorisation de la CPTAQ.

2.3.3 : Atelier d'artistes et d'artisans

Lorsqu'autorisé à la grille des spécifications, un atelier d'artiste et d'artisan, incluant un atelier de couture, est autorisé de façon accessoire à l'usage principal habitation.

Les conditions d'implantation et d'exercice pour un atelier d'artistes et d'artisans sont les suivantes :

1. L'atelier d'artiste et d'artisan doit être exercé à l'intérieur du bâtiment principal ou dans un bâtiment accessoire;

2. L'atelier d'artiste et d'artisan ne peut occuper une superficie de plancher excédant 25 % de la superficie totale du bâtiment principal ou jusqu'à quarante (40) mètres carrés. Lorsque l'usage est exercé dans un bâtiment accessoire, l'usage peut occuper 100 % du bâtiment sans toutefois dépasser une superficie de plancher brute de 80 mètres carrés;

3. En plus des occupants, un (1) employé peut y travailler;

4. L'étalage et l'entreposage extérieurs liés aux activités sont prohibés

5. L'implantation et l'exercice d'un atelier d'artistes et d'artisans ne doivent pas engendrer de changements au niveau de l'architecture et de l'apparence extérieure du bâtiment;

6. Aucun bruit ne doit être perceptible à l'extérieur du bâtiment où les activités sont pratiquées. Aucune fumée, poussière ou autre ne doit s'y dégager;

7. Une (1) case de stationnement supplémentaire doit être fournie sur le terrain et aménagée conformément au présent règlement;

8. Les activités de vente au détail ou vente sur place sont interdites;

9. Lorsqu'un atelier d'artistes ou d'artisans est exercé, un maximum d'une (1) activité professionnelle à domicile peut être exercé sur le même terrain;

10. Lorsque l'usage est exercé sur un terrain situé à l'intérieur de la zone agricole permanente, il doit préalablement faire l'objet d'une autorisation de la CPTAQ. De plus, en aucun cas l'usage ne peut être considéré comme un immeuble protégé au sens de l'application des distances séparatrices exigées au présent règlement.

2.3.4 : Logement intergénérationnel

Nonobstant l'article 2.3.1, un logement intergénérationnel est autorisé de façon accessoire à l'usage principal habitation sur l'ensemble du territoire de la Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan.

Les conditions d'implantation et d'exercice pour un logement intergénérationnel sont les suivantes :

1. Un (1) seul logement intergénérationnel est autorisé par habitation. L'attribution d'un numéro civique distinct du logement principal est interdit;

2. Les occupants du logement intergénérationnel doivent avoir un lien de parenté ou d'alliance, y compris par l'intermédiaire d'un conjoint de fait, d'un des occupants ou des propriétaires de l'habitation. Une preuve établissant le lien de parenté entre le propriétaire et l'occupant doit être transmise à la Municipalité sur une base annuelle, avant le 1er février de chaque année;

3. Le logement intergénérationnel ne doit être d'une superficie qui varie entre 15% et 45% de la superficie totale de l'habitation. Il peut toutefois s'exercer sur plus d'un étage. Un maximum de 75% de la superficie d'un logement intergénérationnel peut être localisé au sous-sol;

4. La superficie minimale du logement intergénérationnel est de trente-cinq (35) mètres carrés ;

5. Le logement ne peut être composé de plus de quatre (4) pièces, dont une chambre à coucher, en plus de la salle de bain ;

6. L'accès principal au logement intergénérationnel doit se faire à partir d'une pièce commune du logement principal. Malgré cette obligation, le logement intergénérationnel peut être pourvu d'une entrée secondaire distincte du logement principal. Cette entrée distincte doit être localisée à l'arrière ou sur un des murs latéraux du bâtiment principal;

7. Le logement intergénérationnel doit être distinct du logement principal, à l'exception d'une porte servant de passage entre les deux logements;

8. L'aménagement d'un logement intergénérationnel ne doit pas engendrer de changements au niveau de l'architecture et doit permettre de conserver l'apparence d'une habitation unifamiliale. De ce fait, l'aménagement du logement doit être effectué de manière à pouvoir facilement le réintégrer au bâtiment principal lorsque les occupants quittent;

9. Une seule entrée de service est autorisée pour le bâtiment principal pour l'électricité, l'aqueduc, l'égout et le gaz naturel;

10. Une (1) case de stationnement supplémentaire doit être fournie sur le terrain et aménagée conformément au présent règlement;

11. Aucun bâtiment accessoire supplémentaire n'est autorisé et aucune augmentation de la superficie d'un bâtiment accessoire n'est autorisé;

12. Le logement intergénérationnel doit être séparé du reste du bâtiment par une séparation coupe-feu ayant un degré de résistance au feu et doit être muni d'un système d'avertisseur de fumée de type électrique qui est relié aux autres avertisseurs du bâtiment principal;

13. L'aménagement d'un logement intergénérationnel n'est pas autorisé lorsqu'il y a une activité de location de chambres, un gîte touristique ou un logement au sous-sol d'aménagé.

2.3.5 : Location de chambres

Lorsqu'autorisés à la grille des spécifications, la location de chambres est autorisée de façon accessoire à l'usage principal habitation.

Les conditions d'implantation et d'exercice pour la location de chambres sont les suivantes :

1. Un maximum de trois (3) chambres peut être loué par bâtiment principal. Celles-ci doivent être localisées au rez-de-chaussée ou aux étages ;

2. La location de chambres à l'intérieur de la maison d'invité est interdite ;

3. Aucun équipement de cuisine est autorisé dans la chambre ;

4. La superficie maximale autorisée pour la location de chambres ne peut excéder cinquante (50) mètres carrés ;

5. Des cases de stationnement, équivalent au nombre de chambres mis en location, doivent être aménagées sur le terrain où l'usage s'exerce, conformément au présent règlement ;

6. Toute chambre doit être dotée d'une fenêtre d'une superficie minimale équivalente à 5 % de la superficie totale de la chambre;

7. Toute chambre doit être équipée d'un détecteur de fumée opérationnel;

8. L'habitation résidentielle doit comprendre une sortie de secours accessible par toutes les chambres en location ;

9. La location de chambres n'est pas autorisée lorsqu'un logement intergénérationnel ou au sous-sol ou un gîte touristique est aménagé ou exercé dans le bâtiment principal. De plus, aucun autre usage commercial ne peut être jumelé avec la location de chambres.

2.3.6 : Logement au sous-sol

Lorsqu'autorisés à la grille des spécifications, le logement au sous-sol est autorisé de façon accessoire à l'usage principal habitation.

Les conditions d'implantation et d'exercice pour le logement au sous-sol sont les suivantes :

1. La hauteur libre des pièces doit être d'au moins 2,3 mètres ;

2. Une entrée indépendante doit être prévue sur la façade principale ou sur un mur latéral du bâtiment pour desservir ce logement;

3. Une entrée secondaire accessible par une porte opérationnelle en tout temps, qui permet de rejoindre directement l'extérieur, doit être prévue également pour ce logement. Cette deuxième sortie assurera une issue de secours en cas d'incendie;

4. Le logement doit être pourvu d'un minimum de deux fenêtres pour assurer un minimum d'éclairage naturel pour l'occupant;

5. Une adresse civique doit être octroyée au logement;

6. Un espace de stationnement hors-rue doit être prévu pour desservir le logement;

7. L'installation septique du bâtiment doit être modifié pour respecter les dispositions de la Loi sur la qualité de l'environnement;

8. Le logement doit posséder un compteur électrique autonome;

9. L'aménagement d'un tel logement doit être conforme aux dispositions du présent règlement et aux dispositions du règlement de construction de la municipalité;

10. L'aménagement d'un logement au sous-sol n'est pas autorisé lorsqu'il y a une activité de location de chambres ou de gîte touristique ou lorsqu'un logement intergénérationnel est aménagé ou exercé dans le bâtiment principal

2.3.7 : Gîte touristique (B&B)

Lorsqu'autorisés à la grille des spécifications, un gîte touristique (B&B) est autorisé de façon accessoire à l'usage principal habitation.

1. Les conditions d'implantation et d'exercice pour un gîte touristique sont les suivantes :

2. Un (1) seul gîte touristique est autorisé par habitation unifamiliale implantée en mode isolée;

3. L'usage doit être exercé par l'occupant du bâtiment principal;

4. Un maximum de 5 chambres à louer est autorisé;

5. En plus des occupants, un (1) employé peut y travailler ;

6. Les chambres ne peuvent occuper plus de 60 % de la superficie totale du bâtiment principal;

7. Aucune chambre ne peut être aménagée au sous-sol;

8. Aucun entreposage extérieur n'est autorisé;

9. Des cases de stationnement, équivalent au nombre de chambres mis en location, doivent être aménagées sur le terrain où l'usage s'exerce, conformément au présent règlement;

10. Lorsqu'un gîte touristique est aménagé, la location de chambres, l'aménagement d'un logement intergénérationnel ou en sous-sol est interdit;

11. Lorsque l'usage est exercé sur un terrain situé à l'intérieur de la zone agricole permanente, il doit préalablement faire l'objet d'une autorisation de la CPTAQ ;

12. Nonobstant le paragraphe précédent, en zone agricole permanent une autorisation de la CPTAQ n'est pas nécessaire, si le gîte touristique est opéré par producteur agricole, comme usage complémentaire sur les lieux de l'exploitation agricole dans la résidence principale du producteur agricole.

2.3.8 : Fermette

Lorsqu'autorisée à la grille des spécifications, une fermette est autorisée de façon accessoire à l'usage principal habitation. L'usage fermette est autorisé pour les seules fins d'utilité ou d'agrément de l'usage résidentiel, ce qui exclut toutes fins commerciales. Les dispositions applicables sont prévues au chapitre 10 du présent règlement.

2.3.9 : La garde de poules pondeuses à des fins domestiques sur un terrain situé dans le périmètre urbain, en zone forestier, villégiature, ou agricole

La garde de poules pondeuses à des fins domestiques sur un terrain situé dans le périmètre urbain, en zone forestière, agricole dynamique ou agricole mixte, identifiée au plan de zonage du présent règlement, est autorisée aux conditions suivantes :

1. Applicable uniquement sur les propriétés résidentielles unifamiliales isolées;

2. Le nombre minimum de poules est fixée à 3 et le nombre maximum de poules est fixée à 5 ;

3. La garde d'un ou de plusieurs coqs est interdite;

4. Les poules doivent être gardées en permanence à l'intérieur du poulailler ou de l'enclos extérieur de manière à ce qu'elles puissent en sortir librement. Elles ne peuvent pas être gardées en cage.

5. Entre 21 h et 7 h, les poules doivent être gardées à l'intérieur du poulailler obligatoirement. Il est interdit de garder une ou des poules à l'intérieur d'une unité d'habitation;

6. Les plats de nourriture et d'eau doivent être conservés dans le poulailler ou dans l'enclos extérieur afin de ne pas attirer d'autres animaux ou rongeurs;

7. Le poulailler et l'enclos extérieur doivent être situés en cour latérale et/ou arrière et ils doivent toujours être maintenus dans un bon état de propreté;

8. La vente d'œufs, de fumier, de viande ou de toutes autres substances venant des poules est interdite;

9. Une entente avec un agriculteur doit être réalisée afin de disposer des fumiers.

Le poulailler doit être bien ventilé, avoir une hauteur maximale de 2,5 mètres, permettre la circulation entre l'enclos et le poulailler et avoir une dimension minimale de 0,37 mètre carré par poule sans excéder une superficie maximale de dix (10) mètres carrés ou 5% de la superficie de terrain.

L'enclos doit être entièrement clôturé, y compris le haut (toit), avoir une hauteur maximale de deux (2) mètres, avoir une dimension minimale de 0,92 mètre carré par poule sans excéder une superficie maximale de dix (10) mètres carrés ou 5% de la superficie du terrain.

Nonobstant toute disposition contraire, le poulailler et l'enclos domestique doivent respecter une distance minimale de trois (3) mètres des limites de propriété arrière et latérale, 1,5 mètre du bâtiment principal, 1,5 mètre de tout autre bâtiment et 30 mètres des puits destinés à la consommation humaine de la propriété sur laquelle ils sont situés et ceux des propriétés voisines.

Section 2.4 : Classification des usages accessoires à un usage autre que l'habitation

2.4.1 : Règle d'interprétation

La présente section vise à autoriser les usages accessoires liés à un usage principal autre que l'habitation et, le cas échéant, à édicter les conditions d'implantation et d'exercice.

2.4.2 : Usages accessoires à un usage « commercial »

L'autorisation d'un usage principal « commercial » implique l'autorisation des usages qui lui sont normalement accessoires, pourvu qu'ils respectent toutes les dispositions du présent règlement.

2.4.3 : Usages accessoires à un usage « industriel »

L'autorisation d'un usage principal « industriel » implique l'autorisation des usages qui lui sont normalement accessoires, pourvu qu'ils respectent toutes les dispositions du présent règlement.

2.4.4 : Usages accessoires à un usage « public et institutionnel »

L'autorisation d'un usage principal « public et intentionnel » implique l'autorisation des usages qui lui sont normalement accessoires, pourvu qu'ils respectent toutes les dispositions du présent règlement.

2.4.5 : Usages accessoires à un usage « récréatif »

L'autorisation d'un usage principal « récréatif » implique l'autorisation des usages qui lui sont normalement accessoires, pourvu qu'ils respectent toutes les dispositions du présent règlement.

2.4.6 : Usages accessoires à un usage « agricole »

L'autorisation d'un usage principal « agricole » implique l'autorisation des usages qui lui sont normalement accessoires, pourvu qu'ils respectent toutes les dispositions du présent règlement.

Dans le cas d'un usage accessoire situé en zone agricole, l'usage doit être autorisé en vertu de la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles*, et le cas échéant, faire l'objet d'une autorisation de la part de la CPTAQ.

2.4.7 : Usages accessoires à un usage « foresterie »

L'autorisation d'un usage principal « foresterie » implique l'autorisation des usages qui lui sont normalement accessoires, pourvu qu'ils respectent toutes les dispositions du présent règlement.

2.4.8 : Usages accessoires à un usage « extraction »

L'autorisation d'un usage principal « extraction » implique l'autorisation des usages qui lui sont normalement accessoires, pourvu qu'ils respectent toutes les dispositions du présent règlement.

Section 2.5 : Classification des usages temporaires

2.5.1 : Usages temporaires autorisés

Seuls les usages temporaires spécifiquement énumérés à la présente section sont autorisés.

Les usages temporaires liés à une activité ou événement sportif, culturel ou social sont régis par les règlements municipaux adoptés en vertu de la *Loi sur les compétences municipales* (L.R.Q., c. C-47.1).

2.5.2 : Vente extérieure temporaire pour un usage habitation (vente de garage)

La vente extérieure temporaire pour un usage habitation (vente de garage) est autorisée aux conditions suivantes :

1. La vente extérieure est autorisée sur un terrain où est érigé un bâtiment principal dont l'usage est l'habitation ;
2. Les ventes de garage sont limitées à un maximum de deux par année, par terrain occupé par une résidence;
3. La durée maximale d'une vente de garage est fixée à trois (3) jours;
4. L'activité peut avoir lieu entre 9h00 et 20h00 et la marchandise doit être remisée à l'extérieur de ces heures ;
5. La marchandise exposée doit être située dans les cours avant ou latérales, sans toutefois empiéter dans le triangle de visibilité ;
6. La marchandise doit être située à plus de 1 mètre des lignes de terrain ;
7. La un maximum de trois (3) enseignes temporaires est permis pour annoncer le lieu de la vente et celles-ci doivent être enlevées dans les deux (2) jours suivant la fin de la vente.

2.5.3 : Vente extérieure temporaire reliée à une activité sociale, sportive ou culturelle

La vente extérieure temporaire reliée à une activité sociale, sportive ou culturelle est autorisée aux conditions suivantes :

1. La vente extérieure est autorisée deux (2) fois par année;
2. La durée maximale est de quatre (4) jours et l'activité doit avoir lieu entre 8h00 et 22h00;
3. La marchandise exposée doit être située dans les cours avant ou latérales, sans toutefois empiéter dans le triangle de visibilité;

4. L'espace de vente extérieure ne doit pas empiéter sur un espace de stationnement, sauf s'il s'agit d'une case de stationnement ou d'une allée de circulation non nécessaire au respect des dispositions du présent règlement concernant le nombre minimum de cases de stationnement requis;

5. La marchandise doit être située à plus de deux (2) mètres des lignes de terrain;

6. L'étalage extérieur des marchandises ne doit pas gêner l'accès des piétons à un bâtiment;

7. Les panneaux comptoirs et tout autre élément devant servir à exposer la marchandise doivent être amovibles et être situés à une hauteur maximale de deux (2) mètres.

2.5.4 : Vente extérieure temporaire de produits horticoles ou maraîchers

La vente extérieure temporaire de produits maraîchers (fruits et légumes) est autorisée aux conditions suivantes :

1. La vente extérieure est autorisée sur un terrain situé dans les zones agricole, commerciale, publique et institutionnelle ou récréative;

2. Un seul kiosque de vente servant à effectuer les transactions de vente, d'une superficie maximale de vingt (20) mètres carrés, est autorisé. Ce kiosque ne peut en aucun cas être chauffé et doit être implanté en mode isolé. Le kiosque doit respecter une distance minimale de un (1) mètre par rapport à une ligne latérale et trois (3) mètres par rapport à une ligne avant;

3. La vente est autorisée pour une durée maximale six (6) mois par année, soit de mai à octobre;

4. La marchandise exposée doit être située dans les cours avant ou latérales, sans toutefois empiéter dans le triangle de visibilité;

5. La marchandise doit être située à plus de 1,5 mètre des limites de terrain;

6. En plus du nombre de case de stationnement minimal exigé par le présent règlement pour l'usage principal, un minimum de cinq (5) cases de stationnement doit être prévu sur le site;

7. L'espace de vente extérieure ne doit pas empiéter sur un espace de stationnement, sauf s'il s'agit d'une case de stationnement ou d'une allée de circulation non nécessaire au respect des dispositions du présent règlement concernant le nombre minimum de cases de stationnement requis;

8. L'étalage extérieur des marchandises ne doit pas gêner l'accès des piétons à un bâtiment;

9. Les panneaux comptoirs et tout autre élément devant servir à exposer la marchandise doivent être amovibles et être situés à une hauteur maximale de deux cinquante (2,50) centimètres;

10. Lorsque le kiosque est implanté sur un terrain situé dans la zone agricole permanente, il doit être opéré par un producteur agricole tel que défini par la *Loi sur les producteurs agricoles* et les produits agricoles vendus doivent provenir majoritairement de la ferme où est établi le kiosque.

Section 2.6 : Plan de zonage

2.6.1 : Division du territoire en zones

Aux fins du présent règlement, le territoire de la Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan est divisée en zones, telles qu'identifiées au plan de zonage composé de 4 feuillets et annexés au présent règlement comme « Annexe 1 ».

2.6.2 : Interprétation des limites de zone

Sauf indication contraire, les limites des zones montrées au plan de zonage coïncident avec la ligne médiane des emprises de rues ou autres voies de circulation, des emprises de chemin de fer ou d'une infrastructure, la ligne médiane des cours d'eau, les limites des lots ou les limites du territoire de la Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan.

Lorsqu'une limite ne coïncide avec aucun de ces éléments et qu'il n'y a aucune mesure indiquée, les distances doivent être prises à l'échelle du plan : dans ce cas, il doit être tenu pour acquis que la limite exacte d'une zone se situe au centre du trait la séparant de sa voisine.

Suivant une opération cadastrale après l'entrée en vigueur du présent règlement, si un lot faisant partie d'une même propriété se situe en partie dans une zone et en partie dans une autre zone, l'usage le plus restrictif autorisé aux grilles des spécifications s'applique.

2.6.3 : Identification des zones

Aux fins d'identification et de référence, chaque zone est désignée par un sigle alphanumérique permettant de se référer aux différentes dispositions du présent règlement et à la grille des spécifications qui lui est relative. Les lettres utilisées pour l'identification des zones font référence à la vocation principale de la zone, soit :

H :	Habitation	AD :	Agricole dynamique
C :	Commerciale	AM :	Agricole mixte
CON :	Conservation	ID :	Îlot déstructuré
CR :	Commerciale récréative	IM :	Industriel Montcalm
F :	Forestière	EX :	Extraction
M :	Mixte	CN :	Conservation
P :	Publique et institutionnelle	PI :	Para-industriel

R :	Récréative	U :	Urbaine
RE :	Résidentiel écoresponsable		

Toute zone est identifiée par une ou plusieurs lettres et un chiffre, par exemple « H-01 » ou « H-10 ».

CHAPITRE 3 : DISPOSITIONS RELATIVES AUX BÂTIMENTS PRINCIPAUX

Section 3.1 : Implantation des bâtiments principaux

3.1.1 : Nombre de bâtiments principaux

Pour tous les usages, un (1) seul bâtiment principal est autorisé par terrain. Cette disposition ne s'applique pas aux bâtiments faisant partie d'un projet intégré, pour un terrain occupé par un usage agricole ou lorsque spécifiquement autorisé par le présent règlement.

3.1.2 : Nombre de logements par bâtiment

Le nombre maximal de logements par bâtiment principal est indiqué dans les grilles des spécifications.

Aux fins du calcul du nombre de logements autorisé par bâtiment, lorsqu'un logement intergénérationnel est autorisé, ce dernier n'est pas calculé dans le nombre de logements maximum autorisé par bâtiment ni dans le calcul de la densité d'occupation (logements par hectare).

Cette disposition s'applique également aux établissements d'hébergement touristique et aux chambres à l'intérieur d'une habitation collective ou d'un bâtiment institutionnel.

3.1.3 : Division et subdivision d'un logement

La division ou la subdivision d'un logement est autorisée à la condition que le nombre total de logements soit conforme au nombre total de logements autorisé par bâtiment spécifié à la grille des spécifications.

3.1.4 : Mode d'implantation

Les modes d'implantation autorisés dans chacune des zones sont déterminés dans les grilles des spécifications.

3.1.5 : Nombre de bâtiments implanté en mode contigu

À moins d'une indication contraire dans les grilles des spécifications, un maximum de six (6) bâtiments peut être implanté en mode contigu, et ce, pour tous les usages.

3.1.6 : Taux d'implantation

Le taux d'implantation minimale et maximale d'un bâtiment sur le terrain est indiqué dans les grilles des spécifications. Le taux d'implantation s'applique uniquement au bâtiment principal ou à l'ensemble des bâtiments principaux autorisé sur un terrain par le présent règlement.

3.1.7 : Superficie et dimensions des bâtiments

La superficie et les dimensions (largeur et profondeur) minimales et maximales des bâtiments principaux sont déterminées à la grille des spécifications.

3.1.8 : Hauteur des bâtiments

La hauteur des bâtiments, en mètres et en étages, est déterminée à la grille des spécifications.

La hauteur maximale du sous-sol hors-sol est fixée à deux (2) mètres.

La hauteur maximale en mètres ne s'applique pas aux cheminées, aux silos, aux clochers de lieux de culte, aux structures abritant des équipements de ventilation, chauffage ou autres, érigées sur le toit d'un édifice et occupant moins de dix pour cent (10%) de la superficie du toit, aux antennes de radio et de télévision, aux silos et ou aux structures complémentaires aux bâtiments industriels et agricoles.

3.1.9 : Alignement de la façade principale

La façade comportant l'entrée principale du bâtiment principal doit être alignée parallèlement à la voie publique à laquelle elle fait face, sauf dans le cas d'un bâtiment érigé à l'intérieur d'un projet intégré. Toutefois, en raison de la topographie du terrain ou pour la construction d'un bâtiment solaire passif, l'angle de la façade principale par rapport à l'emprise de la voie publique dont elle fait face peut varier de 10 degrés.

3.1.10 : Déplacement de bâtiments principaux

Il est permis de procéder au déplacement d'un bâtiment principal à l'intérieur ou à l'extérieur du terrain sur lequel il est établi.

L'emplacement sur lequel était érigé le bâtiment doit être remis à l'état naturel dans les quatorze (14) jours suivants le déplacement du bâtiment ou à la fin des travaux. Une clôture de sécurité d'une hauteur d'un mètre quatre-vingts (1,80) centimètres doit être installée de manière à empêcher tout accès lorsqu'une fondation, avec une ouverture est présente. Cette disposition ne s'applique pas lorsqu'il n'y a pas de cavité créée par la fondation.

3.1.11 : Changement de niveau du terrain naturel

Dans aucun cas, le terrain naturel, qui sert de référence dans les définitions de sous-sol et rez-de-chaussée, ne doit être excavé ou rehaussé de façon à changer la nature des étages telle que conçue dans ces définitions.

Cet article est applicable dans les zones suivantes :

1. Dans les zones AD, ID, AM, RE, CR, I, IM, PI et F et ce, seulement pour les terrains de moins de 600 mètres carrés de superficie;

2. Dans les zones H. C, M, P, COM et U.

Section 3.2 : Marges et cours

3.2.1 : Permanence des marges minimales

Les exigences de marges établies en vertu du présent règlement ont un caractère obligatoire continu et prévalent tant et aussi longtemps que dure l'usage pour lequel elles sont édictées.

Sauf en cas d'expropriation ou une indication contraire au présent règlement, toute modification de terrain qui rend la construction dérogatoire et impliquant une réduction d'une marge en dessous du minimum exigible est prohibée.

Les marges de recul avant, latérales et arrière minimales sont déterminées dans les grilles des spécifications (minimale ou maximale).

3.2.2 : Délimitation des cours et des marges

Pour chaque terrain, des cours avant, latérales et arrière sont déterminées. La cour inclut la marge établie et peut être plus grande lorsque le bâtiment principal est implanté en retrait des marges fixées au présent règlement.

Les croquis suivants illustrent la délimitation des cours et des marges. Dans le cas d'un terrain dont l'usage principal est agricole et sur lequel est érigé un bâtiment principal à usage résidentiel, le bâtiment principal résidentiel est celui qui détermine la délimitation des cours.

Figure 1 : Délimitation des cours

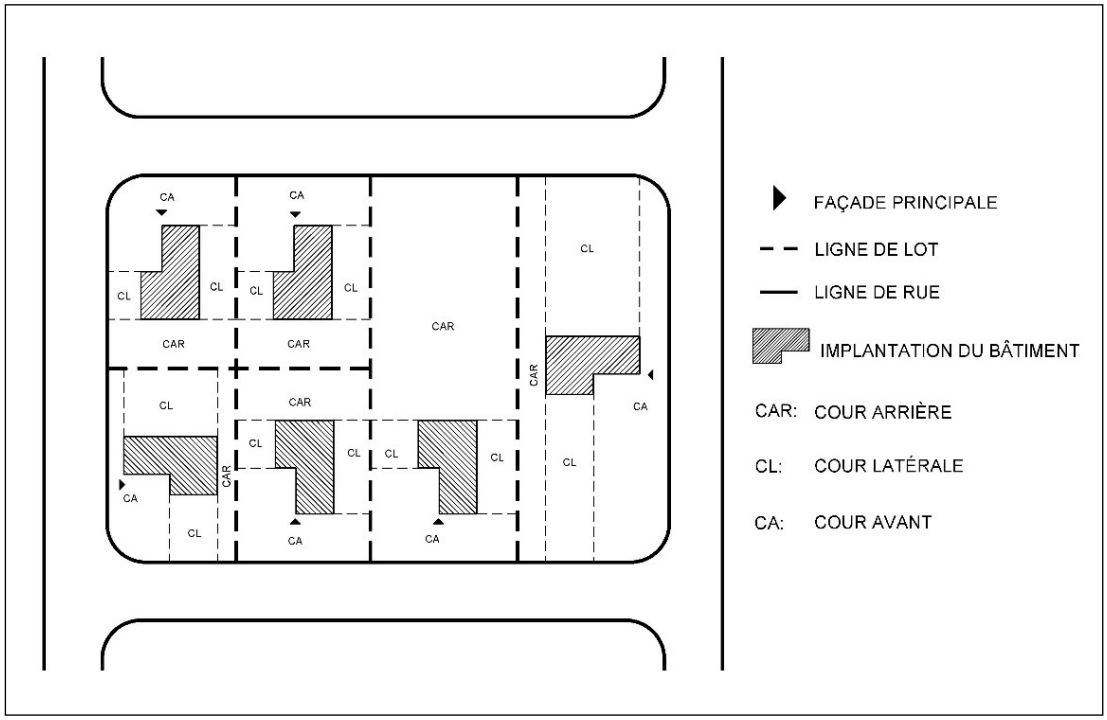
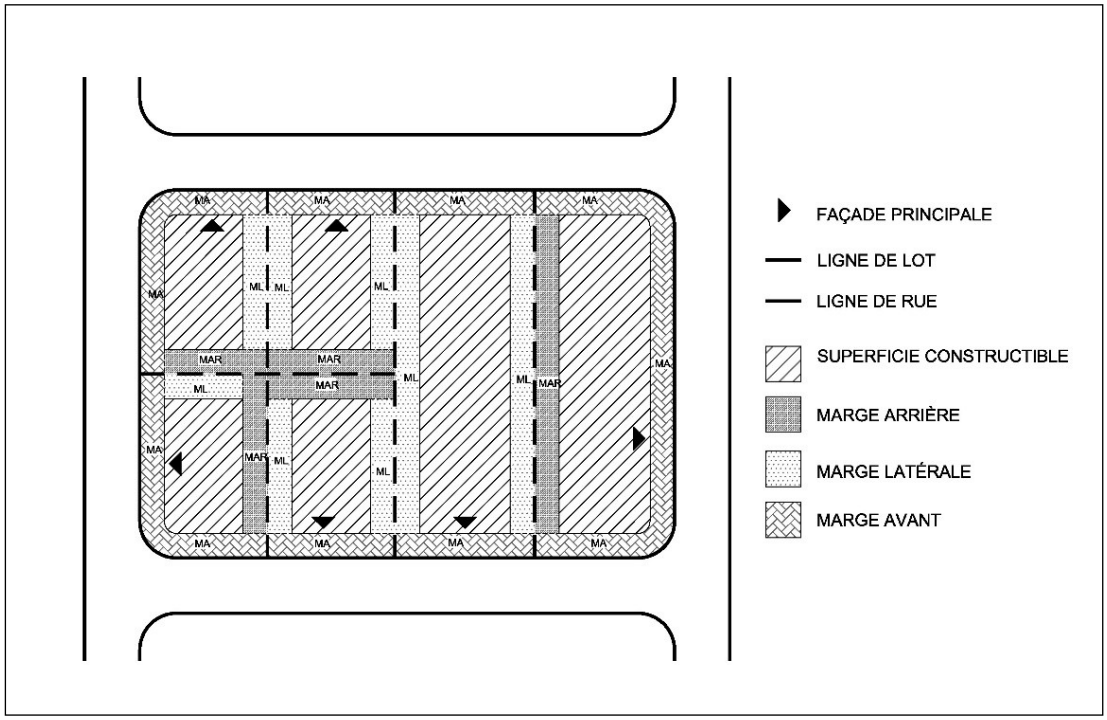


Figure 2 : Délimitation des marges



3.2.3 : Calcul des marges

Les dispositions suivantes pour le calcul des marges applicables :

1. Le calcul des marges s'effectue à partir des lignes du lot ou du terrain où les constructions sont implantées;

2. Le calcul des marges s'effectue à partir de la face extérieure du mur extérieur du bâtiment principal jusqu'à la ligne de lot ou de terrain visée par le règlement;

3. Dans le cas où la face extérieure du mur extérieur est composée d'un ou de plusieurs décrochés ou avancés, le calcul des marges s'effectue à partir du plan de mur ou le point le plus rapproché de la ligne de lot ou de terrain concerné.

4. Les marges prescrites ne s'appliquent pas aux constructions en souterrain et non apparentes.

3.2.4 : Calcul de la marge avant secondaire

Dans le cas d'un terrain adjacent à plus d'une rue, la marge avant secondaire minimale exigée est équivalente au résultat obtenu en divisant la marge avant minimale exigée à la grille des spécifications par 2, sans toutefois être inférieure à quatre (4) mètres. Cette distance doit toutefois être augmentée à un minimum de six (6) mètres lorsque l'entrée charretière et l'aire de stationnement desservant le garage autonome ou attenant fait face à la rue n'étant pas localisée du côté où se trouve la façade principale du bâtiment

Nonobstant le contenu du présent article, les dispositions suivantes doivent être respectées en tout temps :

1. Lorsque la grille des usages et des normes exige une marge avant minimale de 12,2 mètres, la marge avant secondaire ne peut être inférieure à dix (10) mètres ;

2. Lorsque la grille des usages et des normes exige une marge avant minimale de dix (10) mètres, la marge avant secondaire ne doit pas être inférieure à dix (10) mètres ;

3. Lorsque la grille des usages et des normes exige une marge avant minimale de 15 mètres, la marge avant secondaire ne doit pas être inférieure à 15 mètres.

3.2.5 : Marge avant dans les secteurs construits

Nonobstant la marge avant prescrite à la grille des spécifications, dans les secteurs construits, les dispositions suivantes s'appliquent :

1. Lorsqu'un (1) bâtiment principal peut être implanté sur un terrain vacant situé à côté d'un terrain construit dont la marge avant est inférieure à la marge avant prescrite à la grille des spécifications, la marge avant applicable doit être égale à la marge avant du bâtiment existant adjacent ;

2. Lorsqu'un (1) bâtiment principal peut être implanté sur un terrain vacant situé entre deux (2) terrains construits dont la marge avant est inférieure à la marge avant prescrite à la grille des spécifications, la marge avant applicable doit être égale à la moyenne des marges avant des bâtiments existants adjacents ;

3. Lorsque le terrain visé est adjacent à plus d'une rue, la marge applicable est celle du bâtiment existant adjacent dont la façade avant est orientée vers la même rue.

4. Cet article ne s'applique pas lorsque la distance entre le bâtiment principal projeté et un bâtiment principal adjacent est supérieur à vingt-cinq (25) mètres. Dans ce cas, l'implantation du bâtiment doit respecter la marge prescrite à la grille.

3.2.6 : Marge latérale dans les secteurs construits

Nonobstant la marge latérale prescrite à la grille des spécifications, dans les secteurs construits, les dispositions suivantes s'appliquent :

1. Dans le cas où le mur latéral ne comprend aucune ouverture, la marge latérale minimale doit être d'un (1) mètre et le total des deux (2) marges latérales doit être de trois (3) mètres;

2. Si le mur comprend une ouverture, la distance entre l'ouverture et la limite de propriété est d'un mètre et cinquante centimètres (1,5 m).

Section 3.3 : Normes architecturales

3.3.1 : Formes et éléments prohibés

Sont prohibés, sur l'ensemble du territoire :

1. L'emploi de véhicules (désaffectés ou non), de wagons de chemin de fer, d'autobus, de conteneurs, de remorques ou d'autres véhicules ou parties de véhicules similaires, comme bâtiment principal ou accessoire, avec roues ou non ;

2. Un bâtiment ayant la forme d'un être humain, d'un animal ou d'un végétal;

3. L'érection de structures gonflables permanentes ou temporaires (ce qui exclut les jeux pour enfants et les structures utilisés de façon temporaire lors d'événement);

4. L'érection, la construction ou l'implantation de structures amovibles, rétractables et autres structures similaires (ce qui exclut les jeux pour enfants et les structures utilisés de façon temporaire lors d'événement);

5. Un bâtiment ayant une forme demi-circulaire ou dôme, à l'exception des bâtiments dont l'usage est public, d'utilité publique et agricole.

3.3.2 : Matériaux de parement extérieur prohibés

Les matériaux de parement extérieur (murs et toit) suivants, permanents ou temporaires, pour les bâtiments principaux, sont prohibés :

1. La tôle, les panneaux d'acier ou d'aluminium et les autres matériaux similaires ayant une apparence lisse ne comportant ni saillie, ni relief, ni nervure, etc., (c'est-à-dire non architecturaux) et non recouverts d'un matériau de finition ou étant non peinturés, pré-émaillés, anodisés, galvanisés ou traités de toute autre façon équivalente, à l'exception des bâtiments à des fins agricoles et de la tôle émaillée sur les toits;

2. Le carton et papier fibre, goudronné ou non;

3. Les panneaux de particules ou d'agglomérés exposés ou de contre-plaqué;

4. Le papier goudronné ou minéralisé ou les revêtements similaires;

5. L'isolant, rigide ou autre (y compris l'uréthane giclé ou autre);

6. Le bois non peint, non blanchi à la chaux ou non traité pour en prévenir le noircissement, à l'exception du bardeau de cèdre et de la pruche;

7. Les panneaux d'amiante ou de fibre de verre, plats ou ondulés;

8. Le polyéthylène et le polyuréthane, sauf le polyéthylène pour les constructions accessoires ou temporaires pour un usage des groupes public, d'utilité publique et agricole de type « demi-circulaire », dôme ou pour une serre ou une construction temporaire de ce même type autorisée au présent règlement;

9. Le papier, les cartons-planches, les tôles, les enduits ou autres matériaux imitant ou tendant à imiter la pierre, la brique, le bois ou quelqu'autres matériaux naturels ainsi que les peintures imitant ou tendant à imiter des matériaux naturels et/ou artificiels;

10. Les blocs de ciment (sauf les unités de maçonnerie à nervures éclatées), les panneaux de béton et les finis de béton coulé sur place, d'une apparence lisse ne comportant ni saillie, ni relief, ni nervure, etc., (c'est-à-dire non architecturaux) et non recouverts d'un matériau de finition approuvé autre que la peinture;

11. Le stuc (stucco) et crépi ou fini de ciment roulé, appliqué directement sur une base de blocs de ciment ou autres matériaux similaires. Toutefois, ces matériaux pourront être posés sur une base de latte métallique montée sur une fourrure, soit en bois ou en métal, fixée aux blocs de ciment ou autres matériaux;

12. Le polycarbonate, sauf pour les serres à l'usage agricole, pour les serres domestiques et pour les bâtiments accessoires à l'usage résidentiel (incluant leurs toitures).

3.3.3 : Matériaux de parement extérieur exigés pour une façade principale

La superficie totale des murs extérieurs de la façade principale d'un bâtiment principal doit être recouverte, dans une proportion d'au moins 75% incluant les ouvertures, par un des matériaux ou encore par la combinaison d'un maximum de deux (2) des matériaux suivants :

1. La pierre naturelle;

2. La brique d'argile, de béton ou de calcite d'une épaisseur minimale de 75 millimètres;

3. Le bloc de béton architectural à nervures éclatées possédant un minimum de quatre (4) nervures éclatées;

4. Le verre;

5. Le marbre;

6. Le béton décoratif préfabriqué ou coulé sur place, d'une épaisseur minimale de 75 millimètres;

7. La céramique;

8. Le stuc à base de ciment, le stuc synthétique, l'agrégat et le fini de crépi, autre que ceux prohibés à l'article 3.3.2;

9. Les panneaux de crépi;

10. Les panneaux et clin de bois traités avec des enduits hydrofuges;

11. Les planches verticales ou obliques en bois et d'une épaisseur minimale de 25 millimètres traitées avec des enduits hydrofuges;

12. Clin ou panneau profilé de fibrociment.

13. Clin en fibre de bois peint ou prépeint en usine.

Le 25% restant de la superficie des murs extérieurs de la façade principale peut être recouvert des matériaux suivants, à concurrence d'un seul matériau :

1. Les panneaux d'aluminium et d'acier œuvrés de calibre 24 et plus et à clin pouvant être enduit de vinyle;

2. Les planches à clin, les planches verticales ou obliques, et les panneaux œuvrés en aluminium, en vinyle ou en résine de synthèse (simple, double ou triple);

3. Le bloc de béton recouvert d'un matériau de finition autorisé;

4. Le bardeau de bois;

5. Revêtement en composite.

Dans le cas d'un terrain de coin, la superficie totale des murs extérieurs de la façade latérale d'un bâtiment principal doit être recouverte, dans une proportion d'au moins 50% incluant les ouvertures, par un des matériaux ou encore par la combinaison d'un maximum de deux (2) des matériaux indiqués au premier alinéa.

Nonobstant le contenu du présent article, pour les bâtiments principaux localisé dans les zones I1, I2, I3, I4, PI-1 et PI-2 et CR1 et occupés par un usage commercial ou industriel, les exigences relatives aux proportions à respecter du présent

article sont non applicables. Les autres exigences relatives aux matériaux de parement extérieur demeurent toutefois applicables.

3.3.4 : Nombre de matériaux de parement extérieur autorisé

Un maximum de trois (3) matériaux de parement extérieur distincts peut être utilisé pour un bâtiment principal, à l'exclusion des matériaux pour la toiture, les cadres d'ouvertures et les soffites.

3.3.5 : Entretien des matériaux de parement extérieur

Les matériaux de parement extérieurs doivent être entretenus de façon à préserver leur aspect d'origine.

3.3.6 : Apparence des fondations

La fondation d'un bâtiment doit être recouverte d'un matériau de parement extérieur autorisé au présent règlement.

3.3.7 : Élévation du niveau du rez-de-chaussée

Le plancher du rez-de-chaussée d'un bâtiment principal, mesuré au centre de la façade principale du bâtiment, ne doit pas s'élever à plus de 1,5 mètre au-dessus du niveau moyen du sol.

3.3.8 : Utilisation de l'espace sous les fondations composées de pieux ou pilotis

Lorsque le bâtiment principal ou une partie de celui-ci est érigé sur pieux ou pilotis, l'espace laissé libre entre le niveau moyen du sol et le niveau du rez-de-chaussée peut être utilisé pour l'entreposage de matériel domestique ou lié à l'usage principal autorisé (entreposage extérieur ou intérieur). Dans tous les cas, l'espace doit être fermé par un treillis, une clôture ou un matériau de parement extérieur autorisé au présent règlement.

3.3.9 : Toiture

Le revêtement de la toiture doit être constitué d'un des matériaux ou encore la combinaison d'un maximum de deux (2) des matériaux suivants :

1. Le bardeau d'asphalte ;
2. Le revêtement d'acier émaillé non lisse de calibre 24 et plus ;
3. La tuile de fibre de verre ;

4. La tuile d'aluminium ;

5. La tuile de métal recouverte de granules (système décru) ;

6. La tuile de béton ;

7. La tuile d'ardoise ;

8. La tôle à baguette et la tôle à pincette.

Nonobstant le premier alinéa, un bâtiment principal comportant un toit plat dont la pente est inférieure à 2 unités verticales pour 12 unités horizontales doit être recouvert d'un des matériaux de revêtement suivants :

1. Toit végétalisé ;

2. Un matériau de couleur blanche, un matériau peint de couleur blanche ou recouvert d'un enduit réfléchissant ou d'un ballast de couleur blanche ;

3. Un matériau dont l'indice de réflectance solaire (IRS) est d'au moins 78, attesté par les spécifications du fabricant ou par un avis d'un professionnel ;

4. Dans les RE, les équipements écoresponsables et construction durable.

5. Une combinaison des matériaux identifiés précédemment.

Nonobstant les dispositions prévues à l'article, la partie du toit occupée par les équipements mécaniques n'est pas soumise à ces exigences.

3.3.10 : Forme de toit d'un bâtiment de quatre (4) étages ou plus

Nonobstant toute disposition contraire du présent règlement, tout bâtiment de quatre (4) étages ou plus doit être muni d'un toit plat.

3.3.11 : Saillies et éléments architecturaux dans une marge ou une cour

Les éléments érigés en saillie d'un bâtiment principal, pour tous les usages, sont autorisés ou prohibés dans les cours et les marges aux conditions suivantes, à moins d'une indication contraire au présent règlement :

Tableau 1 : Norme relatives aux saillies et éléments architecturaux

Saillies ou élément architectural	Avant		Latérales		Arrière	
	Cour	Marge	Cour	Marge	Cour	Marge
1. Marquise d'une largeur maximale de 2 mètres, corniche, auvent, avant-toit (sans balcon)	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Empiétement maximal dans la marge :		2 m		0,6 m		0,6 m
2. Cheminée d'une largeur maximale de 2 mètres	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Empiétement maximal dans la marge :		1 m		0,6 m		0,6 m
3. Fenêtre en baie d'une largeur maximale de 2 mètres	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Empiétement maximal dans la marge :		1,5 m		1 m		1 m
Distance minimale de la ligne de terrain :				1,5 m		1,5 m
4. Escalier extérieur donnant accès au rez-de-chaussée ou donnant accès au sous-sol	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Distance minimale de la ligne de terrain :	2 m	2 m	1 m	1 m	1 m	1 m
5. Escalier extérieur donnant accès au bâtiment d'une hauteur de 1,5 mètre et plus	Non *	Non *	Non *	Non *	Non *	Non *
Empiétement maximal dans la marge :				3 m		3 m
Distance minimale de la ligne de terrain :			1 m	1 m	1 m	1 m
*Sauf dans le cas d'un escalier de secours s'il est impossible de l'installer ailleurs aux fins de se conformer au Code de construction du Québec.						
6. Balcon, galerie ou perron	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Distance minimale de la ligne de terrain :			1,5 m	1,5 m	1,5 m	1,5 m
Distance minimale de la ligne de terrain latérale dans le cas d'un bâtiment jumelé ou contigu :			0,6 m	0,6 m	0,6 m	0,6 m
7. Véranda	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Empiétement maximal dans la marge :		2 m		1,5 m		1,5 m
Distance minimale de la ligne de terrain :			0,6 m	0,6 m	0,6 m	0,6 m

Saillies ou élément architectural	Avant		Latérales		Arrière	
	Cour	Marge	Cour	Marge	Cour	Marge
8. Les autres types de structure en saillie, non énumérés précédemment, d'au plus 0,3 mètre	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui

3.3.12 : Saillies et éléments architecturaux dans une marge ou une cour avant secondaire

Les saillies ou les éléments architecturaux autorisés dans la cour ou la marge latérale sont aussi autorisés dans la cour ou la marge avant secondaire et doivent respecter les mêmes dispositions qu'indiquées au tableau de l'article 3.3.10. Inversement, une interdiction dans la cour ou la marge latérale est aussi une interdiction applicable pour la cour ou la marge avant secondaire.

3.3.13 : Balcon et galerie

Les dispositions suivantes s'appliquent aux balcons et aux galeries :

1. Les balcons et galeries situés dans la cour avant ne peuvent avoir une profondeur de plus de 3 mètres, excluant les marches et les dispositifs d'accès à ce balcon ou à cette galerie ;

2. L'espace sous la galerie doit être entouré d'un écran de façon à présenter une opacité d'au moins 75 %. Cet écran peut être fait d'un treillis de bois ou d'un autre matériau. Il peut également être fait d'un aménagement paysager (arbustes et végétaux), si la hauteur de l'aménagement paysager est au moins égale à la hauteur du plancher de la galerie. Cette obligation s'applique uniquement pour une galerie visible d'une rue.

3.3.14 : Véranda

Les dispositions suivantes s'appliquent aux vérandas :

1. La superficie maximale de la véranda est fixée à 25 mètres carrés ;

2. Lorsque l'espace sous la véranda est inférieur à 1,8 mètre, cet espace doit être entouré d'un écran de façon à présenter une opacité d'au moins 75 %. Cet écran peut être fait d'un treillis de bois ou d'un autre matériau. Il peut également être fait d'un aménagement paysager (arbustes et végétaux), si la hauteur de l'aménagement paysager est au moins égale à la hauteur du plancher de la véranda.

Section 3.4 : Normes architecturales particulières aux habitations

3.4.1 : Nombre de portes

En présence d'un garage privé attenant, une (1) porte supplémentaire peut être installée sur la façade avant d'un bâtiment principal pour accéder directement au garage.

Une porte principale est obligatoire en façade avant d'une habitation.

3.4.2 : Comble du toit

Le comble peut être aménagé en pièce habitable sans que le comble compte pour un étage supplémentaire.

3.4.3 : Garage privé attenant au bâtiment principal

Lorsqu'un garage privé est attenant au bâtiment principal, celui-ci fait partie intégrante du bâtiment principal. Pour être considéré comme attenant, l'un ou plusieurs des murs du garage privé doit faire corps avec le bâtiment principal. De plus, il doit avoir une communication directe entre le bâtiment principal et le garage privé par l'intérieur de celui-ci.

Le garage privé attenant est autorisé aux conditions suivantes :

1. La superficie du garage privé ne doit pas excéder 65% de la superficie du rez-de-chaussée du bâtiment principal;

2. La largeur du garage privé ne peut excéder 75% la largeur du bâtiment principal ;

3. La hauteur du garage privé ne peut excéder la hauteur du bâtiment principal (au faîte du toit);

4. La hauteur maximale d'une porte d'un garage privé est de trois mètres dix (3,10) centimètres;

5. Un maximum de trois (3) portes de garage est autorisé par garage privé ;

6. Un garage privé peut être converti en pièce habitable. La porte de garage doit être enlevée et remplacée par des ouvertures ou un parement autorisé au présent règlement;

7. Une (1) ou plusieurs pièces habitables peuvent recouvrir la superficie du plafond du garage privé.

3.4.4 : Abri pour automobiles attenant au bâtiment principal

Lorsqu'un abri pour automobiles est attenant au bâtiment principal, celui-ci fait partie intégrante du bâtiment principal. Pour être considéré comme attenant, l'un ou plusieurs des murs de l'abri pour automobiles doit faire corps avec le bâtiment principal.

L'abri pour automobiles est autorisé aux conditions suivantes :

1. Un (1) abri pour automobiles attenant au bâtiment principal est autorisé si aucun garage privé n'est attenant au bâtiment principal

2. La largeur de l'abri pour automobiles ne peut excéder 75% de la largeur du bâtiment principal ;

3. La superficie maximale est fixée à 65 mètres carrés sans toutefois excéder 50% de la superficie du rez-de-chaussée du bâtiment principal;

4. Le nombre d'étages est fixé à un (1) et la hauteur ne peut excéder la hauteur du bâtiment principal ;

5. Une (1) ou plusieurs pièces habitables peuvent recouvrir la superficie du plafond de l'abri pour automobiles ;

6. Un abri pour automobiles peut être converti en garage privé attenant au bâtiment principal, conformément au présent règlement.

3.4.5 : Habitations jumelées et contiguës

Les dispositions suivantes s'appliquent aux habitations jumelées et contiguës :

1. Deux (2) habitations ou plus, destinées à être jumelées ou contiguës, doivent être construites simultanément ;

2. Deux (2) habitations ou plus, destinées à être jumelées ou contiguës, doivent présenter le même nombre d'étages. La hauteur peut être supérieure ou inférieure de 1,5 mètre à celle du bâtiment jumelé ou contigu ;

3. Dans le cas d'une modification ou d'un agrandissement d'une habitation jumelée ou contiguë existante qui entraîne la modification de la hauteur, le nombre d'étages autorisé est le même que celui du ou des bâtiment(s) jumelé(s) ou contigu(s). La hauteur peut être supérieure ou inférieure d'un mètre cinquante (1,50) centimètres à celle du bâtiment jumelé ou contigu ;

4. Tout agrandissement du côté mitoyen d'un bâtiment jumelé ou contigu doit respecter la marge latérale, à moins que le mur mitoyen ne soit prolongé et que le même agrandissement ne soit fait en même temps pour les deux (2) bâtiments.

3.4.6 : Espaces de rangement pour certaines habitations

Des espaces de rangement attenants peuvent être aménagés pour les classes d'usage H103 (habitations trifamiliales), H104 (habitations multifamiliales) et H106 (habitations collectives) aux conditions suivantes :

1. Les espaces de rangement doivent être attenants au bâtiment principal et localisés sur le plan de façade arrière : ils font partie intégrante du bâtiment principal pour les fins d'application des normes du présent règlement ;

2. Les espaces de rangement doivent être situés au niveau du sol (rez-de-chaussée) et être minimalement accessibles par l'extérieur ;

3. Des espaces de rangement supplémentaires peuvent être situés aux étages ou au sous-sol ;

4. La superficie minimale exigée par espace de rangement, situé au niveau du sol, est de trois (3) mètres carrés par logement ;

5. Les espaces de rangement doivent être construits avec les mêmes matériaux utilisés pour le bâtiment principal.

Section 3.5 : Normes architecturales particulières aux bâtiments commerciaux, industriels, institutionnels, publics ou récréatifs

3.5.1 : Porte de garage

Aucune porte de garage n'est autorisée en façade avant du bâtiment destiné à des fins commerciales, industrielles, institutionnelles, publiques, récréatives ou agricoles, ou sur une façade donnant sur la rue, à l'exception des usages où les activités de réparation et de mécanique pour véhicules sont autorisées.

La hauteur maximale d'une porte de garage est de cinq (5) mètres.

Des dispositions particulières s'appliquent aux espaces de chargement et de déchargement au chapitre 5.

3.5.2 : Dispositions architecturales complémentaires

Les conditions suivantes s'appliquent à un bâtiment destiné à des fins industrielles :

1. Un maximum de trois (3) matériaux de revêtement extérieur doit être présent, chacun ou l'ensemble couvrant une superficie minimale de 20 % du bâtiment;

2. Le mur de la façade avant et de toute façade adjacente à une rue doit comporter au moins 10 % de sa superficie en ouverture ; ce pourcentage doit être augmenté à 20 % dans le cas de bureaux administratifs complémentaires à l'usage principal;

3. Un retrait de quarante-cinq (45) centimètres entre deux plans d'un même mur ayant façade sur une rue doit être prévu si la largeur de ce mur excède douze (12) mètres.

3.5.3 : Dispositions architecturales complémentaires

Les conditions suivantes s'appliquent à un bâtiment destiné à des fins commerciales dans les zones I-1, I-2, I-3, I-4 et CR-1 au *plan de zonage* :

1. Un maximum de trois (3) matériaux de revêtement extérieur doit être présent, chacun couvrant une superficie minimale de 20% du bâtiment ;

2. Le mur de la façade avant et de toute façade adjacente à une rue doit comporter au moins 10% d'ouvertures;

3. Nonobstant le paragraphe précédent, dans le cas des façades avant et de toute façade adjacente à une rue d'un bâtiment occupé par des bureaux administratifs complémentaires à l'usage principal, le pourcentage d'ouverture doit minimalement atteindre 20 % pour la façade donnant sur les espaces à bureaux ;

4. Un retrait de 45 centimètres entre deux (2) plans d'un même mur ayant façade sur une rue doit être prévu si la largeur de ce mur excède douze (12) mètres.

CHAPITRE 4 : DISPOSITIONS RELATIVES AUX CONSTRUCTIONS ACCESSOIRES ET TEMPORAIRES

Section 4.1 : Dispositions relatives à l'implantation des constructions accessoires

4.1.1 : Règles générales

Une construction accessoire peut être implantée sur un terrain dans les cas et conditions suivants :

1. Sur un terrain qui est occupé par un bâtiment principal;

2. Sur un terrain sans bâtiment principal dont l'usage principal est le suivant : public, institutionnel, récréatif ou agricole;

3. Sur un terrain sans bâtiment pour y remiser des outils et des matériaux servant à la construction du bâtiment principal et ce, jusqu'à ce que la construction soit terminée.

Une construction accessoire ne peut contenir de pièces habitables et ne peut en aucun cas servir d'habitation.

4.1.2 : Constructions accessoires autorisées ou prohibées (interprétation des tableaux)

Les tableaux de la présente section présentent les constructions accessoires qui sont autorisées ou prohibées, dans les cours et les marges du terrain, par groupes d'usage.

Lorsqu'une construction accessoire est autorisée, il est inscrit « oui » dans les tableaux de la présente section, et lorsqu'elle est prohibée, il est inscrit « non » dans la colonne de la cour et de la marge correspondante (avant, latérale ou arrière).

Des dispositions particulières s'appliquent pour les constructions accessoires dans la rive et le littoral.

Lorsqu'une construction accessoire est autorisée dans la marge, elle peut empiéter jusqu'à la ligne de terrain, à moins d'une disposition particulière (empiétement maximal dans la marge ou distance minimale de la ligne de terrain).

4.1.3 : Constructions accessoires pour tous les usages dans les cours et les marges

Les constructions accessoires, pour tous les usages, sont autorisées ou prohibées dans les cours et les marges aux conditions suivantes, à moins d'une indication contraire au présent règlement :

Tableau 2 : Normes relatives aux constructions accessoires et temporaires pour tous les usages

Constructions accessoires	Avant		Latérales		Arrière	
	Cour	Marge	Cour	Marge	Cour	Marge
Trottoir, sentier, rampe et appareil d'élévation	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Clôture et haie	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Muret et mur de soutènement:	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Installation d'éclairage extérieur, détachée du bâtiment principal	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Appareil de climatisation, thermopompe, équipement de chauffage et de ventilation ou génératrice Distance minimale de la ligne de terrain : • La distance peut être réduite à 0,6 mètre dans le cas où les appareils sont protégés par un écran de protection sonore et que celui-ci n'excède pas 55 db aux limites du terrain.	Non	Non	Oui* 1,5 m	Oui* 1,5 m	Oui 1,5 m	Oui 1,5 m
Réservoir ou bonbonne	Non	Non	Non	Non	Oui	Oui
Capteurs solaires Distance minimale de la ligne de terrain :	Non	Non	Oui 2 m	Oui 2 m	Oui 1,5 m	Oui 1,5 m
Escalier extérieur aménagé sur le terrain Distance minimale de la ligne de terrain :	Oui 0,6 m	Oui 0,6 m	Oui 0,6 m	Oui 0,6 m	Oui 0,6 m	Oui 0,6 m
Patio Distance minimale de la ligne de terrain : Distance minimale de la ligne de terrain latérale dans le cas d'un bâtiment jumelé ou contigu :	Non	Non	Oui 1 m 0,6 m	Oui 1 m 0,6 m	Oui 1 m 0,6 m	Oui 1 m 0,6 m

Constructions accessoires	Avant		Latérales		Arrière	
	Cour	Marge	Cour	Marge	Cour	Marge
Pavillon de jardin et pergola Distance minimale de la ligne de terrain :	Non	Non	Oui 1 m	Oui 1 m	Oui 1 m	Oui 1 m
Piscine et spa (incluant les plates-formes d'accès et les équipements accessoires) Distance minimale de la ligne de terrain :	Non	Non	Oui 1 m	Oui 1 m	Oui 1 m	Oui 1 m
Piscine creusée	Non	Non	Oui 1.5 m	Oui 1.5 m	Oui 1.5 m	Oui 1.5 m
Jardin de pluie	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Antenne détachée Distance minimale de la ligne de terrain :	Non	Non	Oui 1,5 m	Oui 1,5 m	Oui 1 m	Oui 1 m
Mobilier de jardin	Oui	Non	Oui	Oui	Oui	Oui
Modules de jeux	Non	Non	Oui	Oui	Oui	Oui
Conteneur et bac à déchets, recyclage ou composte	Non	Non	Oui	Oui	Oui	Oui
Installation septique ou ouvrage de captage des eaux souterraines	Oui, sous réserve des dispositions provinciales applicables et des normes prévues au présent règlement.					

4.1.4 : Dispositions particulières pour certaines constructions accessoires, dans les cours et les marges, pour l'usage habitation

Pour l'usage habitation, les constructions accessoires suivantes sont autorisées ou prohibées dans les cours et les marges, en plus des constructions visées à l'article 4.1.3, aux conditions suivantes, à moins d'une indication contraire au présent règlement :

Tableau 3 : Normes relatives aux constructions accessoires et temporaires pour l'usage habitation

Constructions accessoires	Avant		Latérales		Arrière	
	Cour	Marge	Cour	Marge	Cour	Marge
Remise Distance minimale de la ligne de terrain *Cette distance doit être augmentée à 1,5 mètre lorsque le mur faisant face à la ligne de propriété comporte une ouverture.	Non	Non	Oui 0,6 m	Oui 0,6 m	Oui 0,6 m	Oui 0,6 m
Garage privé autonome et abri d'automobile Distance minimale de la ligne de terrain : *Cette distance doit être augmentée à 1,5 mètre lorsque le mur faisant face à la ligne de propriété comporte une ouverture.	Non	Non	Oui 1 m*	Oui 1 m*	Oui 1 m*	Oui 1 m*
Pergola d'entrée Distance minimale de la ligne de terrain :	Oui 1 m	Oui 1 m	Oui 1 m	Oui 1 m	Oui 1 m	Oui 1 m
Serre domestique Distance minimale de la ligne de terrain :	Non	Non	Oui 1,5 m	Oui 1,5 m	Oui 1,5 m	Oui 1,5 m
Foyer extérieur Distance minimale de la ligne de terrain :	Non	Non	Non	Non	Oui 3 m	Oui 3 m
Corde à linge	Non	Non	Oui	Oui	Oui	Oui
Abri pour bois de chauffage Distance minimale de la ligne de terrain :	Non	Non	Non	Non	Oui 0,6 m	Oui 0,6 m
Éolienne domestique	Non	Non	Non	Non	Oui	Non

Constructions accessoires	Avant		Latérales		Arrière	
	Cour	Marge	Cour	Marge	Cour	Marge
Terrains de jeux et équipements (tennis, etc.)	Non	Non	Oui	Oui	Oui	Oui
Distance minimale de la ligne de terrain :			3 m	3 m	3 m	3 m
Poulailler domestique Sur un terrain situé en zone forestier, villégiature, ou agricole seulement	Non	Non	Oui	Oui	Oui	Oui
Distance minimale de la ligne de terrain :			3 m	3 m	3 m	3 m

4.1.5 : Dispositions particulières pour certaines constructions accessoires, dans les cours et les marges, pour les usages autres que l'habitation

Pour les usages autres que l'habitation, les constructions accessoires suivantes sont autorisées ou prohibées dans les cours et les marges, en plus des constructions visées à l'article 4.1.3, aux conditions suivantes, à moins d'une indication contraire au présent règlement :

Tableau 4 : Normes relatives aux constructions accessoires et temporaires pour les usages autre que l'habitation

Constructions accessoires	Avant		Latérales		Arrière	
	Cour	Marge	Cour	Marge	Cour	Marge
Enseigne détachée du bâtiment	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Non
Café-terrasse	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Distance de la ligne de terrain adjacent à une rue :	1,5 m	1,5 m	1,5 m	1,5 m		
Distance minimale de la ligne de terrain :			4 m	4 m	4 m	4 m
Bâtiment destiné à l'entreposage intérieur	Non	Non	Oui	Oui	Oui	Oui
Distance minimale de la ligne de terrain			3 m	3 m	3 m	3 m
Compacteur	Non	Non	Oui	Oui	Oui	Oui

Constructions accessoires	Avant		Latérales		Arrière	
	Cour	Marge	Cour	Marge	Cour	Marge
Poste de garde / sécurité	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Distance minimale de la ligne de terrain	2 m	2 m	2 m	2 m	2 m	2 m
Autre bâtiment accessoire	Non	Non	Oui	Oui	Oui	Oui
Distance minimale de la ligne de terrain			2 m	2 m	2 m	2 m

4.1.6 : Constructions accessoires dans une marge ou une cour avant secondaire

Les constructions accessoires autorisées dans la cour ou la marge latérale sont aussi autorisées dans la cour avant secondaire et doivent respecter les mêmes dispositions qu'indiquées aux tableaux des articles 4.1.3 et 4.1.4. Inversement, une interdiction dans la cour ou la marge latérale est aussi une interdiction applicable pour la cour ou la marge avant secondaire.

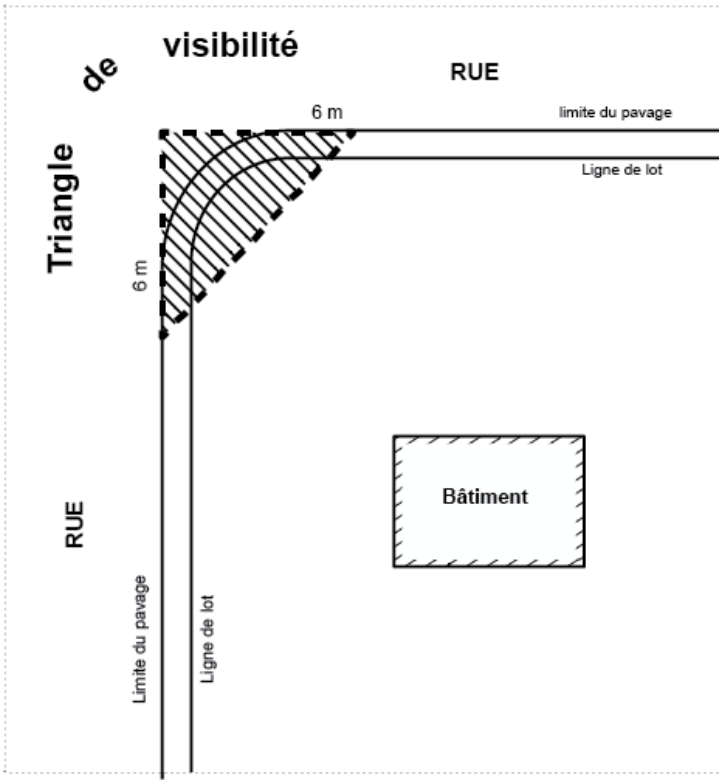
Nonobstant le contenu des tableaux des articles 4.1.3, 4.1.4 et 4.1.5, la distance à respecter des limites de terrain, pour une construction en cour avant secondaire, correspond à la marge avant secondaire applicable en vertu de la section 3.2 du présent règlement.

4.1.7 : Triangle de visibilité

L'espace situé à l'intérieur du triangle de visibilité doit être maintenu exempt de toute construction, ouvrage, équipement, aménagement ou plantation d'une hauteur de plus d'un (1) mètre. Nonobstant le présent article, un arbre dont le feuillage commence à trois (3) mètres du niveau du sol est autorisé;

La longueur du segment du triangle est fixée à six (6) mètres, tel qu'illustré sur la prochaine figure.

Figure 3 : Triangle de visibilité



4.1.8 : Visibilité des bornes fontaine

Un dégagement d'un (1) mètre autour d'une borne fontaine doit être maintenu exempt de toute construction, ouvrage, équipement, aménagement ou plantation.

Section 4.2 : Normes architecturales, volumétrie et dispositions particulières aux constructions accessoires

4.2.1 : Normes architecturales

Les dispositions générales suivantes relatives à l'architecture et l'apparence des bâtiments accessoires s'appliquent :

1. La section 3.3 du présent règlement relativement aux normes architecturales des bâtiments principaux;

2. La couleur des matériaux de finition et la forme d'une construction accessoire doivent s'harmoniser avec ceux du bâtiment principal.

3. Les puits de mécanique sont prohibés.

4.2.2 : Dispositions relatives à la volumétrie et au mode d'implantation

Pour la présente section, les dispositions générales suivantes s'appliquent pour les constructions accessoires autorisées :

1. La superficie d'une construction accessoire ne peut excéder la superficie d'implantation du bâtiment principal, à l'exception des constructions accessoires implantées sur un terrain dont l'usage principal est autre que l'habitation;

2. La superficie maximale de l'ensemble des constructions accessoires sur un terrain est fixée selon le tableau suivant selon la superficie totale du terrain ;

Tableau 5 : Superficie maximale des constructions accessoires

Usage principal du terrain	Superficie maximale (%)
Habitation	11
Agricole	11
Autre usage	15

3. Le nombre d'étages d'un bâtiment accessoire est fixé selon le tableau ci-dessous. Les combles du toit peuvent être utilisés à des fins d'entreposage reliées à l'activité du bâtiment principal par une échelle sans toutefois être comptabilisé dans le nombre d'étage autorisé.

Tableau 6 : Nombre d'étage d'un bâtiment accessoire

Usage principal du terrain	Hauteur maximale (en étage)	Hauteur maximale (en mètres)
Habitation (zones H, M)	1	4,6
Habitation (zones AD, AM, F, ID et RE)	2	9,15
Agricole	-	9,15
Autre usage	2	9,15

4. Pour les usages autres que résidentiels, les constructions accessoires peuvent être implantées isolément du bâtiment principal, à une distance minimale de deux (2) mètres, à moins d'une indication contraire au présent règlement. Lorsqu'un bâtiment accessoire est attaché au bâtiment principal, les marges prescrites pour le bâtiment principal s'appliquent ;

5. Pour les usages résidentiels, les constructions accessoires peuvent être implantées isolément du bâtiment principal, à une distance minimale d'un (1) mètre, à moins d'une indication contraire au présent règlement.

6. La distance minimale entre deux bâtiments accessoires desservant un usage autre que résidentiel est de deux (2) mètres;

7. La distance minimale entre deux bâtiments accessoires desservant un usage résidentiel est d'un (1) mètre;

8. Nonobstant toute autre disposition, lorsqu'une ouverture d'une construction accessoire donne sur un terrain voisin, la marge prescrite pour le mur comportant cette ouverture est de 1,5 mètre ;

4.2.3 : Garage privé autonome

Les dispositions suivantes s'appliquent aux garages privés autonomes :

1. Un garage privé autonome est autorisé sur un terrain occupé par l'usage habitation;

2. Un (1) seul garage privé autonome est autorisé par terrain dans les zones H et M;

3. Lorsqu'un garage est attenant au bâtiment principal, un garage privé autonome n'est pas autorisé dans les zones H et M ;

4. Lorsqu'un garage est attenant au bâtiment principal, un garage privé autonome est autorisé dans les zones AD, AM, F, ID et RE;

5. À l'intérieur du périmètre d'urbanisation identifié au *plan de zonage*, lorsqu'un garage attenant au bâtiment principal est présent sur le terrain, un garage privé autonome n'est pas autorisé ;

6. Dans les zones H et M, la superficie maximale est fixée à 50 mètres carrés pour un terrain dont l'usage principal est une habitation unifamiliale isolée. Toutefois, pour les terrains de plus de 929 mètres carrés, la superficie maximale peut être augmentée de 1,5% pour chaque tranche de 93 mètres carrés de superficie de terrain additionnelle sans jamais excéder une superficie totale de 150 mètres carrés par terrain. Dans les autres cas, la superficie maximale du garage privé est fixée à 30 mètres carrés par unité de logement. Le logement intergénérationnel ou le logement au sous-sol n'est pas inclus dans le calcul des unités de logement ;

7. Dans le cas où le bâtiment principal compte un seul étage, la hauteur maximale du garage privé autonome ne doit pas excéder la hauteur de celui-ci et ne peut être supérieur à 4,88 mètres dans les zones H et M;

8. Le calcul de la hauteur du bâtiment principal ne compte ni les cheminées, ni les antennes ;

9. Le garage privé autonome ne doit pas servir à des activités autres que résidentiel, sauf dans le cas permis pour un usage domestique;

10. Un maximum de deux (2) portes de garage est autorisé pour un garage privé autonome. Une porte à l'usage exclusif des piétons est obligatoire dans les zones H et M;

11. La hauteur maximale d'une porte de garage privé autonome est de 3,10 mètres pour les terrains occupés par un usage habitation ou public et communautaire. Dans les zones agricoles, la hauteur maximale d'une porte de garage est de 3,70 mètres ;

12. Dans les zones H et M, malgré les dispositions du présent chapitre, un garage privé autonome peut- être est autorisé en cours avant secondaire en vertu du chapitre 3 du présent règlement. Dans le cas où l'accès véhiculaire du garage se fait par la marge et cour avant secondaire, le garage doit être situé à un minimum de six (6) mètres de la ligne de terrain face à cette rue.

4.2.4 : Abri d'automobile autonome

Les dispositions suivantes s'appliquent aux abris d'automobile autonomes :

1. Les distances à respecter sont les mêmes que celles d'un garage privé autonome ;

2. La superficie maximale est fixée à 50 mètres carrés dans les zones H et M ;

3. La hauteur maximale est fixée à 4,5 mètres dans les zones H et M;

4. Si une porte ferme l'entrée, l'abri est considéré comme un garage privé autonome aux fins du présent règlement ;

5. Il est possible de fermer l'abri d'autos selon les prescriptions du présent règlement concernant les garages privés autonomes.

4.2.5 : Remise

Les dispositions suivantes s'appliquent aux remises :

1. Une (1) remise est autorisée par terrain dans les zones H et M ;

2. La hauteur maximale est fixée à 4,6 mètres dans les zones H et M ;

3. Le nombre d'étages est fixé à un (1) dans les zones H et M ;

4. Pour les zones H et M, la superficie au sol maximale est fixée à 18 mètres carrés. Dans le cas d'un immeuble comportant plus d'un logement, à l'exception des logements au sous-sol ou intergénérationnel, une superficie de 3 mètres carrés par logement additionnel peut être ajoutée à la superficie au sol maximale, sans toutefois excéder une superficie de 50 mètres carrés ;

4.2.6 : Patio

Les dispositions suivantes s'appliquent aux patios :

1. Le nombre de patios par terrain n'est pas limité ;
2. Le patio peut être contigu au bâtiment principal ;
3. La hauteur maximale est fixée à 0,60 mètre ;
4. Le patio peut être recouvert d'une structure de bois : dans ce cas, il est considéré comme un pavillon de jardin et doit respecter les normes prévues à cet effet.

4.2.7 : Pavillon de jardin et pergola

Les dispositions suivantes s'appliquent aux pavillons de jardin et aux pergolas :

1. Un (1) pavillon de jardin et un (1) pergola sont autorisés par terrain dans les zones H et M ;
2. La hauteur maximale est fixée à 4,6 mètres dans les zones H et M ;
3. Le nombre d'étages est fixé à 1 dans les zones H et M ;
4. La superficie maximale est fixée à 24 mètres carrés dans les zones H et M ;
5. Un abri recouvrant une piscine ou un spa est considéré comme un pavillon de jardin pour les fins du présent règlement.

4.2.8 : Pergola d'entrée

Les dispositions suivantes s'appliquent aux pergolas d'entrée :

1. Deux (2) pergolas d'entrée sont autorisées par terrain dans les zones H et M ;
2. Les pergolas d'entrée peuvent être contiguës au bâtiment principal ;
3. La hauteur maximale est fixée à 4,6 mètres dans les zones H et M ;
4. La superficie maximale est fixée à 2 mètres carrés par pergola dans les zones H et M.

4.2.9 : Serre domestique

Les dispositions suivantes s'appliquent aux serres domestiques :

1. Une (1) serre domestique est autorisée par terrain dans les zones H et M ;
2. La hauteur maximale est fixée à 4,6 mètres dans les zones H et M;
3. Le nombre d'étages est fixé à 1 ;
4. La superficie maximale ne doit pas dépasser 5% de la superficie totale de la cour arrière du terrain;
5. La vente de produits est prohibée.

4.2.10 : Foyer extérieur

Les dispositions suivantes s'appliquent aux foyers extérieurs :

1. Un (1) foyer extérieur est autorisé par terrain pour l'usage habitation dans les zones H et M ;
2. La hauteur maximale est fixée à 2,3 mètres ;
3. Le foyer extérieur doit être muni d'un pare-étincelles ;
4. Le foyer extérieur doit être installé directement au sol ou sur une dalle de béton au sol spécifiquement aménagé pour recevoir le foyer.

4.2.11 : Abri pour bois de chauffage

Les dispositions suivantes s'appliquent aux abris pour bois de chauffage :

1. Un (1) abri pour bois de chauffage est autorisé par terrain dans les zones H et M ;
2. L'abri peut être attenant ou détaché d'un bâtiment principal ou accessoire ;
3. La hauteur maximale de l'abri pour bois de chauffage est fixée à 4,6 mètres et la superficie maximale à 10 mètres carrés dans les zones H et M ;
4. Lorsque l'abri pour bois de chauffage est attenant au bâtiment principal, la profondeur maximale est fixée à 1,5 mètre (profondeur calculée à partir du mur du bâtiment principal, perpendiculairement à celui-ci) ;

5. Les dispositions de l'article 4.1 relatives aux normes architecturales ne s'appliquent pas aux abris pour bois de chauffage

4.2.12 : Café-terrasse

Les cafés-terrasses sont autorisés aux conditions suivantes :

1. Les cafés-terrasses sont autorisés sur un terrain où s'exerce un usage de restauration ou un débit de boisson alcoolique ;

2. Les cafés-terrasses sont autorisés du 1e mai au 15 octobre de la même année ;

3. Les terrasses extérieures ne doivent jamais être situées à plus de 0,6 mètre de hauteur par rapport au niveau du trottoir ou de la rue dans le cas où il n'existe pas de trottoir;

4. Les terrasses extérieures ne doivent jamais être situées à moins de 1,5 mètres de l'emprise de la voie publique et de 4 mètres des limites de propriété latérales et arrière;

5. L'aménagement du café-terrasse ne doit pas avoir pour effet de réduire le nombre de cases de stationnement nécessaires à l'établissement ;

6. Les toits, auvents et marquises de toile sont autorisés et doivent être faits de matériaux incombustibles (le polyéthylène est interdit). Ces derniers doivent être construits de façon à empêcher tout écoulement d'eau sur la rue ou sur un terrain adjacent ;

7. Si recouvertes, les terrasses extérieures doivent être composées de matériaux translucides ou transparents sur au moins trois de leurs côtés;

8. Le sol d'un café-terrasse, sauf pour la partie gazonnée, doit être revêtu d'un matériau solide ;

9. Les auvents, les abris, le mobilier et les aménagements temporaires sur les cases de stationnement doivent être enlevés dans les 14 jours suivant la fin de l'exploitation du café-terrasse ;

10. Aucune enseigne n'y est autorisée sur le café-terrasse, sauf pour le menu et les heures d'ouverture ;

11. Les équipements de cuisson ou de préparation d'aliments sont prohibés.

4.2.13 : Bâtiment destiné à l'entreposage

À moins d'une disposition contraire plus restrictive, les dispositions suivantes s'appliquent aux bâtiments destinés à l'entreposage, pour les usages autres que l'habitation :

1. Le nombre total de bâtiments destinés à l'entreposage par terrain n'est pas limité ;

2. La hauteur maximale est fixée à 8 mètres. Malgré ce qui précède, la hauteur maximale est fixée à 12 mètres.

4.2.14 : Poste de garde / sécurité

Les dispositions suivantes s'appliquent aux postes de garde / sécurité :

1. Un (1) poste de garde / sécurité est autorisé par terrain ;

2. La hauteur maximale est fixée à 3 mètres ;

3. Le nombre d'étages est fixé à 1 ;

4. La superficie maximale est fixée à 10 mètres carrés.

Section 4.3 : Dispositions particulières aux piscines, pataugeoires et aux spas

4.3.1 : Normes d'implantation

Les normes d'implantation suivantes s'appliquent aux piscines et aux spas :

1. Un maximum d'une (1) piscine, une (1) pataugeoire et d'un (1) spa est autorisé par terrain dont l'usage est résidentiel;

2. La surface de la piscine et/ou de la pataugeoire ne peut occuper plus du tiers du terrain;

3. La distance minimale entre une piscine, ou pataugeoire, et un bâtiment principal est de 1,5 mètre;

4. La distance minimale entre une piscine hors-terre, un spa ou une pataugeoire, et la limite du terrain est d'un (1) mètre;

5. La distance minimale entre une piscine creusée et la limite du terrain est de 1,5 mètre;

6. La distance minimale entre un pont-soleil et la limite du terrain est de 1,5 mètre ;

4.3.2 : Normes d'aménagement

Les normes d'aménagement suivantes s'appliquent aux piscines, pataugeoires et spas :

1. La surface d'une promenade, d'un trottoir ou d'une allée aménagée en bordure d'une piscine ou d'une pataugeoire doit être d'une surface antidérapante;

2. Les glissoires et tremplins d'une hauteur maximale de 1 mètre sont uniquement autorisés dans la partie profonde minimale de 2,5 mètres d'une piscine creusée;

3. Tout tremplin doit être conforme à la norme BNQ 9461-100;

4. Toute piscine creusée ou semi-creusée doit être pourvue d'une échelle ou d'un escalier permanent permettant d'entrer dans l'eau et d'en sortir;

5. Afin d'empêcher un enfant de grimper pour atteindre le rebord de la piscine ou du spa, tout appareil composant le système de chauffage ou de filtration de l'eau doit être installé à plus d'un (1) mètre d'une piscine ou d'un spa. Cette disposition ne s'applique pas à un spa munis d'un système de filtration intégré. De plus, peut être

situé à moins d'un (1) mètre de la piscine ou du spa tout appareil lorsqu'il est installé à l'intérieur d'une enceinte; sous une structure qui empêche l'accès à la piscine ou au spa à partir de l'appareil ou dans un bâtiment;

6. Les conduits reliant ces appareils à la piscine, pataugeoire ou au spa doivent être souples et ne doivent pas offrir d'appui à moins d'un (1) mètre du rebord de la piscine ou du spa;

7. Tout système d'éclairage doit être disposé de façon à éviter l'éclairage direct d'une propriété voisine et l'alimentation électrique doit se faire en souterrain ou par l'intérieur d'un bâtiment.

4.3.3 : Normes de sécurité

En vertu de la *Loi sur la sécurité des piscines résidentielles*, les normes de sécurité suivantes s'appliquent aux piscines, pataugeoires et spas :

1. En aucun temps, une piscine (creusée, hors-terre ou gonflable), incluant un tremplin et une glissoire, et un spa ne doivent être directement accessibles;

2. Toute piscine et spa doit être entourée d'une enceinte d'une hauteur d'au moins un mètre et vingt (1,20) centimètres de manière à en protéger l'accès. Une enceinte peut être composée d'une clôture ou d'un mur ou partie d'un mur d'un bâtiment. Une haie ou des arbustes ne peuvent constituer une enceinte;

3. L'enceinte doit être située à au moins un mètre et vingt (1,20) centimètres des parois de la piscine ou du spa;

4. Une clôture formant tout ou partie d'une enceinte de même que toute porte aménagée dans cette clôture doivent empêcher le passage d'un objet sphérique, de dix (10) centimètres de diamètre. De plus, la distance entre le sol et le dessous de la clôture ne peut excéder dix (10) centimètres. Elles doivent être maintenues en bon état;

5. Toute porte aménagée dans une enceinte doit être munie d'un dispositif de sécurité passif installé du côté intérieur de l'enceinte, dans la partie supérieure de la porte et permettant à cette dernière de se refermer et de se verrouiller automatiquement (ferme-porte et loquet automatique). Le dispositif de sécurité doit être situé à au moins un (1) mètre du niveau du sol;

6. Nonobstant les dispositions du présent article, il est possible d'installer le loquet du côté extérieur de l'enceinte s'il se situe à une hauteur minimale de 1,5 mètre par rapport au sol;

7. Un mur formant une partie d'une enceinte ne doit être pourvu d'aucune ouverture permettant de pénétrer dans l'enceinte, sauf dans le cas d'une fenêtre au mur si elle est située à une hauteur minimale de trois (3) mètres ou si son ouverture maximale est d'au plus 10 centimètres;

8. Une piscine hors-terre dont la hauteur de la paroi est d'au moins un mètre et vingt (1,20) centimètres en tout point par rapport au sol, une piscine démontable dont la hauteur de la paroi est d'un mètre et quarante (1,40) centimètres ou plus ou un spa qui n'est pas muni d'un couvercle rigide et d'un système de verrouillage n'a pas à être entourée d'une enceinte lorsque l'accès à la piscine s'effectue de l'une ou l'autre des façons suivantes :

   a) Au moyen d'une échelle munie d'une portière de sécurité qui se referme et se verrouille automatiquement pour empêcher son utilisation par un enfant;

   b) Au moyen d'une échelle dont l'accès est protégé par une clôture et un dispositif de sécurité conforme au présent règlement;

   c) À partir d'une plateforme ceinturée par une barrière d'au moins un mètre et vingt (1,20) centimètres de hauteur dont l'accès est empêché par une porte munie d'un dispositif de sécurité conforme au présent règlement;

   d) À partir d'une terrasse rattachée à la résidence et aménagée de telle façon que sa partie ouvrant sur la piscine est protégée par une barrière d'au moins un mètre et vingt (1,20) centimètres de hauteur et dont l'accès est empêché par une porte munie d'un dispositif de sécurité conforme au présent règlement;

   e) Une piscine démontable dont la hauteur de la paroi est de moins d'un mètre et quarante (1,40) centimètres n'a pas à être entourée d'une enceinte si, lorsqu'elle n'est pas utilisée, elle est recouverte en tout temps d'une couverture visant à empêcher un enfant de tomber dans la piscine;

   f) Lorsqu'un escalier et une plateforme d'accès à la piscine ou au spa sont érigés, un garde-corps d'une hauteur minimale de 90 centimètres doit être installé lorsque la plateforme est située à plus de soixante (0,60) centimètres du niveau du sol. La plateforme doit avoir une largeur supérieure à soixante (0,60) centimètres et la surface doit être antidérapante.

Section 4.4 : Dispositions relatives aux clôtures, haies, murets et murs de soutènement

4.4.1 : Obligation de clôturer

Dans les cas suivants, il est obligatoire de clôturer :

1. Tout mur de soutènement ayant une hauteur de plus d'un mètre et vingt (1,20) centimètres doit être protégé par une clôture ou une haie d'au moins un (1) mètre de hauteur, à l'exception des descentes de garages en sous-sol.

2. Lorsque le terrain sur lequel la construction d'un bâtiment industriel est projetée ou sur lequel un changement d'usage à des fins industrielles est projeté coïncide avec une limite de zone résidentielle, le propriétaire du bâtiment industriel doit installer le long de la ligne de séparation de zones une clôture opaque d'une hauteur de 1,8 mètres.

4.4.2 : Distance d'un équipement d'utilité publique

Les clôtures, les haies, les murets et les murs de soutènement doivent être construits à une distance minimale d'un mètre et cinquante (1,50) centimètres de tout équipement d'utilité publique.

4.4.3 : Hauteur autorisée pour les clôtures

La hauteur des clôtures est mesurée en fonction du niveau moyen du sol dans un rayon de trois (3) mètres de l'endroit où ils sont construits, érigés ou plantés. Les hauteurs suivantes s'appliquent (il s'agit de la hauteur totale autorisée, ce qui inclut les détails ornementaux et de décoration appliqués sur la clôture) selon l'usage du terrain :

Tableau 7 : Hauteur maximale pour les clôtures

Usage	Hauteur maximale autorisée		
	Cour / marge avant	Cours / marges latérales	Cour / marge arrière
Agricole * Pour les clôtures servant à des fins d'élevage et/ou de garde d'animaux, la hauteur maximale est fixée à 1,25 mètre	1 m *	2 m	2 m

Usage	Hauteur maximale autorisée		
	Cour / marge avant	Cours / marges latérales	Cour / marge arrière
Industriel	2 m	3,70 m	3,70 m
Commercial	1 m	3 m	3 m
Résidentiel	1 m	2 m	2 m
Public * Pour les clôtures entourant une école et une cour de récréation, la hauteur maximale est fixée à 1,80 mètre	1 m *	2 m	2 m

4.4.4 : Hauteur autorisée pour les haies et murets

La hauteur des murets est mesurée en fonction du niveau moyen du sol dans un rayon de trois (3) mètres de l'endroit où ils sont construits, érigés ou plantés. Les hauteurs suivantes s'appliquent (il s'agit de la hauteur totale autorisée, ce qui inclut les détails ornementaux et de décoration appliqués sur le muret) pour tous les usages :

Tableau 8 : Hauteur maximale pour les haies et murets

Types	Hauteur maximale autorisée		
	Cour / marge avant	Cours / marges latérales	Cour / marge arrière
Muret	1 m	2 m	2 m
Haie	1,20 m		

4.4.5 : Terrains vacants

Pour les terrains vacants, une clôture, haie ou muret d'une hauteur maximale d'un mètre et cinquante (1,50) centimètres peut être érigé au pourtour.

4.4.6 : Terrains de coin et transversaux

Pour les terrains de coins, les haies jusqu'à 2,5 mètres de hauteur et les clôtures jusqu'à deux (2) mètres de hauteur sont permises dans la cour et la marge avant secondaire.

4.4.7 : Matériaux autorisés

Les matériaux autorisés pour les clôtures sont :

1. Le bois peint, verni ou teinté. Cependant, il est permis d'employer le bois à l'état naturel dans les cas de clôtures rustiques faites avec des perches de bois ;
2. Le métal ;
3. Le PVC ;
4. L'aluminium ;
5. Les éléments façonnés et prépeints ;
6. La maille de chaîne, peinte ou recouverte de vinyle, avec ou sans lamelles, est autorisée uniquement en cours latérales et arrière pour les usages autres que publics et industriels.
7. Les matériaux autorisés pour les murets et les murs de soutènement sont :
8. La maçonnerie ;
9. Le bois ;
10. La pierre naturelle ;
11. La roche ;
12. Le béton nervuré.

4.4.8 : Matériaux prohibés

Les matériaux prohibés pour les clôtures, les murets et les murs de soutènement sont :

1. La broche à poulet ;
2. Les broches et fils barbelés, sauf pour les usages agricoles et industriels. Le fil barbelé est autorisé seulement au sommet des clôtures d'au moins deux (2) mètres de hauteur. Dans ce cas, le fil barbelé doit se situer vers l'intérieur du terrain à un angle minimal de cent dix (110) degrés par rapport à la clôture :

3. Les lattes de bois utilisées pour les clôtures à neige ;

4. Les panneaux de particules ou d'agglomérés exposés ou de contre-plaqué ;

5. Les traverses de chemins de fer en bois ;

6. Tous matériaux souples, fait de matériaux plastiques, carton, papier et autres, n'offrant pas une rigidité pour assurer la sécurité des personnes ou empêcher l'intrusion;

7. Les clôtures sous tension;

8. Les clôtures en mailles de chaine pour les usages résidentiels dans les cours et marges avant.

4.4.9 : Conception et entretien

Toutes les clôtures doivent être entretenues et maintenues en bon état et être sécuritaires en tout temps.

Sauf pour les clôtures érigées sur des terrains à des fins agricoles, les clôtures de métal doivent être ornementales, de conception et de finition propres à éviter toute blessure. Les clôtures de métal sujettes à la rouille doivent être peinturées. Les clôtures de bois doivent être planées, peinturées ou teintes.

Section 4.5 : Dispositions relatives aux antennes

4.5.1 : Antenne comme usage accessoire seulement

Une antenne ne peut constituer un usage principal en soi ou être installée sur un terrain où il n'y a pas de bâtiment principal : une antenne doit nécessairement être accessoire à l'usage principal.

Nonobstant ce qui précède, lorsque l'usage « P205 » est autorisé, les antennes sont autorisées sur un terrain sans bâtiment principal. Des dispositions particulières sont énoncées au chapitre X du présent règlement.

4.5.2 : Endroits où l'installation d'une antenne est interdite

Les endroits où l'installation d'une antenne est interdite sont :

1. En cour avant;
2. Sur ou devant une ouverture (porte, fenêtre);
3. Sur un balcon;
4. Sur une clôture, un arbre, une haie ou des végétaux;
5. Sur un lampadaire ou un poteau d'un service public ou qui n'a pas été érigé à cette fin, sauf dans les le cas des antennes servant de relais;
6. Les antennes paraboliques ne sont pas autorisées en cour avant, latérale ou sur la façade avant d'un bâtiment.

4.5.3 : Conditions d'implantation – antenne pour un usage habitation

Les dispositions suivantes s'appliquent aux antennes pour un usage habitation :

1. Une (1) antenne est autorisée par logement;
2. Dans le cas d'un usage multifamilial, deux (2) antennes sont autorisées par terrain;
3. L'antenne peut être installée sur le bâtiment principal ou accessoire ou directement au sol;
4. Les antennes de plus de 1 mètre de diamètre sont prohibées sur les bâtiments principaux et accessoires;

5. La hauteur totale autorisée pour une antenne installée sur un bâtiment ne peut excéder deux (2) mètres, incluant la structure qui supporte l'antenne;

6. La hauteur totale autorisée pour une antenne installée directement au sol est de 5 mètres, mesurée depuis le niveau moyen du sol, incluant la structure qui supporte l'antenne;

7. Les antennes sont prohibées sur le plan de façade avant du bâtiment principal, soit sur le mur à partir du sol jusqu'à la jonction avec le toit.

4.5.4 : Conditions d'implantation – antenne pour un usage autre que l'habitation

Les dispositions suivantes s'appliquent aux antennes pour un usage autre que l'habitation :

1. Trois (3) antennes sont autorisées par terrains pour les usages commerciaux et industriels;

2. Les antennes de plus d'un (1) mètre de diamètre sont prohibées sur un toit en pente;

3. Les antennes sont prohibées sur le plan de façade avant du bâtiment principal, soit sur le mur à partir du sol jusqu'à la jonction avec le toit;

4. La hauteur totale autorisée pour une antenne implantée sur un toit, mesurée depuis le niveau du toit situé immédiatement en dessous, ne peut excéder trois (3) mètres, incluant la structure qui supporte l'antenne;

5. La hauteur totale autorisée pour une antenne détachée du bâtiment, mesurée depuis le niveau moyen du sol, incluant la structure qui supporte l'antenne, ne peut excéder cinq (5) mètres ou la hauteur du bâtiment principal;

6. La structure d'une antenne détachée du bâtiment mesurant plus de deux (2) mètres ne doit pas être visible de la rue et être camouflée par une haie, muret, végétaux ou clôture d'une hauteur minimale d'un (1) mètre.

Section 4.6 : Dispositions relatives aux appareils mécaniques divers et équipements

4.6.1 : Aménagement paysager exigé dans le cas d'un équipement installé en cour avant ou latérale

Lorsqu'installés dans les cours avant ou latérale, un appareil de climatisation, une thermopompe, les équipements de chauffage et de ventilation, un réservoir, une bonbonne, une génératrice et autres équipements similaires, installés de façon permanente, doivent être dissimulés par un aménagement paysager opaque de façon à être invisibles depuis la rue.

4.6.2 : Éclairage extérieur

Les dispositions suivantes s'appliquent aux installations d'éclairage extérieur des constructions et ouvrages extérieurs :

1. L'éclairage est autorisé lorsque le flux de lumière est orienté vers une construction et l'installation d'éclairage doit être fixée à cette construction;

2. Les luminaires ou lanternes sur pied ou au sol disposé sur le terrain, d'une hauteur maximale de 2,1 mètres, sont autorisés. Les flux de lumière doivent projeter vers le sol et la source lumière doit être recouverte. L'éclairage doit se restreindre à l'intérieur des limites du terrain. Pour un usage habitation, le nombre de luminaires ou lanternes est limité à 2 par terrain;

3. L'éclairage direct ou indirect doit se restreindre à l'intérieur des limites de la construction visée par l'éclairage ou du terrain visé, le cas échéant;

4. En aucun cas, les flux de lumière ne doivent être projetés vers le haut ou de façon à créer un quelconque éblouissement pour les usagers du plan d'eau et d'une voie de circulation.

4.6.3 : Capteurs solaires

Les capteurs solaires peuvent être implantés sur le toit de bâtiments principaux ou accessoires, sur le sol, sur des supports prévus à cet effet et sur les murs des bâtiments.

Lorsqu'ils sont implantés sur un toit en pente, ils doivent être installés sur le versant de la toiture et ne pas dépasser le faîte de celle-ci, incluant les tuyaux et les conduits.

Lorsqu'ils sont implantés sur un toit plat, ils doivent être installés à une distance minimale de 1,5 mètre du bord du toit et ne pas dépasser de plus de 3 mètres le faîte du toit.

4.6.4 : Éolienne domestique

L'implantation d'une éolienne domestique doit respecter les conditions suivantes :

1. Une (1) seule éolienne domestique est autorisée par terrain. Le terrain doit avoir une superficie supérieure à 5 000 mètres carrés et être situé à l'extérieur d'un périmètre d'urbanisation ;

2. L'implantation d'une éolienne domestique doit être localisée à une distance rayon correspondant à 1 fois et demie la hauteur de l'éolienne d'un bâtiment principal et des lignes de terrain sur lequel elle est érigée ;

3. La hauteur maximale de toute éolienne ne peut excéder 15 mètres entre le faîte de la nacelle et le niveau moyen du sol. La largeur maximale du rotor est de 3 mètres ;

4. Toute éolienne doit être adéquatement entretenue de façon à ce que la rouille ou d'autres marques d'oxydation ou d'usure ne soient pas apparentes.

5. L'implantation des fils électriques reliant l'éolienne doit être souterraine. Toutefois, le raccordement peut être aérien s'il est démontré que le réseau de fils doit traverser une contrainte physique ;

6. Le bruit généré, mesuré à la limite du terrain la plus proche de l'éolienne, ne doit en aucun cas excéder 45dB(A) au niveau de l'indice Leq (24h)

4.6.5 : Équipements installés sur le toit

Tous équipements mécaniques, appentis mécaniques ou autres équipements installés sur le toit du bâtiment principal pour un usage autre que l'habitation doivent être camouflés par un écran avec une opacité minimale de 75%.

Les équipements mécaniques, appentis mécaniques ou autres équipements ne peuvent occuper plus de 10 % de la superficie du toit. Ils ne peuvent excéder une hauteur maximale de 3 mètres.

4.6.6 : Équipements de type climatisation, thermopompe, chauffage, ventilation et autres équipements similaires

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas à un appareil de climatisation installé dans une fenêtre lors de la période estivale, du 1er mai au 30 septembre de la même année. De plus, malgré l'article 4.1.3, un tel appareil peut être installé en cour avant.

Un équipement de type climatisation, thermopompe, chauffage, ventilation et tout autre équipement similaire doit être situé à une distance maximale de 2 mètres par rapport au bâtiment principal qu'il dessert.

Les équipements visés par le présent article doivent être entourés d'un écran de protection sonore ou être situés sur le terrain de façon que le bruit moyen généré par ceux-ci ne dépasse pas 55 dBA aux limites du terrain où se fait l'utilisation.

Malgré l'article 4.1.3 et nonobstant toute disposition contraire, la distance minimale à respecter par rapport à une limite de terrain pour un équipement visé par le présent article et émanant du bruit peut être réduite à 0,6 mètre lorsqu'il est protégé par un écran de protection sonore conforme aux exigences de l'alinéa précédent.

4.6.7 : Abris à bac à déchets, recyclage ou compost

À l'exception de la journée des collectes et la veille de celle-ci, les bacs à déchet, recyclage ou compost sont prohibés dans la cour et la marge avant.

Nonobstant le contenu du présent article, il est possible de conserver ses types de bacs dans la cour et marge avant à moins de six (6) mètres de la limite de propriété dans les zones M-1 à M-5, ainsi que dans la zone C-4, et ce, aux conditions suivantes :

1. Les bacs doivent être camouflés par un aménagement paysager, de manière à être non visibles de la rue ;
2. Un abri à bac amovible en bois conçu à cet effet peut servir à camoufler les bacs, sous réserve qu'il n'excède pas 1,5m de hauteur ;
3. Les bacs ne doivent en aucun cas empiéter sur le domaine public ;
4. Les bacs ne doivent en aucun cas être source de nuisance ;
5. L'emplacement des bacs ne peut avoir pour effet de causer problème au niveau de la sécurité ;
6. Une autorisation écrite du Conseil, en vertu du règlement sur les PIIA en vigueur, est nécessaire pour installer un abri à bac amovible en bois.

Section 4.7 : Dispositions relatives à l'entreposage extérieur

4.7.1 : Dispositions générales

Les dispositions générales s'appliquent à l'entreposage extérieur :

1. L'entreposage extérieur est prohibé pour un usage habitation;

2. L'entreposage extérieur doit être directement lié à l'exercice de l'usage;

3. L'emploi d'un conteneur, d'un camion, d'une remorque, d'un wagon, de matériel roulant ou de tout autre équipement similaire est prohibé pour l'entreposage extérieur;

4. L'entreposage en vrac extérieur de copeaux de bois, charbon, sel, produits chimiques solides et autres objets similaires est prohibé;

5. L'entreposage extérieur de matières, résidus, déchets dangereux ou produits finis composés de matières dangereuses susceptibles de contaminer l'environnement est prohibé, sauf dans le cas où l'entreprise a obtenu toutes les autorisations et les permis requis par le ministère de l'Environnement du Québec.

4.7.2 : Usages commerciaux, publics et institutionnels et récréatifs

L'entreposage extérieur lié à l'usage commercial doit respecter les conditions suivantes :

1. Le matériel entreposé ne doit pas être visible de la rue;

2. La superficie maximale destinée à l'entreposage extérieur est fixée à 80% de l'aire disponible;

3. La hauteur de l'entreposage extérieur ne peut excéder la hauteur de la clôture ou de la haie entourant l'aire d'entreposage ;

4. Le matériel entreposé doit être entouré d'une clôture opaque ou ajourée au maximum de 20 %. La hauteur de la clôture doit être conforme aux dispositions du présent règlement;

5. La hauteur maximale autorisée de l'entreposage extérieur est de 4,6 mètres lorsque le terrain où est effectué l'entreposage est adjacent à un terrain occupé par une habitation;

6. L'espace d'entreposage extérieur doit être situé à une distance minimum de 3 mètres d'un usage habitation.

Le présent article ne s'applique pas aux commerces de produits horticoles, aux entrepreneurs généraux (pour les véhicules et machineries utilisés), aux entreprises de transport (pour les véhicules utilisés) et à l'entreposage extérieur réalisé seulement par la Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan.

4.7.3 : Usages industriels et extraction

L'entreposage extérieur lié aux usages industriels et extraction doit respecter les conditions suivantes :

1. La superficie maximale destinée à l'entreposage extérieur est fixée à 80% de l'aire disponible;

2. La hauteur de l'entreposage extérieur ne peut excéder la hauteur de la clôture ou de la haie entourant l'aire d'entreposage. Dans tous les cas, la hauteur de l'entreposage ne doit pas être visible de la rue et doit se limiter à une hauteur maximale de 4,6 mètres;

3. L'espace d'entreposage extérieur doit être pavé, asphalté, bétonné ou autrement recouvert ou traité de façon à éviter tout soulèvement de poussière et toute formation de boue;

4. Le matériel entreposé doit être entouré d'une clôture opaque ou ajourée au maximum de 20 %. La hauteur de la clôture doit être conforme aux dispositions du présent règlement;

5. Nonobstant le paragraphe précédent, lorsqu'une aire d'entreposage extérieure est adjacente à une route régionale numérotée, elle doit être ceinturée d'une clôture opaque permettant de dissimuler intégralement l'entreposage de la voie de circulation;

6. L'espace d'entreposage extérieur doit être situé à une distance minimale de 5 mètres d'un usage habitation, récréatif ou institutionnel.

4.7.4 : Utilisation d'un conteneur comme construction servant à l'entreposage

L'emploi de conteneur pour l'entreposage est prohibé. Cependant, nonobstant toute disposition contraire, il est possible d'utiliser un conteneur comme structure dans le but de le transformer ou le modifier en bâtiment accessoire conforme aux exigences des bâtiments accessoires dans le présent règlement et ce, aux conditions suivantes :

1. La transformation et modification doit permettre d'éliminer les caractéristiques principales du conteneur (dit maritime);

2. Le bâtiment accessoire résultant doit avoir une toiture en pente d'un minimum de 4/12 et respecter les normes de revêtement du présent règlement;

3. La porte identifiant un conteneur maritime doit être retirée et remplacée par une porte de garage ou un autre type de porte n'étant pas lié à un conteneur maritime;

4. Le revêtement doit respecter les normes architecturales de la section 3.3;

5. Le bâtiment doit être implanté à un minimum de 20 mètres de toute limite de propriété adjacente à une rue.

Section 4.8 : Dispositions relatives à l'étalage extérieur

4.8.1 : Étalage extérieur

L'étalage extérieur est autorisé pour un terrain occupé par un usage commercial aux conditions suivantes :

1. L'étalage doit se localiser sur le même terrain que le bâtiment principal auquel il se rapporte et doit être déposé sur une surface dure (asphalte, béton, pavé);

2. L'étalage extérieur doit directement être relié aux produits et services de l'usage du bâtiment principal et doit être réalisé à l'intérieur des heures normales d'ouverture ou d'activité du bâtiment principal ;

3. À l'exception des pépinières, des centres de jardin, des commerces de piscines et spas, de véhicules ou de tous les autres commerces dont les produits doivent demeurer à l'extérieur en raison de leur dimension, les produits ou objets doivent être remisés à l'intérieur du commerce aux heures de fermeture de celui-ci ;

4. L'étalage ne doit pas gêner l'accès des personnes à une porte d'accès ;

5. L'espace d'étalage extérieur ne peut empiéter sur un espace de stationnement, sauf s'il s'agit d'une case de stationnement ou d'une allée de circulation non requise au respect de toute disposition du présent règlement concernant le nombre minimum de cases de stationnement ;

6. La superficie de l'étalage extérieur ne doit pas excéder 5 mètres carrés. Dans le cas des commerces de piscines, spas, remise, pépinière, aménagement paysager, quincailleries, de vente automobile et autres commerces du même genre, la superficie de l'étalage extérieur ne doit pas excéder 25% de la superficie du terrain.

Section 4.9 : Dispositions relatives aux bâtiments sommaires

4.9.1 : Conditions d'implantation

La construction d'un bâtiment sommaire est permise dans les aires agricoles dynamiques et forestières aux conditions minimales suivantes :

1. Un bâtiment sommaire par dix (10) hectares de terrain jusqu'à concurrence d'un maximum de deux (2) bâtiments par lot;

2. Le bâtiment sommaire doit minimalement être situé à soixante (60) mètres d'une rue, d'une voie publique ou d'un chemin entretenu pour la municipalité et ne doit pas être visible de la rue, de la voie publique ou du chemin;

3. Le bâtiment sommaire doit être situé à un minimum de dix (10) mètres de toute ligne de lot;

4. Le bâtiment sommaire ne peut avoir plus de quarante (40) mètres carrés *, un seul plancher et aucune fondation permanente;

5. Le bâtiment sommaire doit être construit en matériaux s'harmonisant avec le milieu environnant;

6. Le bâtiment sommaire ne doit être pourvu d'aucun service (eau, électricité, toilettes, etc.) sauf une installation septique de type cabinet à fosse sèche et conforme au *Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées Q-2, r.22*;

7. L'utilisation doit être exclusive pour l'exploitation forestière, la chasse et la pêche, conformément à toutes dispositions se retrouvant dans la réglementation d'urbanisme;

8. Les roulottes, les tentes, les boîtes de camion, les autobus, les conteneurs, etc. ne peuvent servir d'abris forestiers;

9. Aucun numéro civique n'est attribué à un bâtiment sommaire;

Une autorisation de la CPTAQ n'est pas nécessaire pour un bâtiment sommaire si celui-ci respecte les conditions suivantes :

1. Il existe un seul bâtiment sommaire par dix (10) hectares de terrain;

2. Le bâtiment sommaire n'excède pas vingt (20) mètres carrés.

Section 4.10 : Dispositions relatives aux bâtiments et constructions temporaires

4.10.1 : Bâtiments ou constructions temporaires autorisés

Les bâtiments ou constructions temporaires autorisés sur le territoire sont les suivants :

1. Les abris temporaires hivernaux sont autorisés aux conditions suivantes :

    a) Deux (2) abris temporaires hivernaux sont autorisés par bâtiment principal ou par terrain;

    b) L'abri temporaire hivernal doit être localisé à minimum deux (2) mètres du trottoir, de la bordure de la chaussée ou de la limite extérieure d'un fossé dans le périmètre urbain et à un minimum de trois (3) mètres à l'extérieur du périmètre urbain et/ou dans les zones agricoles;

    c) L'abri temporaire hivernal doit être localisé à plus de 1 mètre d'une ligne de terrain;

    d) L'abri temporaire hivernal ne doit pas empiéter dans le triangle de visibilité;

    e) La hauteur maximale est fixée à 3 mètres pour l'usage résidentiel et 4.6 mètres pour les autres usages;

    f) Seuls sont permis les abris préfabriqués construits d'une structure de métal recouverte d'une toile imperméabilisée ou de tissus de polyéthylène tissé et laminé d'une épaisseur de 0.006 mm, ou un équivalent;

    g) Les abris pour piéton doivent être construits avec les matériaux permis à l'alinéa e) et être installés sur des passages piétonniers;

    h) Les abris d'autos temporaires ne doivent servir qu'au remisage de véhicules automobiles ou pour protéger les passages piétonniers;

    i) La Municipalité ne sera responsable d'aucun dommage causé aux abris d'autos temporaires par sa machinerie et ses employés au cours des travaux d'entretien des rues si lesdits abris ne sont pas implantés conformément à la réglementation municipale applicable;

    j) Dans tous les cas, l'abri temporaire hivernal est autorisé du 15 octobre d'une année au 15 avril de l'année suivante. À l'extérieur de cette période, les abris temporaires et leurs structures doivent être démontés et remisés.

2. Les tambours sont autorisés du 15 octobre d'une année au 15 avril de l'année suivante. Ils sont autorisés dans toutes les cours et la marge minimale est fixée à 1 mètre d'une ligne de terrain;

3. Les clôtures à neige sont autorisées du 15 octobre d'une année au 1e mai de l'année suivante. À l'extérieur de cette période, celles-ci doivent être remisées dans un endroit clos;

4. Les clôtures ou barrières servant à délimiter des espaces à protéger durant des travaux sont autorisées durant la période des travaux;

5. Les bâtiments temporaires nécessaires aux chantiers de construction, aux conditions suivantes (inclut les toilettes sèches) :

   a) Ils doivent être installés sur les lieux du chantier de construction;

   b) Ces bâtiments ne peuvent pas servir à l'habitation;

   c) Ils peuvent être installés au maximum 14 jours avant le début des travaux de construction;

   d) Les bâtiments temporaires sont autorisés pour une période maximale de 12 mois et doivent être enlevés au plus tard dans les 14 jours suivant la fin des travaux ou à la date d'expiration du certificat d'autorisation, ou lors d'une interruption pendant une période excédant trois (3) mois.

6. Les bâtiments temporaires nécessaires à la vente de maisons ou de terrains dans le cadre d'un projet domiciliaire de plus de 10 maisons ou terrains, aux conditions suivantes (inclut les toilettes sèches) :

   a) Ils doivent être installés sur un terrain compris dans le projet domiciliaire;

   b) Ces bâtiments ne peuvent pas servir à l'habitation;

   c) Les bâtiments temporaires sont autorisés pour une période maximale de 12 mois et doivent être enlevés au plus tard dans les 14 jours suivant la fin des travaux ou à la date d'expiration du certificat d'autorisation.

7. Les bâtiments temporaires nécessaires à relocalisation temporaire d'employées ou au transfert de biens durant les travaux de rénovation, d'agrandissement ou de reconstruction d'un bâtiment, aux conditions suivantes (inclut les toilettes sèches) :

   a) Un permis doit avoir été émis pour les travaux de rénovation, d'agrandissement ou reconstruction du bâtiment;

b) Les bâtiments temporaires sont autorisés pour une période maximale de 12 mois et doivent être enlevés au plus tard dans les 14 jours suivant la fin des travaux ou à la date d'expiration du certificat d'autorisation.

8. Les bâtiments temporaires, ou autres constructions temporaires, servant aux usages publics et institutionnels et récréatifs sont permis pour la période que couvre l'activité. Ils peuvent être installés au maximum quinze (15) jours avant le début des travaux de construction, et doivent être enlevés au plus tard dans les quinze (15) jours suivant la fin des activités, et ce, une seule fois par année par activité.

Tout autre bâtiment ou construction non énumérés au présent article est prohibé.

CHAPITRE 5 : DISPOSITIONS RELATIVES AUX ESPACES DE STATIONNEMENT ET AUX ESPACES DE CHARGEMENT ET DE DÉCHARGEMENT

Section 5.1 : Obligation de fournir des espaces de stationnement

5.1.1 : Dispositions générales

La présente section s'applique à tout bâtiment et à tout usage principal ainsi qu'à tout changement ou extension d'usage existant et a un caractère obligatoire continu.

Lors de tout changement d'usage ou extension d'usage qui exige un nombre d'espaces supérieur à l'ancien, le nombre supplémentaire d'espaces requis pour la nouvelle occupation ou l'extension de l'usage existant par rapport à l'ancienne situation et leurs accès doivent être conformes aux dispositions du présent règlement.

Si une intervention a pour effet de modifier la superficie d'un bâtiment, il doit s'ensuivre automatiquement une modification du nombre de cases requises afin de respecter les dispositions du présent règlement, si applicables.

Si un bâtiment regroupe différents types d'usages, le nombre de cases de stationnement requis doit être calculé comme si tous ces usages étaient considérés individuellement, selon les normes prescrites par le présent règlement.

L'entreposage de neige durant la période hivernale ne peut avoir pour effet de diminuer le nombre minimal de cases de stationnement exigé au présent règlement.

5.1.2 : Stationnement hors rue

Tout usage ou bâtiment doit, pour être autorisé, prévoir des cases de stationnement hors rue en nombre suffisant, selon les normes prescrites au présent règlement.

Le stationnement des véhicules doit s'effectuer dans les cases de stationnement prévues à cette fin.

5.1.3 : Calcul des cases de stationnement requises

Pour être reconnue comme case de stationnement et pour satisfaire au minimum requis, une case de stationnement doit être en tout temps accessible et ne pas nécessiter le déplacement d'un autre véhicule pour y accéder ou en sortir.

5.1.4 : Nombre minimal de cases de stationnement requis

Le nombre requis de cases de stationnement est établi ci-après selon les classes et les codes d'usages définis au chapitre 2 du présent règlement.

Toute fraction de case supérieure à une demie (0,5) doit être considérée comme une case supplémentaire.

Lorsqu'il est indiqué, par exemple, 1 case par 30 mètres carrés, il s'agit de fournir minimalement 1 case de stationnement par 30 mètres carrés de superficie de plancher du bâtiment principal.

Tableau 9 : Nombre requis de cases de stationnement pour le groupe d'usage « habitation »

Groupe habitation	Nombre requis de cases de stationnement
H101	2 cases par logement
H102	2 cases par logement
H103	2 cases par logement
H104 (moins de 12 logements)	2 cases par logement
H104 (12 logements et plus)	1,75 cases par logement
H105	2 cases par logement
H106	1 case par deux logements

Tableau 10 : Nombre requis de cases de stationnement pour le groupe d'usage « commerial »

Groupe commercial	Nombre requis de cases de stationnement
Commerce local (C1)	1 case par 25 m^2 de plancher
Commerce de services (C2)	1 case par 20 m^2 de plancher Dans le cas où l'entreprise ne reçoit pas ses clients sur place : 1 case par 100 m^2 de plancher
Commerce de divertissement (C3)	Le plus restrictif s'applique : 1 case par 5 sièges 1 case par 15 m^2
Commerce de restauration (C4)	1 case par 10 m^2 de plancher
Hébergement (C5)	1 case par chambre + 5 cases en présence d'usages accessoires autorisés

Groupe commercial	Nombre requis de cases de stationnement
Commerce automobile et routier (C6)	1 case par 100 m^2 de plancher Dans le cas où il y a présence de baies de service, 2 cases par baie de service
Commerce d'envergure (C7)	1 case par 100 m^2 de plancher

Tableau 11 : Nombre requis de cases de stationnements pour le groupe d'usage « industrie »

Groupe industriel	Nombre requis de cases de stationnement
Pour tous les codes d'usages industriels (à moins d'une indication contraire)	1 case par 150 m^2 de plancher
Pour tout usage industriel nécessitant des bureaux administratifs ainsi qu'un laboratoire	1 case par 100 m^2 de plancher

Tableau 12 : Nombre requis de cases de stationnements pour le groupe d'usage « public et institutionnel »

Groupe public et institutionnel	Nombre requis de cases de stationnement
Publique et institutionnelle (P1)	1 case par 120 m^2 (aucune case n'est exigée pour un cimetière)
Utilité publique, infrastructure (P2)	Aucune

Tableau 13 : Nombre requis de cases de stationnements pour le groupe d'usage « récératif »

Groupe récréatif	Nombre requis de cases de stationnement
Récréative extensive (R1)	5 cases + 5 cases en présence d'usages accessoires autorisés (R101 à R103) 25 cases + 5 cases en présence d'usages accessoires autorisés (R104)
Récréative intensive (R2)	5 cases (R201) 1 case par site + 5 cases en présence d'usages accessoires autorisés (R204 et R205)

Groupe récréatif	Nombre requis de cases de stationnement
	25 cases + 5 cases en présence d'usages accessoires autorisés (autres usages)

Tableau 14 : Nombre requis de cases de stationnements pour le groupe d'usage « agricole »

Groupe agricole	Nombre requis de cases de stationnement
Agriculture (A1)	1 case par 3 employés + 5 cases en présence d'usages accessoires autorisés
Élevage et pension d'animaux (A2)	1 case par 3 employés
Chenils (A3)	1 case par 3 employés

Tableau 15 : Nombre requis de cases de stationnements pour le groupe d'usage « extraction »

Groupe extraction	Nombre de cases de stationnement requis
Extraction (EX1)	1 case par 3 employés

5.1.5 : Espaces de stationnement pour les personnes ayant un handicap ou à mobilité réduite

Pour les usages autres que l'habitation dont le bâtiment est considéré à l'usage du public au sens de la *Loi sur le bâtiment,* le nombre minimal de cases de stationnement pour les personnes handicapées ou à mobilité réduite est établi selon le tableau suivant :

Tableau 16 : Nombre requis de cases de stationnements pour les personnes ayant un handicap ou à mobilité réduite

Pour toute aire de stationnement comportant :	Nombre requis de cases de stationnement pour les personnes ayant un handicap ou à mobilité réduite
1 à 49 cases	1 case
50 à 99 cases	2 cases
100 à 199 cases	3 cases
200 à 399 cases	4 cases
400 à 499 cases	5 cases

500 cases et plus	6 cases

5.1.6 : Normes de compensation aux fins de stationnement

Tout usage du groupe commerce, industrie ou récréatif qui ne peut satisfaire aux exigences de la présente section quant au nombre minimal de cases de stationnement requis, dans l'une ou l'autre des situations suivantes ou combinaison de ce celles-ci, peut faire une demande d'exemption de l'obligation de fournir le nombre minimal de cases de stationnement requis moyennant le paiement de la somme prévue au présent article :

1. Soit lors d'une nouvelle construction ou d'un agrandissement ;

2. Soit lors d'un changement ou d'une extension d'usage principal existant lors de l'entrée en vigueur du présent règlement ;

3. Soit lorsqu'un requérant qui veut se rendre conforme aux normes relatives au nombre de cases de stationnement requis ne dispose pas de l'espace nécessaire pour ce faire.

Le requérant qui souhaite une exemption à l'obligation de fournir le nombre minimal de cases de stationnement doit faire une demande par écrit au fonctionnaire désigné, en remplissant et signant le formulaire fourni à cette fin. La demande doit contenir les renseignements suivants :

1. Le nom, le prénom et l'adresse du requérant et du propriétaire de l'immeuble s'il est différent ;

2. Un plan à l'échelle présentant la localisation des espaces de stationnement ;

3. Un certificat de localisation préparé par un arpenteur-géomètre si exigé par le fonctionnaire désigné.

La somme exigée pour une demande d'exemption est fixée à 1 000 $ par case de stationnement. Cette somme ne peut être remboursée au requérant de l'exemption que si le projet pour lequel le permis de construction ou le certificat d'autorisation a été émis n'est pas réalisé.

Le produit du paiement est versé dans un fonds spécial qui ne peut servir qu'à l'achat ou à l'aménagement de terrains à des fins de stationnement. La Municipalité peut toutefois disposer, de la manière prévue par la Loi qui la régit, des terrains qu'elle a acquis en vertu du présent article, s'ils ne sont plus requis à des fins d'établissement de terrains de stationnement, et le produit doit en être versé dans un fonds spécial.

Pour l'application du présent article, c'est le Conseil municipal de la Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan qui prend, par résolution, la décision de l'exemption de l'obligation de fournir le nombre minimal de cases de stationnement.

L'exemption ne peut dépasser un maximum de cinq (5) cases de stationnement. Advenant qu'une exemption portant sur plus de cinq (5) cases soit demandée, une demande de dérogation mineure devra être formulée selon les modalités prévues au règlement sur les dérogations mineures en vigueur.

Section 5.2 : Dispositions relatives à l'aménagement des espaces de stationnement

5.2.1 : Emplacement des espaces de stationnement

Les dispositions suivantes s'appliquent aux espaces de stationnement :

1. Les cases de stationnements doivent se situer sur le même terrain que l'usage desservi.

2. Les espaces de stationnement doivent être situées sur le même terrain que l'usage principal autre que l'habitation. Nonobstant ce qui précède, les cases de stationnement sont autorisées sur un terrain situé à moins de 80 mètres de ce terrain, appartenant au même propriétaire ou à un tiers qui l'autorise expressément par écrit. Dans le cas d'un stationnement lié aux codes d'usages R101 et R103, cette distance est portée à 500 mètres. Dans tous les cas, les cases de stationnement doivent être localisées dans la même zone que celle où se trouve l'usage desservi ou à l'intérieur d'une zone adjacente autorisant le même usage;

3. Chaque espace de stationnement doit communiquer directement avec une rue ;

4. Pour un usage habitation unifamiliale ou bifamiliale, les espaces de stationnement sont autorisés dans toutes les cours et les marges. Ils doivent respecter une distance minimale de 1 mètre des lignes latérales et arrières de terrain et une distance minimale de 1,5 mètre de la ligne avant de terrain.

5. Dans le cas des habitations, l'aire de stationnement ne doit jamais être située dans la partie de la marge avant située en façade principale de l'habitation, sauf dans le cas des habitations en rangée (contiguës), des projets intégrés, des allées conduisant à un garage, des aires aménagées en forme de demi-cercle où l'espace paysagé central possède une longueur minimum de six (6) mètres ou lorsqu'une disposition contraire est prévue au présent règlement;

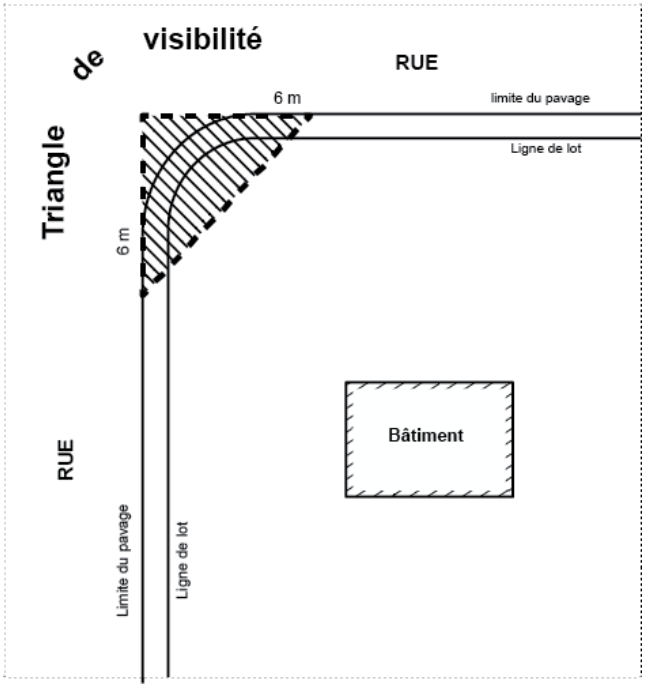
6. Si seul un espace de stationnement en cours avant est possible, il doit se situer à un 1,5 mètre de la limite d'emprise de de rue et être aménagé de telle sorte que toute manœuvre de stationnement se fasse en dehors de la rue.

7. La distance à respecter entre un espace de stationnement et une ligne avant de terrain n'est pas applicable dans le cas d'un stationnement dont l'entrée est commune et dans le cas d'un usage du groupe « Habitation (H) » implanté en mode jumelé ou contigu.

8. Pour tous les usages, les espaces de stationnement ne sont pas autorisés à l'intérieur du triangle de visibilité.

9. La longueur du segment du triangle est fixée à six (6) mètres, tel qu'illustré à la figure suivante :

Figure 4 : Triangle de visibilité



10. Pour les habitations unifamiliales (H1) implantées en mode isolé, l'espace de stationnement ne peut empiéter dans la marge de recul arrière minimale du bâtiment principal, à l'exception des espaces de stationnement localisés à l'intérieur d'un garage privé détaché;

11. Lorsque plus d'une case de stationnement est exigée pour les habitations unifamiliales (H1), les cases peuvent être situées l'une à l'arrière de l'autre et être accessible par la même entrée charretière;

12. Nonobstant le fait que pour les habitations, l'aire de stationnement ne doit jamais être située dans la partie de la marge avant située en façade principale de l'habitation, il est permis d'avoir une entrée charretière (incluant l'aire de stationnement) de maximum 5,2 mètres de largeur calculé à partir de 0,45 mètre de la limite latérale de propriété.

5.2.2 : Dimensions minimales des cases de stationnement

Les dimensions minimales des cases de stationnement et des allées de circulation doivent être conformes aux dispositions suivantes :

Tableau 17 : Dimensions minimales des cases de stationnement

Angle des cases (en degrés)	Largeur de l'allée de circulation entre les cases		Largeur de la case	Longueur de la case
	Sens unique	Double sens		
0	3,1 m	6,0 m	2,6 m	6,7 m
30	3,3 m	6,0 m	2,6 m	4,6 m
45	4,0 m	6,0 m	2,6 m	4,0 m
60	5,5 m	6,0 m	2,6 m	5,5 m
90	6,0 m	6,0 m	2,6 m	5,5 m

Malgré le tableau ci-dessus, lorsqu'un espace de stationnement comprend plus de 20 cases, il est permis de prévoir 20% du nombre total de cases de stationnement exigées pour le stationnement de petites voitures. Les dimensions minimales à respecter pour les cases de stationnement pour les petites voitures sont les suivantes :

1. La largeur de la case est fixée à 2,3 mètres pour tous les angles;

2. La longueur de la case est fixée à 4,6 mètres pour tous les angles à l'exception des cases aménagées dans un angle de 45 degrés.

5.2.3 : Dimensions minimales des cases de stationnements pour les personnes ayant un handicap ou mobilité réduite

Lorsque requises, les dimensions des cases de stationnement pour les personnes handicapées ou à mobilité réduite doivent être conformes aux dispositions suivantes :

Tableau 18 : Dimensions minimales des cases de stationnement pour les personnes ayant un handicap ou à mobilité réduite

Angle des cases (en degrés)	Largeur de l'allée de circulation entre les cases		Largeur de la case	Longueur de la case
	Sens unique	Double sens		
0	3,1 m	6,0 m	3,5 m	6,7 m
30	3,3 m	6,0 m	3,5 m	4,6 m
45	4,0 m	6,0 m	3,5 m	4,0 m
60	5,5 m	6,0 m	3,5 m	5,5 m
90	6,0 m	6,0 m	3,5 m	5,5 m

5.2.4 : Aménagement des espaces de stationnement

Tous les espaces de stationnement doivent être aménagés et entretenus selon les dispositions suivantes :

1. Toutes les surfaces servant aux espaces de stationnement doivent au minimum être recouvertes de manière à éliminer tout soulèvement de poussière et formation de boue. Le gazon ou un recouvrement végétal n'est pas considéré comme un matériau de recouvrement d'un espace de stationnement à l'exception du pavé alvéolé et à l'exception des espaces de stationnement utilisés pour la machinerie agricole en zone agricole;

2. Pour un espace de stationnement comprenant de 5 cases et plus, la surface doit être recouverte d'asphalte, de béton, pavé ou de bitume. Chacune des cases doit être délimitée par une ligne peinte sur le revêtement;

3. Pour les usages autres que l'habitation et les usages publics, lorsqu'un espace de stationnement ou de roulement est adjacent à un terrain où l'usage est l'habitation, il doit être séparé de la limite de propriété de l'habitation par une aire gazonnée d'une largeur minimale de quatre (4) mètres. Cette aire gazonnée doit comprendre obligatoirement un aménagement paysager comprenant des conifères et feuillus implantés en quinconce et en alternance à chaque 6,1 mètres. Chaque arbre doit posséder un tronc d'un diamètre minimal de cinq (5) centimètres mesurés à 0,30 mètre du sol et avoir une hauteur minimale à la plantation de 2 mètres. Ces plantations devront atteindre une hauteur minimale de trois (3) mètres à leur maturité. Cette disposition ne s'applique pas pour les terrains adjacents à la rue Principale.

5.2.5 : Aménagement des espaces de stationnement de plus de 10 cases

Les dispositions suivantes s'appliquent aux espaces de stationnement de plus de 10 cases :

1. Toute manœuvre des véhicules doit s'effectuer à l'intérieur de l'espace de stationnement sur le terrain;

2. L'espace de stationnement doit être pourvu d'un système de drainage de surface de façon à ne pas drainer les eaux de surface vers la rue. Un ou des ouvrages d'infiltration et de rétention doivent être conçus et aménagés sur le terrain tels qu'un jardin de pluie dans les secteurs desservis ou un fossé de drainage dans les secteurs non desservis. Le choix des ouvrages retenus doit tenir compte du volume d'eau à filtrer, des axes d'écoulement, de la nature du terrain et de la sensibilité du milieu récepteur;

3. L'espace de stationnement doit être entouré de façon continue de bordures de béton coulé sur place, de bordures de béton préfabriquées ou de murets. Ces bordures et murets doivent dépasser le revêtement d'au moins 15 centimètres et être ancrés au sol de façon à éviter leur déplacement;

4. Pour chaque espace de dix (10) cases de stationnement et plus, des îlots de verdure doivent être aménagés à chaque extrémité de l'espace de stationnement. Ces îlots doivent minimalement comprendre une aire gazonnée comprenant un arbre ayant un tronc d'un diamètre minimal de cinq (5) centimètres mesuré à 0,30 mètre du sol et une hauteur minimale à la plantation de deux (2) mètres. Les îlots de verdure peuvent également inclure une allée de circulation pour piétons;

5. La bande d'isolement située entre l'aire de stationnement et les limites de propriété doit être aménagée, gazonnée et faire l'objet d'aménagement paysagers. Celle-ci doit prévoir la plantation de conifères et de feuillus plantés en quinconce et en alternance à chaque 15 mètres linéaires de bande d'isolement. Chaque arbre doit posséder un diamètre de tronc minimal de cinq (5) centimètres mesuré à 0,30 centimètres du sol et une hauteur minimale de deux (2) mètres à la plantation;

6. Un minimum de 20% de l'aire de stationnement doit être en pavé alvéolé ou en matériaux décoratifs perméables à l'eau ;

7. L'espace de stationnement doit être muni d'un système permettant l'éclairage de toute sa surface. L'éclairage extérieur des espaces de stationnement doit être conforme aux dispositions du présent règlement.

5.2.6 : Délai de réalisation des espaces de stationnement

Les espaces de stationnement doivent être construits et aménagés en même temps que sont réalisés les travaux du bâtiment principal ou que le changement d'usage.

Toutefois, lorsque les conditions climatiques empêchent la construction ou l'aménagement immédiat des espaces de stationnement, l'occupation du bâtiment ou l'usage peuvent être autorisés pour autant que les travaux de construction et

d'aménagement des espaces de stationnement soient complétés dans un délai de 12 mois à partir de l'occupation du bâtiment ou la fin des travaux.

Section 5.3 : Dispositions relatives au stationnement et remisage des véhicules

5.3.1 : Stationnement des véhicules routiers

Le stationnement d'un véhicule est prohibé sur un terrain vacant, sauf si une ou des cases de stationnement sont autorisées et aménagées conformément au présent règlement. Cette disposition ne s'applique pas aux véhicules d'usage agricole, soit les véhicules-outils et les véhicules lourds nécessaires aux activités agricoles, sur un terrain dont l'usage est agricole.

5.3.2 : Stationnement pour l'usage habitation

Sur les terrains dont l'usage principal est l'habitation, les véhicules automobiles, excluant les véhicules lourds et véhicules outils, peuvent être stationnés à l'intérieur de l'espace de stationnement, sans limitation quant au nombre. Cependant, le nombre de véhicules récréatifs est limité à trois (3).

Pour les propriétés localisées à l'intérieur du périmètre d'urbanisation, le stationnement des véhicules récréatifs est uniquement permis dans les cours latérales.

5.3.3 : Remisage pour l'usage habitation

Le remisage d'un seul véhicule en état de marche par terrain dont l'usage principal est l'habitation est autorisé. Le remisage de véhicules doit s'effectuer en cours latérales ou arrière et à une distance minimale de 1 mètre de toute ligne de lot. Le remisage de véhicules peut s'effectuer en cour avant uniquement si la cour à une profondeur de 20 mètres et plus et à l'intérieur d'un espace de stationnement, sans toutefois empiéter dans la marge avant. Dans tous les cas, l'espace pour le remisage ne doit pas excéder une longueur de 9,5 mètres et une hauteur de 4 mètres.

Le remisage de véhicules lourds ou véhicules outils, de remorques, de roulottes, d'embarcations, de canots, avec ou sans moteur ou d'engins commerciaux est prohibé sur les terrains dont l'usage principal est l'habitation.

Pour les propriétés localisées à l'intérieur du périmètre d'urbanisation, le remisage des véhicules récréatifs est uniquement permis dans les cours latérales.

5.3.4 : Stationnement et remisage pour les usages autres que l'habitation

Le stationnement et le remisage de véhicules, pour les usages autres que l'habitation, sont autorisés uniquement si le remisage et le stationnement de ces véhicules sont liés à l'usage principal du terrain ou du bâtiment.

CHAPITRE 5 :
DISPOSITION RELATIVES AUX ESPACES DE STATIONNEMENT ET AUX ESPACES DE CHARGEMENT ET DÉCHARGEMENT

Le remisage des véhicules et le stationnement de véhicules lourds sont uniquement autorisés dans les cours latérales et arrière. Ils doivent être dissimulés par une clôture, une haie ou autrement afin de ne pas être visibles de la rue.

Section 5.4 : Dispositions relatives aux entrées charretières

5.4.1 : Dispositions générales

Tout accès à une aire de stationnement doit être desservi par une ou plusieurs entrées charretières, conformément aux dispositions du présent règlement.

5.4.2 : Nombre d'entrées charretières

Le nombre d'entrées charretières autorisé pour un terrain est établi selon les dispositions suivantes :

1. Une (1) seule entrée charretière est autorisée par terrain;

2. Nonobstant le contenu du présent article, une deuxième entrée charretière est permise sur la même façade à la condition que les deux (2) entrées charretières soient distantes d'au moins 12 mètres et que l'aire de stationnement à laquelle elles donnent accès soit aménagée en demi-cercle;

3. Dans le cas d'un terrain d'angle, il est autorisé de réaliser une entrée charretière par rue;

4. Dans le cas d'un terrain transversal, une (1) seule entrée charretière est autorisée sur la rue faisant face à la façade principale du bâtiment qu'elle dessert. Aucune entrée charretière additionnelle ne peut être aménagée sur l'autre rue si le terrain a une profondeur inférieure à 50 mètres;

5. Dans tous les cas où l'emplacement le permet, un stationnement public doit être pourvu de deux (2) entrées charretières indépendantes ou jumelées. L'une doit donner accès au terrain de stationnement alors que l'autre doit donner accès à la voie publique;

6. Le nombre d'entrées charretières requises pour un stationnement public est augmenté en fonction de la capacité de stationnement :

Tableau 19 : Nombre d'entrées charretières nécessaires par cases de stationnement

Capacité du stationnement en regard du nombre de cases de stationnement	Nombre maximum d'entrées charretières
50 cases ou moins	2
51 à 200 cases	4
201 cases et plus	6

5.4.3 : Largeur d'une entrée charretière

Pour l'usage habitation, la largeur minimale d'une entrée charretière est de 3,5 mètres et la largeur maximale de 9,2 mètres.

Pour tout stationnement public pour un usage autre qu'habitation, la largeur minimale d'une entrée charretière est de 3,5 mètres et la largeur maximale de 15,3 mètres.

5.4.4 : Distance minimale entre deux entrées charretières

La distance minimale entre les deux (2) entrées charretières sur un même terrain est de douze (12) mètres dans le cas d'un usage habitation, et de dix (10) mètres pour un usage autre que l'habitation.

Les espaces de stationnement en demi-cercle sont permis lorsque deux (2) entrées charretières sont autorisées.

À l'intérieur du demi-cercle, un espace correspondant à un rayon minimal de deux mètres cinquante (2,50) doit faire l'objet d'un aménagement paysager.

5.4.5 : Localisation des entrées charretières

Les dispositions suivantes s'appliquent à la localisation des entrées charretières :

1. Les entrées charretières sont autorisées dans la cour avant et la cour avant secondaire. L'empiètement ne peut représenter plus de 40% de la largeur de la façade sans considérer le garage ou l'abri auto. Pour les habitations unifamiliales, bifamiliales et trifamiliales sans garage ou abri d'auto attenant au bâtiment principal, il est permis d'avoir une entrée charretière (incluant l'aire de stationnement) d'une largeur maximale de 5,2 mètres calculé à partir de 0,41 mètre de la limite latérale de propriété. Dans le cas d'un terrain transversal, une

(1) entrée charretière peut être aménagée sur la rue opposée à la façade principale du bâtiment et ce, seulement dans le cas d'un terrain ayant une profondeur minimale de 50 mètres;

2. À l'exception des habitations unifamiliales, bifamiliales et trifamiliales isolées ou jumelées situées dans le périmètre urbain, les entrées charretières doivent être situées à une distance minimale d'un (1) mètre d'une limite de terrain.

3. Les entrées charretières doivent être situées à l'extérieur du triangle de visibilité;

4. Dans le cas de deux collectrices, les entrées charretières doivent être localisées à plus de quinze (15) mètres de l'intersection, sauf en présence d'un feu de circulation ou d'un arrêt obligatoire;

5. Lors de la relocalisation d'une ou de plusieurs entrées charretières, l'entrée ou les entrées charretières abandonnées doivent être détruites et remplacées par des sections de trottoir de même longueur et ce, aux frais du demandeur. Dans le cas d'une habitation unifamiliale isolée, il est aussi possible de remplacer la section de l'entrée charretière abandonnée par un aménagement paysager composé minimalement de gazon.

Section 5.5 : Dispositions relatives aux espaces de chargement et de déchargement

5.5.1 : Obligation de prévoir des espaces de chargement et de déchargement

Les espaces de chargement et de déchargement sont obligatoires pour les bâtiments occupés par un usage d'un des groupes suivants :

1. Commerce, incluant tout agrandissement de plus de 500 mètres carrés de superficie d'implantation;
2. Industrie, incluant tout agrandissement de plus de 500 mètres carrés de superficie d'implantation ;
3. Publics et institutionnel dont l'usage nécessite la livraison de marchandises;
4. Agricoles.

5.5.2 : Localisation et aménagement des espaces de chargement et de déchargement

Les dispositions suivantes s'appliquent à la localisation et à l'aménagement des espaces de chargement et de déchargement :

1. Les espaces de chargement et de déchargement sont autorisés dans les cours latérales et arrière à une distance minimale de cinq (5) mètres des lignes de terrain. Si le terrain est adjacent à un terrain dont l'usage est habitation, cette distance est fixée à dix (10) mètres. Toutefois, à l'intérieur de la zone IM-1, pour un terrain adjacent à l'autoroute 25, les espaces de chargement et de déchargement sont interdits dans la cour arrière adjacent à l'autoroute;
2. L'allée de circulation menant à l'espace de chargement et de déchargement doit être située sur le même terrain que l'usage desservi et être accessible en tout temps. Toute manœuvre d'un véhicule accédant à, ou sortant d'un espace de chargement ou de déchargement doit être exécutée hors rue;
3. Les espaces de chargement et de déchargement et les allées de circulation ne doivent en aucun temps empiéter sur les espaces de stationnement requis en vertu des dispositions du présent règlement;
4. Les sites réservés pour les contenants à déchets sont autorisés dans les cours latérales et arrières. Ils doivent être clairement indiqués et intégrés à ces espaces de chargement et déchargement. Les contenants à déchets ne peuvent se trouver ailleurs sur le terrain;

5. Chaque aire de chargement et de déchargement pour marchandises ou matériaux doit mesurer au moins quatre (4) mètres en largeur et neuf (9) mètres en longueur, et avoir une hauteur libre d'au moins quatre (4) mètres.

5.5.3 : Nombre d'espaces de chargement et de déchargement requis

Le nombre d'espaces de chargement et de déchargement requis est établi en fonction de l'usage qu'occupe le bâtiment selon le tableau suivant :

Tableau 20 : Nombre d'espaces de chargement/déchargement requis par bâtiments

Groupe d'usage	Superficie du bâtiment	Nombre d'espaces de chargement et de déchargement minimal requis par bâtiment
Commerce et Industrie	Moins de 3 000 mètres carrés	1
	Plus de 3 000 mètres carrés	2
Public et institutionnel (lorsque l'usage nécessite la livraison de marchandises)	-	1
Agricole	-	1 par entreprise agricole

5.5.4 : Localisation des portes du quai de chargement et de déchargement

Les portes du quai de chargement et de déchargement doivent être localisées sur les murs latéraux ou arrière du bâtiment.

Les portes du quai de chargement et de déchargement doivent être installées de manière à ce qu'aucune remorque ou aucun camion-remorque, qui soit stationné devant une telle porte, n'empiète dans la cour avant.

5.5.5 : Revêtement de surface

Tout espace de chargement et de déchargement et les espaces destinés au stationnement des véhicules de transport (y compris toutes les allées de circulation) doivent être pavés, asphaltés, bétonnés ou autrement recouverts pour éviter tout soulèvement de poussière et toute formation de boue et faciliter leur entretien.

Section 5.6 : Dispositions relatives aux bornes de recharge pour véhicules électriques

5.6.1 : Dispositions générales

Sur les terrains occupés par un usage des groupes « Habitation (H) », « Industrie (I) », « Commerce (C) », « Récréation (R) » et « Public et institutionnel (P) » , des bornes de recharge électriques doivent être installées lors de tout projet de construction ou d'agrandissement d'un bâtiment principal ayant pour effet d'agrandir la superficie de plancher du bâtiment de manière être égal ou supérieur à la superficie minimale exigée à la grille des usages et des normes applicables.

5.6.2 : Nombre de bornes de recharge pour véhicules électriques exigé

Le nombre de bornes de recharge à implanter est fixé au tableau suivant :

Usage ou groupe d'usage	Nombre de bornes de recharge pour véhicules électriques exigé
H101, H102 et H103	1 borne par logement
H104	4 bornes min ou 1 borne par 2 cases de stationnement*
Commercial avec aire de stationnement comportant 29 cases ou moins	2 bornes min
Commercial avec aire de stationnement comportant plus de 29 cases	Un nombre de bornes correspondant à un minimum de 10% du nombre de cases de stationnement
Industriel avec aire de stationnement comportant 29 cases ou moins	2 bornes min
Industriel avec aire de stationnement comportant plus de 29 cases	Un nombre de bornes correspondant à un minimum de 10% du nombre de cases de stationnement
Récréatif avec aire de stationnement comportant 29 cases ou moins	2 bornes min

Récréatif avec aire de stationnement comportant plus de 29 cases	Un nombre de bornes correspondant à un minimum de 10% du nombre de cases de stationnement
Public et institutionnel avec aire de stationnement comportant 29 cases ou moins	2 bornes min
Public et institutionnel avec aire de stationnement comportant plus de 29 cases	Un nombre de bornes correspondant à un minimum de 10% du nombre de cases de stationnement

*La mesure la plus restrictive s'applique

CHAPITRE 6 : DISPOSITIONS RELATIVES À L'AFFICHAGE

Section 6.1 : Dispositions générales

6.1.1 : Application

Sur l'ensemble du territoire, la construction, l'installation, le maintien, la modification et l'entretien de toute affiche, toute enseigne ou tout panneau-réclame doit être conforme aux dispositions du présent chapitre.

Les dispositions du présent chapitre s'appliquent à toutes les enseignes, y compris le support (boîtier, cadre, panneau, etc.) nécessaire à l'installation et au maintien de l'enseigne.

À moins d'une disposition contraire, toute affiche, enseigne ou panneau-réclame nécessite un certificat d'autorisation.

6.1.2 : Types d'enseigne autorisés

Les types d'enseignes autorisés sont les suivants :

1. Enseigne commerciale : enseigne d'un établissement ou un regroupement d'établissements située sur le terrain ou sur le bâtiment où s'exerce l'usage principal.

    a) À plat : enseigne attachée au bâtiment, avec ou sans saillie, apposée parallèlement au bâtiment ;

    b) Sur vitrine : enseigne attachée au bâtiment installée sur un espace vitré de la façade du bâtiment ;

    c) À l'intérieur d'un bâtiment ;

    d) En projection perpendiculaire : enseigne attachée au bâtiment apposée de manière à former un angle droit avec la façade du bâtiment, avec ou sans saillie ;

    e) Sur un auvent : enseigne attachée au bâtiment, apposée directement sur un auvent desservant l'établissement visé ;

    f) Sur poteau : enseigne isolée du bâtiment, attachée, suspendue ou autrement fixée par un ou plusieurs poteaux au sol ;

    g) Sur un socle : enseigne isolée du bâtiment, sur poteau, dont l'espace entre les poteaux est camouflé par un matériau ;

h) Sur un muret : enseigne isolée du bâtiment, apposée sur ou au-dessus d'un muret ;

i) Enseigne apposée en dessous d'une galerie ou apposée sur la colonne d'une galerie conditionnellement à l'approbation du Conseil dans le secteur du PIIA de la rue Principale.

2. Enseigne modulaire : enseigne isolée du bâtiment, composée de plusieurs pièces reliées entre elles et annonçant deux (2) ou plusieurs établissements sur le même support.

3. Enseigne directionnelle : enseigne qui indique uniquement une direction à suivre pour atteindre une destination, elle-même identifiée pour l'orientation, la sécurité ou la commodité de la population. Sa superficie maximale est un demi-mètre (0,50) carré. ;

4. Enseigne communautaire : enseigne érigée et entretenue par la Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan, un organisme public, religieux, culturel ou communautaire de façon permanente ou dans le cadre d'une activité ;

5. Enseigne d'identification : enseigne attachée au bâtiment (à plat), servant à identifier le service offert par l'établissement ou l'usage accessoire à l'habitation localisé dans ce bâtiment.

6. Enseigne émanant d'une autorité publique, soit fédérale, provinciale, municipale ou scolaire ;

7. Enseigne prescrite par la loi ou un règlement. Sa superficie maximale est d'un (1) mètre carré ;

8. Enseigne temporaire : enseigne destinée à être installée de façon temporaire.

6.1.3 : Calcul de la superficie d'une enseigne

La superficie d'une enseigne correspond à la superficie de l'enseigne incluant le support.

Dans le cas d'une enseigne présentant un affichage identique sur deux (2) côtés, un (1) seul côté est calculé dans la superficie maximale autorisée dans la mesure où les deux (2) côtés sont séparés par une distance maximale de trente (0,30) centimètres.

Dans le cas d'une enseigne en trois (3) dimensions, la superficie pouvant être calculée sur chacune des faces doit être incluse dans le calcul de la superficie totale de l'enseigne.

Nonobstant le premier alinéa, dans le cas d'une enseigne formée de lettres ou symboles détachés, apposés directement sur la façade du bâtiment sans encadrement (enseigne à plat), sur vitrine ou sur auvent, la superficie de l'enseigne correspond au plus petit polygone à angles droits pouvant être formé autour des lettres ou des symboles apposés sur le bâtiment, la vitrine ou l'auvent.

6.1.4 : Visibilité et localisation des enseignes

Toute enseigne doit être visible de la voie publique et n'être visible que de la voie publique ou de l'avant des terrains et bâtiments qui y font face. Toutes les enseignes doivent être installées sur le terrain ou sur le bâtiment où le produit ou service est offert, à moins d'une disposition contraire au présent règlement.

6.1.5 : Endroits où la pose d'enseignes est interdite

Les endroits où la pose d'enseignes est interdite sont :

1. Sur un toit, un balcon, une véranda, une ouverture (porte et fenêtre) ou à un endroit bloquant, masquant ou dissimulant complètement ou en partie une ouverture, un balcon, une véranda, à moins d'indications contraires au présent règlement;

2. Sur un escalier de secours;

3. Sur une galerie, à moins d'indications contraires au présent règlement;

4. Sur une construction accessoire;

5. Sur une construction hors toit, une cheminée ou un équipement installé au toit;

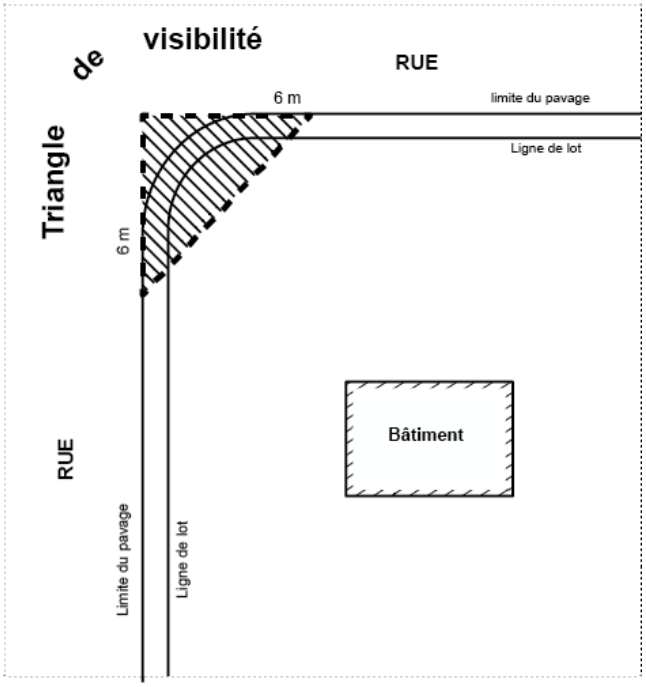
6. Sur une clôture, à moins d'une indication contraire au présent règlement;

7. Sur un arbre ou un arbuste;

8. À l'intérieur du triangle de visibilité. Si l'enseigne n'obstrue pas la visibilité complète sur deux (2) mètres depuis le sol dudit triangle alors elle est autorisée;

9. La longueur du segment du triangle est fixée à 6 mètres, tel qu'illustré ci-dessous :

Figure 5 : Triangle de visibilité



10. Sur un lampadaire ou poteau d'un service public ou qui n'a pas été érigé à des fins d'affichage;

11. À un endroit masquant ou dissimulant complètement ou en partie un feu de circulation, un panneau de signalisation routière ou toute autre enseigne en vertu du *Code de la sécurité routière* (L.R.Q., c. C-24.2);

12. Sur le domaine public ou au-dessus du domaine public, sauf pour les enseignes communautaires.

6.1.6 : Enseignes prohibées

Les enseignes suivantes sont prohibées sur l'ensemble du territoire :

1. Les enseignes de type « panneau-réclame »;

    1. Les enseignes mobiles, portatives ou amovibles, incluant les enseignes de type « sandwich » qu'elles soient installées, montées, fabriquées sur un véhicule, du matériel roulant, des supports portatifs, ou directement peintes ou autrement imprimées sur du matériel roulant, un véhicule ou une partie d'un véhicule. Cette interdiction ne s'applique toutefois pas à l'identification commerciale d'un véhicule pourvu qu'il ne soit pas utilisé dans l'intention manifeste de constituer une enseigne ou un panneau-réclame pour un produit, un service, une activité;

2. Les enseignes à éclairage ou à feux intermittents, clignotants (stroboscope) ou imitant les dispositifs avertisseurs (gyrophare ou autre) des véhicules de police, de pompier ou des services ambulanciers, ou utilisant de tels dispositifs pour attirer l'attention;

3. Les enseignes de forme humaine, animale ou végétale imitant un produit ou un contenant sauf si la forme permet d'informer sur le produit ou le service offert par l'établissement ou de l'annoncer;

4. Les enseignes conçues de façon à ressembler à une indication, une enseigne ou un signal de la circulation routière, autres que celles autorisées dans le cadre de l'application du Code de la sécurité routière, ainsi que les enseignes présentant un effet d'éblouissement pour les automobilistes;

5. Les enseignes rotatives ou autrement mobiles (enseignes qui tournent sur un angle d'au moins quatre-vingt-dix (90) degrés);

6. Les enseignes peintes directement sur une construction, sauf dans le cas d'une enseigne peinte sur un auvent fixé à un bâtiment;

7. Les enseignes et autres dispositifs en suspension dans les airs ou gonflables ;

8. Les enseignes de type « fanion »;

9. Les enseignes projetées à l'aide de matériel audio-visuel, électronique ou lumineux, à moins d'une indication contraire au présent règlement.

6.1.7 : Éclairage

Toute enseigne peut être éclairée, c'est-à-dire illuminée par une source de lumière non reliée à l'enseigne ou éloignée d'elle, à condition que cette source lumineuse ne soit pas visible de la voie publique et ne projette directement ou indirectement aucun rayon lumineux hors du terrain sur lequel l'enseigne est située.

L'alimentation électrique de la source d'éclairage de l'enseigne doit se faire en souterrain ou être autrement camouflée : aucun fil aérien n'est autorisé. L'éclairage doit présenter une intensité constante, non éblouissante et les équipements d'éclairage doivent être fixes.

Lorsqu'il est indiqué, au présent règlement, que l'enseigne doit être non lumineuse, aucun éclairage n'est autorisé.

6.1.8 : Matériaux autorisés

Les matériaux autorisés pour les enseignes sont :

1. L'acrylique pour les enseignes éclairées par translucidité ou transparence;
2. Le bois ouvré prépeint ou teint et les imitations de bois;
3. La brique ou la pierre;
4. Le fer forgé;
5. Le bronze;
6. Le métal ouvré prépeint ou peint;
7. Le verre;
8. Les tissus et la toile pour les enseignes temporaires uniquement;
9. Les matériaux plastiques autocollants pour une enseigne sur vitrine uniquement;
10. Le plastique, le plexiglas, la fibre de verre, le polymère, l'uréthane haute densité;

6.1.9 : Matériaux prohibés

Les matériaux prohibés pour les enseignes sont :

1. Les matériaux non protégés contre la corrosion;
2. Les panneaux de gypse;
3. Le polyéthylène;
4. Le filigrane au néon;
5. Le papier, le carton, le carton plastifié ondulé (polypropylène ondulé dit coroplast).

Nonobstant ce qui précède, le papier, le carton ou le carton plastifié ondulé sont autorisés pour les enseignes temporaires autorisées à l'article 6.2.2 du présent règlement.

6.1.10 : Entretien d'une enseigne

Toute enseigne doit être entretenue et maintenue en bon état et ne doit présenter aucun danger pour la sécurité publique.

Lorsqu'une partie de l'enseigne est brisée ou endommagée, elle doit être réparée dans un délai maximal de 30 jours.

6.1.11 : Cessation ou abandon d'une activité

Toute enseigne liée à une activité ou à un établissement qui n'existe plus doit être enlevée, y compris son support, dans les trente (30) jours de la date de la cessation de l'activité, de la fermeture de l'établissement ou de l'abandon des affaires à cet endroit.

Dans le cas d'une enseigne temporaire se rapportant à des travaux publics, à une activité ou à un événement social, communautaire, culturel, sportif, à une exposition ou à tout autre événement public temporaire, l'enseigne doit être enlevé dans un délai maximal de 7 jours après la tenue de l'événement ou de l'activité.

Section 6.2 : Dispositions relatives aux enseignes ne nécessitant pas de certificat d'autorisation

6.2.1 : Enseignes permanentes

Les enseignes permanentes énumérées ci-après sont autorisées dans toutes les cours et ne nécessitent pas l'obtention d'un certificat d'autorisation. Leur superficie n'est pas calculée dans la superficie d'affichage maximale autorisée par établissement.

1. Les enseignes émanant de l'autorité publique ou exigées par une loi ou un règlement, incluant celles se rapportant au *Code de la sécurité routière* (L.R.Q., c. C-24.2);

2. Les enseignes indiquant des services publics ou gouvernementaux (téléphone, poste, borne-fontaine et autres du même type);

3. Les enseignes communautaires, d'une superficie maximale de 5 mètres carrés;

4. Les drapeaux d'un organisme civique ou d'une autorité gouvernementale, sur le terrain visé :

    a) Superficie maximale par drapeau : 2,5 mètres carrés;

    b) Nombre maximum : 3 drapeaux par établissement.

5. Les inscriptions historiques ou les plaques commémoratives, sur le terrain ou le bâtiment visé;

6. Les enseignes indiquant les heures d'ouverture de l'établissement sur le terrain ou le bâtiment visé :

    a) Superficie maximale : 0,25 mètre carré par enseigne;

    b) Nombre maximum : 1 par établissement;

    c) Distance d'une ligne de terrain : 1 mètre;

    d) Type d'installation : à plat (attachée au bâtiment) ou sur vitrine.

7. Les enseignes indiquant le menu d'un établissement de restauration sur le terrain ou le bâtiment visé :

    a) Superficie maximale : 0,25 mètre carré par enseigne;

b) Nombre maximum : 1 par établissement;

c) Distance d'une ligne de terrain : 1 mètre;

d) Type d'installation : à plat (attachée au bâtiment) ou sur vitrine.

8. Les enseignes indiquant le menu de service à l'auto pour les restaurants, sur le terrain ou le bâtiment visé :

a) Superficie maximale : 1,5 mètre carré;

b) Distance d'une ligne de terrain : 2 mètres;

c) Hauteur maximale : 2 mètres.

9. Les enseignes d'identification non lumineuses pour les activités professionnelles à domicile, les ateliers d'artistes et d'artisans, gîtes touristiques et les établissements autres que l'habitation indiquant la nature du service offert (ex. : nom, adresse, profession), sur le bâtiment visé :

a) Superficie maximale : 0,25 mètre carré;

b) Nombre maximum : 1 par bâtiment principal;

c) Type d'installation : à plat (attachée au bâtiment), avec une saillie maximale de 5 centimètres ; et détaché du bâtiment d'une hauteur maximale de 1,5 mètre et situé à une distance minimale de 1,5 mètre des lignes de terrain;

d) Dans le cas d'un gîte touristique, l'enseigne se rapportant à la classification telle qu'exigée au *Règlement sur les établissements d'hébergement touristique*, R.R.Q., c. E-14.2, r.1, est autorisée.

10. Les enseignes directionnelles destinées à l'orientation des véhicules, cyclistes et piétons, à la sécurité ou à la commodité de la clientèle sur le terrain visé :

a) Superficie maximale totale : 0,25 mètre carré par enseigne, 1 mètre carré pour les usages commerciaux;

b) Nombre maximal par établissement : 1 enseigne par entrée charretière et 3 enseignes sur le terrain;

c) Distance d'une ligne de terrain : 1 mètre, 3 mètres pour les usages commerciaux, ou industriels sur les terrains situés aux abords d'une autoroute;

d) Hauteur maximale : 1 mètre;

e) Type d'enseigne : à plat (attaché au bâtiment) ou sur poteau, socle ou muret (isolée du bâtiment).

11. Les écussons, lettrages, figures, peintures, gravures, inscrits sur ou formés de matériaux de construction incorporés aux matériaux de construction d'un bâtiment pour fins d'identification seulement, sans aucune mention publicitaire ou pour fins d'embellissement.

6.2.2 : Dispositions applicables aux numéros civiques

Nonobstant toute disposition contraire, tout usage doit être identifié par un numéro civique distinct visible de la voie publique et autorisé par le fonctionnaire désigné.

Quiconque voulant s'approprier un numéro civique doit avoir été expressément autorisé par le fonctionnaire désigné.

6.2.3 : Enseignes temporaires

Les enseignes temporaires énumérées ci-après sont autorisées dans toutes les cours et ne nécessitent pas l'obtention d'un certificat d'autorisation. Leur superficie n'est pas calculée dans la superficie d'affichage maximale autorisée par établissement.

1. Les enseignes se rapportant à une élection ou à une consultation population tenue en vertu d'une loi provinciale ou fédérale ou bien à l'occasion de célébrations religieuses ;

2. Les enseignes non lumineuses posées sur un terrain, annonçant la mise en location ou en vente d'un terrain ou d'un immeuble (ou logement) où elles sont posées :

   a) Superficie maximale : 0,5 mètre carré ;

   b) Nombre maximum : 1 par terrain ou 2 si le terrain est adjacent à plus d'une rue ;

   c) Distance d'une ligne de terrain : 3 mètres ;

   d) Distance d'une ligne de rue : 1 mètre ;

   e) Durée : elles doivent être enlevées au plus tard 14 jours après la vente ou la location du terrain ou de l'immeuble concerné.

3. Les enseignes non lumineuses annonçant une vente extérieure temporaire pour un usage résidentiel (vente de garage), sur le terrain visé :

a) Superficie maximale totale : 1 mètre carré;

b) Hauteur maximale : 2 mètres;

c) Nombre maximum : 1 par terrain ou bâtiment;

d) Distance d'une ligne de terrain : 1 mètre;

e) Durée : elle peut être installée trois (3) jours avant le début de la vente et doit être enlevée au plus tard trois (3) jours après la fin de la vente.

4. Les enseignes non lumineuses annonçant une vente extérieure temporaire de produits horticoles ou maraîchers et la vente de produits cultivés sur place (kiosque) sur le terrain visé :

a) Superficie maximale totale : 2,5 mètres carrés;

b) Hauteur maximale : 2 mètres;

c) Nombre maximum : 1 par terrain ou bâtiment;

d) Distance d'une ligne de terrain : 3 mètres;

e) Distance d'une ligne de rue : 1 mètre;

f) Durée : elle peut être installée 4 jours avant le début de la vente et doit être enlevée au plus tard 3 jours après la fin de la vente.

5. Les enseignes non lumineuses annonçant un projet de construction ou d'occupation installées sur le terrain visé par le projet, incluant les professionnels impliqués dans le projet :

a) Superficie maximale totale : 2,5 mètres carrés, 10 mètres carrés pour les usages commerciaux, ou industriels sur les terrains situés aux abords d'une autoroute;

b) Nombre maximum : 1 par projet ou par phase d'un même projet;

c) Hauteur maximale : 2 mètres, 6 mètres pour les usages commerciaux, ou industriels sur les terrains situés aux abords d'une autoroute;

d) Type d'installation : à plat (attachée au bâtiment et sous le niveau du plafond du rez-de-chaussée) ou sur poteau (isolée du bâtiment) même en l'absence de bâtiment;

e) Distance d'une ligne de terrain : 1 mètre, 3 mètres pour les usages commerciaux, ou industriels sur les terrains situés aux abords d'une autoroute;

f) Durée maximale : 12 mois ou durant les travaux. L'enseigne doit être enlevée au plus tard 14 jours après la fin des travaux.

6. Les enseignes non lumineuses annonçant une vente extérieure temporaire reliée à une activité sociale, sportive ou culturelle, sur le terrain visé :

a) Superficie maximale totale : 2,5 mètres carrés;

b) Hauteur maximale : 3 mètres;

c) Nombre maximum : 1 par terrain ou bâtiment;

d) Distance d'une ligne de terrain : 3 mètres;

e) Distance d'une ligne de rue : 1 mètre;

f) Durée : elle peut être installée 14 jours avant le début de la vente et doit être enlevée au plus tard 3 jours après la fin de la vente.

7. Les enseignes d'identification de projets de développement commerciaux ou industriels, sur le terrain visé :

a) Superficie maximale totale : 2,5 mètres carrés;

b) Hauteur maximale : 3 mètres;

c) Nombre maximum : 1 par terrain ou bâtiment;

d) Distance d'une ligne de terrain : 3 mètres;

e) Distance d'une ligne de rue : 1 mètre;

f) Durée : elle peut être installée 14 jours avant le début de la vente et doit être enlevée au plus tard 3 jours après la fin de la vente.

Section 6.3 : Dispositions relatives aux enseignes nécessitant un certificat d'autorisation

6.3.1 : Champ d'application

La présente section s'applique aux enseignes autorisées et nécessitant un certificat d'autorisation.

6.3.2 : Nombre d'enseignes commerciales autorisées

Pour les usages autres que l'habitation, le nombre d'enseignes est le suivant :

1. Deux (2) enseignes commerciales sont autorisées par établissement. Les enseignes attachées ou à plats sur le bâtiment doivent être situées sous le niveau du plafond du rez-de-chaussée. Il n'est pas permis d'avoir deux (2) enseignes isolées du bâtiment pour le même établissement sur la même façade de rue;

2. Une (1) enseigne commerciales supplémentaires, attachée, ou à plat sur le bâtiment, ou isolée du bâtiment est autorisée si l'établissement est situé sur un terrain adjacent à plus d'une rue ;

3. Dans le cas où il y a deux (2) établissements et plus par bâtiment, une enseigne modulaire est autorisée par rue ou par 230 mètres de terrain donnant sur une ou des voies publiques à la condition qu'aucune enseigne commerciale isolée du bâtiment sur poteau, socle ou muret ne soit installée.

4. Pour les usages agricoles « AD », deux (2) enseignes sont autorisées par établissement. Une (1) seule enseigne attachée ou à plat sur le bâtiment et une (1) enseigne isolée du bâtiment est autorisée ;

5. Pour les usages mixtes, deux (2) enseignes commerciales sont autorisées par établissement. Les enseignes attachées ou à plats sur le bâtiment doivent être situées sous le niveau du plafond du rez-de-chaussée. Il n'est pas permis d'avoir deux (2) enseignes isolées du bâtiment pour le même établissement sur la même façade de rue.

6.3.3 : Normes d'implantation pour les enseignes commerciales attachées au bâtiment

Les normes d'implantation des enseignes commerciales attachées au bâtiment sont les suivantes :

Tableau 21 : Normes d'implantation pour les enseignes commerciales attachées au bâtiment

Type d'enseigne / normes d'implantation	À plat	Sur vitrine	En projection perpendiculaire	Sur auvent
Superficie maximale :	0,45 m² par mètre linéaire de la façade principale du rez-de-chaussée		0,45 m² par mètre linéaire de la façade principale du rez-de-chaussée	0,45 m² par mètre linéaire de la façade principale du rez-de-chaussée
Superficie du contenu (écrit, représentation, logo, emblème) :	-	Maximum de 30 % de la superficie totale de la vitrine	-	Maximum de 60 % de la façade de l'auvent sur laquelle est apposée l'enseigne
Hauteur maximale :	Limité à la hauteur du toit du bâtiment	Limité à la hauteur de la vitrine	Limité à la hauteur du toit du bâtiment	Limité à la hauteur du toit du bâtiment
Saillie maximale du mur :	0,30 m	-	1 mètre (entre le mur et le boîtier/support) et 2,5 mètres de projection totale	1,50 m
Localisation sur le bâtiment :	Sur le plan de façade du bâtiment	Surface vitrée	Sur le plan de façade du bâtiment	Sur le plan de façade du bâtiment

Dans le cas d'un bâtiment d'angle, un calcul distinct peut être fait pour chacune des façades du bâtiment. Les enseignes doivent donner sur une voie de circulation ou un stationnement, et dans le cas des enseignes projetantes, ne doivent pas empiéter dans la voie de circulation.

6.3.4 : Normes d'implantation pour les enseignes commerciales autonomes

Les normes d'implantation des enseignes commerciales autonomes sont les suivantes :

Tableau 22 : Normes d'implantation pour les enseignes commerciales autonomes

Type d'enseigne / normes d'implantation	Sur socle	Sur poteau	Sur muret	Modulaire
Superficie maximale d'une enseigne isolée :	0,20 m² par mètre linéaire de la façade adjacente à la rue du terrain sur lequel est situé le bâtiment	0,20 m² par mètre linéaire de la façade adjacente à la rue du terrain sur lequel est situé le bâtiment	0,20 m² par mètre linéaire de la façade adjacente à la rue du terrain sur lequel est situé le bâtiment	0,20 m² par mètre linéaire de la façade adjacente à la rue du terrain sur lequel est situé le bâtiment

Type d'enseigne / normes d'implantation	Sur socle	Sur poteau	Sur muret	Modulaire
	jusqu'à un maximum de 30 mètres carrés. Cette superficie maximale est répartie en fonction des établissements sur les lieux	jusqu'à un maximum de 30 mètres carrés. Cette superficie maximale est répartie en fonction des établissements sur les lieux	jusqu'à un maximum de 30 mètres carrés. Cette superficie maximale est répartie en fonction des établissements sur les lieux	jusqu'à un maximum de 30 mètres carrés. Cette superficie maximale est répartie en fonction des établissements sur les lieux
Hauteur maximale du niveau moyen du sol :	9,20 m ou la hauteur du bâtiment	9,20 m ou la hauteur du bâtiment	1,50 m	9,20 m
Saillie maximale :	0,75 m	0,75 m	0,75 m	0,75 m
Projection :	À l'intérieur des limites du terrain	À l'intérieur des limites du terrain	À l'intérieur des limites du terrain	À l'intérieur des limites du terrain
Distance minimale d'un bâtiment :	2 m	2 m	2 m	2 m
Distance minimale d'une entrée charretière :	1,50 m	1,50 m	1,50 m	1,50 m
Distance minimale de toute ligne de terrain :	1 m	1 m	1 m	1 m
Distance minimale d'une ligne de rue :	1,5 m si 3 m et moins de hauteur 1 m si plus de 3 m de hauteur	1,5 m si 3 m et moins de hauteur 1 m si plus de 3 m de hauteur	1,5 m si 3 m et moins de hauteur 1 m si plus de 3 m de hauteur	1,5 m si 3 m et moins de hauteur 1 m si plus de 3 m de hauteur

6.3.5 : Dispositions particulières applicables aux terrains adjacents à une autoroute

En plus des autres dispositions du présent chapitre à l'article 6.3.5, les dispositions suivantes s'appliquent aux enseignes sur socle ou sur poteau pour les terrains adjacents à une autoroute :

Tableau 23 : Dispositions particulières applicables aux terrains adjacents à une autoroute

Disposition	Norme
Superficie maximale d'une enseigne isolée :	0,25 m² par mètre linéaire de la façade du terrain adjacente à la rue jusqu'à un maximum de 30 m². Cette superficie maximale est répartie en fonction des établissements sur les lieux.
Hauteur maximale du niveau moyen du sol :	16 m
Saillie maximale :	0,75 m
Projection :	À l'intérieur des limites du terrain
Distance minimale d'un bâtiment :	2 m
Distance minimale d'une entrée charretière :	1,50 m
Distance minimale de toute ligne de terrain :	1 m
Distance minimale d'une ligne de rue :	3 m

Dans le cas d'un usage agricole situé en zone agricole, aucune fondation n'est autorisée pour l'implantation d'une enseigne sur poteau.

6.3.6 : Dispositions particulières applicables aux centres commerciaux

En plus des autres dispositions du présent chapitre, pour les commerces situés dans un centre commercial, les dispositions suivantes s'appliquent :

1. Le nombre maximal d'enseignes autorisées par établissement est fixé à deux (2);

2. L'enseigne doit être posée au mur et la surface ne doit pas excéder 0,45 mètre carré par mètre de mur de façade de l'établissement ;

3. Un commerce donnant sur plus d'une rue peut avoir une enseigne par façade à la condition qu'il n'y ait pas plus de deux (2) enseignes au mur par commerce ;

4. Une (1) enseigne par commerce est permise dans le mail intérieur du centre commercial. Cette enseigne ne compte pas dans le calcul de la superficie maximale de l'affichage.

6.3.7 : Dispositions particulières applicables aux postes d'essence

En plus des autres dispositions du présent chapitre, les dispositions suivantes s'appliquent aux postes d'essence combinant ou non certains autres usages :

1. Une (1) enseigne commerciale à plat supplémentaire est autorisée d'une superficie maximale de 1,5 mètre carré sur chacun des côtés de la marquise abritant les pompes à essence ;

2. Le prix de l'essence peut être indiqué 2 fois à même les enseignes autorisées et cette mention doit être calculée dans la superficie totale de l'enseigne. La superficie maximale pour afficher le prix est de 0,5 mètre carré. Malgré l'article 6.1.6, le prix peut être affiché à l'aide d'un message électronique ou interchangeable ;

3. L'affichage sur les pompes est autorisé à raison d'une superficie maximale de 0,2 mètre carré par pompe.

6.3.8 : Dispositions particulières applicables dans le secteur du parc industriel

Nonobstant toute disposition contraire, il est permis de poser des enseignes publicitaires sur la façade latérale d'un bâtiment principal localisé dans le secteur du parc industriel dans les zones I-1, I-2, I-3, I-4, IM-1 et CR-1 aux conditions suivantes :

1. La façade de l'entrée principale de l'établissement est située sur la façade latérale du bâtiment principal;

2. L'enseigne est visible de la voie publique;

3. La superficie des enseignes publicitaires posées sur un bâtiment est limitée à 0,45 mètre carré par mètre linéaire de façade de l'établissement;

4. L'enseigne devra respecter les autres normes applicables à l'affichage.

6.3.9 : Dispositions particulières relatives aux enseignes électroniques

Les enseignes à cristaux liquides ou à affichage électronique, y compris les bandeaux déroulants électroniques, à messages variables ou non, sont autorisées dans les zones commerciales et/ou sur les terrains commerciaux adjacents à une section des voies de circulation suivantes :

1. Rang Ruisseau-des-Anges Sud;

2. Autoroute 25;

3. Rue J-Oswald-Forest;

4. Rue Industrielle;

5. Rue Isidore-Dagenais;

6. Rue Armand-Majeau Sud;

7. Rue du Dr-Wilfrid-Locat (spécifiquement à partir du côté au nord de la rue Principale);

8. Montée Rémi-Henri.

Nonobstant toute disposition contraire, les enseignes à cristaux liquides ou à affichage électronique doivent respecter les conditions suivantes :

1. L'enseigne doit être secondaire à l'enseigne principale;

2. Une (1) seule enseigne électronique est autorisée par terrain;

3. La superficie maximale ne peut excéder la superficie de l'enseigne principale;

4. La superficie maximale de l'enseigne doit respecter les autres normes en vigueur et ce, sans excéder trois (3) mètres carrés;

5. L'enseigne doit être munie d'un dispositif d'ajustement de l'intensité d'éclairage programmable;

6. Les sources lumineuses doivent posséder une température de couleur de 3 500 degrés Kelvin (K) et moins;

7. Le message de l'enseigne doit référer à une entreprise, un établissement, un lieu d'exercice d'une profession, un produit, un service ou un divertissement situé, vendu, fourni ou offert dans le même bâtiment ou sur le même terrain que celui où l'enseigne est installée;

8. L'aménagement d'une aire d'isolement au pied de l'enseigne est obligatoire. La largeur minimale de cette aire est fixée à un (1) mètre et doit être aménagée d'arbustes et/ou de fleurs.

6.3.10 : Dispositions particulières relatives aux enseignes de type « High-Rise »

Nonobstant toute disposition contraire, les enseignes de type « High-Rise » sont autorisées dans les zones commerciales et récréatives aux conditions suivantes :

1. Une seule enseigne « High-Rise » est autorisée par terrain;

2. La hauteur maximale de l'enseigne est fixée à 19,81 mètres;

3. Les enseignes à cristaux liquides ou à affichage électronique, y compris les bandeaux déroulants électroniques, à messages variables ou non, sont spécifiquement permises sur l'enseigne « High-Rise »;

4. La superficie maximale de l'enseigne à cristaux liquides ou à affichage électronique est de 12 mètres carrés;

5. Le message de l'enseigne doit référer à une entreprise, un établissement, un lieu d'exercice d'une profession, un produit, un service ou un divertissement situé, vendu, fourni ou offert dans le même bâtiment ou sur le même terrain que celui où l'enseigne est installée;

6. L'aménagement d'une aire d'isolement au pied de l'enseigne au sol est obligatoire. La largeur minimale de l'aire d'isolement autour de l'enseigne est fixée à un (1) mètre et doit être aménagée d'arbustes et/ou de fleurs.

6.3.11 : Dispositions particulières relatives à l'affichage dans le cadre de la location de chambres

Nonobstant toute disposition contraire au présent règlement, les dispositions suivantes s'appliquent aux enseignes dans le cadre des activités de location de chambres :

1. Aucune identification extérieure n'est permise à l'exception d'une plaque d'une superficie maximale de 0,5 mètre carré non illuminée.

CHAPITRE 7 : DISPOSITIONS RELATIVES AUX MESURES SOCIALES, ÉCO-RESPONSABLES, À LA PROTECTION ET À LA MISE EN VALEUR DE L'ENVIRONNEMENT

Section 7.1 : Dispositions relatives à l'aménagement social et éco-responsable des espaces libres, ainsi qu'à la plantation et la protection des arbres

7.1.1 : Obligation d'aménager les espaces libres

Pour les terrains, à l'exception des espaces utilisés pour le stationnement et la circulation des véhicules, les espaces libres autour des constructions doivent être végétalisés, minimalement gazonnés, et faire l'objet d'un aménagement paysager, ou laissé à l'état naturel.

Par « état naturel », le présent règlement entend la préservation des 3 strates de végétation (arborescente, arbustive et herbacée) en place avant le début des travaux ou, le cas échéant, une ou deux d'entre elles.

À moins de disposition contraire, ces aménagements doivent être terminés au plus tard huit (8) mois après la fin des travaux de construction, d'agrandissement ou du changement d'usage.

7.1.2 : Dispositions applicables à l'entretien des arbres

Tout arbre planté à moins de cinq (5) mètres du trottoir ou de la surface de roulement de la voie publique doit être entretenu de telle façon qu'aucune branche ne nuise à la circulation piétonne et automobile sur la voie publique. L'émondage doit être réalisé de façon à conserver la forme originale du port de l'arbre.

7.1.3 : Dispositions applicables à l'entretien des aménagements paysagers

En tout temps, les arbres et les arbustes ornementaux ainsi que les aménagements paysagers présents sur un terrain doivent être entretenus, coupés ou taillés, si nécessaire, et libres de branches mortes et mauvaises herbes.

7.1.4 : Abattage d'arbres autorisé

Sur l'ensemble du territoire, l'abattage d'arbres est autorisé dans les cas suivants :

1. L'arbre est mort ou atteint d'une maladie incurable ;

2. L'arbre est une nuisance pour la croissance et le bien-être des arbres voisins ;

3. L'arbre est dangereux pour la sécurité des personnes ;

4. L'arbre cause des dommages à la propriété ;

5. L'arbre doit être abattu pour effectuer des travaux à des fins publiques ;

6. L'arbre fait partie de l'aire à déboiser. La superficie maximale de l'aire à déboiser est fixée à 50% de la superficie du terrain jusqu'à un maximum de 2 ha. L'aire à déboiser comprend l'espace nécessaire pour l'implantation des constructions autorisées au présent règlement ou à la réalisation des ouvrages et travaux autorisés et une bande de 5 mètres autour d'une construction principale ou une bande de 2,5 mètres autour d'une construction accessoire (la bande est calculée horizontalement à partir des murs de la construction ou de sa fondation). Dans le cas d'un remplacement ou d'une rénovation de la fondation d'un bâtiment, cette bande est fixée à 5 mètres.

7. Cependant, la coupe des arbres du côté sud du bâtiment principal, dans le cas d'un bâtiment utilisant l'énergie solaire passive, sur une profondeur maximale de 10 mètres, mesurée à partir du plan de la façade concerné est autorisée.

8. L'arbre est situé dans une bande de 2,5 mètres autour d'une construction principale existante ou dans une bande de 1,25 mètre autour d'une construction accessoire existante ou d'un ouvrage (la bande est calculée horizontalement à partir des murs de la construction ou de sa fondation) ;

9. À l'extérieur du périmètre d'urbanisation, l'arbre fait partie d'un projet de coupe d'arbres générant moins de 30 cordons (1 cordon = 4'x8'x16") pour un usage domestique;

10. L'arbre fait partie d'un boisé ou d'un couvert forestier d'un hectare et plus où les activités sylvicoles sont autorisées conformément à la section 7.2 du présent chapitre.

7.1.5 : Remplacement des arbres abattus sans autorisation

Tout arbre abattu sans avoir fait l'objet au préalable un certificat d'autorisation doit être remplacé par deux (2) arbres. Si l'arbre abattu se trouvait dans la rive, trois (3) arbres doivent être plantés par arbre abattu.

Les arbres de remplacement exigés doivent avoir les dimensions minimales suivantes lors de leur plantation :

1. Une hauteur minimale de 1.8 mètre et un tronc d'un diamètre minimal de cinq (5) centimètres à 0,30 mètre du sol.

Le remplacement de l'arbre abattu doit être réalisé dans un délai maximal de six (6) mois suivant la date de l'abattage de l'arbre.

Un arbre de remplacement doit être maintenu vivant après sa plantation, à défaut de quoi son remplacement est à nouveau requis.

7.1.6 : Normes de protection des arbres lors de l'implantation d'une nouvelle construction

Les procédures suivantes doivent être respectées par le demandeur lors de toute nouvelle construction principale autorisée par la Municipalité :

1. Identifier les arbres à conserver et à couper et à l'aire à déboiser en fonction d'impératifs divers : construction, services publics, stationnement, santé des arbres, système autonome de traitement des eaux usées ;

2. Couper les arbres et protéger les arbres durant les travaux selon la sélection prévue précédemment ;

7.1.7 : Plantations prohibées

Il est prohibé de planter les espèces d'arbres suivantes à moins de vingt (20) mètres d'un bâtiment principal, d'une limite de terrain de l'emprise d'une rue, d'une infrastructure et conduite souterraine de services publics ou d'une installation sanitaire :

1. Saule à feuilles de laurier (*salix alba pentandra*)

2. Saule pleureur (*salix alba tristés*);

3. Peuplier blanc (*populus alba*);

4. Peuplier du Canada (*populus deltoïde*);

5. Peuplier de Lombardie (*populus migra*);

6. Peuplier faux tremble (*populus tremuloide*);

7. Érable argenté (*acer saccharinum*);

8. Érable giguère (*acer négundo*);

9. Orme américain (*ulmus américana*);

10. Frêne rouge (fraxinus pennsylvanica);

11. Sureaux (*sambucus*).

7.1.8 : Normes de localisation des arbres

La canopée des arbres à maturité est située à distance minimale de deux (2) mètres des installations suivantes :

1. Luminaires de rue ;

2. Réseaux d'égouts ou d'aqueducs ;

3. Tuyaux de drainage des bâtiments ;

4. Tout câble électrique ou téléphonique ;

5. Tout poteau portant des fils électriques ;

6. Bordure de revêtement de rue et de trottoir ;

7. Équipements électriques enfouis ;

8. Borne-fontaine.

Dans le cas des transformateurs sur socle (hors sol), cette distance est réduite à 1 mètre pour les arbres.

7.1.9 : Aménagement paysager minimal exigé sur les terrains occupés par une habitation unifamiliale (H101), bifamiliale (H102), trifamiliale (H103) ou multifamiliale (H104) dans le périmètre d'urbanisation

Les terrains occupés par une habitation unifamiliale (H101), bifamiliale (H102), trifamiliale (H103) ou multifamiliale (H104) et situés à l'intérieur du périmètre d'urbanisation doivent être aménagés de gazon et/ou de plantations, à l'exception des espaces utilisés pour le stationnement et la circulation des véhicules. En plus des exigences prévues dans les normes sur le stationnement, les conditions suivantes doivent également être respectées :

1. Chaque terrain d'une superficie de moins de 500 mètres carrés doit avoir au moins deux (2) arbres;

2. En plus des deux (2) arbres exigés, chaque terrain d'une superficie de 500 mètres carrés et plus, doit avoir au moins un (1) arbre supplémentaire pour chaque 250 mètres carrés de superficie de terrain additionnelle.

3. Façade principale: Pour chaque 15 mètres et moins d'une ligne avant d'un lot situé face à la rue, au moins un (1) arbre doit être situé dans la cour avant. Pour chaque 15 mètres supplémentaires d'un lot face situé face à la rue, au moins un (1) arbre supplémentaire doit être ajouté dans cette cour avant;

4. Façade secondaire et/ou arrière face à une rue: Pour chaque 20 mètres d'une ligne avant d'un lot situé face à la rue, au moins un (1) arbre doit être situé dans la cour latérale et/ou arrière adjacente à la rue.

5. Pour toute nouvelle construction ou pour tous travaux nécessitant le réaménagement du terrain et/ou la plantation d'arbres, les aménagements paysagers et la plantation des arbres exigés par le présent article doivent être réalisés sur le terrain au plus tard :

    a) le 30 juin, lorsque la date de fin de la validité du permis ou du certificat d'autorisation des travaux est situé entre le 1er octobre d'une année et le 30 mai de l'année suivante;

    b) le 30 octobre, lorsque la date de fin de la validité du permis ou du certificat d'autorisation des travaux est situé entre le 1er juin et le 30 septembre d'une année en cour.

Le présent article s'applique à toute demande de permis de nouvelle construction et d'agrandissement d'un bâtiment principal ou d'un bâtiment accessoire.

Au moment de la plantation, les arbres exigés doivent avoir une hauteur minimale de 1,8 mètre et un diamètre au tronc d'au moins cinq (5) centimètres mesuré à 30 centimètres du sol.

Les arbres déjà présents sur un terrain, dont les dimensions et l'emplacement sont conformes au présent règlement, peuvent être inclus dans le calcul des arbres exigés.

Pour toute nouvelle demande de permis de rénovation d'un bâtiment principal ou d'un bâtiment accessoire, la quantité d'arbre sur le terrain doit respecter le nombre d'arbres exigés minimalement dans la règlementation en vigueur au moment de l'émission du permis de construction du bâtiment principal. Dans le cas où la quantité n'est pas respectée, il devra respecter le nombre d'arbres minimalement exigés au présent règlement ainsi que l'emplacement minimal des arbres exigés sur un terrain.

Dans tous les cas, un arbre doit être maintenu vivant après sa plantation, à défaut de quoi son remplacement est requis dans les trois (3) mois suivant la date de constatation.

7.1.10 : Aménagement paysager minimal exigé sur les terrains occupés par un usage du groupe « Habitation (H) » à l'extérieur du périmètre d'urbanisation

Les terrains occupés par un usage du groupe « Habitation » et situés à l'extérieur du périmètre d'urbanisation doivent être aménagés de gazon et/ou de plantations, à l'exception des espaces utilisés pour le stationnement et la circulation des véhicules. En plus des exigences prévues dans les normes sur le stationnement, les conditions suivantes doivent également être respectées :

1. Chaque terrain doit avoir au moins deux (2) arbres;

2. En plus des deux (2) arbres exigés, chaque terrain d'une superficie de 1 000 mètres carrés et plus, doit avoir au moins un (1) arbre supplémentaire pour chaque 500 mètres carrés de superficie de terrain additionnelle. Dans le cas d'une résidence construite en vertu de l'article 40 de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles du Québec, la superficie du terrain à calculer sera maximum 5000 mètres carrés.

3. Façade principale: Pour chaque 30 mètres et moins d'une ligne avant d'un lot situé face à la rue, au moins un (1) arbre doit être situé dans la cour avant. Pour chaque 30 mètres supplémentaires d'un lot face situé face à la rue, au moins un (1) arbre supplémentaire doit être ajouté dans cette cour avant.

4. Façade secondaire et/ou arrière face à une rue: Pour chaque 30 mètres d'une ligne avant d'un lot situé face à la rue, au moins un (1) arbre doit être situé dans la cour latérale et/ou arrière adjacente à la rue.

5. Pour toute nouvelle construction ou pour tous travaux nécessitant le réaménagement du terrain et/ou la plantation d'arbres, les aménagements paysagers et la plantation des arbres exigés par le présent article doivent être réalisés sur le terrain au plus tard :

    a) le 30 juin, lorsque la date de fin de la validité du permis ou du certificat d'autorisation des travaux est situé entre le 1er octobre d'une année et le 30 mai de l'année suivante;

    b) le 30 octobre, lorsque la date de fin de la validité du permis ou du certificat d'autorisation des travaux est situé entre le 1er juin et le 30 septembre d'une année en cour.

Le présent article s'applique à toute demande de permis de nouvelle construction et d'agrandissement d'un bâtiment principal ou d'un bâtiment accessoire.

Au moment de la plantation, les arbres exigés doivent avoir une hauteur minimale de 1,8 mètre et un diamètre au tronc d'au moins cinq (5) centimètres mesuré à 30 centimètres du sol.

Les arbres déjà présents sur un terrain, dont les dimensions et l'emplacement sont conformes au présent règlement, peuvent être inclus dans le calcul des arbres exigés.

Pour toute nouvelle demande de permis de rénovation d'un bâtiment principal ou d'un bâtiment accessoire, la quantité d'arbre sur le terrain doit respecter le nombre d'arbres exigés minimalement dans la règlementation en vigueur au moment de l'émission du permis de construction du bâtiment principal. Dans le cas où la quantité n'est pas respectée, il devra respecter le nombre d'arbres minimalement exigés au présent règlement ainsi que l'emplacement minimal des arbres exigés sur un terrain.

Dans tous les cas, un arbre doit être maintenu vivant après sa plantation, à défaut de quoi son remplacement est requis dans les trois (3) mois suivant la date de constatation.

7.1.11 : Aménagement paysager minimal exigé sur les terrains occupés par un usage des groupes « Industrie (I) », « Commerce (C) », « Récréatif (R) » et « Public et institutionnel (P) »

Les terrains occupés par un usage des groupes « Industrie (I) », « Commerce (C) », « Récréatif (R) » et « Public et institutionnel (P) » doivent être aménagés de gazon et/ou de plantations, à l'exception des espaces utilisés pour le stationnement et la circulation des véhicules. En plus des exigences prévues dans les normes sur le stationnement, les conditions suivantes doivent également être respectées :

1. Le ratio du nombre d'arbres par superficie de terrain est d'un (1) arbre par 200 mètres carrés.

2. Façade principale: Pour chaque 7.5 mètres et moins d'une ligne avant d'un lot situé face à la rue, au moins un (1) arbre doit être situé dans la cour avant. Pour chaque 7.5 mètres supplémentaires d'un lot face situé face à la rue, au moins un (1) arbre supplémentaire doit être ajouté dans cette cour avant.

3. Façade secondaire et/ou arrière face à une rue: Pour chaque 30 mètres d'une ligne avant d'un lot situé face à la rue, au moins un (1) arbre doit être situé dans la cour latérale et/ou arrière adjacente à la rue.

4. Pour toute nouvelle construction ou pour tous travaux nécessitant le réaménagement du terrain et/ou la plantation d'arbres, les aménagements paysagers et la plantation des arbres exigés par le présent article doivent être réalisés sur le terrain au plus tard :

    a) le 30 juin, lorsque la date de fin de la validité du permis ou du certificat d'autorisation des travaux est situé entre le 1er octobre d'une année et le 30 mai de l'année suivante;

    b) le 30 octobre, lorsque la date de fin de la validité du permis ou du certificat d'autorisation des travaux est situé entre le 1er juin et le 30 septembre d'une année en cour.

Le présent article s'applique à toute demande de permis de nouvelle construction et d'agrandissement d'un bâtiment principal ou d'un bâtiment accessoire.

Au moment de la plantation, les arbres exigés doivent avoir une hauteur minimale de 1,8 mètre et un diamètre au tronc d'au moins cinq (5) centimètres mesuré à 30 centimètres du sol.

Les arbres déjà présents sur un terrain, dont les dimensions et l'emplacement sont conformes au présent règlement, peuvent être inclus dans le calcul des arbres exigés.

Pour toute nouvelle demande de permis de rénovation d'un bâtiment principal ou d'un bâtiment accessoire, la quantité d'arbre sur le terrain doit respecter le nombre d'arbres exigés minimalement dans la règlementation en vigueur au moment de l'émission du permis de construction du bâtiment principal. Dans le cas où la quantité n'est pas respectée, il devra respecter le nombre d'arbres minimalement exigés au présent règlement ainsi que l'emplacement minimal des arbres exigés sur un terrain.

Dans tous les cas, un arbre doit être maintenu vivant après sa plantation, à défaut de quoi son remplacement est requis dans les trois (3) mois suivant la date de constatation.

7.1.12 : Dispositions applicables aux usages des groupes « Industrie (I) » et « Commerce (C) »

Une bande tampon doit être aménagée sur un terrain accueillant un usage industriel ou commercial, le long de la ligne de terrain, lorsque ce terrain est adjacent à un usage des groupes « Habitation (H) » ou « Public ou communautaire (P) », selon les conditions suivantes :

1. La profondeur minimale de la bande tampon est fixée à quatre (4) mètres ;

2. Dans le cas d'un usage de la classe d'usage I2 (industriel avec contraintes importantes), la profondeur minimale de la bande tampon est fixée à huit (8) mètres ;

3. Cette bande tampon doit obligatoirement être composée d'un aménagement paysager comprenant des conifères et feuillus implantés en quinconce et en alternance à chaque 6,1 mètres. Les arbres doivent avoir un diamètre du tronc minimal de cinq (5) centimètres mesuré à 30 centimètres du sol et une hauteur minimale de deux (2) mètres à la plantation. Ces arbres doivent atteindre une hauteur minimale de quatre (4) mètres à maturité.

4. La zone tampon peut être aménagée à même un boisé existant à condition qu'il rencontre la proportion minimale de conifères exigée au paragraphe précédent ;

5. La zone tampon doit être exempte de toute construction ;

6. Les travaux de plantations devront être réalisés avant l'échéance du permis ou du certificat, soit un maximum de douze (12) mois ;

7. La bande tampon doit rencontrer les normes précédentes en tout temps. Elle doit être entretenue, aménagée et les végétaux doivent être remplacés au besoin.

8. Les normes du présent article ne s'applique pas aux terrains adjacents à la rue Principale.

7.1.13 : Dispositions applicables aux usages du groupe « Extraction (EX) »

Les dispositions suivantes doivent être appliquées sur les sites d'extraction :

1. Une bande tampon d'une largeur minimale de 20 mètres doit être aménagée le long des lignes avant, latérales et arrière du terrain, sauf aux accès menant au site et être exempts de toute construction ou ouvrage;

2. La bande tampon doit être complètement boisée;

3. La bande tampon peut être réduite à une largeur de 10 mètres si elle est composée de conifères dans une proportion minimale de 60 %;

4. Les arbres composant la bande tampon doivent être plantés en quinconce à une distance maximale de 3,5 mètres, centre à centre, et atteindre une hauteur minimale de deux (2) mètres dans le cas de conifères ou avoir un diamètre minimal de 10 centimètres calculé à 1,3 mètre à partir du sol dans le cas de feuillus;

La bande tampon peut être aménagé à même un boisé existant.

7.1.14 : Normes de compensation au nombre d'arbres exigé

Tout usage résidentiel, commercial, industriel, récréatif, public et institutionnel qui ne peut satisfaire aux exigences de la présente section relative au nombre minimal d'arbre requis peut faire une demande d'exemption de l'obligation de fournir le nombre d'arbres requis moyennant le paiement d'une somme de 250$ par arbre manquant et ce pour un maximum de 2 arbres. Cette somme peut uniquement être remboursée au requérant si le projet n'est pas réalisé.

Le produit du paiement est versé dans un fonds (vert) spécial qui ne peut servir qu'à l'achat d'arbres qui seront plantés sur le territoire de la Municipalité.

7.1.15 : Dispositions applicables au maintien du couvert forestier en milieu boisé

Pour tout nouveau projet de développement résidentiel et de développement ponctuel en milieu boisé, les mesures minimales de maintien du couvert forestier suivantes doivent être respectées :

1. Une superficie minimale de surface arbustive ou arborescente doit être maintenue en fonction de la superficie du lot selon les normes du tableau suivant :

Tableau 24 : Superficie minimale de surface arbustive ou arborescente en fonction de la superficie du lot

Dimension du lot	Superficie minimale du lot possédant une surface arbustive ou arborescente
Entre 3 000 m^2 et 4 999 m^2	60 %
5 000 m^2 et plus	75 %

2. L'abattage d'arbres doit être limité aux besoins des constructions, des infrastructures et de l'aménagement du terrain.

3. Le maintien de la végétation existante doit être favorisé. Si ceci est impossible, la plantation d'arbres est requise pour atteindre cette superficie minimale. Les arbres plantés pour atteindre la superficie minimale de surface arbustive et arborescente doivent avoir un diamètre à hauteur de poitrine (DHP) minimal de 2,5 centimètres.

7.1.16 : Dispositions relatives à l'obligation d'aménager des jardins de pluie pour les usages commerciaux, industriels et récréatifs

Tout projet d'agrandissement de 200 mètres carrés et plus de superficie de plancher du bâtiment principal, ainsi que tout projet de nouvelle construction accueillant un usage commercial ou industriel doit prévoir l'aménagement d'un ou de plusieurs jardin(s) de pluie occupant au minimum 1% de la superficie totale du terrain en plus des aménagements et plantations exigés.

7.1.17 : Dispositions relatives à l'obligation d'aménager des jardins de pluie pour les usages résidentiels

Tout projet d'agrandissement de 85 mètres carrés et plus de superficie de plancher du bâtiment principal, ainsi que tout projet de nouvelle construction accueillant un usage résidentiel doit prévoir l'aménagement d'un ou de plusieurs jardin(s) de pluie répondant aux conditions suivantes :

1. Pour les terrains occupés par 3 logements ou moins, le ou les jardin(s) de pluie doivent occuper un minimum de 0,25% de la superficie totale du terrain, en plus des aménagements et plantations exigés;

2. Pour les terrains occupés par 4 à 8 logements, le ou les jardin(s) de pluie doivent occuper un minimum de 0,5% de la superficie totale du terrain, en plus des aménagements et plantations exigés ;

3. Pour les terrains occupés par plus de 8 logements, le ou les jardin(s) de pluie doivent occuper un minimum de 1% de la superficie totale du terrain, en plus des aménagements et plantations exigés.

Dans tous les cas, le ou les jardin(s) de pluie doivent être situés à un minimum de trois (3) mètres de tout bâtiment principal.

Section 7.2 : Dispositions relatives à l'abattage d'arbres dans le cadre d'une exploitation sylvicole

7.2.1 : Champ d'application

Les dispositions de la présente section s'appliquent à l'ensemble du territoire lors de l'abattage d'arbres dans le cadre d'une exploitation sylvicole (F1) sur un tenant d'une superficie égale ou supérieure à 1 ha.

7.2.2 : Prescription sylvicole

Le requérant d'une demande de certificat d'autorisation visant l'abattage d'arbres à des fins commerciales sur un tenant d'une superficie de 4 ha et plus doit déposer une prescription sylvicole dont le contenu est déterminé au *Règlement sur les permis et certificats*.

7.2.3 : Types de coupe autorisés

Seuls les types de coupe suivants sont autorisés dans le cadre d'une exploitation sylvicole :

1. La coupe à blanc par bandes;
2. La coupe à blanc par trouées;
3. La coupe de jardinage;
4. La coupe d'éclaircie ou la coupe sélective à raison d'un prélèvement maximal de 33% des tiges par période de 10 ans;
5. La coupe de récupération et la coupe sanitaire. Ces arbres doivent être prélevés prioritairement. La récupération du chablis est autorisée;
6. La coupe d'assainissement;
7. La coupe partielle.

La coupe à blanc est strictement prohibée, à l'exception des coupes prévues pour la mise en culture du sol dont la demande est accompagnée d'un rapport agronomique ainsi que d'un certificat d'autorisation du ministère de l'Environnement lorsque nécessaire.

7.2.4 : Conditions générales

L'abattage d'arbres pour des fins commerciales est autorisé dans les cas suivants :

1. Le terrain sur lequel est réalisé l'abattage d'arbres doit avoir une superficie minimale de 1 ha et plus ;

2. La superficie maximale de coupe d'un même tenant est établie comme suit :

    a) 80 % de la superficie pour les terrains d'un (1) ha et moins;

    b) 50 % de la superficie pour les terrains de plus d'un (1) hectare et de moins de 10 ha, par année;

    c) 25 % de la superficie pour les terrains de 10 ha et plus, par année;

3. Un chemin d'accès d'une largeur maximale de 12 mètres est autorisé sur le terrain ;

4. Toutes les opérations nécessaires à l'activité doivent s'effectuer à l'intérieur du terrain prévu pour la coupe;

5. La coupe d'arbres est interdite aux endroits suivants :

    a) Dans les secteurs de fortes pentes, soit plus de 15%, à l'exception de l'abattage requis pour l'entretien ;

    b) Dans les milieux humides ;

    c) À moins de 60 mètres de la ligne des hautes eaux d'un lac ou d'un cours d'eau à débit régulier ;

    d) À moins de 20 mètres d'une rue, sauf pour l'accès au terrain

    e) À moins de 20 mètres de l'autoroute 25;

    f) À moins de 10 mètres d'une ligne d'un terrain occupé par un usage résidentiel;

    g) À l'intérieur d'un boisé renfermant des espèces fauniques ou végétales connues et désignées rares ou menacées au Québec;

    h) À l'intérieur d'un boisé constituant une mesure particulière pour minimiser les risques d'érosion des sols.

7.2.5 : Aménagement des chemins de débardage et des aires d'empilement

Les chemins de débardage et les aires d'empilement sont autorisés, lorsque les coupes d'éclaircie et de récupération sont autorisées, et aux conditions suivantes :

1. Ils doivent être désactivés dès la fin des activités forestières : des mesures doivent être prises pour empêcher la circulation de véhicules (barrière, etc.) ;

2. Ils doivent être renaturalisés, dans les 12 mois suivant la fin des activités forestières. De plus, un épandage de semences au printemps suivant la fin des travaux est exigé ;

3. Les chemins de débardage peuvent traverser un cours d'eau à un seul endroit : les traverses doivent être localisées aux endroits où le chenal est le plus étroit et le plus stable; des ponts temporaires doivent être aménagés perpendiculairement au cours d'eau. Aucune traverse à gué n'est autorisée, sauf pour la mise en place des ponts temporaires ;

4. Les chemins de débardage sont prohibés dans les pentes de plus de 20% ;

5. La largeur maximale de l'emprise du chemin de débardage est de 15 mètres, incluant les surfaces de roulement et les fossés ;

6. Les chemins de débardage ne peuvent être aménagés à moins de 30 mètres d'une habitation ;

7. L'aire d'empilement ne peut être aménagée à moins de 100 mètres d'une habitation et à moins de 6 mètres de toute voie de circulation publique. Une telle marge d'isolement doit être boisée et laissée à l'état naturel;

7.2.6 : Identification des zones sensibles

Avant le début de travaux, le requérant ou la personne qui exécute les travaux doit procéder à l'identification, sur le site, des zones sensibles (cours d'eau, milieux humides, etc.) et des secteurs où les coupes sont interdites. L'identification doit demeurer en place durant la durée des travaux.

7.2.7 : Mesure de surveillance des travaux

Le requérant doit prendre des mesures adéquates, par exemple, par l'embauche de professionnels compétents en la matière, pour la surveillance des travaux.

7.2.8 : Mesure de contrôle de l'érosion

Des mesures de contrôle de l'érosion doivent être misent en place durant les travaux et après la fin des travaux. Ces mesures sont exigées sur le site de coupe et pour les chemins de débardage.

7.2.9 : Mesures de régénération

Des mesures de régénération du peuplement doivent être réalisées suivant les coupes. Ces mesures peuvent être par voie de semence ou de renouvellement artificiel du peuplement forestier par semis ou plantations. Cette exigence ne s'applique pas pour les coupes réalisées à des fins de mise en culture du sol.

Section 7.3 : Dispositions relatives aux rives et au littoral

7.3.1 : Lacs et cours d'eau assujettis

Tous les cours d'eau (incluant les lacs) à débit régulier ou intermittent sont assujettis. Sont toutefois exclus de la notion de cours d'eau, les fossés c'est-à-dire les fossés de voie publique ou privée, les fossés mitoyens qui n'égouttent que les terrains adjacents ainsi que les fossés ne servant à drainer qu'un seul terrain.

7.3.2 : Nécessité d'un permis ou d'un certificat d'autorisation

Toutes les constructions, tous les ouvrages et tous les travaux qui sont susceptibles de détruire ou de modifier la couverture végétale des rives, ou de porter le sol à nu, ou d'en affecter la stabilité, ou qui empiètent sur le littoral doivent faire l'objet d'une autorisation préalable. Ce contrôle préalable doit être réalisé dans le cadre de la délivrance de permis ou d'autres formes d'autorisation, par les autorités municipales.

Les constructions, les ouvrages et les travaux relatifs aux activités d'aménagement forestier, dont la réalisation est assujettie à la Loi sur les forêts et à ses règlements, ne sont pas sujets à une autorisation préalable de la Municipalité.

7.3.3 : Largeur de la rive

La largeur de la rive se mesure horizontalement.

La rive a un minimum de dix (10) mètres lorsque la pente est inférieure à 30 %, ou lorsque la pente est supérieure à 30 % et présente un talus de moins de cinq (5) mètres de hauteur. La rive a un minimum de quinze (15) mètres lorsque la pente est continue et supérieure à 30 %, ou lorsque la pente est supérieure à 30 % et présente un talus de plus de cinq (5) mètres de hauteur.

Toute distance mesurée à partir d'un cours d'eau est calculée horizontalement à partir de la ligne des hautes eaux vers l'intérieur des terres. La distance entre une rue existante et un cours d'eau est calculée horizontalement à partir de la limite de l'emprise de la rue existante et la ligne des hautes eaux du cours d'eau.

7.3.4 : Les mesures relatives aux rives

Dans la rive d'un cours d'eau ou d'un lac sont interdits toutes les constructions, tous les ouvrages ou tous les travaux à l'exception des constructions, des ouvrages et des travaux suivants, si leur réalisation n'est pas incompatible avec les dispositions applicables aux plaines inondables :

1. L'entretien, la réparation et la démolition des constructions et des ouvrages existants, utilisés à des fins autres que municipales, commerciales, industrielles, publiques ou pour des fins d'accès public;

2. Les constructions, les ouvrages et les travaux à des fins municipales, commerciales, industrielles, publiques ou pour des fins d'accès public, y compris leur entretien, leur réparation et leur démolition, s'ils sont assujettis à l'obtention d'une autorisation en vertu de la *Loi sur la qualité de l'environnement*;

3. La construction ou l'agrandissement d'un bâtiment principal à des fins autres que municipales, commerciales, industrielles, publiques ou pour des fins d'accès public aux conditions suivantes :

    a) Les dimensions du lot ne permettent plus la construction ou l'agrandissement de ce bâtiment principal à la suite de la création de la bande de protection riveraine de dix (10) ou de 15 mètres et il ne peut raisonnablement être réalisé ailleurs sur le terrain;

    b) Le lot, sur lequel est implanté le bâtiment principal, était existant avant l'entrée en vigueur du premier Règlement de contrôle intérimaire de la MRC de Montcalm interdisant la construction dans la rive, soit le 23 mars 1983;

    c) Le lot, sur lequel se retrouve le bâtiment principal est situé à l'extérieur d'une zone exposée aux mouvements de terrain ou d'inondation, identifiée au plan de zonage;

    d) L'agrandissement ou la construction du bâtiment n'empiète pas davantage sur la portion de la rive située entre le littoral et ledit bâtiment ou la projection latérale d'un mur extérieur à celui-ci et à la condition qu'aucune construction à réaliser ne se retrouve à l'intérieur d'une bande minimale de cinq (5) mètres de la rive, calculée à partir de la ligne des hautes eaux. Cette bande minimale de protection de cinq (5) mètres doit être conservée dans son état naturel ou retournée à l'état naturel.

    e) Pour le présent article, on entend par « état naturel » les trois (3) strates de végétation (arborescente, arbustive et herbacée) en place avant le début des travaux ou, le cas échéant, une ou deux d'entre elles.

4. La construction ou l'implantation d'un bâtiment auxiliaire ou accessoire de type garage, remise, cabanon ou piscine, est possible seulement sur la partie d'une rive qui n'est pas à l'état naturel et aux conditions suivantes :

    a) Les dimensions du lot ne permettent plus la construction ou l'agrandissement du bâtiment auxiliaire ou accessoire, suite à la création de la bande de protection riveraine de dix (10) ou 15 mètres;

b) Le lot, sur lequel est implanté le bâtiment auxiliaire ou accessoire, était existant avant l'entrée en vigueur du premier Règlement de contrôle intérimaire de la MRC de Montcalm interdisant la construction dans la rive, soit le 23 mars 1983;

c) Une bande minimale de protection de cinq (5) mètres doit, obligatoirement, être conservée dans son état naturel ou, sinon, être retournée à l'état naturel;

d) Le bâtiment auxiliaire ou accessoire doit reposer sur le terrain sans excavation ni remblayage.

e) Pour le présent article, on entend par « état naturel » les trois (3) strates de végétation (arborescente, arbustive et herbacée) en place avant le début des travaux ou, le cas échéant, une ou deux d'entre elles.

5. Les ouvrages et les travaux suivants relatifs à la végétation :

a) Les activités d'aménagement forestier sur les terres du domaine public dont la réalisation est assujettie à la Loi sur les forêts et à ses règlements d'application (L.R.Q., chapitre F-4);

b) La coupe d'assainissement;

c) La récolte d'arbres dans une proportion maximum de 50 % des tiges de dix (10) centimètres et plus de diamètre, à la condition de préserver un couvert forestier d'au moins 50 % dans les boisés privés utilisés à des fins d'exploitation forestière ou agricole;

d) La coupe nécessaire à l'implantation d'une construction ou d'un ouvrage autorisé;

e) La coupe nécessaire à l'aménagement d'une ouverture de cinq (5) mètres de largeur donnant accès au plan d'eau, lorsque la pente de la rive est inférieure à 30 %;

f) L'élagage et l'émondage nécessaires à l'aménagement d'une fenêtre verte de cinq (5) mètres de largeur maximale en émondant ou en élaguant les arbres et arbustes à une hauteur supérieure de 1,5 mètre, lorsque la pente de la rive est supérieure à 30 %, ainsi qu'un sentier sinueux ou un escalier d'une largeur maximale de deux (2) mètres qui donne accès au plan d'eau;

g) Les semis et la plantation d'espèces végétales, d'arbres ou d'arbustes et les travaux visant à rétablir un couvert végétal permanent et durable;

h) Les divers modes de récolte de la végétation herbacée lorsque la pente de la rive est inférieure à 30 % et uniquement sur le haut du talus lorsque la pente est supérieure à 30 %.

6. La culture du sol à des fins d'exploitation agricole est autorisée sur la rive d'un lac ou d'un cours d'eau, à la condition qu'une bande minimale de trois (3) mètres, à partir de la ligne des hautes eaux, soit maintenue à l'état naturel ou conservée. S'il y a un talus et que le haut de celui-ci se situe à une distance inférieure à trois (3) mètres à partir de la ligne des hautes eaux, la largeur de la bande de végétation à conserver doit être d'au moins un (1) mètre sur le haut du talus.

7. Les ouvrages et travaux suivants :

   a) L'installation de clôtures;

   b) L'implantation ou la réalisation d'exutoires de réseaux de drainage souterrain ou de surface et les stations de pompage;

   c) L'aménagement de traverses de cours d'eau relatif aux passages à gué, aux ponceaux et aux ponts ainsi que les chemins y donnant accès;

   d) Les équipements nécessaires à l'aquaculture;

   e) Les installations septiques conformes au Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées édictée en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement ;

   f) Lorsque la pente, la nature du sol et les conditions de terrain ne permettent pas de rétablir la couverture végétale et le caractère naturel de la rive, les ouvrages et les travaux de stabilisation végétale, à l'aide de perrés, de gabions ou finalement à l'aide d'un mur de soutènement, en accordant la priorité à la technique la plus susceptible de faciliter l'implantation éventuelle de végétation naturelle. Les travaux de stabilisation de rive ne devront pas être conçus de manière à permettre ou favoriser l'agrandissement de la propriété riveraine en empiétant sur le lit d'un lac ou d'un cours d'eau (ne s'applique pas dans le cas d'une clé d'ancrage);

   g) Les puits individuels conformes au Règlement sur le captage des eaux souterraines édicté en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement ;

   h) La reconstruction ou l'élargissement d'une route ou d'un chemin existant incluant les chemins de ferme et les chemins forestiers;

   i) Les ouvrages et les travaux nécessaires à la réalisation des constructions, des ouvrages et des travaux autorisés sur le littoral, conformément à l'article 7.3.5 ;

j) Les constructions et ouvrages forestiers, dont la réalisation est assujettie à la Loi sur les forêts et au Règlement sur les normes d'intervention dans les forêts du domaine public ;

7.3.5 : Les mesures relatives au littoral

Sur le littoral sont interdits toutes les constructions, tous les ouvrages et tous les travaux, à l'exception des constructions, des ouvrages et des travaux suivants, qui peuvent être permis s'ils ne sont pas incompatibles avec toutes autres dispositions applicables aux plaines inondables :

1. Les quais, les abris ou les débarcadères sur pilotis, sur pieux ou fabriqués de plates-formes flottantes;

2. L'aménagement de traverses de cours d'eau relatif aux passages à gué, aux ponceaux et aux ponts;

3. Les équipements nécessaires à l'aquaculture;

4. Les prises d'eau;

5. L'aménagement, à des fins agricoles, de canaux d'amenée ou de dérivation pour les prélèvements d'eau dans les cas où l'aménagement de ces canaux est assujetti à l'obtention d'une autorisation en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement ;

6. L'empiétement sur le littoral nécessaire à la réalisation des travaux autorisés dans la rive tels qu'identifiés à la section précédente;

7. Les travaux de nettoyage et d'entretien dans les cours d'eau, sans déblaiement, effectués par la Municipalité et la MRC dans les cours d'eau, selon les pouvoirs et devoirs qui leur sont conférés par la Loi sur les compétences municipales et la Loi sur les cités et villes ;

8. Les constructions, les ouvrages et les travaux à des fins municipales, industrielles, commerciales, publiques ou aux fins d'accès public, y compris leur entretien, leur réparation et leur démolition, assujettis à l'obtention d'une autorisation en vertu de la Lois sur la qualité de l'environnement de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune de la Loi sur le régime des eaux ou toute autre loi;

9. L'entretien, la réparation et la démolition de constructions et d'ouvrages existants, qui ne sont pas utilisés à des fins municipales, industrielles, commerciales, publiques ou d'accès publics.

7.3.6 : Dispositions particulières aux quais, abris et débarcadères

Les quais, abris, ou débarcadères sur pilotis, sur pieux ou fabriqués de plates-formes flottantes sont autorisés à conditions qu'ils respectent les conditions d'implantation et d'aménagement suivantes :

1. Un (1) quai est autorisé par terrain riverain selon les dimensions suivantes (la passerelle est exclue du calcul de la superficie) :

    a) La superficie maximale est de 10 mètres carrés. Dans le cas d'un quai desservant un droit de passage, la superficie maximale est de 12 mètres carrés;

    b) La largeur maximale est fixée à 2 mètres;

    c) La longueur maximale, calculée à partir de la rive, est de 12 mètres. Cependant, si en période d'étiage la profondeur d'eau est inférieure à 1,2 mètre à l'extrémité du quai, la longueur maximale est de 20 mètres.

2. Dans le cas d'une ouverture existante sur le plan d'eau, le quai doit être implanté à cet endroit dans la mesure où il respecte les dispositions du paragraphe 3 ;

3. Nonobstant la longueur maximale autorisée, le quai doit être situé à plus de 2,5 mètres de limites latérales du terrain (prolongement imaginaire des lignes sur le littoral). Cette disposition ne s'applique pas dans le cas d'un quai desservant un droit de passage dans la mesure où le frontage du terrain ne permet pas l'application de la norme ;

4. Les passerelles sont autorisées jusqu'au point de tirant d'eau d'un mètre en période d'étiage et elles doivent avoir une largeur maximale de 1,2 mètre. Les passerelles ne peuvent pas servir d'accotement pour les bateaux et les embarcations.

Section 7.4 : Autres dispositions relatives à la protection de l'environnement

7.4.1 : Dispositions applicables aux milieux humides

Aucun ouvrage, construction ou travaux n'est autorisé à l'intérieur d'un milieu humide, à moins que le requérant n'ait obtenu un certificat d'autorisation du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les Changements Climatiques (MDDELCC), en vertu de l'article 22 de la *Loi sur la qualité de l'environnement*.

À l'intérieur d'un milieu humide sont interdits toutes les constructions, tous les ouvrages, tous les travaux de drainage et tous les travaux à l'exception de ce qui suit :

1. Les constructions, ouvrages et travaux qui sont destinés à des fins municipales, commerciales ou à des fins d'accès public et qui s'inscrivent strictement dans une perspective de récréation extensive ou de conservation cherchant à mettre en valeur les particularités écologiques, la flore ou la faune du milieu;

2. La coupe d'assainissement.

La culture du sol à des fins d'exploitations agricoles est permise à la condition de préserver une bande minimale de trois mètres à partir de la limite du milieu humide.

7.4.2 : Opérations de déblais et de remblais

Les opérations de remblais et de déblais sont autorisées pour toutes constructions et ouvrages autorisés conformément au présent règlement dans l'aire de la construction ou de l'ouvrage projeté, à moins d'une disposition contraire au présent règlement.

Les seuls matériaux autorisés pour un remblai sont la terre, le sable et le roc. Il est entre-autres interdit d'utiliser des déchets, rebuts, morceaux de fer, matériaux ou résidus de construction ou de démolition, morceaux de pavage, produits dangereux, du bois ou du sol contaminé dans un remblai.

La surface d'un remblai ou d'un déblai doit être renaturalisée avec des végétaux indigènes, sauf si des aménagements sont prévus tels qu'une entrée charretière, une terrasse, une aire d'agrément ou un passage. L'ensemencement ou la plantation doit être réalisé entre le 1er mai et le 1er novembre de la même année.

Toutes opérations de remblais et de déblais doivent être effectuées de manière à prévenir tout glissement de terrain, érosion ou autre phénomène de la nature. Des mesures de contrôle de l'érosion doivent être misent en place durant les travaux et après les travaux, s'il y a lieu.

Dans le cas de travaux de remblais et déblais pour l'érection d'un mur de soutènement nécessaire pour la sécurité des lieux et approuvés par un ingénieur, des dispositions particulières s'appliquent au *Règlement de construction.*

Section 7.5 : Dispositions relatives aux aires d'agrément

7.5.1 : Aires d'agrément exigées pour certains usages

À moins d'une disposition plus restrictive au présent règlement, des aires d'agrément comprenant minimalement un banc et des aménagements paysagers doit être aménagée sur tous les terrains occupés par un usage des groupes « Habitation (H) », « Industrie (I) », « Commerce (C) », « Récréatif (R) » et « Public et institutionnel (P) ».

7.5.2 : Nombre d'aires d'agrément exigé

Le nombre d'aires d'agrément exigé est fixé au tableau suivant :

Usage ou groupe d'usage	Nombre d'aire d'agrément minimum par terrain
H101	0
H102, H103	1
H104	1
C	1
I	1
R	1
P	1

CHAPITRE 8 : DISPOSITIONS RELATIVES AUX CONTRAINTES NATURELLES ET ANTHROPIQUES

Section 8.1 : Dispositions relatives aux zones inondables

8.1.1 : Champ d'application

La présente section s'applique aux interventions réalisées dans les zones inondables identifiées au *plan de zonage*. Les mesures relatives à la zone de grand courant sont applicables pour l'ensemble du secteur délimité à l'annexe.

Les constructions, les ouvrages et les travaux relatifs aux activités d'aménagement forestier, dont la réalisation est assujettie à la Loi sur les forêts et à ses règlements, et les activités agricoles réalisées sans remblai ni déblai ne sont pas sujets à une autorisation préalable de la Municipalité.

8.1.2 : Détermination des zones inondables

Les zones inondables de la Municipalité sont aux abords de la rivière l'Achigan représentées au *plan de zonage*. Le cadre normatif applicable est celui de la zone de grand courant.

Toutefois, il y a une exception quant au tronçon de la rivière identifié comme secteur de cotation où la zone inondable est précisée par un système de cote d'inondation. Ces secteurs de cotation de la rivière l'Achigan sont identifiés à l'annexe 1 du présent règlement par une série de points de cote de 1 à 22 pour le lit de la rivière principale et une série de points de cote de 114 à 121 pour le bras nord bordant l'île Majeau.

Les tableaux suivants fixent les cotes de crues de récurrence 2 ans, 20 ans et 100 ans et le débit d'étiage pour chacun des points de cote de la rivière l'achigan et son bras nord bordant l'île Majeau.

Tableau 25 : Cotes de crues de récurrence de 2, 20 et de 100 ans - Rivière de l'Achigan à Saint-Roch-de-l'Achigan, rivière principale

Point de cote	2 ans (mètres)	20 ans (mètres)	100 ans (mètres)	Q2, 7 (mètres)
1	33,15	33,50	33,60	31,83
2	33,20	33,49	33,66	32,17
3	33,62	34,11	34,24	32,42

Point de cote	2 ans (mètres)	20 ans (mètres)	100 ans (mètres)	Q2, 7 (mètres)
4	34,24	34,92	35,22	33,20
5	35,31	35,89	36,10	34,11
6	36,02	36,61	36,82	34,56
7	36,44	37,17	37,38	34,86
8	37,23	37,89	38,11	35,83
9	38,08	38,54	38,71	36,48
9,9	38,52	38,93	39,09	37,61
10	38,29	38,98	39,15	37,70
11	38,83	39,17	39,29	38,09
12	39,93	40,39	40,55	38,91
13	39,99	40,45	40,57	39,13
14	40,73	41,41	41,67	39,7
15	41,05	41,41	41,67	40,46
15,5	41,78	42,16	42,29	40,95
16	42,00	42,46	42,62	41,00
17	42,17	42,46	42,62	41,15
18	42,30	42,81	42,99	41,13
19	43,15	43,65	43,82	42,18
20	43,60	44,04	44,22	42,43
21	44,42	45,14	45,37	42,74
22	44,68	45,39	45,61	42,94

Tableau 26 : Cotes de crues de récurrence de 2, 20 et de 100 ans - Rivière de l'Achigan à Saint-Roch-de-l'Achigan, bras nord de l'île Majeau

Point de cote	2 ans (mètres)	20 ans (mètres)	100 ans (mètres)	Q2, 7 (mètres)
114	40,66	41,41	41,69	ND
115	40,96	41,48	41,73	ND
115,9	41,00	41,48	41,68	ND
116	40,99	41,50	41,73	ND
117	41,07	41,56	41,79	ND
118	41,43	41,78	41,94	ND
119	41,59	41,93	42,06	ND
120	41,72	42,04	42,14	ND
121	41,90	42,37	42,56	ND

Pour déterminer la cote de crue d'une construction, d'un ouvrage ou d'un bâtiment situé entre deux points de cote, il faut employer la procédure suivante :

1. La cote de crue est calculée en appliquant, à la différence entre les cotes des deux points de cote touchées par le terrain, un facteur proportionnel à la distance de la localisation de l'emplacement entre les deux mêmes points (interpolation linéaire) :

   $Ce = Cv + ((Cm - Cv)\ x\ (Dve/Dvm))$ où

   Ce = la cote recherchée à l'emplacement;

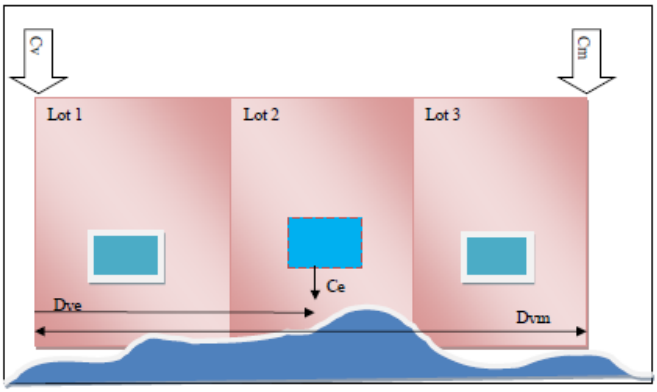
   Cv = la cote au point aval;

   Cm = la cote au point amont;

   Dve = la distance du site aval à un point situé au droit de l'emplacement, sur une ligne tracée entre les sites aval et amont et passant au centre de l'écoulement;

   Dvm = la distance entre le site aval et le site amont.

Figure 6 : Détermination de la cote de crue



Afin de bien déterminer la cote applicable, un relevé d'arpentage est obligatoire et doit être soumis avec la demande de permis ou de certificat. Ce relevé doit être effectué par un membre en règle de l'Ordre des arpenteurs-géomètres du Québec et doit rencontrer les spécifications suivantes :

1. Les limites du ou des terrains visés;

2. La localisation et l'élévation des points géodésiques, dont ceux de l'emplacement des constructions, ouvrages ou travaux projetés;

3. Le tracé des limites de la plaine inondable, soit de fort courant (20 ans) et de faible courant (100 ans), sur le ou les terrains visés;

4. La localisation des bâtiments et ouvrages existants, dont le champ d'épuration et le puits, s'il y a lieu;

5. Les rues et les voies de circulation existantes.

Les relevés doivent être effectués sur le niveau naturel du terrain. Si le terrain est remblayé, le niveau du remblai peut être utilisé s'il est démontré que celui-ci a été effectué avant la date de l'entrée en vigueur du règlement municipal exigeant un permis de remblai (2009).

8.1.3 : Dispositions applicables aux zones inondables de grand courant

Dans les zones inondables identifiées au *plan de zonage* sont interdits toutes les constructions, tous les ouvrages et tous les travaux, sous réserve des mesures prévues suivantes si leur réalisation n'est pas incompatible avec les mesures de protection applicables pour les rives et le littoral :

1. Les travaux qui sont destinés à maintenir en bon état les terrains, à entretenir, à réparer, à moderniser ou à démolir les constructions et les ouvrages existants, à la condition que ces travaux n'augmentent pas la superficie de la propriété exposée aux inondations; cependant, lors de travaux de modernisation ou de reconstruction d'une infrastructure liée à une voie de circulation publique, la superficie de l'ouvrage exposée aux inondations pourra être augmentée de 25 % pour des raisons de sécurité publique ou pour rendre telle infrastructure conforme aux normes applicables; dans tous les cas, les travaux majeurs à une construction ou à un ouvrage devront entraîner l'immunisation de l'ensemble de celle-ci ou de celui-ci ;

2. Les travaux, constructions ou ouvrages destinés à des fins d'accès public ou à des fins municipales, industrielles, commerciales ou publiques, qui sont nécessaires aux activités portuaires, à la navigation ou à la construction navale, notamment les quais, les brise-lames, les canaux, les écluses, les aides fixes à la navigation ainsi que leurs équipements et accessoires; des mesures d'immunisation appropriées devront s'appliquer aux parties des ouvrages situées sous le niveau d'inondation de la crue à récurrence de 100 ans;

3. Les installations souterraines linéaires de services d'utilité publique telles que les pipelines, les lignes électriques et téléphoniques ainsi que les conduites d'aqueduc et d'égout ne comportant aucune entrée de service pour des constructions ou ouvrages situés dans la zone inondable ;

4. La construction de réseaux d'aqueduc ou d'égout souterrains dans les secteurs déjà construits, mais non pourvus de ces services afin de raccorder uniquement les constructions et les ouvrages déjà existants à la date d'entrée en vigueur du premier Règlement de contrôle intérimaire de la MRC de Montcalm, soit le 23 mars 1983 ;

5. Les installations septiques destinées à des constructions ou des ouvrages existants; l'installation prévue doit être conforme au Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées édicté en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement (R.R.Q., 1981, c. Q-2, r.8);

6. L'amélioration ou le remplacement d'un puits d'une résidence ou d'un établissement existant par un puits tubulaire, construit de façon à éliminer les risques de contamination par scellement de l'espace annulaire par des matériaux étanches et de façon durable ainsi qu'à éviter la submersion, conforme au *Règlement sur le captage des eaux souterraines*, édicté en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., 1981, c. Q-2, a-31) ;

7. Un ouvrage à aire ouverte, à des fins récréatives, autre qu'un terrain de golf, réalisable sans remblai ni déblai ;

8. La reconstruction lorsqu'un ouvrage ou une construction a été détruit par une catastrophe autre qu'une inondation; les reconstructions devront être immunisées conformément aux prescriptions présentées à l'article 7.3.2 ;

9. Les aménagements fauniques ne nécessitant pas de remblai et ceux qui en nécessitent, mais dans ce dernier cas, seulement s'ils sont assujettis à l'obtention d'une autorisation en vertu de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (L.R.Q. c. Q-2);

10. Les travaux de drainage des terres;

11. Les activités d'aménagement forestier, réalisées sans déblai ni remblai, dont la réalisation est assujettie à la Loi sur les forêts et à ses règlements (L.R.Q., c. F-4.1);

12. Les activités agricoles réalisées sans remblai ni déblai;

13. Les bâtiments accessoires liés à un usage principal, selon les conditions suivantes :

    a) Les bâtiments accessoires doivent être déposés sur le sol sans fondation, ni ancrage pouvant les retenir au sol (ex. remises, cabanons);

    b) Les bâtiments accessoires ne doivent pas être immunisés;

    c) L'implantation d'un bâtiment accessoire ne doit pas nécessiter ni déblai ni remblai;

    d) La superficie des bâtiments accessoires est limitée à 30 mètres carrés.

14. Les piscines hors terre et les piscines creusées. L'implantation de la piscine hors terre ne doit nécessiter aucun déblai ni remblai. Le déblai inhérent à l'implantation de la piscine creusée doit être disposé à l'extérieur de la zone inondable;

15. Les clôtures ajourées permettant l'écoulement des eaux et les haies au niveau du sol qui délimitent une propriété;

16. Une galerie, terrasse ou patio en bois non fermé par des murs ou des cloisons, simplement appuyée sur le bâtiment et non liée. L'espace sous la galerie ne doit pas être fermé par des murs, mais il pourrait cependant être délimité par des cloisons à clairevoie.

8.1.4 : Reconstruction d'un bâtiment principal sur un terrain déjà construit dans la zone inondable de grand courant

Les mesures d'exception suivantes s'appliquent à une reconstruction d'un bâtiment principal dans une zone inondable :

1. Lorsqu'il y a destruction totale d'une construction ou d'un ouvrage existant par une catastrophe autre que l'inondation, la reconstruction est permise. Cette nouvelle implantation doit, si possible, avoir pour effet d'améliorer la situation en rapport avec la zone inondable (bande de protection riveraine), sans pour autant aggraver le caractère dérogatoire du bâtiment;

2. Lorsqu'il y a destruction partielle d'une construction ou d'un ouvrage existant par une catastrophe autre que l'inondation, la reconstruction est permise aux conditions d'implantation initiales. Elle peut aussi être autorisée selon une nouvelle implantation, si cette nouvelle implantation a pour effet d'améliorer la situation en rapport avec la zone inondable (bande de protection riveraine), sans pour autant aggraver le caractère dérogatoire du bâtiment;

3. En tout temps, les mesures d'immunisation prescrites à la section suivante s'appliquent à la reconstruction d'un bâtiment principal.

8.1.5 : Reconstruction d'un bâtiment accessoire sur un terrain déjà construit dans la zone inondable de grand courant

Dans le cas d'un bâtiment accessoire avec fondations en béton, les dispositions relatives à la reconstruction d'un bâtiment principal s'appliquent. Pour tout autre type de bâtiment accessoire, une nouvelle implantation est nécessaire, à moins que l'implantation initiale réponde à la disposition suivante :

La reconstruction du bâtiment accessoire doit avoir pour effet de réduire au minimum le caractère dérogatoire du bâtiment par rapport aux dispositions applicables à la protection des rives, du littoral et des plaines inondables.

8.1.6 : Mesures d'immunisation applicables aux constructions, aux ouvrages et aux travaux réalisés dans une plaine inondable de grand courant

Les constructions, les ouvrages et les travaux permis devront être réalisés en respectant les règles d'immunisation suivantes, en les adaptant au contexte de l'infrastructure visée :

1. Aucune ouverture (fenêtre, soupirail, porte d'accès, garage, etc.) ne peut être atteinte par la crue de récurrence de 100 ans;

2. Aucun plancher de rez-de-chaussée ne peut être atteint par la crue à récurrence de 100 ans;

3. Les drains d'évacuation sont munis de clapets de retenue;

4. Pour toute structure ou partie de structure sise sous le niveau de la crue à récurrence de 100 ans, une étude soit produite démontrant la capacité des structures à résister à cette crue, en y intégrant les calculs relatifs à :

   a) L'imperméabilisation;

   b) La stabilité des structures;

   c) L'armature nécessaire;

   d) La capacité de pompage pour évacuer les eaux d'infiltration;

   e) La résistance du béton à la compression et à la tension.

5. Le remblayage du terrain doit se limiter à une protection immédiate autour de la construction ou de l'ouvrage visé et non être étendu à l'ensemble du terrain sur lequel il est prévu; la pente moyenne, du sommet du remblai adjacent à la construction ou à l'ouvrage protégé, jusqu'à son pied, ne devrait pas être inférieure à 33 1/3 % (rapport 1 vertical : 3 horizontal).

Dans l'application des mesures d'immunisation, dans le cas où la zone inondable montrée au plan d'urbanisme ait été déterminée sans qu'ait été établie la cote de récurrence d'une crue de 100 ans, cette cote de 100 ans sera remplacée par la cote du plus haut niveau atteint par les eaux de la crue ayant servi de référence pour la détermination des limites de la plaine inondable auquel, pour des fins de sécurité, il sera ajouté 30 centimètres.

8.1.7 : Dispositions applicables aux zones inondables de faible courant

Dans la zone de faible courant sont interdits :

1. Toutes les constructions et tous les ouvrages non immunisés ;

2. Les travaux de remblai autres que ceux requis pour l'immunisation des constructions et des ouvrages autorisés.

Dans cette zone peuvent être permis des constructions, des ouvrages et des travaux bénéficiant de mesures d'immunisation différentes de celles prévues à l'annexe 1, présentée ci-après, mais jugées suffisantes dans le cadre d'une dérogation adoptée conformément aux dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme à cet effet par une communauté métropolitaine, une MRC ou une ville exerçant les compétences d'une MRC.

Section 8.2 : Dispositions relatives aux zones exposées aux glissements de terrain assujetties aux normes de classe I, II et III

8.2.1 : Champs d'application

Dans toutes les zones exposées aux glissements de terrain identifiées à l'annexe 1 - *Plan de zonage*, aucune construction et aucun ouvrage ne sont autorisés à moins de rencontrer les dispositions du Tableau 27 et du Tableau 28.

8.2.2 : Les normes de classe I

Les normes de la classe I s'appliquent dans toutes les zones à risque élevé, les zones à risque moyen et les zones exposées aux glissements de terrain;

8.2.3 : Les normes de classe II

Pour appliquer les normes de la classe II qui sont moins sévères que celles de la classe I dans les zones à risque moyen, il faut démontrer, soit à partir d'une carte topographique détaillée (échelle minimale 1/10 000) ou par un relevé d'arpentage, que le talus a une pente dont l'inclinaison est égale ou supérieure à 14° (25 %) et inférieure à 20° (36 %) sans cours d'eau à la base.

À cause de l'imprécision de la délimitation des zones à risque élevé et des zones à risque moyen, certaines interventions pourraient sembler être localisées dans des zones à risque faible alors qu'elles devraient être soumises aux normes des classes I ou II. Il faut donc vérifier en mesurant sur le terrain ou par un relevé d'arpentage;

8.2.4 : Les normes de classe III

Les normes de la classe III s'appliquent dans les zones à risque faible.

8.2.5 : Expertise géotechnique nécessairement présentée à l'appui d'une demande de permis ou de certificat

Chacune des interventions visées à la présente section est en principe interdite dans les talus et les bandes de protection, dont la largeur est précisée, au sommet et/ou à la base de ceux-ci. Malgré ce principe d'interdiction, les interventions peuvent être permises conditionnellement à la production d'une expertise géotechnique répondant aux exigences établies au Tableau 29 et que celle-ci soit présentée à l'appui d'une demande de permis ou de certificat.

Pour être valide, une expertise géotechnique doit respecter les conditions suivantes :

1. Elle doit avoir été effectuée après l'entrée en vigueur du présent règlement.

2. Elle doit être produite à l'intérieur d'un délai de cinq (5) ans précédant la date de la demande de permis ou de certificat. Le délai de production de l'expertise est ramené à un (1) an précédant la date de la demande de permis ou de certificat dans les cas suivants :

    a) Il y a présence d'un cours d'eau sur le site localisé à l'intérieur des limites d'une zone exposée aux glissements de terrain;

    b) Des recommandations de travaux sont énoncés dans l'expertise afin d'assurer la stabilité du site et la sécurité de la zone d'étude.

        Toutefois, si tous les travaux recommandés spécifiquement pour l'intervention visée par la demande de permis ou de certificat ont été réalisés dans les douze (12) mois de la présentation de cette expertise, le délai d'un (1) an est ramené à cinq (5) ans.

Nonobstant les dispositions du présent article, le cadre normatif applicable à certains secteurs assujettis aux zones de type NA1, NA2 et RA1 est décrit à la section suivante relative aux zones exposées aux mouvements de terrain de type NA1, NA2, RA1 et fortement rétrogressifs.

Tableau 27 : Cadre normatif relatif au contrôle de l'utilisation du sol dans les zones potentiellement exposées aux glissements de terrain dans les dépôts meubles – Classe I et II

Type d'intervention projetée	Classe I	Classe II
• Bâtiment principal (sauf bâtiment agricole) • Bâtiment accessoire (sauf bâtiment accessoire sans fondations à l'usage résidentiel) • Agrandissement avec ajout ou modification des fondations d'un bâtiment principal (sauf d'un bâtiment agricole) ou d'un bâtiment accessoire (sauf d'un bâtiment accessoire sans fondations à l'usage résidentiel) • Reconstruction d'un bâtiment principal (sauf d'un bâtiment agricole) ou d'un bâtiment accessoire (sauf d'un bâtiment accessoire sans fondations à l'usage résidentiel) • Relocalisation d'un bâtiment principal (sauf d'un bâtiment agricole) ou d'un bâtiment accessoire (sauf d'un bâtiment accessoire sans fondations à l'usage résidentiel)	Interdit : • au sommet du talus, dans une bande de protection dont la largeur est égale à deux fois la hauteur du talus jusqu'à concurrence de 40 mètres; • à la base d'un talus d'une hauteur égale ou inférieure à 40 mètres, dans une bande de protection dont la largeur est égale à deux fois la hauteur du talus jusqu'à concurrence de 40 mètres; • à la base d'un talus d'une hauteur supérieure à 40 mètres, dans une bande de protection dont la largeur est égale à une fois la hauteur du talus jusqu'à concurrence de 60 mètres.	Interdit : • au sommet du talus, dans une bande de protection dont la largeur est de 10 mètres; • à la base du talus, dans une bande de protection dont la largeur est de 10 mètres.

Type d'intervention projetée	Classe I	Classe II
• Bâtiment agricole (bâtiment principal, bâtiment secondaire, silo à grain ou à fourrage, etc.) ou ouvrage agricole (ouvrage d'entreposage de déjections animales, etc.) • Agrandissement d'un bâtiment agricole ou d'un ouvrage agricole • Reconstruction d'un bâtiment agricole ou d'un ouvrage agricole • Relocalisation d'un bâtiment agricole ou d'un ouvrage agricole	Interdit : • au sommet du talus, dans une bande de protection dont la largeur est égale à une fois la hauteur du talus jusqu'à concurrence de 40 mètres; • à la base du talus, dans une bande de protection dont la largeur est de 15 mètres.	Interdit : • au sommet du talus, dans une bande de protection dont la largeur est égale à une fois la hauteur du talus jusqu'à concurrence de 20 mètres; • à la base du talus, dans une bande de protection dont la largeur est de 10 mètres.

Type d'intervention projetée	Classe I	Classe II
• Infrastructure[1] (rue, pont, mur de soutènement, aqueduc, égout, etc.), ouvrage (mur de soutènement, ouvrage de captage d'eau, etc.) ou équipement fixe (réservoir, etc.) • Réfection d'une infrastructure (rue, pont, mur de soutènement, aqueduc, égout, etc.), d'un ouvrage (mur de soutènement, ouvrage de captage d'eau, etc.) ou d'un équipement fixe (réservoir, etc.) • Raccordement d'un bâtiment existant a une infrastructure	Interdit : • au sommet du talus, dans une bande de protection dont la largeur est égale à deux fois la hauteur du talus jusqu'à concurrence de 40 mètres; • à la base du talus, dans une bande de protection dont la largeur est de 15 mètres.	Interdit : • au sommet du talus, dans une bande de protection dont la largeur est égale à une fois la hauteur du talus jusqu'à concurrence de 20 mètres; • à la base du talus, dans une bande de protection dont la largeur est de 10 mètres.

[1] Les infrastructures ne nécessitant aucun travaux de remblai, de déblai ou d'excavation sont permis (exemple : les conduites en surface du sol)

Type d'intervention projetée	Classe I	Classe II
• Champ d'épuration, élément épurateur, champ de polissage, filtre à sable, puits absorbant, puits d'évacuation, champ d'évacuation	Interdit : • au sommet du talus, dans une bande de protection dont la largeur est égale à une fois la hauteur du talus jusqu'à concurrence de 20 mètres; • à la base du talus, dans une bande de protection dont la largeur est de 15 mètres.	Interdit : • au sommet du talus, dans une bande de protection dont la largeur est égale à une fois la hauteur du talus jusqu'à concurrence de 10 mètres; • à la base du talus, dans une bande de protection dont la largeur est de 10 mètres.
• Travaux de remblai[2] (permanent ou temporaire) • Usage commercial, industriel ou public sans bâtiment non ouvert au public[3] (entreposage, lieu d'élimination de neige, bassin de rétention, concentration d'eau, lieu d'enfouissement sanitaire, sortie de réseau de drainage agricole, etc.)	Interdit : • au sommet du talus, dans une bande de protection dont la largeur est égale à une fois la hauteur du talus, jusqu'à concurrence de 40 mètres.	Interdit : • au sommet du talus, dans une bande de protection dont la largeur est égale à une fois la hauteur du talus jusqu'à concurrence de 20 mètres.

[2] Les remblais dont l'épaisseur est de moins de 30 centimètres suivant le profil naturel du terrain sont permis dans le talus et la bande de protection au sommet du talus. Les remblais peuvent être mis en couches successives à condition que l'épaisseur n'excède pas 30 centimètres.

[3] Si l'intervention nécessite des travaux de remblai, de déblai ou d'excavation, les normes pour les travaux de remblai, de déblai ou d'excavation doivent être appliquées.

Type d'intervention projetée	Classe I	Classe II
• Travaux de déblai ou d'excavation[4] • Piscine creusée	Interdit : • à la base du talus, dans une bande de protection dont la largeur est de 15 mètres.	Interdit : • à la base du talus, dans une bande de protection dont la largeur est de 10 mètres.

[4] Les excavations dont la profondeur est de moins de 50 centimètres ou d'une superficie de moins de 5 mètres carrés sont permises dans le talus et la bande de protection à la base du talus [exemple d'intervention visée par cette exception : les excavations pour prémunir les constructions du gel à l'aide de pieux vissés ou de tubes à béton (sonotubes)].

Type d'intervention projetée	Classe I	Classe II
• Travaux de stabilisation de talus	Interdit : • au sommet du talus, dans une bande de protection dont la largeur est égale à deux fois la hauteur du talus jusqu'à concurrence de 40 mètres; • à la base d'un talus d'une hauteur égale ou inférieure à 40 mètres, dans une bande de protection dont la largeur est égale à deux fois la hauteur du talus jusqu'à concurrence de 40 mètres; • à la base d'un talus d'une hauteur supérieure à 40 mètres, dans une bande de protection dont la largeur est égale à une fois la hauteur du talus jusqu'à concurrence de 60 mètres.	Interdit : • au sommet du talus, dans une bande de protection dont la largeur est égale à une fois la hauteur du talus jusqu'à concurrence de 20 mètres; • à la base du talus, dans une bande de protection dont la largeur est de 10 mètres.

Type d'intervention projetée	Classe I	Classe II
• Usage sans bâtiment ouvert au public (terrain de camping, de caravanage, etc.)	Interdit : • au sommet du talus, dans une bande de protection dont la largeur est égale à deux fois la hauteur du talus jusqu'à concurrence de 40 mètres; • à la base d'un talus d'une hauteur égale ou inférieure à 40 mètres, dans une bande de protection dont la largeur est égale à deux fois la hauteur du talus jusqu'à concurrence de 40 mètres; • à la base d'un talus d'une hauteur supérieure à 40 mètres, dans une bande de protection dont la largeur est égale à une fois la hauteur du talus jusqu'à concurrence de 60 mètres.	Aucune norme

Type d'intervention projetée	Classe I	Classe II
• Abattage d'arbres[5] (sauf coupes d'assainissement et de contrôle de la végétation)	Interdit : • au sommet du talus dans une bande de protection dont la largeur est de 10 mètres.	Aucune norme

[5] À l'extérieur des périmètres d'urbanisation, l'abattage d'arbres est permis dans le talus et la bande de protection au sommet du talus si aucun bâtiment ou rue n'est situé dans la bande de protection à la base du talus.

Type d'intervention projetée	Classe I	Classe II
• Lotissement destiné à recevoir un bâtiment ou un usage sans bâtiment ouvert au public (terrain de camping, de caravanage, etc.) localisé dans une zone potentiellement exposée aux glissements de terrain	Interdit : • au sommet du talus, dans une bande de protection dont la largeur est égale à deux fois la hauteur du talus jusqu'à concurrence de 40 mètres; • à la base d'un talus d'une hauteur égale ou inférieure à 40 mètres, dans une bande de protection dont la largeur est égale à deux fois la hauteur du talus jusqu'à concurrence de 40 mètres; • à la base d'un talus d'une hauteur supérieure à 40 mètres, dans une bande de protection dont la largeur est égale à une fois la hauteur du talus jusqu'à concurrence de 60 mètres.	Aucune norme

Tableau 28 : Cadre normatif relatif au contrôle de l'utilisation du sol dans les zones potentiellement exposées aux glissements de terrain dans les dépôts meubles – Classes III

Type d'intervention projetée[6]	Classe III
• Bâtiment principal (sauf bâtiment agricole)	Interdit
• Bâtiment accessoire (sauf bâtiment accessoire sans fondations à l'usage résidentiel) • Agrandissement avec ajout ou modification des fondations d'un bâtiment principal (sauf d'un bâtiment agricole) ou d'un bâtiment accessoire (sauf d'un bâtiment accessoire sans fondations à l'usage résidentiel) • Reconstruction d'un bâtiment principal (sauf d'un bâtiment agricole) ou d'un bâtiment accessoire (sauf d'un bâtiment accessoire sans fondations à l'usage résidentiel) • Relocalisation d'un bâtiment principal (sauf d'un bâtiment agricole) ou d'un bâtiment accessoire (sauf d'un bâtiment accessoire sans fondations à l'usage résidentiel)	*

[6] Toute intervention régie peut être permise à la condition qu'une expertise géotechnique répondant aux exigences décrites dans le tableau *Cadre normatif relatif au contrôle de l'utilisation du sol dans les zones exposées aux glissements de terrain – Expertise géotechnique* soit présentée à l'appui d'une demande de permis ou de certificat.

Type d'intervention projetée[6]	Classe III
• Bâtiment accessoire sans fondations (garage, remise, cabanon, etc.) ou construction accessoire à l'usage résidentiel (piscine hors terre, etc.) • Agrandissement sans ajout ou modification des fondations d'un bâtiment principal • Agrandissement d'un bâtiment accessoire sans fondations (garage, remise, cabanon, etc.) ou d'une construction accessoire à l'usage résidentiel (piscine hors terre, etc.) • Relocalisation d'un bâtiment accessoire sans fondations (garage, remise, cabanon, etc.) ou d'une construction accessoire à l'usage résidentiel (piscine hors terre, etc.)	*
• Bâtiment agricole ou ouvrage agricole (bâtiment principal, bâtiment secondaire, ouvrage d'entreposage de déjections animales, silo à grain ou a fourrage, etc.) • Agrandissement d'un bâtiment agricole ou d'un ouvrage agricole • Reconstruction d'un bâtiment agricole ou d'un ouvrage agricole • Relocalisation d'un bâtiment agricole ou d'un ouvrage agricole	*
• Infrastructure (rue, pont, mur de soutènement, aqueduc, égout, etc.), ouvrage (mur de soutènement, ouvrage de captage d'eau, etc.) ou équipement fixe (réservoir, etc.) • Réfection d'une infrastructure (rue, pont, mur de soutènement, aqueduc, égout, etc.), d'un ouvrage (mur de soutènement, ouvrage de captage d'eau, etc.) ou d'un équipement fixe (réservoir, etc.) • Raccordement d'un bâtiment existant à une infrastructure	*
• Champ d'épuration, élément épurateur, champ de polissage, filtre à sable, puits absorbant, puits d'évacuation, champ d'évacuation	*

Type d'intervention projetée[6]	Classe III
• Travaux de remblai (permanent ou temporaire) • Usage commercial, industriel ou public sans bâtiment non ouvert au public (entreposage, lieu d'élimination de neige, bassin de rétention, concentration d'eau, lieu d'enfouissement sanitaire, sortie de réseau de drainage agricole, etc.)	*
• Travaux de déblai ou d'excavation piscine creusée	Aucune norme
• Travaux de stabilisation de talus	*
• Usage sans bâtiment ouvert au public (terrain de camping, de caravanage, etc.)	Interdit
• Abattage d'arbres (sauf coupes d'assainissement et de contrôle de la végétation)	Aucune norme
• Lotissement destine à recevoir un bâtiment ou un usage sans bâtiment ouvert au public (terrain de camping, de caravanage, etc.) localisé dans une zone potentiellement exposée aux glissements de terrain	Interdit

* À cause de l'imprécision de la délimitation des zones où s'appliquent les normes de classe I et II à l'annexe 1 – *Plan de zonage*, certaines interventions pourraient sembler être localisées dans les zones où s'appliquent les normes de classe III alors qu'elles devraient être soumises aux normes applicables dans les zones de classe I ou II. Il faut donc vérifier en mesurant sur le terrain ou par un relevé d'arpentage.

Tableau 29 : Cadre normatif relatif au contrôle de l'utilisation du sol dans les zones potentiellement exposées aux glissements de terrain dans les dépôts meubles / Expertise géotechnique

Famille 1 / Type d'intervention projetée
• BATIMENT PRINCIPAL (sauf bâtiment agricole) • BATIMENT ACCESSOIRE (sauf bâtiment accessoire sans fondations à l'usage résidentiel) • AGRANDISSEMENT AVEC AJOUT OU MODIFICATION DES FONDATIONS D'UN BATIMENT PRINCIPAL (sauf d'un bâtiment agricole) OU D'UN BATIMENT ACCESSOIRE (sauf d'un bâtiment accessoire sans fondations à l'usage résidentiel) • RECONSTRUCTION D'UN BATIMENT PRINCIPAL (sauf d'un bâtiment agricole) OU D'UN BATIMENT ACCESSOIRE (sauf d'un bâtiment accessoire sans fondations à l'usage résidentiel) SUR UN MEME TERRAIN • RELOCALISATION D'UN BATIMENT PRINCIPAL (sauf d'un bâtiment agricole) OU D'UN BATIMENT ACCESSOIRE (sauf d'un bâtiment accessoire sans fondations à l'usage résidentiel) • INFRASTRUCTURE[7] (rue, pont, mur de soutènement, aqueduc, égout, etc.), OUVRAGE (mur de soutènement, ouvrage de captage d'eau, etc.) OU EQUIPEMENT FIXE (réservoir, etc.) • REFECTION D'UNE INFRASTRUCTURE (rue, pont, mur de soutènement, aqueduc, égout, etc.), D'UN OUVRAGE (mur de soutènement, ouvrage de captage d'eau, etc.) OU D'UN EQUIPEMENT FIXE (réservoir, etc.) • RACCORDEMENT D'UN BATIMENT EXISTANT A UNE INFRASTRUCTURE • USAGE SANS BATIMENT OUVERT AU PUBLIC (terrain de camping, de caravanage, etc.) <u>Le but de l'expertise géotechnique est :</u> • évaluer les conditions actuelles de stabilité du site; • évaluer les effets des interventions projetées sur la stabilité du site. <u>L'expertise doit statuer sur :</u> • le degré de stabilité actuelle du site; • l'influence de l'intervention projetée sur la stabilité du site;

[7] Les travaux d'entretien et de conservation du réseau routier provincial ne sont pas assujettis, comme le prévoit l'article 149, 2e al., 5e para. de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*. Toutefois, tous les travaux de développement et d'amélioration du réseau routier provincial qui requièrent une expertise géotechnique pour l'obtention d'un permis pourront être réalisés sur la foi des expertises géotechniques (avis, évaluation, rapport, recommandation, etc.) produites par le Service de la géotechnique et de la géologie du ministère des Transports (MTQ) ou réalisées par un mandataire du MTQ, puisqu'elles satisfont les critères énoncés ci-dessus et respectent le cadre normatif.

- les mesures préventives à prendre pour maintenir la stabilité du site.

L'expertise doit confirmer que :

- l'intervention envisagée n'est pas menacée par un glissement de terrain;
- l'intervention envisagée n'agira pas comme facteur déclencheur en déstabilisant le site et les terrains adjacents;
- l'intervention envisagée ne constituera pas un facteur aggravant, en diminuant indûment les coefficients de sécurité qui y sont associés.

L'expertise doit faire état des recommandations suivantes :

- les précautions à prendre et, le cas échéant, les travaux requis pour maintenir en tout temps la stabilité du site et la sécurité de la zone d'étude.

Famille 2 / Type d'intervention projetée

- BATIMENT ACCESSOIRE SANS FONDATIONS (garage, remise, cabanon, etc.) OU CONSTRUCTION ACCESSOIRE A L'USAGE RESIDENTIEL (piscine hors terre, etc.)
- AGRANDISSEMENT SANS AJOUT OU MODIFICATION DES FONDATIONS D'UN BATIMENT PRINCIPAL
- AGRANDISSEMENT D'UN BATIMENT ACCESSOIRE SANS FONDATIONS (garage, remise, cabanon, etc.) OU D'UNE CONSTRUCTION ACCESSOIRE A L'USAGE RESIDENTIEL (piscine hors terre, etc.)
- RELOCALISATION D'UN BATIMENT ACCESSOIRE SANS FONDATIONS (garage, remise, cabanon, etc.) OU D'UNE CONSTRUCTION ACCESSOIRE A L'USAGE RESIDENTIEL (piscine hors terre, etc.)
- BATIMENT AGRICOLE (bâtiment principal, bâtiment secondaire, silo à grain ou à fourrage, etc.) OU OUVRAGE AGRICOLE (entreposage de déjections animales, etc.)
- AGRANDISSEMENT D'UN BATIMENT AGRICOLE (bâtiment principal, bâtiment secondaire, silo à grain ou à fourrage, etc.) OU D'UN OUVRAGE AGRICOLE (entreposage de déjections animales, etc.)
- RECONSTRUCTION D'UN BATIMENT AGRICOLE (bâtiment principal, bâtiment secondaire, silo à grain ou à fourrage, etc.) OU D'UN OUVRAGE AGRICOLE (entreposage de déjections animales, etc.)
- RELOCALISATION D'UN BATIMENT AGRICOLE (bâtiment principal, bâtiment secondaire, silo à grain ou à fourrage, etc.) OU D'UN OUVRAGE AGRICOLE (entreposage de déjections animales, etc.)
- CHAMP D'EPURATION, ELEMENT EPURATEUR, CHAMP DE POLISSAGE, FILTRE A SABLE, PUITS ABSORBANT, PUITS D'EVACUATION, CHAMP D'EVACUATION
- TRAVAUX DE REMBLAI (permanent ou temporaire)
- TRAVAUX DE DEBLAI OU D'EXCAVATION
- PISCINE CREUSEE
- USAGE COMMERCIAL, INDUSTRIEL OU PUBLIC SANS BATIMENT NON OUVERT AU PUBLIC (entreposage, lieu d'élimination de neige, bassin de rétention, concentration d'eau, lieu d'enfouissement sanitaire, sortie de réseau de drainage agricole, etc.
- ABATTAGE D'ARBRES (sauf coupes d'assainissement et de contrôle de la végétation)

Le but de l'expertise géotechnique est :

- évaluer les effets des interventions projetées sur la stabilité du site.

L'expertise doit statuer sur :

- l'influence de l'intervention projetée sur la stabilité du site.

L'expertise doit confirmer que :

- l'intervention envisagée n'agira pas comme facteur déclencheur en déstabilisant le site et les terrains adjacents;
- l'intervention envisagée et l'utilisation subséquente ne constitueront pas des facteurs aggravants, en diminuant indûment les coefficients de sécurité qui y sont associés.

L'expertise doit faire état des recommandations suivantes :

- les précautions à prendre et, le cas échéant, les travaux requis pour maintenir la stabilité actuelle du site.

Famille 3 / Type d'intervention projetée

- TRAVAUX DE STABILISATION DE TALUS

Le but de l'expertise technique est :

- évaluer les effets des travaux de stabilisation sur la stabilité du site.

L'expertise doit statuer sur :

- l'amélioration de la stabilité apportée par les travaux;
- la méthode de stabilisation appropriée au site.

L'expertise doit faire état des recommandations suivantes :

- les méthodes de travail et la période d'exécution;
- les précautions à prendre pour maintenir en tout temps la stabilité du site et la sécurité de la zone d'étude après la réalisation des travaux de stabilisation.

Famille 4 / Type d'intervention projetée

- LOTISSEMENT DESTINE A RECEVOIR UN BATIMENT OU UN USAGE SANS BATIMENT OUVERT AU PUBLIC (terrain de camping, de caravanage, etc.) LOCALISÉ DANS UNE ZONE POTENTIELLEMENT EXPOSÉE AUX GLISSEMENTS DE TERRAIN

Le but de l'expertise technique est :

- évaluer les conditions actuelles de stabilité du site.

L'expertise doit statuer sur :

- le degré de stabilité actuelle du site;
- les mesures préventives à prendre pour maintenir la stabilité du site.

L'expertise doit confirmer que :

- la construction de bâtiments ou d'un terrain de camping sur le lot est sécuritaire.

L'expertise doit faire état des recommandations suivantes :

- les précautions à prendre et, le cas échéant, les travaux requis pour maintenir en tout temps la stabilité du site et la sécurité de la zone d'étude.

Section 8.3 : Dispositions relatives aux zones exposées aux mouvements de terrain de type NA1, NA2, RA1 et fortement rétrogressifs

8.3.1 : Champs d'application

Dans toutes les zones exposées aux mouvements de terrain de type NA1, NA2 et RA1 identifiées à l'annexe 1 - *Plan de zonage* ou au secteur en rouge (RA1) illustré à la figure 7 suivante, toute intervention projetée doit rencontrer les dispositions du Tableau 30 et du Tableau 31.

Figure 7 : Zone potentiellement exposée aux glissements fortement rétrogressifs RA1



Pour des fins d'application, les zones identifiées au plan de zonage comme zone exposée aux mouvements de terrain fortement rétrogressifs, les dispositions applicables sont celles prévues pour les zones identifiées comme NA1.

8.3.2 : Expertise géotechnique nécessairement présentée à l'appui d'une demande de permis ou de certificat

Chacune des interventions visées à la présente section est en principe interdite dans les talus et les bandes de protection, dont la largeur est précisée, au sommet et/ou à la base de ceux-ci. Malgré ce principe d'interdiction, les interventions peuvent être permises conditionnellement à la production d'une expertise géotechnique répondant aux exigences établies au Tableau 32 et au Tableau 33 et que celle-ci soit présentée à l'appui d'une demande de permis ou de certificat.

Pour être valide, une expertise géotechnique doit respecter les conditions suivantes :

1. Elle doit avoir été effectuée après l'entrée en vigueur du présent règlement.

2. Elle doit être produite à l'intérieur d'un délai de cinq (5) ans précédant la date de la demande de permis ou de certificat. Le délai de production de l'expertise est ramené à un (1) an précédant la date de la demande de permis ou de certificat dans les cas suivants :

    a) Il y a présence d'un cours d'eau sur le site localisé à l'intérieur des limites d'une zone exposée aux glissements de terrain;

    b) Des recommandations de travaux sont énoncés dans l'expertise afin d'assurer la stabilité du site et la sécurité de la zone d'étude.

        Toutefois, si tous les travaux recommandés spécifiquement pour l'intervention visée par la demande de permis ou de certificat ont été réalisés dans les douze (12) mois de la présentation de cette expertise, le délai d'un (1) an est ramené à cinq (5) ans.

Tableau 30 : Normes applicables à l'usage résidentiel de faible à moyenne densité (unifamilial, bifamilial, trifamilial)

Intervention	Zone de contrainte relative aux glissements de terrain dans les dépôts meubles						
	NA1	NA2	NS1	NS2	NH	RA1-NA2	RA1 sommet RA1 base
	Bâtiment principal – Usage résidentiel de faible à moyenne densité soit à l'usage résidentiel de type unifamilial, bifamilial et trifamilial						
Bâtiment principal • Construction • Reconstruction à la suite d'un glissement de terrain	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 10 mètres • dans la bande de protection à la base du talus	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes
Bâtiment principal • Reconstruction, à la suite d'une cause autre qu'un glissement de terrain, ne nécessitant pas la réfection des fondations (même implantation)	Interdit : • dans le talus • dans la bande de protection à la base du talus	-	Interdit : • dans le talus • dans la bande de protection à la base du talus	Interdit : • dans le talus • dans la bande de protection à la base du talus	Interdit : • dans le talus • dans la bande de protection à la base du talus	-	-
Bâtiment principal • Agrandissement équivalent ou supérieur à 50 % de la superficie au sol • Déplacement sur le même lot rapprochant le bâtiment du talus • Reconstruction, à la suite d'une cause autre qu'un glissement de terrain, nécessitant la réfection des fondations sur une nouvelle implantation rapprochant le bâtiment du talus	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 10 mètres • dans la bande de protection à la base du talus	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit : • dans la marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 10 mètres • dans la bande de protection à la base du talus	-

Intervention	Zone de contrainte relative aux glissements de terrain dans les dépôts meubles						
	NA1	NA2	NS1	NS2	NH	RA1-NA2	RA1 sommet RA1 base
Bâtiment principal • Déplacement sur le même lot ne rapprochant pas le bâtiment du talus • Reconstruction, à la suite d'une cause autre qu'un glissement de terrain, nécessitant la réfection des fondations sur la même implantation ou sur une nouvelle implantation ne rapprochant pas le bâtiment du talus	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est égale à une fois la hauteur du talus jusqu'à concurrence de 40 mètres • dans la bande de protection à la base du talus	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 10 mètres • dans la bande de protection à la base du talus	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de cinq (5) mètres • dans la bande de protection à la base du talus	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 5 mètres • dans la bande de protection à la base du talus	Interdit : • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 10 mètres • dans la bande de protection à la base du talus	-
Bâtiment principal • Agrandissement inférieur à 50 % de la superficie au sol et rapprochant le bâtiment du talus	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est égale à une fois et demie (1 ½) la hauteur du talus jusqu'à concurrence de 20 mètres • dans la bande de protection à la base du talus	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 5 mètres • dans la bande de protection à la base du talus	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est d'une demie (1/2) fois la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres • dans la bande de protection à la base du talus	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit : • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de une demie fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres • dans la bande de protection à la base du talus	Interdit : • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de cinq (5) mètres • dans la bande de protection à la base du talus	-
Bâtiment principal • Agrandissement inférieur à 50 % de la superficie au sol et ne rapprochant pas le bâtiment du talus	Interdit : • dans le talus • dans la bande de protection à la base du talus	Interdit : • dans le talus • dans la bande de protection à la base du talus	Interdit : • dans le talus • dans la bande de protection à la base du talus	Interdit : • dans le talus • dans la bande de protection à la base du talus	Interdit : • dans le talus • dans la bande de protection à la base du talus	Interdit : • dans la bande de protection à la base du talus	-

Intervention	Zone de contrainte relative aux glissements de terrain dans les dépôts meubles						
	NA1	NA2	NS1	NS2	NH	RA1-NA2	RA1 sommet RA1 base
Bâtiment principal • Agrandissement inférieur ou égal à trois (3) mètres mesuré perpendiculairement à la fondation existante et rapprochant le bâtiment du talus	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de cinq (5) mètres • dans la bande de protection à la base du talus	Interdit : • dans le talus • dans la bande de protection à la base du talus	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de cinq (5) mètres • dans la bande de protection à la base du talus	Interdit : • dans le talus • dans la bande de protection à la base du talus	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de cinq (5) mètres • dans la bande de protection à la base du talus	Interdit : • dans la bande de protection à la base du talus	-
Bâtiment principal • Agrandissement par l'ajout d'un 2e étage	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de cinq (5) mètres	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de trois (3) mètres	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de cinq (5) mètres	Interdit : • dans le talus • dans la bande de protection au sommet du talus	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de cinq (5) mètres	Interdit : • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de trois (3) mètres	-
Bâtiment principal • Agrandissement en porte-à-faux dont la largeur mesurée perpendiculairement à la fondation du bâtiment est supérieure ou égale à 1,5 mètre	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une fois la hauteur du talus jusqu'à concurrence de 40 mètres	-	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demi-fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum cinq (5) mètres jusqu'à concurrence de 20 mètres	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demi-fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum cinq (5) mètres jusqu'à concurrence de 20 mètres	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une fois la hauteur du talus jusqu'à concurrence de 40 mètres	-	-

Intervention	Zone de contrainte relative aux glissements de terrain dans les dépôts meubles						
	NA1	NA2	NS1	NS2	NH	RA1-NA2	RA1 sommet RA1 base
Bâtiment principal • Réfection des fondations	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est égale à une fois la hauteur du talus jusqu'à concurrence de 40 mètres • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demi-fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum cinq (5) mètres jusqu'à concurrence de 15 mètres	Interdit : • dans le talus • dans la bande de protection au sommet du talus • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demi-fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum cinq (5) mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de cinq (5) mètres • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de cinq (5) mètres	Interdit : • dans le talus • dans la bande de protection au sommet du talus • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de cinq (5) mètres	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de cinq (5) mètres • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de cinq (5) mètres	Interdit : • dans la bande de protection au sommet du talus • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demi-fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum cinq (5) mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres	-

Intervention	Zone de contrainte relative aux glissements de terrain dans les dépôts meubles						
	NA1	NA2	NS1	NS2	NH	RA1-NA2	RA1 sommet RA1 base
	Bâtiment accessoire ou construction accessoire incluant les piscines – Usage résidentiel de faible à moyenne densité, soit à l'usage résidentiel de type unifamilial, bifamilial et trifamilial						

Intervention	Zone de contrainte relative aux glissements de terrain dans les dépôts meubles						
	NA1	NA2	NS1	NS2	NH	RA1-NA2	RA1 sommet RA1 base
Bâtiment accessoire ou construction accessoire • Construction • Reconstruction • Agrandissement • Déplacement sur le même lot • Réfection des fondations Les seuls bâtiments accessoires ou constructions accessoires associés à l'usage résidentiel, visés par les présentes dispositions sont les suivants : garage, hangar, cabanon, remise, bâtiment pour fermette, abri de jardin, kiosque, pavillon ou serre composée d'une structure permanente. Nonobstant ce qui précède, ne sont pas visés par les présentes dispositions concernant les zones de contraintes relatives aux glissements de terrain dans les dépôts meubles, les bâtiments accessoires ou les constructions accessoires répondant à l'ensemble des conditions suivantes : • le bâtiment accessoire ou la construction accessoire a une superficie de 15 mètres carrés et moins • il ou elle ne nécessite aucun remblai dans le talus ou à son sommet • il ou elle ne nécessite aucun déblai ou excavation dans le talus ou à la base du talus.	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 10 mètres • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demi-fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum cinq (5) mètres jusqu'à concurrence de 15 mètres	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de cinq (5) mètres • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demi-fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum cinq (5) mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de cinq (5) mètres • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à cinq (5) mètres	Interdit : • dans le talus • dans la bande de protection au sommet du talus • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à cinq (5) mètres	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de cinq (5) mètres • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à cinq (5) mètres	Interdit : • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de cinq (5) mètres • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demi-fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum cinq (5) mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres	-

Intervention	Zone de contrainte relative aux glissements de terrain dans les dépôts meubles						
	NA1	NA2	NS1	NS2	NH	RA1-NA2	RA1 sommet RA1 base
Piscine hors terre, réservoir de 2 000 litres et plus hors terre ou bain à remous de 2 000 litres et plus hors terre • Implantation Nonobstant ce qui précède, n'est pas visé par les présentes dispositions concernant les zones de contraintes relatives aux glissements de terrain dans les dépôts meubles, le remplacement d'une piscine hors terre, effectué dans un délai d'un an, implanté au même endroit et possédant les mêmes dimensions que la piscine qu'elle remplace.	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de cinq (5) mètres	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de trois (3) mètres	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de cinq (5) mètres	Interdit : • dans le talus • dans la bande de protection au sommet du talus	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de cinq (5) mètres	Interdit : • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de trois (3) mètres	-
Piscine hors terre ou semi-creusée ou bain à remous de 2 000 litres et plus semi-creusé • Implantation • Remplacement Nonobstant ce qui précède, ne sont pas visés par les présentes dispositions concernant les zones de contraintes relatives aux glissements de terrain dans les dépôts meubles, les piscines hors terre semi-creusées répondant à l'ensemble des conditions suivantes : • le volume enfoui de la piscine hors terre semi-creusée correspond à plus de 50 % de son volume total; • la piscine hors terre ou semi-creusée se localise dans la bande de protection au sommet du talus.	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de cinq (5) mètres • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demi-fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum cinq (5) mètres jusqu'à concurrence de 15 mètres	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de trois (3) mètres • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demi-fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum cinq (5) mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de cinq (5) mètres • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de cinq (5) mètres	Interdit : • dans le talus • dans la bande de protection au sommet du talus • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de cinq (5) mètres	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de cinq (5) mètres • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de cinq (5) mètres	Interdit : • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de trois (3) mètres • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demi-fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum cinq (5) mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres	-

Intervention	Zone de contrainte relative aux glissements de terrain dans les dépôts meubles						
	NA1	NA2	NS1	NS2	NH	RA1-NA2	RA1 sommet RA1 base
Piscine creusée, bain à remous de 2 000 litres et plus creusé, jardin d'eau, étang ou jardin de baignade • Implantation • Remplacement	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demi-fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum cinq (5) mètres jusqu'à concurrence de 15 mètres	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demi-fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum cinq (5) mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de cinq (5) mètres	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de cinq (5) mètres	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de cinq (5) mètres	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demi-fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum cinq (5) mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres	-
	Infrastructures, terrassement et travaux divers						
Infrastructure • Réseau d'aqueduc ou d'égout • Raccordement à un bâtiment existant • Chemin d'accès privé menant à un bâtiment principal • Implantation • Réfection • Mur de soutènement de plus de 1,5 mètre • Implantation • Démantèlement • Réfection	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est égale à une fois la hauteur du talus, jusqu'à concurrence de 40 mètres • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demi-fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum cinq (5) mètres jusqu'à concurrence de 15 mètres	Interdit : • dans le talus • dans la bande de protection au sommet du talus • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demi-fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum cinq (5) mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de cinq (5) mètres • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de cinq (5) mètres	Interdit : • dans le talus • dans la bande de protection au sommet du talus • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de cinq (5) mètres	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de cinq (5) mètres • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de cinq (5) mètres	Interdit : • dans la bande de protection au sommet du talus • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demi-fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum cinq (5) mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres	-

Intervention	Zone de contrainte relative aux glissements de terrain dans les dépôts meubles						
	NA1	NA2	NS1	NS2	NH	RA1-NA2	RA1 sommet RA1 base
Travaux de remblai (permanents ou temporaires) Nonobstant ce qui précède, ne sont pas visés par les présentes dispositions concernant les zones de contraintes relatives aux glissements de terrain dans les dépôts meubles, les travaux de remblai (permanents ou temporaires) dont l'épaisseur est de moins de 30 cm suivant le profil naturel du terrain. Ces travaux peuvent être placés en couches successives à condition que l'épaisseur totale n'excède pas 30 cm.	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est égale à une fois la hauteur du talus, jusqu'à concurrence de 40 mètres	Interdit : • dans le talus • dans la bande de protection au sommet du talus	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de cinq (5) mètres	Interdit : • dans le talus • dans la bande de protection au sommet du talus	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de cinq (5) mètres	Interdit : • dans la bande de protection au sommet du talus	-
Ouvrage de drainage ou de gestion des eaux pluviales (sortie de drain, puits percolant, jardin de pluie) • Implantation • Agrandissement	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est égale à une fois la hauteur du talus, jusqu'à concurrence de 40 mètres	Interdit : • dans le talus • dans la bande de protection au sommet du talus	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de cinq (5) mètres	Interdit : • dans le talus • dans la bande de protection au sommet du talus	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de cinq (5) mètres	Interdit : • dans la bande de protection au sommet du talus	-
Travaux de déblai ou d'excavation (permanents ou temporaires) Nonobstant ce qui précède, ne sont pas visés par les présentes dispositions concernant les zones de contraintes relatives aux glissements de terrain dans les dépôts meubles, les travaux d'excavation (permanents ou temporaires) de moins de 50 cm ou d'une superficie de moins de cinq (5) mètres carrés.	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demi-fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum cinq (5) mètres jusqu'à concurrence de 15 mètres	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demi-fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum cinq (5) mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de cinq (5) mètres	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de cinq (5) mètres	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de cinq (5) mètres	Interdit : • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demi-fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum cinq (5) mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres	-

Intervention	Zone de contrainte relative aux glissements de terrain dans les dépôts meubles						
	NA1	NA2	NS1	NS2	NH	RA1-NA2	RA1 sommet RA1 base
Composante d'un ouvrage de traitement des eaux usées (élément épurateur, champ de polissage, filtre à sable classique, puits d'évacuation, champ d'évacuation) • Implantation • Réfection	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est égale à une fois la hauteur du talus, jusqu'à concurrence de 20 mètres • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demi-fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum cinq (5) mètres jusqu'à concurrence de 15 mètres	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est égale à une fois la hauteur du talus, jusqu'à concurrence de 10 mètres • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demi-fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum cinq (5) mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de cinq (5) mètres • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de cinq (5) mètres	Interdit : • dans le talus • dans la bande de protection au sommet du talus • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de cinq (5) mètres	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est égale à une demie (1/2) fois la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 20 mètres • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de cinq (5) mètres	Interdit : • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est égale à une fois la hauteur du talus, jusqu'à concurrence de 10 mètres • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demi-fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum cinq (5) mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres	-

Intervention	Zone de contrainte relative aux glissements de terrain dans les dépôts meubles						
	NA1	NA2	NS1	NS2	NH	RA1-NA2	RA1 sommet RA1 base
Abattage d'arbres Nonobstant ce qui précède, ne sont pas visés par les présentes dispositions concernant les zones de contraintes relatives aux glissements de terrain dans les dépôts meubles, ce qui suit : • les coupes d'assainissement et de contrôle de la végétation sans essouchement; • lorsque réalisé à l'extérieur du périmètre d'urbanisation, l'abattage d'arbres lorsqu'aucun bâtiment n'est situé dans la bande de protection à la base d'un talus; • les activités d'aménagements forestiers assujettis à la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier (RLRQ, chapitre A- 18.1).	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de cinq (5) mètres	Interdit : • dans le talus	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de cinq (5) mètres	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de cinq (5) mètres	-	-
	Lotissement						
Lotissement destiné à recevoir un bâtiment principal à l'intérieur d'une zone de contraintes relatives aux glissements de terrain dans les dépôts meubles	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit : • dans le talus	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes
	Usage						
Usage sensible dans les zones de contraintes relatives aux glissements de terrain dans les dépôts meubles • Ajout ou changement dans un bâtiment existant	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	-	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes
	Travaux de protection						

Intervention	Zone de contrainte relative aux glissements de terrain dans les dépôts meubles						
	NA1	NA2	NS1	NS2	NH	RA1-NA2	RA1 sommet RA1 base
Travaux de protection contre les glissements de terrain • Implantation • Réfection	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	-
Travaux de protection contre l'érosion • Implantation • Réfection	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demi-fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum cinq (5) mètres jusqu'à concurrence de 15 mètres	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demi-fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum cinq (5) mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de cinq (5) mètres	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de cinq (5) mètres	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de cinq (5) mètres	Interdit : • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demi-fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum cinq (5) mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres	-

Tableau 31 : Normes applicables aux autres usages (usages autres que résidentiels faible à moyenne densité)

Intervention		Zone de contrainte relative aux glissements de terrain dans les dépôts meubles					
	NA1	NA2	NS1	NS2	NH	RA1-NA2	RA1 sommet RA1 base
	Bâtiment principal, bâtiment accessoire et construction accessoire – Autres usages que ceux visés par le tableau 49 du présent règlement et autre qu'un usage agricole						
Bâtiment principal • Construction • Reconstruction	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 10 mètres • dans la bande de protection à la base du talus	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes
Bâtiment principal • Agrandissement • Déplacement sur le même lot	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 10 mètres • dans la bande de protection à la base du talus	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit : • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 10 mètres • dans la bande de protection située à la base du talus	-

Intervention		Zone de contrainte relative aux glissements de terrain dans les dépôts meubles					
	NA1	NA2	NS1	NS2	NH	RA1-NA2	RA1 sommet RA1 base
Bâtiment accessoire ou construction accessoire • Construction • Reconstruction • Agrandissement • Déplacement sur le même lot	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 10 mètres • dans la bande de protection à la base du talus	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit : • dans la marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 10 mètres • dans la bande de protection à la base du talus	-
Bâtiment principal et bâtiment ou construction accessoire • Réfection des fondations	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est égale à une fois la hauteur du talus jusqu'à concurrence de 40 mètres • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demi-fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 15 mètres	Interdit : • dans le talus • dans la bande de protection au sommet du talus • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demi-fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 5 mètres • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres	Interdit : • dans le talus • dans la bande de protection au sommet du talus • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 5 mètres • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres	Interdit : • dans la bande de protection au sommet du talus • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demi-fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres	-
	Bâtiment principal et accessoire ainsi que les ouvrages – Usage agricole						

Intervention		Zone de contrainte relative aux glissements de terrain dans les dépôts meubles					
	NA1	NA2	NS1	NS2	NH	RA1-NA2	RA1 sommet RA1 base
Bâtiment principal, bâtiment accessoire et ouvrage • Construction • Reconstruction • Agrandissement • Déplacement sur le même lot • Réfection des fondations	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est égale à une fois la hauteur du talus, jusqu'à concurrence de 40 mètres • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demi-fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 15 mètres	Interdit : • dans le talus • dans la bande de protection au sommet du talus • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demi-fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 5 mètres • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres	Interdit : • dans le talus • dans la bande de protection au sommet du talus • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 5 mètres • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres	Interdit : • dans la bande de protection au sommet du talus • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demi-fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres	-

Intervention		Zone de contrainte relative aux glissements de terrain dans les dépôts meubles					
	NA1	NA2	NS1	NS2	NH	RA1-NA2	RA1 sommet RA1 base
Sortie de réseau de drains agricoles • Implantation • Réfection Nonobstant ce qui précède, ne sont pas visés par les présentes dispositions concernant les zones de contraintes relatives aux glissements de terrain dans les dépôts meubles, ce qui suit : • La réalisation de tranchées nécessaires à l'installation de drains agricoles • L'implantation et la réfection de drains agricoles si ceux-ci sont effectués selon la technique de type « sortie de drain avec talus escarpé sans accès avec la machinerie » décrite dans la fiche technique du MAPAQ intitulée « Aménagement des sorties de drains », daté de 2008.	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est égale à une fois la hauteur du talus, jusqu'à concurrence de 40 mètres	Interdit : • dans le talus • dans la bande de protection au sommet du talus	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 5 mètres	Interdit : • dans le talus • dans la bande de protection au sommet du talus	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 5 mètres	Interdit : • dans la bande de protection au sommet du talus	-
	Infrastructures, terrassement et travaux divers						

Intervention		Zone de contrainte relative aux glissements de terrain dans les dépôts meubles					
	NA1	NA2	NS1	NS2	NH	RA1-NA2	RA1 sommet RA1 base
Infrastructure • Route, rue, pont, aqueduc, égout, installation de prélèvement d'eau souterraine, réservoir, éolienne, tour de communication, chemin de fer, bassin de rétention, etc. - Implantation pour des raisons autres que de santé ou de sécurité publique Nonobstant ce qui précède, ne sont pas visés par les présentes dispositions concernant les zones de contraintes relatives aux glissements de terrain dans les dépôts meubles, ce qui suit : • Les réseaux électriques ou de télécommunication. Toutefois, si ceux-ci nécessitent des travaux de remblai, de déblai ou d'excavation, les normes établies à cet effet s'appliquent. • Les travaux liés à l'implantation et à l'entretien du réseau d'électricité d'Hydro-Québec.	Interdit : • dans le talus • dans la bande de protection au sommet du talus • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demi-fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 15 mètres	Interdit : • dans le talus • dans la bande de protection au sommet du talus • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demi-fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres	Interdit : • dans le talus • dans la bande de protection au sommet du talus • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres	Interdit : • dans le talus • dans la bande de protection au sommet du talus • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres	Interdit : • dans le talus • dans la bande de protection au sommet du talus • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres	Interdit : • dans la bande de protection au sommet du talus • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demi-fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres	-

Infrastructure • Route, rue, pont, aqueduc, égout, installation de prélèvement d'eau souterraine, réservoir, éolienne, tour de communication, chemin de fer, bassin de rétention, etc. - Implantation pour des raisons de santé ou de sécurité publique - Réfection • Réseau d'aqueduc ou d'égout - Raccordement à un bâtiment existant • Chemin d'accès privé menant à un bâtiment principal (sauf pour usage agricole) - Implantation - Réfection • Mur de soutènement de plus de 1,5 mètre - Implantation - Démantèlement - Réfection Nonobstant ce qui précède, ne sont pas visés par les présentes dispositions concernant les zones de contraintes relatives aux glissements de terrain dans les dépôts meubles, ce qui suit : • Les réseaux électriques ou de télécommunication. Toutefois, si ceux-ci nécessitent des travaux de remblai, de déblai ou d'excavation, les normes établies à cet effet s'appliquent. • Les travaux liés à l'implantation et à l'entretien du réseau d'électricité d'Hydro-Québec.	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est égale à une fois la hauteur du talus, jusqu'à concurrence de 40 mètres • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demi-fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 15 mètres	Interdit : • dans le talus • dans la bande de protection au sommet du talus • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demi-fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de cinq (5) mètres mesurée à partir du sommet du talus. • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres	Interdit : • dans le talus • dans la bande de protection au sommet du talus • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de cinq (5) mètres mesurée à partir du sommet du talus. • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres	Interdit : • dans la bande de protection au sommet du talus • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demi-fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres	-
Travaux de remblai (permanents ou temporaires) Nonobstant ce qui précède, ne sont pas visés par les présentes	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au	Interdit : • dans le talus	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au	Interdit : • dans le talus	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au	Interdit : • dans la bande de protection au sommet du talus	-

Intervention		Zone de contrainte relative aux glissements de terrain dans les dépôts meubles					
	NA1	NA2	NS1	NS2	NH	RA1-NA2	RA1 sommet RA1 base
dispositions concernant les zones de contraintes relatives aux glissements de terrain dans les dépôts meubles, les travaux de remblai (permanents ou temporaires) dont l'épaisseur est de moins de 30 cm suivant le profil naturel du terrain. Ces travaux peuvent être placés en couches successives à condition que l'épaisseur totale n'excède pas 30 cm.	sommet du talus dont la largeur est égale à une fois la hauteur du talus, jusqu'à concurrence de 40 mètres	• dans la bande de protection au sommet du talus	sommet du talus dont la largeur est de 5 mètres	• dans la bande de protection au sommet du talus	sommet du talus dont la largeur est de 5 mètres		
Ouvrage de drainage ou de gestion des eaux pluviales (sortie de drain, puits percolant, jardin de pluie) • Implantation • Agrandissement • Entreposage	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est égale à une fois la hauteur du talus, jusqu'à concurrence de 40 mètres	Interdit : • dans le talus • dans la bande de protection au sommet du talus	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 5 mètres	Interdit : • dans le talus • dans la bande de protection au sommet du talus	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 5 mètres	Interdit : • dans la bande de protection au sommet du talus	-
Travaux de déblai ou d'excavation (permanents ou temporaires) Nonobstant ce qui précède, ne sont pas visés par les présentes dispositions concernant les zones de contraintes relatives aux glissements de terrain dans les dépôts meubles, les travaux d'excavation (permanents ou temporaires) de moins de 50 cm ou d'une superficie de moins de 5 mètres carrés.	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demi-fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 15 mètres	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demi-fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres	Interdit : • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demi-fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres	-

Intervention		Zone de contrainte relative aux glissements de terrain dans les dépôts meubles					
	NA1	NA2	NS1	NS2	NH	RA1-NA2	RA1 sommet RA1 base
Piscine creusée, bain à remous de 2 000 litres et plus creusé, jardin d'eau, étang ou jardin de baignade Lorsque l'intervention concerne une piscine creusée à des fins publiques, celle-ci doit, en plus de respecter les présentes dispositions, respecter les dispositions concernant les zones de contraintes relatives aux glissements de terrain dans les dépôts meubles relatives aux usages sensibles dans les zones de contraintes relatives aux glissements de terrain dans les dépôts meubles.	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demi-fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 15 mètres	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demi-fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres	Interdit : • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demi-fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres	-
Abattage d'arbres Nonobstant ce qui précède, ne sont pas visés par les présentes dispositions concernant les zones de contraintes relatives aux glissements de terrain dans les dépôts meubles, ce qui suit : • les coupes d'assainissement et de contrôle de la végétation sans essouchement; • lorsque réalisé à l'extérieur du périmètre d'urbanisation, l'abattage d'arbres lorsqu'aucun bâtiment n'est pas situé dans la bande de protection à la base d'un talus; • les activités d'aménagements forestiers assujettis à la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier (RLRQ, chapitre A-18.1).	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 5 mètres	Interdit : • dans le talus	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 5 mètres	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 5 mètres	-	-
	Lotissement						

Intervention		Zone de contrainte relative aux glissements de terrain dans les dépôts meubles					
	NA1	NA2	NS1	NS2	NH	RA1-NA2	RA1 sommet RA1 base
Lotissement destiné à recevoir à l'intérieur d'une zone de contraintes relatives aux glissements de terrain dans les dépôts meubles : • un bâtiment principal autre qu'un bâtiment principal à usage agricole • un usage sensible dans les zones de contraintes relatives aux glissements de terrain dans les dépôts meubles (pour les usages de ce type dont la réalisation se fait à l'extérieur)	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit : • dans le talus	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes
	Usage						
Usage sensible dans les zones de contraintes relatives aux glissements de terrain dans les dépôts meubles ou usage aux fins de sécurité publique • Ajout ou changement d'usage	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	-	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes
Usage résidentiel de type multifamilial (de 4 logements et plus) • Ajout ou changement d'usage dans un bâtiment existant (incluant l'ajout de logements)	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	-	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes
	Travaux de protection						
Travaux de protection contre les glissements de terrain • Implantation • Réfection	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	-

Intervention		Zone de contrainte relative aux glissements de terrain dans les dépôts meubles					
	NA1	NA2	NS1	NS2	NH	RA1-NA2	RA1 sommet RA1 base
Travaux de protection contre l'érosion • Implantation • Réfection	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demi-fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 15 mètres	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demi-fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres	Interdit : • dans le talus • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres	Interdit : • dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demi-fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres	-

Tableau 32 : Famille d'expertise géotechnique requise selon la zone dans laquelle l'intervention est projetée.

Intervention projetée	Zone dans laquelle l'intervention est projetée	Famille d'expertise à réaliser
• Construction et reconstruction à la suite d'un glissement de terrain d'un bâtiment principal – Usage résidentiel de faible à moyenne densité • Construction et reconstruction d'un bâtiment principal – autres usages (sauf agricole)	Zone NA2	2
	Autres zones	1
• Reconstruction d'un bâtiment principal à la suite d'une cause autre qu'un glissement de terrain, ne nécessitant pas la réfection des fondations (même implantation – usage résidentiel de faible à moyenne densité); • Reconstruction d'un bâtiment principal à la suite d'une cause autre qu'un glissement de terrain, nécessitant la réfection des fondations sur une nouvelle implantation rapprochant le bâtiment du talus – usage résidentiel de faible à moyenne densité; • Agrandissement d'un bâtiment principal (tous les types) – usage résidentiel de faible à moyenne densité • Déplacement d'un bâtiment principal sur le même lot rapprochant le bâtiment du talus – usage résidentiel de faible à moyenne densité • Agrandissement d'un bâtiment principal – autres usages (sauf agricole) • Déplacement d'un bâtiment principal sur le même lot – autres usages (sauf agricole) • Construction, reconstruction, agrandissement ou déplacement d'un bâtiment accessoire – autres usages (sauf agricole)	Zone NA2 Zone RA1-NA2	2
	Autres zones	1
• Déplacement d'un bâtiment principal sur le même lot ne rapprochant pas le bâtiment du talus – usage résidentiel de faible à moyenne densité • Reconstruction d'un bâtiment principal à la suite d'une cause autre qu'un glissement de terrain, nécessitant la réfection des fondations sur la même implantation ou sur une nouvelle implantation ne rapprochant pas le bâtiment du talus – usage résidentiel de faible à moyenne densité	Dans la bande de protection à la base et dans le talus des zones NA1, NI, NS1 et NS2	1
	Autres zones	2

Intervention projetée	Zone dans laquelle l'intervention est projetée	Famille d'expertise à réaliser
• Implantation pour des raisons autres que de santé ou de sécurité publique d'une infrastructure (route, rue[8], pont, aqueduc, égout, installation de prélèvement d'eau souterraine, réservoir, éolienne, tour de communications, chemin de fer, bassin de rétention, etc.) • Implantation ou réfection d'un chemin d'accès privé menant à un bâtiment principal (sauf agricole)	Dans la bande de protection au sommet et dans le talus des zones NA1, NI, NS1, NS2 et NH	1
	Zone NA2 Zone RA1-NA2 Dans la bande de protection à la base des talus de toutes les zones	2

[8] Conformément à la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*, les travaux de développement et d'amélioration du réseau routier provincial requièrent un avis de conformité aux objectifs du schéma d'aménagement et de développement ou, le cas échéant, au règlement de contrôle intérimaire. Dans ce cas, la MRC peut émettre son avis sur la foi des expertises géotechniques (avis, évaluation, rapport, recommandation, etc.) produites par le Service de la géotechnique et de la géologie du ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDET) ou réalisées par un mandataire du MTMDET, lesquelles respectent les critères énoncés au présent cadre normatif.

Intervention projetée	Zone dans laquelle l'intervention est projetée	Famille d'expertise à réaliser
• Construction, reconstruction, agrandissement, déplacement sur le même lot ou réfection des fondations d'un bâtiment principal ou accessoire ou d'un ouvrage – usage agricole • Construction, reconstruction, agrandissement ou déplacement sur le même lot d'un bâtiment accessoire – usage résidentiel de faible à moyenne densité • Réfection des fondations d'un bâtiment principal ou accessoire (sauf agricole) • Implantation ou réfection d'une sortie de réseau de drains agricoles • Travaux de remblai, de déblai ou d'excavation • Piscine, bain à remous ou réservoir de 2 000 litres et plus (hors terre, creusé ou semi-creusé), jardin d'eau, étang ou jardin de baignade • Implantation et agrandissement – entreposage • Implantation et agrandissement d'un ouvrage de drainage ou de gestion des eaux pluviales • Abattage d'arbres • Réfection, implantation pour des raisons de santé ou de sécurité publique d'infrastructures (route, rue, point, aqueduc, égout, installation de prélèvement d'eau souterraine, réservoir, éolienne, tour de communications, chemin de fer, bassin de rétention, etc.) ou raccordement d'un réseau d'aqueduc ou d'égout à un bâtiment principal • Implantation, démantèlement ou réfection d'un mur de soutènement de plus de 1,5 mètre • Composante d'un ouvrage de traitement des eaux usées • Implantation ou réfection / travaux de protection contre l'érosion	Toutes les zones	2
• Ajout ou changement dans un bâtiment existant – usage sensible ou aux fins de sécurité publique • Ajout ou changement d'usage dans un bâtiment existant (incluant ajout de logement) – usage résidentiel multifamilial	Toutes les zones	1
• Lotissement destiné à recevoir un bâtiment principal (sauf agricole) ou un usage sensible	Toutes les zones	3
• Implantation ou réfection / travaux de protection contre les glissements de terrain	Toutes les zones	4

Tableau 33 : Critères d'acceptabilité associés aux familles d'expertise géotechnique

Famille d'expertise			
1	2	3	4
Expertise ayant notamment pour objectif de s'assurer que l'intervention projetée n'est pas susceptible d'être touchée par un glissement de terrain	Expertise ayant pour unique objectif de s'assurer que l'intervention projetée n'est pas susceptible de diminuer la stabilité du site ou de déclencher un glissement de terrain	Expertise ayant pour objectif de s'assurer que le lotissement est fait de manière sécuritaire pour les futurs constructions ou usages	Expertise ayant pour objectif de s'assurer que les travaux de protection contre les glissements de terrain sont réalisés selon les règles de l'art
Conclusion de l'expertise			
L'expertise doit confirmer que : • L'intervention projetée ne sera pas menacée par un glissement de terrain; • L'intervention projetée n'agira pas comme facteur déclencheur d'un glissement de terrain en déstabilisant le site et les terrains adjacents; • L'intervention projetée et son utilisation subséquente ne constitueront pas des facteurs aggravants, en diminuant indûment les coefficients de sécurité des talus concernés.	L'expertise doit confirmer que : • L'intervention projetée n'agira pas comme facteur déclencheur d'un glissement de terrain en déstabilisant le site et les terrains adjacents; • L'intervention projetée et son utilisation subséquente ne constitueront pas des facteurs aggravants, en diminuant indûment les coefficients de sécurité des talus concernés.	L'expertise doit confirmer que : • À la suite du lotissement, la construction de bâtiments ou l'usage projetée pourra se faire d'une manière sécuritaire à l'intérieur de chacun des lots concernés.	L'expertise doit confirmer que : • Les travaux projetés protègeront l'intervention projetée ou le bien existant d'un glissement de terrain ou de ses débris; • L'ensemble des travaux n'agiront pas comme facteur déclencheur d'un glissement de terrain en déstabilisant le site et les terrains adjacents; • L'ensemble des travaux n'agiront pas comme facteurs aggravants en diminuant indûment les coefficients de sécurité des talus concernés.
Recommandations			

L'expertise doit faire état des recommandations suivantes; • Si nécessaire, les travaux de projection contre les glissements de terrain à mettre en place (si des travaux de projection contre les glissements de terrain sont proposés, ceux-ci doivent faire l'objet d'une expertise géotechnique répondant aux exigences de la famille d'expertise no. 4); • Les précautions à prendre afin de ne pas déstabiliser le site.	L'expertise doit faire état des recommandations suivantes; • Les méthodes de travail et la période d'exécution afin d'assurer la sécurité des travailleurs et de ne pas déstabiliser le site durant les travaux; • Les précautions à prendre afin de ne pas déstabiliser le site pendant et après les travaux; • Les travaux d'entretien à planifier dans le cas de mesures de protection passives. Les travaux de protection contre les glissements de terrain doivent faire l'objet d'un certificat de conformité à la suite de leur réalisation.
Note : Pour la réalisation des expertises géotechniques, des lignes directrices destinées aux ingénieurs sont définies au document d'accompagnement.	
Validité de l'expertise	
L'expertise est valable pour les durées suivantes : • Un (1) an après sa production pour les travaux de protection contre les glissements de terrain situés en bordure d'un cours d'eau; • Cinq (5) ans après sa production pour toutes les autres interventions. Dans les cas où la réalisation d'une intervention) ex. : la construction d'un bâtiment) est conditionnelle à la réalisation des travaux de protection contre les glissements de terrain et l'autre intervention projetée doivent faire l'objet de deux permis distincts. Ceci vise à assurer que la réalisation des travaux de protection contre les glissements précède la réalisation des autres interventions.	

Section 8.4 : Dispositions particulières relatives aux zones AD-2, AD-5, AD-10, F-1, F-2 et F-3

8.4.1 : Dispositions particulières relatives aux zones AD-2, AD-5, AD-10, F-1 et F-2

Dans les zones AD-2, AD-5, AD-10, F-1 et F-2 dont les terrains sont situés à l'extérieur de la cartographie des zones exposées aux glissements de terrain :

1. Tout nouveau bâtiment principal résidentiel ou l'agrandissement d'un bâtiment principal résidentiel existant situé en haut d'un talus doit être situé à une distance minimale équivalente à 2 fois la hauteur du talus jusqu'à concurrence de 40 mètres, et ce, mesuré à partir du haut du talus.

2. Tout nouveau bâtiment principal résidentiel ou l'agrandissement d'un bâtiment principal résidentiel existant situé en bas d'un talus doit être situé à une distance minimale équivalente à 2 fois la hauteur d'un talus jusqu'à concurrence de 40 mètres, et ce, mesuré à partir à la base du talus.

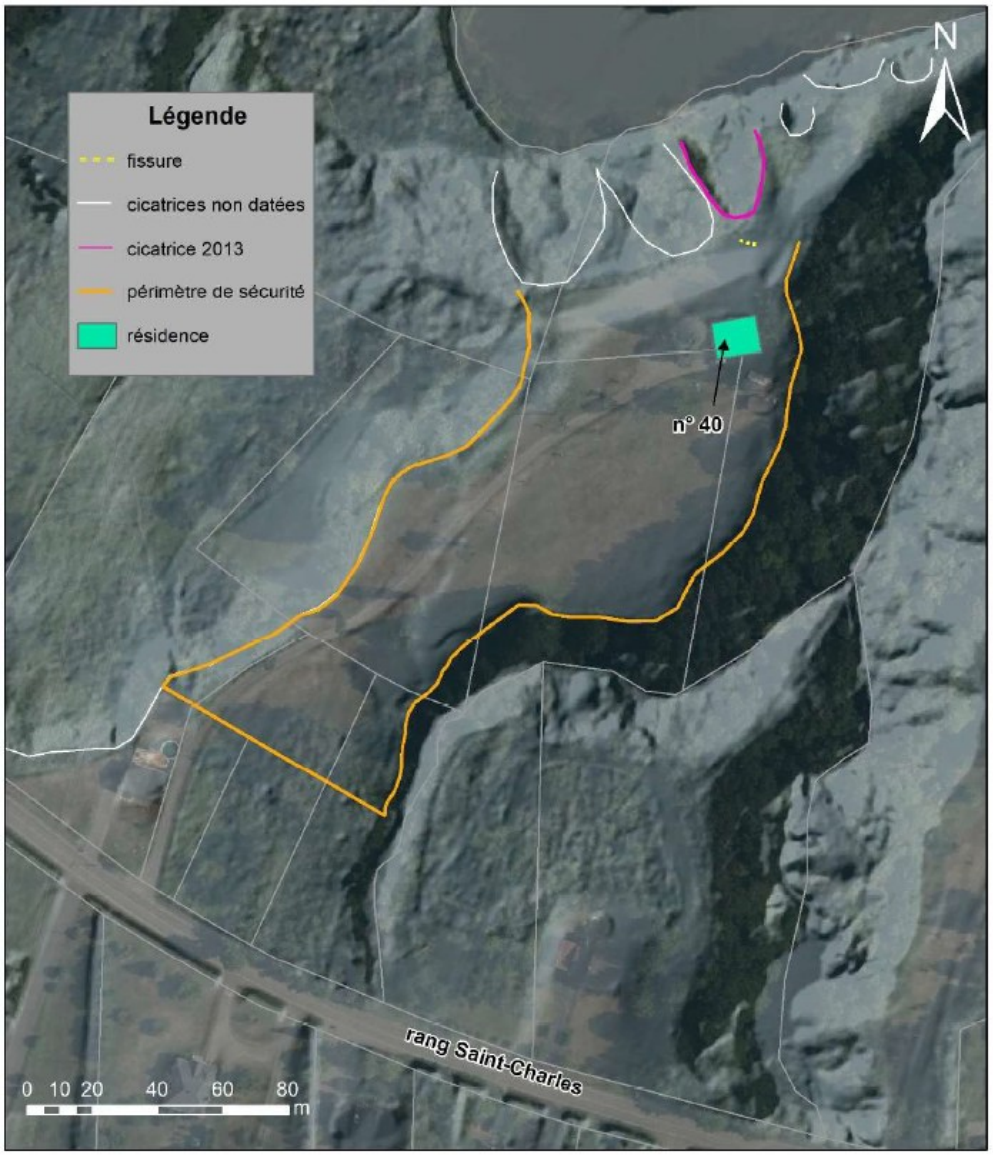
8.4.2 : Dispositions particulières relatives à la zone F-3

Dans la zone F-3, lorsque situé dans la section en jaune représentée comme étant un « périmètre de sécurité » dans la Figure 88 ci-bas, la construction ou la reconstruction d'un bâtiment principal est prohibée.

Dans le cas où le « périmètre de sécurité » est retiré par le ministère de la Sécurité publique, les dispositions du cadre normatif pour le contrôle de l'utilisation du sol dans les zones de contraintes relatives aux glissements de terrain dans les dépôts meubles sont applicables, en accordant la priorité à la zone de contraintes la plus contraignante des normes qui sont décrites aux dispositions relatives aux zones exposées aux mouvements de terrain de type NA1, NA2, RA1 et fortement rétrogressifs selon les interventions projetées et sa situation.

Nonobstant les dispositions de la présente section, il est spécifiquement interdit de construire ou de reconstruire un bâtiment principal sur les lots 3 572 077, 3 572 079 et 3 572 080.

Figure 8 : Zone exposée aux glissements fortement rétrogressifs RA1



Section 8.5 : Dispositions relatives aux carrières, sablières et gravière

8.5.1 : Champ d'application

Lorsqu'autorisé à la grille des spécifications, les carrières, sablières et gravière (code d'usage EX1) doivent être conformes aux dispositions de la présente section, en plus des dispositions prévues à la *Loi sur la qualité de l'environnement* et à la réglementation provinciale applicable en la matière.

8.5.2 : Conditions d'implantation

1. Toute nouvelle implantation d'une carrière, sablière et gravière est prohibée sur l'ensemble du territoire municipal;

2. L'agrandissement d'une carrière, sablière et gravière est autorisé. Il doit se faire sur une même propriété foncière;

3. Pour exploiter ou agrandir une carrière ou une sablière permise à l'intérieur des zones AD, AM ou F, un certificat d'autorisation, délivré par le ministère de l'Environnement sera nécessaire;

4. La superficie de l'aire d'exploitation ne doit en aucun temps être supérieure à 85% de l'aire du terrain.

5. L'entreposage extérieur de matériaux ou d'équipements est permis, à condition que le site ne soit pas visible des voies publiques ;

6. Il est interdit d'amonceler, hors d'une sablière, de la pierre, du sable, du gravier, ou de la terre, sauf à une distance d'au moins trente (30) mètres du pourtour de l'excavation. L'amoncellement ne peut avoir plus de six (6) mètres au-dessus du niveau naturel du sol ;

7. Le terrain peut être nivelé en supprimant les butes, collines et monticules. Toutefois, au pourtour du terrain, le dénivellement artificiel est prohibé ;

8. Une voie d'accès menant au site de l'exploitation doit être aménagée en suivant un tracé présentant des courbes de façon à ce que l'aire d'exploitation ne soit pas visible à partir de la rue;

9. Le chemin d'accès à l'aire d'exploitation doit être asphalté ou recouvert d'un abat-poussière;

10. L'aire d'exploitation doit être dissimulée à la vue depuis la voie publique par une zone tampon formée d'une bande de végétation arbustive et arborescente formée d'arbres d'au moins 2,5 cm de diamètre, calculé à 30 cm du sol à raison d'un arbre à tous les 20 mètres carrés pour toute la superficie de la marge minimum fixée

à l'article précédent, entre l'aire d'exploitation et la voie publique ou par un talus de terre gazonné d'une hauteur minimale de 2,50 mètres avec aménagement paysager.

8.5.3 : Marge d'isolement d'une aire d'exploitation d'une carrière, sablière ou gravière

Aucune nouvelle résidence ne peut être construite à moins de 600 mètres de l'aire d'exploitation de toute carrière ou mine à ciel ouvert, sauf s'il s'agit d'une habitation appartenant ou louée au propriétaire ou à l'exploitant de la carrière ou de la mine.

Aucune nouvelle résidence ne peut être construite à moins de 150 mètres de l'aire d'exploitation de toute sablière, sauf s'il s'agit d'une habitation appartenant ou louée au propriétaire ou à l'exploitant de la sablière.

L'aire d'exploitation d'une carrière, d'une sablière ou d'une gravière et tout agrandissement de celle-ci doit respecter les distances minimales suivantes :

Tableau 34 : Marge d'isolement de l'aire d'exploitation des activités d'extraction

Distance minimale d'un / d'une	Aire d'exploitation d'une carrière	Aire d'exploitation d'une sablière ou gravière
Ligne de terrain	10 m	10 m
Voie publique ou privée ouverte à la circulation publique	70 m	35 m
Cours d'eau/lac	30 m	30 m

Section 8.6 : Dispositions relatives aux terrains contaminés

8.6.1 : Champ d'application

La présente section s'applique à tout nouveau projet de construction localisé sur un terrain contaminé.

8.6.2 : Documents requis pour une demande de construction

Tout nouveau projet localisé sur un terrain contaminé doit être assujetti aux dispositions de l'article 3.2.2 du règlement sur les permis et certificats de la municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan.

Section 8.7 : Dispositions relatives aux zones de bruit routier pour l'Autoroute 25

8.7.1 : Champ d'application

Les dispositions de la présente section s'appliquent aux terrains entièrement inclut à l'intérieur d'une zone de bruit routier, telle qu'identifiée au *plan de zonage*.

La zone est établie par le corridor formé par une largeur de 210 mètres de part et d'autre de l'autoroute 25, mesurée à partir de l'emprise.

Pour les fins d'application de la présente section, une habitation, un établissement institutionnel de santé ou d'éducation et récréative extérieure sont considérés comme un usage sensible.

8.7.2 : Interdiction d'implantation d'un usage sensible

L'implantation d'un usage sensible est interdite à l'intérieur d'une zone de bruit routier.

8.7.3 : Cas d'exception relatifs à l'implantation d'un usage sensible

Nonobstant l'article qui précède, il est possible d'implanter un usage sensible sur un terrain entièrement inclut à l'intérieur d'une zone de bruit routier dans les cas et aux conditions suivantes :

1. Dans le cas où la preuve établie par un spécialiste en acoustique indique que le terrain se retrouvant à l'intérieur d'une zone de bruit routier respecte un niveau sonore ambiant à un seuil inférieur à 55 dBA Leq, 24h;

2. Dans le cas où des mesures d'atténuation sont prévues afin de réduire le niveau sonore ambiant à un seuil inférieur à 55 dBA Leq, 24h. Dans ce cas, les documents suivants doivent être soumis à la municipalité lors de la demande de permis, certificat d'autorisation ou de certificat d'occupation :

    a) Une étude de pollution sonore réalisée par un professionnel compétent en la matière et comprenant une analyse acoustique permettant d'évaluer avec précision le degré de perturbation à l'intérieur des limites du terrain;

    b) Un document décrivant les mesures de mitigation prévues afin de réduire les niveaux sonores à un niveau égal ou inférieur à 55 dBA Leq, 24h;

    c) Une fois les documents précédents fournis à la municipalité, et approuvés par cette dernière, le requérant doit fournir les documents suivants avant de recevoir le ou les permis de construction, certificats

d'autorisation ou certificats d'occupation pour le ou les usages sensibles projetés dans la zone affectée par le bruit routier : Les plans et devis d'exécution des ouvrages de mitigation prévus, produits par un professionnel spécialisé et un engagement écrit du requérant de réaliser les ouvrages de mitigation selon les plans et devis soumis, préalablement à l'occupation des constructions.

Section 8.8 : Dispositions relatives aux lignes de transport d'électricité à haute tension

8.8.1 : Autorisation préalable

Avant l'acceptation de tout nouveau plan de lotissement de dix (10) terrains et plus, une consultation avec Hydro-Québec et le ministère des Transports du Québec est obligatoire.

Avant l'acceptation de tous travaux ou aménagements (ex : piste cyclable, plantation, etc.) dans une emprise d'une ligne de transport d'énergie électrique, une autorisation écrite de la part d'Hydro-Québec est obligatoire.

8.8.2 : Dispositions applicables à l'emprise d'une ligne de transport électrique

Aucune construction permanente ou accessoire (remise, piscine, etc.) ne peut être implantée dans une emprise d'une ligne de transport d'énergie électrique. Toutefois, des travaux d'embellissement ou de terrassement sont permis s'il s'agit de stationnement ou de planter des arbres à croissance limitée (lilas, vinaigriers, etc.) ou encore y pratiquer diverses cultures, et ce, avec une autorisation écrite de la part d'Hydro-Québec.

Section 8.9 : Dispositions relatives aux étangs aérés

8.9.1 : Champ d'application

Les dispositions de la présente section s'appliquent aux étangs aérés et usines d'épuration par boues activées tel qu'identifié au *plan de zonage*.

8.9.2 : Dispositions relatives aux étangs aérés

Toute construction résidentielle est interdite dans un rayon minimal de 100 mètres autour des étangs aérés ou usines d'épuration par boues activées des systèmes d'épuration des eaux.

Section 8.10 : Dispositions relatives au groupe d'usages « Industrie (I) »

8.10.1 : Champ d'application

Les dispositions de la présente section s'appliquent à tout terrain occupé par un usage du groupe « Industrie (I) ».

8.10.2 : Normes de protection de l'environnement

Un terrain occupé par un usage du groupe « Industrie (I) » doit respecter les conditions d'exercice suivantes :

1. L'intensité du bruit moyen permissible à 1,5 mètres des limites extérieures d'un terrain occupé par un usage industriel est établie dans le tableau ci-après :

Tableau 35 : Intensité permissible du bruit moyen aux limites de certains usages

Aux limites d'un usage	Nombre de décibels
Industriel	70 dBA
Commercial ou public	60 dBA
Habitation	Niveau de jour : 55 dBA
	Niveau de nuit : 45 dBA

2. L'émission de fumée, de quelque source que ce soit, ne doit pas excéder la densité décrite et intitulée numéro 2 de la référence "Ringelmann Smoke Chart" IC Bureau of Mines, Information Circular 8833, apparaissant à l'annexe 1 jointe au présent règlement pour en faire partie intégrante.

3. La densité de la poussière et des cendres ne doit pas dépasser 3 grains par pied cube de gaz de fumée à une température de cheminée de 500°F, et un tamis de gaz métallique 325 US Standard, ne doit pas retenir plus de deux grains de cette quantité mesurée lorsque le surplus d'air dans la cheminée tirant à pleine capacité ne dépasse pas 50 %.

Section 8.11 : Dispositions relatives à la protection des points de captage d'eau souterraine ou de surface

8.11.1 : Champ d'application

La présente section s'applique aux points de captage d'eau souterraine ou de surface identifiés au plan d'urbanisme de la municipalité.

8.11.2 : Dispositions relatives aux usages résidentiels non desservis

Tout usage résidentiel non desservis par des égouts et localisés à proximité d'un point de captage communautaire d'eau souterraine doit respecter les dispositions suivantes :

1. L'usage résidentiel non desservis doit être localisé à un minimum de 30 mètres du point de captage communautaire d'eau souterraine ou de surface ;

2. L'usage résidentiel non desservis doit respecter les dispositions du *Règlement sur l'évaluation et le traitement des eaux usées des résidences isolées* (Q-2, r.8).

CHAPITRE 9 : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À LA ZONE AGRICOLE

Section 9.1 : Dispositions générales

9.1.1 : Champ d'application

Les dispositions du présent chapitre s'appliquent à la zone agricole décrétée telle que délimitée par le Décret numéro 780-88 du 18 mai 1988, ainsi que par les décisions de la *Commission de la protection du territoire agricole du Québec* relatives aux inclusions et aux exclusions à la zone agricole. Les normes d'implantation font référence aux pouvoirs prévus aux paragraphes 3°, 4° et 5° de l'article 113 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*.

9.1.2 : Dispositions relatives à la détermination des distances séparatrices relatives à la gestion des odeurs en milieu agricole

Dans la zone agricole décrétée, la construction, l'agrandissement, l'aménagement et l'occupation de toute unité d'élevage, de tout lieu d'entreposage d'engrais de ferme, de toute maison d'habitation et de tout immeuble protégé, de même que l'épandage des engrais de ferme, sont assujettis aux dispositions relatives aux distances séparatrices relatives aux unités d'élevage du présent règlement.

Ces dispositions relatives aux distances séparatrices s'appliquent en vertu et selon les dispositions prévues à la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles*.

Les dispositions s'intéressent aux inconvénients relatifs aux odeurs dues aux pratiques agricoles et l'ensemble des paramètres proposés ne touche pas aux aspects reliés au contrôle de la pollution. Ces dispositions n'ont pas pour effet de soustraire les producteurs et productrices agricoles à l'obligation de respecter les normes environnementales contenues dans les réglementations spécifiques du Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs du Québec.

Les dispositions suivantes ne visent que les odeurs causées par les pratiques agricoles et ne sont donc pas applicables aux fermettes.

9.1.3 : Dispositions relatives aux usages en zone agricole

Les activités agricoles, telles que définies dans la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles*, sont autorisées dans la zone agricole, sous réserve de l'application des dispositions générales relatives à la zone agricole. Les usages non agricoles, conformes au présent règlement sont également autorisés, sous réserve d'une autorisation de la Commission de la protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ)

Toutefois, le présent règlement ne peut avoir pour effet d'interdire ou de restreindre l'implantation ou l'agrandissement d'une unité d'élevage, si la localisation est conforme aux dispositions du présent chapitre.

9.1.4 : Dispositions relatives aux bâtiments agricoles

L'implantation d'un bâtiment agricole est autorisée sans qu'il y ait un bâtiment principal sur le terrain. L'implantation d'un bâtiment agricole doit respecter les conditions suivantes :

1. La distance minimale à respecter par rapport à l'emprise d'une voie publique est fixée à 12,20 mètres. Toutefois, si le bâtiment agricole est muni d'une aire de chargement ou de déchargement, le bâtiment doit être implanté à un minimum de 20 mètres de l'emprise de la voie publique;

2. Le dégagement minimum entre un bâtiment agricole et :

    a) Une habitation voisine est fixé à 15,0 mètres;

    b) L'habitation principale située sur le même terrain est fixé à 4,0 mètres;

    c) Un autre bâtiment agricole est fixé à 3,10 mètres;

    d) Un bâtiment accessoire est fixé à 3,10 mètres;

    e) Une ligne latérale et arrière de terrain est fixée à 4,0 mètres

3. Dans le cas des bâtiments de forme semi-circulaire (arches, dômes ou autres), préfabriqués ou non, en tôle galvanisée et/ou en toile ou tout autre matériau, ils doivent être implantés à un minimum de 65 mètres de l'emprise de la voie publique.

4. Pour toute nouvelle production et nouvel emplacement incluant l'agrandissement relatif à l'usage de culture du cannabis, la distance minimale entre les lieux de la culture et les terrains dont les usages principaux sont résidentiels doit être minimalement de 200 mètres.

9.1.5 : Dispositions relatives aux travaux de déblais et remblais en zone agricole

Les activités de remblai et de déblai en zone agricole visent uniquement à améliorer le potentiel à des fins de culture et/ou d'élevage du terrain dans le cas d'une activité agricole.

Tout remblai doit faire l'objet d'une prescription agronomique et d'un rapport d'exécution.

Section 9.2 : Dispositions relatives aux distances séparatrices

9.2.1 : Paramètres généraux de calcul des distances séparatrices relatives aux installations d'élevage et structures d'entreposage

Les dispositions suivantes s'appliquent à l'établissement d'une distance séparatrice pour toute nouvelle installation d'élevage, à l'agrandissement d'une installation d'élevage ou à l'augmentation du nombre d'unités animales (u.a.) d'une installation d'élevage existante.

La distance séparatrice à respecter entre une installation d'élevage, un immeuble protégé, une maison d'habitation, est établie par la multiplication entre eux des paramètres B, C, D, E, F et G selon la formule suivante :

1. Distance séparatrice = B x C x D x E x F x G.

2. Le paramètre A sert à évaluer le nombre d'unités animales nécessaires pour déterminer la distance de base ou paramètre B.

Les paramètres sont les suivants :

1. Le paramètre A correspond au nombre maximum d'unités animales gardées au cours d'un cycle annuel de production. Il sert à la détermination du paramètre B. Il est établi à l'aide du tableau ci-après.

2. Le paramètre B s'agit de la distance de base. Il est établi en recherchant dans le tableau ci-après la distance de base correspondant à la valeur calculée pour le paramètre A;

3. Le paramètre C s'agit du coefficient (potentiel) d'odeur. Le tableau ci-après présente le coefficient d'odeur selon le groupe ou la catégorie d'animaux en cause;

4. Le paramètre D correspond au type de fumier. Le tableau ci-après fournit la valeur de ce paramètre selon le mode de gestion des engrais de ferme;

5. Le paramètre E correspond au type de projet. Selon qu'il s'agit d'établir une nouvelle installation d'élevage ou d'agrandir une installation d'élevage déjà existante, le tableau ci-après présente les valeurs à utiliser. Un accroissement de 226 unités animales ou plus est assimilé à un nouveau projet. Lorsqu'un établissement d'élevage aura réalisé la totalité du droit de développement que lui confère la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles, ou qu'il voudra accroître son cheptel de plus de 75 unités animales, il pourra bénéficier d'assouplissements au regard des distances séparatrices applicables sous réserve du contenu du tableau numéro 5 jusqu'à un maximum de 225 unités animales.

6. Le paramètre F s'agit du facteur d'atténuation. Ce paramètre tient compte de l'effet atténuant de la technologie utilisée pour entreposer les engrais de fermes (fumiers, lisiers, purins, etc.). Le paramètre F est obtenu par la multiplication des facteurs FB1 Bet FB2B, tels qu'ils apparaissent au tableau ci-après.

7. Le paramètre G s'agit du facteur d'usage. Il est établi en fonction du type d'unité de voisinage considéré. Le tableau ci-après établit la valeur de ce paramètre en fonction des usages considérés.

Les distances séparatrices entre, d'une part l'installation d'élevage et le lieu d'entreposage des fumiers et, d'autre part, un bâtiment non agricole avoisinant, se calculent en établissant une droite imaginaire entre la partie la plus avancée des constructions considérées, à l'exception des galeries, des perrons, des avant-toits, des patios, des terrasses, des cheminées et des rampes d'accès. Dans les situations d'impossibilité de respecter les distances séparatrices susmentionnées, les présentes dispositions peuvent être admissibles à une demande de dérogation mineure.

Aux fins de la détermination du paramètre A sont équivalents à une unité animale les animaux figurant dans le tableau présenté ci-après en fonction du nombre prévu.

Pour toute autre espèce animale, un animal d'un poids égal ou supérieur à 500 kg ou un groupe d'animaux de cette espèce dont le poids total est de 500 kg équivaut à une unité animale.

Lorsqu'un poids est indiqué dans le tableau présenté ci-après, il s'agit du poids de l'animal prévu à la fin de la période d'élevage.

Tableau 36 : Nombre d'unités animales (Paramètre A)

Groupe ou catégorie d'animaux	Nombre d'animaux équivalent à une unité animale
Vache, taureau, cheval	1
Veaux d'un poids de 225 à 500 kg chacun	2
Veaux d'un poids inférieur à 225 kg chacun	5
Porcs d'élevage d'un poids de 20 à 100 kg chacun	5
Porcelets d'un poids inférieur à 20 kg chacun	25
Truies et les porcelets non sevrés dans l'année	4
Poules et coqs	125
Poulets à griller	250
Poulettes en croissance	250
Cailles	1500

Faisans	300
Dindes à griller d'un poids de 5 à 5,5 kg chacune	100
Dindes à griller d'un poids de 8,5 à 10 kg chacune	75
Dindes à griller d'un poids de 13 kg chacune	50
Visons femelles excluant les mâles et les petits	100
Renards femelles excluant les mâles et les petits	40
Moutons et agneaux de l'année	4
Chèvres et chevreaux de l'année	6
Lapins femelles excluant les mâles et les petits	40

Aux fins de la détermination du paramètre A sont équivalents à une unité animale les animaux figurant dans le tableau en fonction du nombre prévu. Lorsqu'un poids est indiqué, il s'agit du poids de l'animal prévu à la fin de la période d'élevage. Pour tout autres espèces animales, un animal d'un poids égal ou supérieur à 500 kg ou un groupe d'animaux de cette espèce dont le poids total est de 500 kg équivaut à une unité animale (u.a.).

Tableau 37 : Distances de base (Paramètre B)

U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.
1	86	61	314	121	389	181	442	241	483	301	518
2	107	62	315	122	390	182	442	242	484	302	518
3	122	63	317	123	391	183	443	243	484	303	519
4	133	64	319	124	392	184	444	244	485	304	520
5	143	65	320	125	393	185	445	245	486	305	520
6	152	66	322	126	394	186	445	246	486	306	521
7	159	67	323	127	395	187	446	247	487	307	521
8	166	68	325	128	396	188	447	248	487	308	522
9	172	69	326	129	397	189	448	249	488	309	522
10	178	70	328	130	398	190	448	250	489	310	523
11	183	71	329	131	399	191	449	251	489	311	523
12	188	72	331	132	400	192	450	252	490	312	524
13	193	73	332	133	401	193	451	253	490	313	524
14	198	74	333	134	402	194	451	254	491	314	525
15	202	75	335	135	403	195	452	255	492	315	525
16	206	76	336	136	404	196	453	256	492	316	526
17	210	77	338	137	405	197	453	257	493	317	526
18	214	78	339	138	406	198	454	258	493	318	527
19	218	79	340	139	406	199	455	259	494	319	527
20	221	80	342	140	407	200	456	260	495	320	528
21	225	81	343	141	408	201	456	261	495	321	528
22	228	82	344	142	409	202	457	262	496	322	529
23	231	83	346	143	410	203	458	263	496	323	530
24	234	84	347	144	411	204	458	264	497	324	530
25	237	85	348	145	412	205	459	265	498	325	531
26	240	86	350	146	413	206	460	266	498	326	531
27	243	87	351	147	414	207	461	267	499	327	532
28	246	88	352	148	415	208	461	268	499	328	532
29	249	89	353	149	415	209	462	269	500	329	533
30	251	90	355	150	416	210	463	270	501	330	533
31	254	91	356	151	417	211	463	271	501	331	534
32	256	92	357	152	418	212	464	272	502	332	534
33	259	93	358	153	419	213	465	273	502	333	535
34	261	94	359	154	420	214	465	274	503	334	535

U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.
35	264	95	361	155	421	215	466	275	503	335	536
36	266	96	362	156	421	216	467	276	504	336	536
37	268	97	363	157	422	217	467	277	505	337	537
38	271	98	364	158	423	218	468	278	505	338	537
39	273	99	365	159	424	219	469	279	506	339	538
40	275	100	367	160	425	220	469	280	506	340	538
41	277	101	368	161	426	221	470	281	507	341	539
42	279	102	369	162	426	222	471	282	507	342	539
43	281	103	370	163	427	223	471	283	508	343	540
44	283	104	371	164	428	224	472	284	509	344	540
45	285	105	372	165	429	225	473	285	509	345	541
46	287	106	373	166	430	226	473	286	510	346	541
47	289	107	374	167	431	227	474	287	510	347	542
48	291	108	375	168	431	228	475	288	511	348	542
49	293	109	377	169	432	229	475	289	511	349	543
50	295	110	378	170	433	230	476	290	512	350	543
51	297	111	379	171	434	231	477	291	512	351	544
52	299	112	380	172	435	232	477	292	513	352	544
53	300	113	381	173	435	233	478	293	514	353	544
54	302	114	382	174	436	234	479	294	514	354	545
55	304	115	383	175	437	235	479	295	515	355	545
56	306	116	384	176	438	236	480	296	515	356	546
57	307	117	385	177	438	237	481	297	516	357	546
58	309	118	386	178	439	238	481	298	516	358	547
59	311	119	387	179	440	239	482	299	517	359	547
60	312	120	388	180	441	240	482	300	517	360	548
361	548	421	575	481	600	541	623	601	643	661	663
362	549	422	576	482	600	542	623	602	644	662	663
363	549	423	576	483	601	543	623	603	644	663	664
364	550	424	577	484	601	544	624	604	644	664	664
365	550	425	577	485	602	545	624	605	645	665	664
366	551	426	578	486	602	546	624	606	645	666	665
367	551	427	578	487	602	547	625	607	645	667	665
368	552	428	578	488	603	548	625	608	646	668	665
369	552	429	579	489	603	549	625	609	646	669	665
370	553	430	579	490	604	550	626	610	646	670	666

U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.
371	553	431	580	491	604	551	626	611	647	671	666
372	554	432	580	492	604	552	626	612	647	672	666
373	554	433	581	493	605	553	627	613	647	673	667
374	554	434	581	494	605	554	627	614	648	674	667
375	555	435	581	495	605	555	628	615	648	675	667
376	555	436	582	496	606	556	628	616	648	676	668
377	556	437	582	497	606	557	628	617	649	677	668
378	556	438	583	498	607	558	629	618	649	678	668
379	557	439	583	499	607	559	629	619	649	679	669
380	557	440	583	500	607	560	629	620	650	680	669
381	558	441	584	501	608	561	630	621	650	681	669
382	558	442	584	502	608	562	630	622	650	682	669
383	559	443	585	503	608	563	630	623	651	683	670
384	559	444	585	504	609	564	631	624	651	684	670
385	560	445	586	505	609	565	631	625	651	685	670
386	560	446	586	506	610	566	631	626	652	686	671
387	560	447	586	507	610	567	632	627	652	687	671
388	561	448	587	508	610	568	632	628	652	688	671
389	561	449	587	509	611	569	632	629	653	689	672
390	562	450	588	510	611	570	633	630	653	690	672
391	562	451	588	511	612	571	633	631	653	691	672
392	563	452	588	512	612	572	634	632	654	692	673
393	563	453	589	513	612	573	634	633	654	693	673
394	564	454	589	514	613	574	634	634	654	694	673
395	564	455	590	515	613	575	635	635	655	695	673
396	564	456	590	516	613	576	635	636	655	696	674
397	565	457	590	517	614	577	635	637	655	697	674
398	565	458	591	518	614	578	636	638	656	698	674
399	566	459	591	519	614	579	636	639	656	699	675
400	566	460	592	520	615	580	636	640	656	700	675
401	567	461	592	521	615	581	637	641	657	701	675
402	567	462	592	522	616	582	637	642	657	702	676
403	568	463	593	523	616	583	637	643	657	703	676
404	568	464	593	524	616	584	638	644	658	704	676
405	568	465	594	525	617	585	638	645	658	705	676
406	569	466	594	526	617	586	638	646	658	706	677

U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.
407	569	467	594	527	617	587	639	647	658	707	677
408	570	468	595	528	618	588	639	648	659	708	677
409	570	469	595	529	618	589	639	649	659	709	678
410	571	470	596	530	619	590	640	650	659	710	678
411	571	471	596	531	619	591	640	651	660	711	678
412	572	472	596	532	619	592	640	652	660	712	679
413	572	473	597	533	620	593	641	653	660	713	679
414	572	474	597	534	620	594	641	654	661	714	679
415	573	475	598	535	620	595	641	655	661	715	679
416	573	476	598	536	621	596	642	656	661	716	680
417	574	477	598	537	621	597	642	657	662	717	680
418	574	478	599	538	621	598	642	658	662	718	680
419	575	479	599	539	622	599	643	659	662	719	681
420	575	480	600	540	622	600	643	660	663	720	681
721	681	781	699	841	715	901	731	961	746	1021	760
722	682	782	699	842	715	902	731	962	746	1022	760
723	682	783	699	843	716	903	731	963	746	1023	760
724	682	784	699	844	716	904	731	964	746	1024	761
725	682	785	700	845	716	905	732	965	747	1025	761
726	683	786	700	846	716	906	732	966	747	1026	761
727	683	787	700	847	717	907	732	967	747	1027	761
728	683	788	701	848	717	908	732	968	747	1028	761
729	684	789	701	849	717	909	733	969	747	1029	762
730	684	790	701	850	717	910	733	970	748	1030	762
731	684	791	701	851	718	911	733	971	748	1031	762
732	685	792	702	852	718	912	733	972	748	1032	762
733	685	793	702	853	718	913	734	973	748	1033	763
734	685	794	702	854	718	914	734	974	749	1034	763
735	685	795	702	855	719	915	734	975	749	1035	763
736	686	796	703	856	719	916	734	976	749	1036	763
737	686	797	703	857	719	917	735	977	749	1037	764
738	686	798	703	858	719	918	735	978	750	1038	764
739	687	799	704	859	720	919	735	979	750	1039	764
740	687	800	704	860	720	920	735	980	750	1040	764
741	687	801	704	861	720	921	736	981	750	1041	764
742	687	802	704	862	721	922	736	982	751	1042	765

U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.
743	688	803	705	863	721	923	736	983	751	1043	765
744	688	804	705	864	721	924	736	984	751	1044	765
745	688	805	705	865	721	925	737	985	751	1045	765
746	689	806	706	866	722	926	737	986	752	1046	766
747	689	807	706	867	722	927	737	987	752	1047	766
748	689	808	706	868	722	928	737	988	752	1048	766
749	689	809	706	869	722	929	738	989	752	1049	766
750	690	810	707	870	723	930	738	990	753	1050	767
751	690	811	707	871	723	931	738	991	753	1051	767
752	690	812	707	872	723	932	738	992	753	1052	767
753	691	813	707	873	723	933	739	993	753	1053	767
754	691	814	708	874	724	934	739	994	753	1054	767
755	691	815	708	875	724	935	739	995	754	1055	768
756	691	816	708	876	724	936	739	996	754	1056	768
757	692	817	709	877	724	937	740	997	754	1057	768
758	692	818	709	878	725	938	740	998	754	1058	768
759	692	819	709	879	725	939	740	999	755	1059	769
760	693	820	709	880	725	940	740	1000	755	1060	769
761	693	821	710	881	725	941	741	1001	755	1061	769
762	693	822	710	882	726	942	741	1002	755	1062	769
763	693	823	710	883	726	943	741	1003	756	1063	770
764	694	824	710	884	726	944	741	1004	756	1064	770
765	694	825	711	885	727	945	742	1005	756	1065	770
766	694	826	711	886	727	946	742	1006	756	1066	770
767	695	827	711	887	727	947	742	1007	757	1067	770
768	695	828	711	888	727	948	742	1008	757	1068	771
769	695	829	712	889	728	949	743	1009	757	1069	771
770	695	830	712	890	728	950	743	1010	757	1070	771
771	696	831	712	891	728	951	743	1011	757	1071	771
772	696	832	713	892	728	952	743	1012	758	1072	772
773	696	833	713	893	729	953	744	1013	758	1073	772
774	697	834	713	894	729	954	744	1014	758	1074	772
775	697	835	713	895	729	955	744	1015	758	1075	772
776	697	836	714	896	729	956	744	1016	759	1076	772
777	697	837	714	897	730	957	745	1017	759	1077	773
778	698	838	714	898	730	958	745	1018	759	1078	773

U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.
779	698	839	714	899	730	959	745	1019	759	1079	773
780	698	840	715	900	730	960	745	1020	760	1080	773
1081	774	1141	787	1201	800	1261	812	1321	824	1381	835
1082	774	1142	787	1202	800	1262	812	1322	824	1382	836
1083	774	1143	787	1203	800	1263	812	1323	824	1383	836
1084	774	1144	787	1204	800	1264	812	1324	824	1384	836
1085	774	1145	788	1205	800	1265	813	1325	825	1385	836
1086	775	1146	788	1206	801	1266	813	1326	825	1386	836
1087	775	1147	788	1207	801	1267	813	1327	825	1387	837
1088	775	1148	788	1208	801	1268	813	1328	825	1388	837
1089	775	1149	789	1209	801	1269	813	1329	825	1389	837
1090	776	1150	789	1210	801	1270	814	1330	826	1390	837
1091	776	1151	789	1211	802	1271	814	1331	826	1391	837
1092	776	1152	789	1212	802	1272	814	1332	826	1392	837
1093	776	1153	789	1213	802	1273	814	1333	826	1393	838
1094	776	1154	790	1214	802	1274	814	1334	826	1394	838
1095	777	1155	790	1215	802	1275	815	1335	827	1395	838
1096	777	1156	790	1246	803	1276	815	1336	827	1396	838
1097	777	1157	790	1217	803	1277	815	1337	827	1397	838
1098	777	1158	790	1218	803	1278	815	1338	827	1398	839
1099	778	1159	791	1219	803	1279	815	1339	827	1399	839
1100	778	1160	791	1220	804	1280	816	1340	828	1400	839
1101	778	1161	791	1221	804	1281	816	1341	828	1401	839
1102	778	1162	791	1222	804	1282	816	1342	828	1402	839
1103	778	1163	792	1223	804	1283	816	1343	828	1403	840
1104	779	1164	792	1224	804	1284	816	1344	828	1404	840
1105	779	1165	792	1225	805	1285	817	1345	828	1405	840
1106	779	1166	792	1226	805	1286	817	1346	829	1406	840
1107	779	1167	792	1227	805	1287	817	1347	829	1407	840
1108	780	1168	793	1228	805	1288	817	1348	829	1408	840
1109	780	1169	793	1229	805	1289	817	1349	829	1409	841
1110	780	1170	793	1230	806	1290	818	1350	829	1410	841
1111	780	1171	793	1231	806	1291	818	1351	830	1411	841
1112	780	1172	793	1232	806	1292	818	1352	830	1412	841
1113	781	1173	794	1233	806	1293	818	1353	830	1413	841
1114	781	1174	794	1234	806	1294	818	1354	830	1414	842

U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.
1115	781	1175	794	1235	807	1295	819	1355	830	1415	842
1116	781	1176	794	1236	807	1296	819	1356	831	1416	842
1117	782	1177	795	1237	807	1297	819	1357	831	1417	842
1118	782	1178	795	1238	807	1298	819	1358	831	1418	842
1119	782	1179	795	1239	807	1299	819	1359	831	1419	843
1120	782	1180	795	1240	808	1300	820	1360	831	1420	843
1121	782	1181	795	1241	808	1301	820	1361	832	1421	843
1122	783	1182	796	1242	808	1302	820	1362	832	1422	843
1123	783	1183	796	1243	808	1303	820	1363	832	1423	843
1124	783	1184	796	1244	808	1304	820	1364	832	1424	843
1125	783	1185	796	1245	809	1305	821	1365	832	1425	844
1126	784	1186	796	1246	809	1306	821	1366	833	1426	844
1127	784	1187	797	1247	809	1307	821	1367	833	1427	844
1128	784	1188	797	1248	809	1308	821	1368	833	1428	844
1129	784	1189	797	1249	809	1309	821	1369	833	1429	844
1130	784	1190	797	1250	810	1310	822	1370	833	1430	845
1131	785	1191	797	1251	810	1311	822	1371	833	1431	845
1132	785	1192	798	1252	810	1312	822	1372	834	1432	845
1133	785	1193	798	1253	810	1313	822	1373	834	1433	845
1134	785	1194	798	1254	810	1314	822	1374	834	1434	845
1135	785	1195	798	1255	811	1315	823	1375	834	1435	845
1136	786	1196	799	1256	811	1316	823	1376	834	1436	846
1137	786	1197	799	1257	811	1317	823	1377	835	1437	846
1138	786	1198	799	1258	811	1318	823	1378	835	1438	846
1139	786	1199	799	1259	811	1319	823	1379	835	1439	846
1140	787	1200	799	1260	812	1320	824	1380	835	1440	846
1441	847	1501	857	1561	868	1621	878	1681	889	1741	898
1442	847	1502	858	1562	868	1622	879	1682	889	1742	899
1443	847	1503	858	1563	868	1623	879	1683	889	1743	899
1444	847	1504	858	1564	869	1624	879	1684	889	1744	899
1445	847	1505	858	1565	869	1625	879	1685	889	1745	899
1446	848	1506	858	1566	869	1626	879	1686	889	1746	899
1447	848	1507	859	1567	869	1627	879	1687	890	1747	899
1448	848	1508	859	1568	869	1628	880	1688	890	1748	899
1449	848	1509	859	1569	870	1629	880	1689	890	1749	900
1450	848	1510	859	1570	870	1630	880	1690	890	1750	900

U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.
1451	848	1511	859	1571	870	1631	880	1691	890	1751	900
1452	849	1512	859	1572	870	1632	880	1692	890	1752	900
1453	849	1513	860	1573	870	1633	880	1693	891	1753	900
1454	849	1514	860	1574	870	1634	881	1694	891	1754	900
1455	849	1515	860	1575	871	1635	881	1695	891	1755	901
1456	849	1516	860	1576	871	1636	881	1696	891	1756	901
1457	850	1517	860	1577	871	1637	881	1697	891	1757	901
1458	850	1518	861	1578	871	1638	881	1698	891	1758	901
1459	850	1519	861	1579	871	1639	881	1699	891	1759	901
1460	850	1520	861	1580	871	1640	882	1700	892	1760	901
1461	850	1521	861	1581	872	1641	882	1701	892	1761	902
1462	850	1522	861	1582	872	1642	882	1702	892	1762	902
1463	851	1523	861	1583	872	1643	882	1703	892	1763	902
1464	851	1524	862	1584	872	1644	882	1704	892	1764	902
1465	851	1525	862	1585	872	1645	883	1705	892	1765	902
1466	851	1526	862	1586	872	1646	883	1706	893	1766	902
1467	851	1527	862	1587	873	1647	883	1707	893	1767	903
1468	852	1528	862	1588	873	1648	883	1708	893	1768	903
1469	852	1529	862	1589	873	1649	883	1709	893	1769	903
1470	852	1530	863	1590	873	1650	883	1710	893	1770	903
1471	852	1531	863	1591	873	1651	884	1711	893	1771	903
1472	852	1532	863	1592	873	1652	884	1712	894	1772	903
1473	852	1533	863	1593	874	1653	884	1713	894	1773	904
1474	853	1534	863	1594	874	1654	884	1714	894	1774	904
1475	853	1535	864	1595	874	1655	884	1715	894	1775	904
1476	853	1536	864	1596	874	1656	884	1716	894	1776	904
1477	853	1537	864	1597	874	1657	885	1717	894	1777	904
1478	853	1538	864	1598	875	1658	885	1718	895	1778	904
1479	854	1539	864	1599	875	1659	885	1719	895	1779	904
1480	854	1540	864	1600	875	1660	885	1720	895	1780	905
1481	854	1541	865	1601	875	1661	885	1721	895	1781	905
1482	854	1542	865	1602	875	1662	885	1722	895	1782	905
1483	854	1543	865	1603	875	1663	886	1723	895	1783	905
1484	854	1544	865	1604	876	1664	886	1724	896	1784	905
1485	855	1545	865	1605	876	1665	886	1725	896	1785	905
1486	855	1546	865	1606	876	1666	886	1726	896	1786	906

U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.
1487	855	1547	866	1607	876	1667	886	1727	896	1787	906
1488	855	1548	866	1608	876	1668	886	1728	896	1788	906
1489	855	1549	866	1609	876	1669	887	1729	896	1789	906
1490	856	1550	866	1610	877	1670	887	1730	897	1790	906
1491	856	1551	866	1611	877	1671	887	1731	897	1791	906
1492	856	1552	867	1612	877	1672	887	1732	897	1792	907
1493	856	1553	867	1613	877	1673	887	1733	897	1793	907
1494	856	1554	867	1614	877	1674	887	1734	897	1794	907
1495	856	1555	867	1615	877	1675	888	1735	897	1795	907
1496	857	1556	867	1616	878	1676	888	1736	898	1796	907
1497	857	1557	867	1617	878	1677	888	1737	898	1797	907
1498	857	1558	868	1618	878	1678	888	1738	898	1798	907
1499	857	1559	868	1619	878	1679	888	1739	898	1799	908
1500	857	1560	868	1620	878	1680	888	1740	898	1800	908
1810	909	1930	928	2050	946	2170	963	2290	979	2410	995
1820	911	1940	929	2060	947	2180	964	2300	980	2420	996
1830	913	1950	931	2070	948	2190	965	2310	982	2430	997
1840	914	1960	932	2080	950	2200	967	2320	983	2440	999
1850	916	1970	934	2090	951	2210	968	2330	984	2450	1000
1860	917	1980	935	2100	953	2220	970	2340	986	2460	1001
1870	919	1990	937	2110	954	2230	971	2350	987	2470	1003
1880	920	2000	938	2120	956	2240	972	2360	988	2480	1004
1890	922	2010	940	2130	957	2250	974	2370	990	2490	1005
1900	923	2020	941	2140	958	2260	975	2380	991	2500	1006
1910	925	2030	943	2150	960	2270	976	2390	992		
1920	926	2040	944	2160	961	2280	978	2400	994		

Tableau 38 : Charge d'odeur par groupe ou catégorie d'animaux (Paramètre C)

Groupe ou catégorie d'animaux	Paramètre C
Bovins de boucherie - dans un bâtiment fermé - sur une aire d'alimentation extérieure	 0,7 0,8
Bovins laitiers	0,7
Canards	0,7
Chevaux	0,7
Chèvres	0,7
Dindons - dans un bâtiment fermé - sur une aire d'alimentation extérieure	 0,7 0,8
Lapins	0,8
Moutons	0,7
Porcs	1,0
Poules - poules pondeuses en cage - poules pour la reproduction - poules à griller ou gros poulets - poulettes	 0,8 0,8 0,7 0,7
Renards	1,1
Veaux lourds - veaux de lait - veaux de grain	 1,0 0,8
Visons	1,1
Autres espèces animales	0,8

Pour les autres espères animales, utiliser le paramètre C = 0,8. Ce facteur ne s'applique pas aux chiens, le problème avec ce type d'élevage étant davantage le bruit que les odeurs.

Tableau 39 : Type d'engrais de fumier (Paramètre D)

Mode de gestion des engrais de ferme	Paramètre D
Gestion solide	
Bovins laitiers et de boucherie, chevaux, moutons et chèvres	0,6
Autres groupes ou catégories d'animaux	0,8
Gestion liquide	
Bovins laitiers et de boucherie	0,8
Autres groupe et catégories d'animaux	1,0

Tableau 40 : Type de projet (Paramètre E)

Augmentation jusqu'à… (u.a.)*	Paramètre E	Augmentation jusqu'à… (u.a.)*	Paramètre E
10 ou moins	0,50	146-150	0,69
11-20	0,51	151-155	0,70
21-30	0,52	156-160	0,71
31-40	0,53	161-165	0,72
41-50	0,54	166-170	0,73
51-60	0,55	171-175	0,74
61-70	0,56	176-180	0,75
71-80	0,57	181-185	0,76
81-90	0,58	186-190	0,77
91-100	0,59	191-195	0,78
101-105	0,60	196-200	0,79
106-110	0,61	201-205	0,80
111-115	0.62	206-210	0,81
116-120	0,63	211-215	0,82
121-125	0,64	216-220	0,83
126-130	0,65	221-225	0,84
131-135	0,66	226 et plus	1,00

136-140	0,67	Nouveau projet	1,00
141-145	0,68		

* À considérer selon le nombre total d'animaux auquel on veut porter le troupeau, qu'il y ait ou non agrandissement ou construction de bâtiments. Pour tout projet conduisant à un total de 226 unités animales et plus ainsi que pour tout projet nouveau, le paramètre E=1.

Les normes du présent tableau sont applicables à tout nouveau projet ou à une augmentation du nombre d'unités animales

Tableau 41 : Facteur d'atténuation (Paramètre F)

Technologie	Facteur
Toiture sur le lieu d'entreposage	F1
- absente	1,0
- rigide permanente	0,7
- temporaire (couche de tourbe, couche de plastique)	0,9
Ventilation	F2
- naturelle et forcée avec de multiples sortie d'air	1,0
- forcée avec des sorties d'air regroupées et sorties de l'air au-dessus du toit	0,9
- forcée avec des sorties d'air regroupées et traitement de l'air avec laveurs d'air ou filtres biologique	0,8
Autres technologies	F3
- les nouvelles technologies peuvent être utilisées pour réduire les distances lorsque leur efficacité est éprouvée	Facteur à déterminer lors de l'accréditation

F = F1 x F2 x F3

Tableau 42 : Facteur d'usage (Paramètre G)

Usage considéré	Facteur
Immeuble protégé[1]	1,0
Maison d'habitation	0,5
Périmètre d'urbanisation	1,5

[1] Dans le cas :

- d'un bâtiment principal d'un centre récréatif, de loisir, de sport ou de culture;
- de la limite d'un parc municipal;
- de la limite de la partie de terrain utilisée comme plage publique ou une marina;
- des bâtiments d'une base de plein air ou du bâtiment principal d'un centre d'interprétation de la nature;
- d'un chalet d'un centre de ski ou d'un club de golf;
- d'un bâtiment d'un temple religieux;
- d'un bâtiment d'un théâtre d'été;

- d'un établissement d'hébergement au sens du Règlement sur les établissements touristiques, à l'exception d'un gîte touristique, d'une résidence de tourisme ou d'un meublé rudimentaire;

- d'un bâtiment servant à des fins de dégustation de vins dans un vignoble ou un établissement de restauration de 20 sièges et plus et détenteur d'un permis d'exploitation à l'année ainsi qu'une table champêtre ou toute autre formule similaire lorsqu'elle n'appartient pas au propriétaire ou à l'exploitant des installations d'élevage en cause;

Le paramètre G est égal à 0,5.

9.2.2 : Distances séparatrices relatives aux installations de certains types d'élevage et aux structures d'entreposage par rapport à une aire de protection d'un périmètre d'urbanisation

Malgré toute disposition contraire à la présente section, dans le cas de productions de porcs, de volailles, de renards, veaux de lait ou de visons, la disposition suivante s'applique :

1. Aucune nouvelle installation ni aucune nouvelle structure d'entreposage ne sont autorisées dans un rayon de mille (1 000) mètres autour du périmètre d'urbanisation;

2. Toutefois, les entreprises existantes pourront se conformer aux normes environnementales en érigeant de nouvelles structures d'entreposage dans les aires de protection.

9.2.3 : Distances séparatrices relatives aux installations et aux structures d'entreposage par rapport à une habitation construite avant le 21 juin 2001 et reliée à une exploitation agricole

Malgré toute disposition contraire de la présente section, dans le cas d'une habitation construite avant le 21 juin 2001 et reliée à une exploitation agricole une distance minimale d'un (1) mètre est requise entre une telle habitation et une installation d'élevage ou une structure d'entreposage.

9.2.4 : Distances séparatrices relatives aux installations d'élevage et aux structures d'entreposage par rapport à un immeuble protégé et une maison d'habitation exposée aux vents dominants d'été sud-ouest

Malgré toute disposition contraire de la présente section, dans le cas d'un immeuble protégé et d'une maison d'habitation exposée aux vents dominants d'été sud-ouest, la distance séparatrice calculée selon la formule contenue à l'article 9.2.1 du présent règlement ne s'applique pas pour les productions de suidés, de gallinacés dans un bâtiment, d'anatidés dans un bâtiment ou de dindes dans un bâtiment.

La distance séparatrice à respecter correspond à celle apparaissant au tableau de l'annexe 3 du présent règlement.

9.2.5 : Distances séparatrices relatives aux lieux d'entreposage des engrais de ferme à plus de 150 mètres d'une installation d'élevage

Dans les situations où des engrais de ferme sont entreposés à l'extérieur de l'installation d'élevage, des distances séparatrices doivent être respectées. Elles sont établies en considérant qu'une unité animale (u.a.) nécessite une capacité d'entreposage de vingt (20) mètres cubes (m^3).

Pour trouver la valeur du paramètre A, chaque capacité de réservoir de 1000 mètres cubes (m^3) correspond donc à cinquante (50) unités animales (u.a.). L'équivalence faite, on trouve la valeur B correspondante puis on calcule la distance séparatrice en se basant sur la formule décrite à la partie A ci-dessus. Le tableau ci-après intitulé « Distances séparatrices relatives aux lieux d'entreposage des lisiers situés à plus de 150 mètres d'une installation d'élevage » illustre des cas où C, D et E valent 1, le paramètre G variant selon l'unité de voisinage considérée.

Malgré le premier alinéa du présent article, dans le cas d'une aire de protection d'un périmètre d'urbanisation, la distance séparatrice à respecter entre l'ouvrage d'entreposage d'engrais de ferme et la limite du périmètre d'urbanisation est de 450 mètres pour tout ouvrage d'entreposage d'engrais de ferme relié à l'élevage de porcs, de visons, de renards, de volailles ou de veaux de lait.

Malgré le premier alinéa du présent article, dans le cas d'un périmètre d'urbanisation exposé aux vents dominants d'été sud-ouest, la distance séparatrice à respecter entre l'ouvrage d'entreposage d'engrais de ferme et la limite du périmètre d'urbanisation est de 650 mètres pour tout ouvrage d'entreposage d'engrais de ferme relié à l'élevage de porcs, de visons, de renards, de volailles ou de veaux de lait.

Les distances séparatrices entre, d'une part l'installation d'élevage et le lieu d'entreposage des engrais de ferme et, d'autre part, un bâtiment non agricole avoisinant, se calculent en établissant une droite imaginaire entre la partie la plus avancée des constructions considérées, à l'exception des galeries, des perrons, des avant-toits, des patios, des terrasses, des cheminées et des rampes d'accès.

Tableau 43 : Distance séparatrice relative aux lieux d'entreposage des lisiers situés à plus de 150 mètres d'une installation d'élevage

Capacité d'entreposage ** (mètres cubes)	Distance séparatrice (mètres)		
	Maison d'habitation	Immeuble protégé	Périmètre d'urbanisation
1 000	148	295	443
2 000	184	367	550
3 000	208	416	624
4 000	228	456	684

5 000	245	489	734
6 000	259	517	776
7 000	272	543	815
8 000	283	566	849
9 000	294	588	882
10 000	304	607	911

* Pour les fumiers, multiplier les distances ci-dessous par 0,8.

** Pour d'autres capacités d'entreposage, faire les calculs nécessaires en utilisant une règle de proportionnalité ou les données du paramètre A.

9.2.6 : Distances séparatrices relatives à l'épandage des engrais de ferme

Le calcul des distances relatives à l'épandage des engrais de ferme se fait à l'aide de tableau suivant. L'utilisation du gicleur et de la lance (canon) est prohibée.

Tableau 44 : Distances séparatrices relatives à l'épandage des engrais de ferme

			Distance requise de toute maison d'habitation, d'un périmètre d'urbanisation ou d'un immeuble protégé (mètre)	
Type	Mode d'épandage		15 juin au 15 août	Autre temps
Lisier	Aéroaspersion (citerne)	Lisier laissé en surface plus de 24 h	75	25
		Lisier incorporé en moins de 24 h	25	X
	Aspersion	Par rampe	25	X
		Par pendillard (1)	X	X
	Incorporation simultanée		X	X
Fumier	Frais laissé en surface plus de 24 h		75	X
	Frais, incorporé en moins de 24 h		X	X
	Compost		X	X

Notes :

La présence d'un X dans cette case signifie qu'il est permis d'épandre jusqu'à la limite du champ.

Le tableau ci-dessus ne s'applique pas dans le cas des parties de périmètres d'urbanisation non occupées. Dans ce cas, l'épandage est permis jusqu'aux limites du champ.

(1) Accessoire tubulaire dont est munie une rampe d'épandage et qui permet de déposer le lisier directement sur le sol.

9.2.7 : Principe de réciprocité

Les distances séparatrices à respecter sont applicables dans les deux sens: c'est le principe de la réciprocité. S'il y a un usage agricole voisin et préexistant au moment où on désire établir un usage non agricole en zone blanche contiguë à la zone verte, la distance à respecter est la même que si on avait été dans la situation inverse, c'est-à-dire celle qui aurait été nécessaire de préserver si l'usage non agricole voisin avait préexisté à l'implantation de l'usage agricole en question.

Par ailleurs, afin de maintenir un certain potentiel de développement aux entreprises de production animale, il convient de fixer en zone verte un seuil de 367 mètres (valeur du paramètre B pour 100 unités animales) qui serait la distance à l'intérieur de laquelle un immeuble protégé ne pourrait pas s'implanter. Les ajustements seraient à appliquer pour une maison d'habitation (184 m), un périmètre urbain (550 m) et un chemin public (37 m).

9.2.8 : Période d'épandage

L'épandage des engrais de ferme est interdit le 24 juin et le 1er juillet.

Section 9.3 : Dispositions relatives aux sites d'accumulation de déchets agricoles et lieux communs d'entreposage de fumier, de lisier ou de purin

9.3.1 : Dispositions applicables aux sites d'accumulation de déchets agricoles

Les sites d'accumulation de déchets agricoles, autres que le fumier, doivent être situés dans une zone tampon d'une distance minimale de 100 mètres de toute habitation, à l'exception de l'épandage pour des fins agricoles. Un talus recouvert de végétation d'une hauteur minimale de trois virgule soixante-dix (3,70) mètres doit être prévu dans la zone tampon.

9.3.2 : Obligation d'obtenir un certificat d'autorisation

Nul ne peut ériger un lieu commun d'entreposage de fumier, de lisier ou de purin à moins d'avoir obtenu du MDDELCC, un certificat d'autorisation à cette fin.

9.3.3 : Normes de localisation

Il est interdit d'établir tout lieu d'entreposage de fumier liquide à moins de 450 mètres d'un puits ou d'une source servant à l'alimentation d'un réseau d'aqueduc.

Nonobstant les normes du présent article, il est interdit d'établir un lieu commun d'entreposage de fumier, de lisier ou de purin à moins de 1000 mètres d'un puits d'alimentation en eau potable ou d'une source servant à l'alimentation d'un réseau d'aqueduc et à moins de 100 mètres de la ligne des hautes eaux.

9.3.4 : Entreposage des fumiers, lisiers ou purins

L'entreposage des fumiers, des lisiers ou des purins est assujetti aux conditions suivantes :

1. Nul ne peut déposer ou rejeter ni permettre le dépôt ou le rejet de fumier, de lisier, de purin ou d'eau contaminée dans l'environnement sauf dans la mesure où ce dépôt ou rejet est effectué conformément aux dispositions du règlement sur la prévention de la pollution des eaux par les établissements de production animale (Q-2, r.18) ainsi qu'aux dispositions de la Loi sur la qualité de l'Environnement (L.R.Q. c.Q-2);

2. Les structures d'entreposage doivent être conçues de façon à être étanches, durables et sécuritaires demanière à ce qu'il n'y ait aucun rejet ou déversement direct dans les cours d'eau. L'étanchéité est aussi requise afin de contrôler l'apport de contaminants vers les eaux souterraines;

3. Le fumier liquide provenant d'un établissement de production animale doit être entreposé dans un réservoir de rétention composé d'une structure de béton armé;

4. Tout lieu d'entreposage doit être placé au-dessus du niveau le plus élevé de la nappe d'eau souterraine, à l'état naturel ou abaissé artificiellement par gravité;

5. Un lieu d'entreposage doit être pourvu sur tout son périmètre extérieur, au niveau ou au-dessus du plancher, d'un drain qui ne communique pas avec le lieu d'entreposage et dont la sortie est reliée à un regard accessible en tout temps pour la prise d'échantillon;

6. La capacité d'un lieu d'entreposage doit être conçue pour recueillir le purin et toutes les eaux contaminées pendant une période minimale de 200 jours. Aucun lieu d'entreposage ne doit être pourvu d'un drain de surplus ou de fond;

7. Un lieu d'entreposage de fumier doit être protégé de sorte que les eaux de ruissellement ne puissent l'atteindre;

8. Tout lieu d'entreposage doit être vidangé;

9. Les documents et les normes à respecter s'appliquent à tous les lieux communs d'entreposage de fumier, de lisier ou de purin;

10. Lors de tout projet d'aménagement du lieu d'entreposage de fumier, de lisier ou de purin provenant de plus d'un établissement de production animale, les normes suivantes sont exigées:

    a) Drain périphérique et regard d'échantillonnage;

    b) Sortie de drain périphérique rigide et grille de protection;

    c) Les structures d'entreposage doivent être entourées d'une clôture de sécurité de 1.5 mètres de hauteur où il y a présence de lisier ou purin, dont le niveau supérieur se situe à moins de 1.5 mètres de la surface du sol.

Section 9.4 : Dispositions particulières applicables aux résidences autorisées à l'intérieur d'un îlot déstructuré

9.4.1 : Champ d'application

La présente section s'applique aux résidences autorisées situées à l'intérieur des zones « Îlot déstructuré (ID) » identifiées au plan de zonage.

9.4.2 : Dispositions applicables à l'intérieur d'un îlot déstructuré

Dans les îlots déstructurés, sont autorisés :

1. Le lotissement, l'aliénation et l'utilisation autre qu'agricole, soit à des fins résidentielles à l'intérieur des limites d'un îlot déstructuré, tel qu'identifié au plan de zonage et conformément à la décision 347933;

2. Les activités agricoles de culture uniquement, à l'exception de la garde de poules pondeuses associée à l'usage domestique;

3. Les usages domestiques;

4. Les droits acquis prévus en vertu des articles 101 à 105 inclusivement de la LPTAAQ;

Une installation d'élevage existante ne peut faire l'objet d'un agrandissement ou d'une augmentation du nombre d'unités animales, sauf dans le cas d'une entreprise bénéficiant d'un droit à l'accroissement consenti par la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles.

Les dispositions relatives aux droits acquis en zone agricole sont prévues à la section 12.5 du présent règlement.

Section 9.5 : Dispositions particulières applicables aux résidences autorisées en zone agricole hors des îlots déstructurés

9.5.1 : Champ d'application

La présente section s'applique aux résidences autorisées situées à l'intérieur des zones agricoles hors des « Îlot déstructuré (ID) » identifiées au plan de zonage.

9.5.2 : Dispositions applicables à l'implantation d'une résidence à l'extérieur d'un îlot déstructuré

L'implantation d'une habitation unifamiliale dans la zone agricole à l'extérieur d'un îlot déstructuré est autorisée dans les cas suivants :

1. Pour donner suite à un droit prévu aux articles 31.1, 40, 101, 103 et 105 de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles;

2. Pour donner suite à un avis de conformité valide, émis par la Commission de protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ), permettant la reconstruction d'une résidence érigée en vertu des articles 31, 101, 103 et 105 de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles;

3. Pour donner suite à une autorisation de la Commission de protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ) ou du Tribunal administratif du Québec (TAQ). Dans ce cas, le formulaire original de déclaration ou d'autorisation doit avoir été signé par la municipalité antérieurement au 22 décembre 2014.

En sus de l'alinéa précédent, une demande à la Commission de protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ) est recevable relativement à l'implantation d'une habitation unifamiliale uniquement dans les cas suivants :

1. Pour déplacer, sur la même unité foncière, une résidence autorisée par la Commission de protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ) ou bénéficiant des droits acquis des articles 101, 103 et 105 ou du droit de l'article 31 de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles, mais à l'extérieur de la superficie bénéficiant de ces droits;

2. Pour permettre la conversion à des fins résidentielles d'une parcelle de terrain autorisée à des fins commerciales, industrielles ou institutionnelles, ou bénéficiant de droits acquis générés par ce type d'usage en vertu des articles 101 et 103 de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles.

Les dispositions relatives aux droits acquis en zone agricole sont prévues à la section 12.5 du présent règlement.

Section 9.6 : Dispositions particulières applicables aux usages autres que résidentiels et agricoles existants protégés par droits acquis en zone agricole

9.6.1 : Dispositions applicables

Les dispositions particulières applicables aux usages autres que résidentiels et agricoles existants protégés par droits acquis en zone agricole doivent respecter la section 12.5 du présent règlement.

Section 9.7 : Dispositions relatives au traitement, à l'entreposage, à l'enfouissement et à l'élimination des matières résiduelles

9.7.1 : Champ d'application

La présente section s'applique au traitement, à l'entreposage, à l'enfouissement et à l'élimination des matières résiduelles.

9.7.2 : Dispositions générales

À l'intérieur des zones agricoles dynamiques les activités de traitement, d'entreposage, d'enfouissement et d'élimination des matières résiduelles sont autorisées aux conditions suivantes :

1. L'usage doit être autorisé à la grille des spécifications dans la zone concernée ;
2. Toutes les autorisations et permis requis par la Commission de la protection du territoire agricole ont été obtenus ;
3. Toutes les autorisations et permis requis par le ministère de l'Environnement du Québec ont été obtenus ;
4. Une bande tampon de cent (100) mètres de toute ligne de terrain doit être prévue : à l'intérieur de cette bande, un talus recouvert de végétation d'une hauteur minimale de 3,70 mètres (12') doit être prévu.

CHAPITRE 10 : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À CERTAINS USAGES, SECTEURS OU ZONES

Section 10.1 : Dispositions relatives aux postes d'essence

10.1.1 : Champ d'application

Les dispositions de la présente section s'appliquent aux postes d'essence.

10.1.2 : Conditions d'exercice

Les usages doivent s'effectuer à l'intérieur du bâtiment à l'exception de la distribution de carburant, la vente de propane et de glace ensachée et autres produits similaires.

Il est interdit de ravitailler les automobiles à l'aide de tuyaux, boyaux et autres dispositifs suspendus et extensibles au-dessus de la voie publique. Les réservoirs doivent être enfouis sous terre, à l'extérieur des bâtiments installés et entretenus conformément aux lois et règlements applicables.

La chaufferie doit être entièrement construite en matériaux incombustibles et la porte d'accès à la chaufferie doit être recouverte de matériaux incombustibles.

10.1.3 : Implantation des bâtiments principaux et accessoires et entrée charretière

Lorsque situées à l'intérieur des zones autorisées, les dispositions suivantes s'appliquent aux postes d'essence :

1. Pour le bâtiment principal, la marge minimale avant est de douze (12) mètres ; les marges minimales latérales et arrière sont de cinq (5) mètres. Dans le cas où le terrain est adjacent à une habitation, une marge minimale de dix (10) mètres. La distance minimale est réduite à quatre (4) mètres si les murs du bâtiment ont une résistance au feu d'au moins quatre (4) heures ;

2. Les pompes à essence doivent être situées à au moins quatre mètres soixante (4,60) centimètres de l'emprise de la rue, à au moins 10 mètres des autres limites du terrain et à cinq (5) mètres du bâtiment principal ;

3. Les îlots des pompes doivent être situés à une distance minimale de :

    a) cinq (5) mètres du bâtiment principal ;

    b) six (6) mètres d'un terrain adjacent ;

4. Les kiosques de perception ou autres bâtiments accessoires pour le service à la clientèle sont prohibés ;

5. La marquise au-dessus des îlots de pompes doit être à un minimum de deux (2) mètres d'une ligne de rue et de quatre (4) mètres d'une ligne de terrain. La hauteur maximale autorisée pour la marquise est fixée à 5,3 mètres ;

6. La hauteur maximale est limitée à deux (2) étages, soit un maximum de six (6) mètres;

7. Le taux d'implantation maximal de l'ensemble des bâtiments, incluant la marquise, sur le terrain est de 50%. La superficie de plancher maximale est de cent (100) mètres carrés ;

8. Nonobstant toute disposition contraire, les entrées charretières à la voie publique sont limitées au nombre de deux (2) par terrain et doivent être espacées d'une distance minimale de cinq (5) mètres ;

9. De plus, au niveau d'une intersection, le triangle de visibilité doit être aménagé de plantation. L'enseigne sur poteau peut y être installée ;

10. Le lave-auto séparé du bâtiment principal doit se construire dans les cours latérales et la marge arrière seulement;

11. Toute la superficie carrossable doit être recouverte d'asphalte, de béton ou de pavé.

10.1.4 : Utilisation des marges et des cours

L'étalage permanent ou temporaire de produits ou accessoires doit être conforme aux dispositions concernant l'étalage et la vente extérieure. L'étalage et l'entreposage d'automobiles neuves ou usagées ou de tous autres véhicules aux fins de vente sont prohibés.

Tout entreposage de véhicules accidentés ou non-fonctionnels, de débris ou de pièces d'automobiles est prohibé.

Les superficies non utilisables et non carrossables doivent être paysagées. Une bande gazonnée d'une largeur minimale de 1,0 mètre doit être prévue autour du terrain. Celles-ci doivent faire l'objet d'un aménagement paysager à l'aide d'arbres, d'arbustes ou d'autres végétaux. Sauf pour les accès, cette bande de verdure doit être continue et aménagée sur toute la largeur. Cette bande de verdure doit être entourée et protégée d'une bordure de béton ou de pierre de 0,15 mètre de hauteur minimale;

Nonobstant toute disposition contraire, une clôture ou une haie d'une hauteur minimale de 1,2 mètre doit être érigée sur la limite de terrain sans toutefois excéder une hauteur de deux (2) mètres. Cette disposition s'applique aux limites de terrain latérales et arrière si le terrain est adjacent à un usage habitation ou institutionnel.

10.1.5 : Raccordement des égouts

Aucune station-service ou autre commerce du même genre ne pourra être raccordé aux égouts de la municipalité sans qu'il soit installé sur le terrain dudit établissement un appareil ou système capable de séparer les corps gras de l'eau avant qu'elle s'écoule dans les égouts. Cet appareil ou système doit être d'un type reconnu et approuvé par l'ACNOR.

10.1.6 : Précautions contre l'incendie

Dans le bâtiment principal, doivent être tenus à la portée de main, deux (2) extincteurs chimiques portatifs de type approuvé par l'ACNOR et le Service des Incendies.

L'essence et le mazout ne doivent être transportés que dans des bidons fermés et pourvus d'un couvercle hermétique.

Les réservoirs d'essence ou de mazout doivent être souterrains et pourvus de pompes de modèle approuvé. Ces réservoirs doivent être installés conformément aux normes du Code de Prévention des Incendies.

10.1.7 : Enfouissement des ressources

Toute demande d'enfouissement des réservoirs contenant des hydrocarbures doit être accompagnée d'une autorisation du ministre de l'Énergie et des Ressources, délivrée en vertu de la Loi sur l'utilisation des produits pétroliers (L.R.Q., c.U-1.1).

Section 10.2 : Dispositions relatives aux salons de bronzage

10.2.1 : Champ d'application

Lorsqu'autorisés à la grille des spécifications, les salons de bronzage (code d'usage P108) doivent respecter les conditions de la présente section.

10.2.2 : Conditions d'implantation

Les dispositions suivantes s'appliquent à l'implantation de tout salon de bronzage :

1. La superficie totale minimum de plancher devant être affectée à de tels usages est de 150 mètres carrés;

2. La superficie totale de plancher doit comprendre l'aménagement des locaux suivants:

    a) Un minimum de deux (2) salles de toilettes pour hommes et femmes séparément;

    b) Un minimum de deux (2) salles de douches pour hommes et femmes séparément;

    c) Une ou plusieurs cellules servant au bronzage. Tout bronzage doit être administré à l'intérieur d'une cellule. Chaque cellule ne peut recevoir qu'un client à la fois. La superficie minimum d'une cellule ne doit pas être inférieure à 5 mètres carrés. Des accès indépendants doivent permettre d'accéder à chacune des cellules sans devoir pénétrer dans une autre cellule. Chaque cellule doit être convenablement isolée des autres cellules par des murs ou cloisons opaques d'un minimum de 2,3 mètres de haut.

Section 10.3 : Dispositions relatives aux antennes pour les usages d'utilité publique

10.3.1 : Champ d'application

Lorsqu'autorisés à la grille des spécifications, les antennes pour les usages d'utilité publique (code d'usage P2) doivent respecter les conditions de la présente section.

10.3.2 : Conditions d'implantation

Les dispositions suivantes s'appliquent à l'installation de toute antenne pour les usages d'utilité publique :

1. Les antennes peuvent être installées sur un bâtiment ou directement au sol ;

2. La hauteur totale autorisée pour une antenne mesurée à partir du niveau moyen du sol ne peut excéder 50 mètres ;

3. Les antennes doivent être implantées à plus de 50 mètres de toute ligne de rue ;

4. Les antennes doivent être implantées à plus de 150 mètres de tout usage habitation, institutionnel ou récréatif ;

5. Un (1) bâtiment accessoire nécessaire au fonctionnement de l'antenne est autorisé. La superficie maximale du bâtiment est fixée à 25 mètres carrés ;

6. Aucun affichage ne peut être installé sur une antenne et son support (incluant les tours) ;

7. Aucune antenne et son support (incluant les tours) ne peuvent comporter de source de lumière autre que les feux de signalisation requis en vertu d'une loi ou d'un règlement ;

Section 10.4 : Dispositions relatives aux maisons mobiles et modulaires

10.4.1 : Normes d'implantation

Les marges avant, latérales et arrière applicables aux maisons mobiles et modulaires respectent les mêmes normes d'un bâtiment principal et sont indiquées dans les *Grilles des spécifications* annexées au présent règlement.

10.4.2 : Normes architecturales et d'aménagement particulières

Lorsque situées à l'intérieur des zones autorisées, les dispositions suivantes s'appliquent aux maisons mobiles et modulaires :

1. Aucune fondation permanente n'est autorisée pour l'aménagement d'une maison mobile ou modulaire;

2. La largeur minimale de la maison mobile est fixée à trois mètres et cinquante (3,50) centimètres. Le vide entre le sol et le dessous de la maison mobile ou modulaire doit obligatoirement être fermé par une jupe sur tout le périmètre de la construction ;

3. La largeur maximale de la maison mobile, incluant les agrandissements, est fixée à 6,5 mètres ;

4. La longueur maximale de l'agrandissement ne peut être supérieure à la longueur de la maison mobile ;

5. Une maison mobile peut être agrandie pour atteindre une superficie maximale d'implantation au sol de 140 mètres carrés ;

6. La superficie minimale d'implantation au sol est de quarante (40) mètres carrés ;

7. Un ancrage d'au moins cinquante-cinq (55) kilogrammes par mètres linéaire de longueur de la maison mobile ou modulaire est obligatoire ;

8. Toute maison mobile ou modulaire qui n'est pas raccordée à l'aqueduc et/ou l'égout municipal ou privé, doit être pourvue d'un système individuel de captage et d'épuration des eaux, conformément aux dispositions de la Loi sur la qualité de l'environnement et aux règlements édictés sous son empire ;

9. Les réservoirs de toutes sortes doivent être de type standard et situés dans la marge arrière. Les réservoirs doivent s'harmoniser avec la maison mobile. Toutefois, tout réservoir à l'huile doit être approuvé par les "Fire Underwriters" et sa base par le service d'incendie de la municipalité;

10. Un aménagement paysager devra être réalisé en façade avant où est installée la maison mobile ou modulaire.

10.4.3 : Ceinture de vide technique

Toute maison mobile doit avoir une ceinture de vide technique ayant un panneau amovible d'une largeur minimale de 91 centimètres et d'une hauteur minimale de 61 centimètres.

Les revêtements extérieurs pour la ceinture de vide technique doivent être de même nature que le revêtement extérieur de la maison mobile.

Cet article ne s'applique pas lorsque la maison mobile est installée sur une fondation en béton coulé.

10.4.4 : Constructions accessoires

Lorsque situées à l'intérieur des zones autorisées, les dispositions suivantes s'appliquent aux constructions accessoires des maisons mobiles et modulaires :

1. Une maison mobile ou une maison modulaire ne peut être pourvue de plus de deux (2) constructions accessoires;

2. Aucun abri pour automobile attaché ou garage privé attaché n'est autorisé ;

3. Aucun abri permanent pour automobiles n'est autorisé ;

4. Aucune fondation permanente n'est autorisée pour l'aménagement d'un abri temporaire pour automobiles ;

5. La longueur d'un abri pour automobile ne doit pas excéder celle de la maison mobile ou modulaire. Sa largeur totale en façade ne doit pas être supérieure à six mètres et cinquante (6,50) centimètres ;

6. Une construction accessoire n'est autorisée qu'en marges latérales et arrière d'une maison mobile ou modulaire ;

7. La superficie d'une construction accessoire ne doit pas excéder 40% de la superficie de la maison mobile ou modulaire. Dans le cas d'un cabanon, la superficie ne doit pas excéder 18 mètres carrés et une hauteur de trois (3) mètres ;

8. L'usage d'habitation est prohibé dans les bâtiments et constructions accessoires aux maisons mobiles et modulaires ;

9. L'ajout d'un vestibule d'entrée (tambour) à une maison mobile ou modulaire est autorisé. Sa superficie de plancher ne doit toutefois pas excéder dix (10) mètres carrés ;

10. Les matériaux de finition et la forme d'une construction accessoire doivent s'harmoniser avec ceux de la maison mobile ou modulaire. La qualité des éléments architecturaux et les couleurs doivent être de même qualité que ceux employés pour le bâtiment principal.

10.4.5 : Espaces de stationnement

Lorsque situées à l'intérieur des zones autorisées, chaque lot réservé à une maison mobile ou modulaire doit comprendre ses places de stationnement hors-rue ou voie de circulation.

10.4.6 : Service de vente, d'entretien et d'entreposage de maisons mobiles et modulaires

Les espaces réservés à la vente, l'entreposage et l'entretien de maisons mobiles et modulaires ne doivent pas faire partie d'un parc ou d'un lotissement de maisons mobiles et modulaires. Ils doivent être isolés de ce parc par des clôtures, haies, ou rideaux d'arbres, et comprendre une route distincte et un espace de stationnement pour ses usagers.

10.4.7 : Dispositions particulières aux maisons mobiles ou modulaires destinées à la main d'œuvre agricole

Les normes pour les maisons mobiles et modulaires destinées à la main-d'œuvre agricole sont les suivantes :

1. Les occupants de la maison mobile devront obligatoirement être de la main-d'œuvre agraire reliée aux activités agricoles de la ferme où est implantée ladite maison mobile;

2. Nonobstant toute disposition contraire, les maisons mobiles et modulaires pour les employés agricoles doivent être implantées à un minimum de 40 mètres des limites de l'emprise de la rue ;

3. Être situées sur la même unité d'évaluation que l'entreprise agricole;

4. Respectées toutes les autres normes ou lois en vigueur se rapportant à ce type d'installation.

5. La superficie de plancher minimale est de sept (7) mètres carrés ;

6. Un espace minimum de huit mètres cube et demi (8,50) par travailleur dans les chambres à coucher ou les dortoirs;

7. La surface vitrée minimale est de 8% de la surface de plancher ;

8. Des grillages (moustiquaire) aux portes et fenêtres et des ouvertures suffisamment grandes sont installés afin assurer une ventilation adéquate ;

9. La maison mobile ou modulaire doit être équipée d'un système de chauffage suffisamment puissant pour maintenir une température minimale de dix-huit (18) degrés Celsius. Lorsqu'il s'agit d'un système à combustion celui-ci doit être relié à une cheminée ;

10. Une sortie d'urgence doit être aménagée en plus de l'entrée principale ;

11. Une douche pourvue d'eau chaude doit être installée par dix (10) travailleurs ;

12. Un lavabo pourvu d'eau chaude doit être installée par six (6) travailleurs;

13. Les maisons mobiles et modulaires destinées à loger la main-d'œuvre agricole sont autorisés dans toutes les zones agricoles dynamique identifiées au *plan de zonage* en vigueur.

Section 10.5 : Dispositions relatives aux installations d'élevage et la pension

10.5.1 : Champ d'application

Lorsqu'autorisés à la grille des spécifications, l'élevage et la pension pour animaux (code d'usage A2) est autorisée aux conditions prévues à la présente section.

10.5.2 : Superficie minimale du terrain

La superficie minimale de terrain requise pour une installation d'élevage est de 25 000 mètres carrés.

10.5.3 : Conditions d'implantation et d'exercice

Les conditions d'implantation et d'exercice sont les suivants :

1. Les animaux doivent être gardés dans un enclos en tout temps ;

2. Un bâtiment à l'intérieur duquel les animaux sont gardés doit respecter les normes suivantes :

    a) Il est autorisé dans les cours latérales et la cour arrière seulement;

    b) Il doit respecter une distance minimale de neuf (9) mètres par rapport à l'habitation à laquelle il est rattaché;

    c) Il doit respecter une distance minimale de 60 mètres par rapport à une habitation autre que celle à laquelle il est rattaché;

    d) Il doit respecter une distance de neuf (9) mètres de toute ligne de terrain

3. Un manège, un enclos extérieur ou une cage à l'intérieur duquel les animaux sont gardés doit respecter les normes suivantes :

    a) Il est autorisé dans les cours latérales et la cour arrière seulement;

    b) Il doit respecter une distance minimale de neuf (9) mètres par rapport à l'habitation à laquelle il est rattaché;

    c) Il doit respecter une distance minimale de 60 mètres par rapport à une habitation autre que celle à laquelle il est rattaché et par rapport à un immeuble protégé ;

d) Il doit respecter une distance minimale de 15 mètres de toute ligne de terrain;

4. La localisation du fumier doit respecter les normes suivantes :

   a) Il est autorisé dans les cours latérales et la cour arrière seulement ;

   b) Il doit respecter une distance minimale de 15 mètres par rapport à l'habitation à laquelle il est rattaché ;

   c) Il doit respecter une distance minimale de 60 mètres par rapport à une habitation autre que celle à laquelle il est rattaché et par rapport à un immeuble protégé ;

   d) Il doit respecter une distance minimale de 15 mètres de toute ligne de terrain ;

5. Aucun bâtiment ou enclos, destiné à abriter ou garder des animaux, ou entreposage de déjections animales ne peut être implanté à moins de 15 mètres de la ligne des hautes eaux ;

6. Les installations d'élevage doivent respecter les distances séparatrices prévues à la section 9.2 du présent règlement.

Section 10.6 : Dispositions relatives aux chenils

10.6.1 : Champ d'application

Lorsqu'autorisés à la grille des spécifications, les chenils (code d'usage A3) sont autorisés aux conditions prévues à la présente section.

10.6.2 : Superficie minimale du terrain

La superficie minimale de terrain requise pour une pension pour animaux domestiques est de 10 000 mètres carrés.

10.6.3 : Localisation du bâtiment

Le bâtiment doit se localiser à une distance minimale de:

1. 15 mètres d'un autre bâtiment;
2. 300 mètres d'une habitation;
3. 30 mètres d'un cours d'eau ou d'un lac;
4. 30 mètres d'un puits d'alimentation;
5. 50 mètres d'une ligne de terrain;
6. 100 mètres d'une voie de circulation.

10.6.4 : Conditions d'implantation et d'exercice

Les conditions d'implantation et d'exercice sont les suivantes :

1. Les chiens doivent toujours se trouver à l'intérieur des limites du terrain sur lequel est situé le chenil;
2. Les chiens à l'intérieur des limites du chenil peuvent être libres sans laisse et sans être accompagnés par un gardien pourvu qu'ils soient situés dans un enclos avec un dispositif les empêchant de sortir ;
3. Le bâtiment doit être insonorisé de façon à ce que le niveau de bruit à 7,6 mètres de celui-ci ne dépasse pas
3. 55 dBA et ce, en tout temps.

Section 10.7 : Dispositions relatives aux tables champêtres

10.7.1 : Champ d'application

Une table champêtre est considérée comme usage accessoire à un usage agricole.

10.7.2 : Conditions d'implantation et d'aménagement

Les conditions d'implantation et d'exercice pour la table champêtre sont les suivantes :

1. Le service de restauration à la ferme doit être composé de mets cuisinés et provenant principalement de la production réalisée sur place;

2. La table champêtre doit être pratiquée à l'intérieur de la résidence ou dans un bâtiment accessoire à l'exploitation agricole;

3. Le respect de toutes les autres normes ou lois en vigueur se rapportant à ce type d'activité.

Section 10.8 : Dispositions relatives aux terrains de camping aménagés ou semi-aménagés

10.8.1 : Champ d'application

Lorsqu'autorisés à la grille des spécifications, les terrains de camping (code d'usage R2) sont autorisés aux conditions prévues à la présente section.

10.8.2 : Conditions d'implantation et d'aménagement

L'implantation et l'aménagement de camping aménagé ou semi-aménagé doivent respecter les conditions suivantes :

1. Le terrain doit être sec et bien drainé ;

2. Les implantations doivent être réalisées suffisamment loin des eaux stagnantes pour que celles-ci n'incommodent pas les campeurs et ne soient pas une cause d'insalubrité ;

3. Une bande d'isolement d'un minimum de 15,2 mètres entre l'emprise de la rue publique et le terrain de camping doit être laissé boisée ou à l'état naturel pour créer une zone tampon entre le terrain de camping et la voie publique;

4. Un emplacement de camping destiné à l'installation d'une tente doit occuper une superficie minimale de 80 mètres carrés ;

5. Un emplacement de camping destiné à une tente-roulotte, une roulotte, une roulotte-motorisée ou un véhicule récréatif doit occuper une superficie minimale de 100 mètres carrés ;

6. Un emplacement de camping ne peut être utilisé que pour l'installation et l'établissement temporaires d'une tente, une tente-roulotte, une roulotte, une roulotte-motorisée ou un véhicule récréatif pour fins de séjour ;

7. Les promoteurs de terrains de camping et établissements similaires doivent fournir à l'inspecteur municipal ou fonctionnaire désigné une copie du certificat nécessaire pour l'aménagement, l'agrandissement ou la transformation d'un camping rendu obligatoire par le règlement de la Loi sur les établissements touristiques.

Section 10.9 : Marché aux puces extérieurs

10.9.1 : Champ d'application

Lorsqu'autorisés à la grille des spécifications, les marchés aux puces (code d'usage C803) sont autorisés aux conditions prévues à la présente section.

10.9.2 : Conditions d'implantation et d'aménagement

L'implantation et l'aménagement d'un marché aux puces doit respecter les conditions suivantes :

1. Les accès au site doivent respecter les normes du ministère des Transports du Québec au niveau de la visibilité et de la sécurité routière;

2. Aucun stationnement ne doit être prévu à l'extérieur du site pour assurer la fluidité de la circulation du corridor routier;

3. Une bande tampon paysagée doit être aménagée au pourtour du site partout où il y a des habitations afin de protéger l'intimité des gens. Cette bande doit être d'une largeur minimale de 3 mètres et doit comprendre un minimum d'un arbre ou d'un arbuste posé en quinconce par 5 mètres linéaires;

4. Une seule entrée et une seule sortie par site sont permises. Ces accès doivent être aménagés de façon à être efficaces et facilement identifiables par les conducteurs;

5. Un seul panneau d'identification est autorisé à l'entrée outre les panneaux directionnels identifiant le site et ce panneau ne devra contenir aucunes inscriptions publicitaires.

Section 10.10 : Centres commerciaux

10.10.1 : Champ d'application

Lorsqu'autorisés à la grille des spécifications, les centres commerciaux (code d'usage C7) sont autorisés aux conditions prévues à la présente section.

10.10.2 : Conditions d'implantation et d'aménagement

L'implantation et l'aménagement d'un centre commercial doivent respecter les conditions suivantes :

1. La distance que doit parcourir le client, de sa case de stationnement à la porte d'accès la plus rapprochée, ne doit pas excéder 160 mètres ;

2. La longueur de la façade du centre commercial ne doit jamais être supérieure à 160 mètres. Dans le cas où le projet requiert davantage de façade, on devra disposer les commerces de façon à rompre la linéarité du bâtiment, en utilisant des modèles de type "U", "L", "T" ou en croix ;

3. Une aire de terrain paysagiste d'un minimum de 20 mètres carrés (215 pieds carrés) doit être prévue à l'angle d'un lot bordé par deux (2) voies publiques. L'aménagement de cette aire peut comprendre l'installation d'une enseigne d'identification du centre, sans aucune mention commerciale ;

4. Un minimum de 10% de la superficie du terrain du centre commercial doit être aménagée en gazon et plantée de végétaux. Le terrain doit être délimité par une bande de terrain aménagée d'une largeur minimale de 1,5 mètre ;

5. Un minimum de 1% de la superficie du terrain du centre commercial doit être aménagée en jardin de pluie ;

6. Un stationnement faisant front à une allée de circulation doit être isolé de ladite allée par une bande paysagée d'une largeur minimale d'un (1) mètre. L'aire paysagée doit comprendre un arbre dont le tronc a un diamètre minimal de 7,5 centimètres mesuré à 30 centimètres du sol pour chaque 40 mètres carrés de bande de paysagement exigée ;

7. Les surfaces faisant l'objet d'aménagements paysagers doivent être protégées par des bordures de minimum 15 centimètres de hauteur par rapport au pavage adjacent ;

8. Les aménagements paysagers obligatoires selon les dispositions du présent article doivent être maintenus en bon état et entretenus convenablement.

Section 10.11 : Dispositions relatives à l'usage de vente, de mélange et d'entreposage de semences, d'engrais, de fertilisants et de pesticides

10.11.1 : Champ d'application

La présente section s'applique à l'usage de vente, de mélange et d'entreposage de semences, d'engrais, de fertilisants et de pesticides à des fins agricoles.

10.11.2 : Dispositions particulières

L'usage de vente, de mélange et d'entreposage de semences, d'engrais, de fertilisants et de pesticides à des fins agricoles est autorisé, à condition de respecter les dispositions suivantes :

1. L'usage doit être réalisé sur un lot utilisé pour la culture du sol et des végétaux ;
2. Les produits vendus, mélangés ou entreposés devront accessoirement être utilisés sur la propriété ;
3. Les produits vendus, mélangés ou entreposés devront exclusivement être destinés à des fins agricoles;
4. Une distance minimale de 30 mètres est requise entre toute matière entreposée à l'extérieur d'un bâtiment fermé et tout cours d'eau, rivières, lacs ou milieux humides.

Section 10.12 : Dispositions particulières aux zones I-1 à I-4, ID-3, CR-1, PI-1 et PI-2

10.12.1 : Champ d'application

Les dispositions de la présente section sont applicables aux bâtiments commerciaux et industriels localisés dans les zones I-1 à I-4, ID-3, CR-1, PI-1 et PI-2, ainsi qu'au bâtiment agricoles localisés sur l'ensemble du territoire.

10.12.2 : Entreposage extérieur dans la zone I-2

Nonobstant toute disposition contraire, l'entreposage extérieur n'est autorisé que sur le lot 3 572 349 du cadastre du Québec. La marchandise qui y est entreposée à l'extérieur doit être à l'état neuf ou réusinée.

10.12.3 : Matériaux de revêtement extérieurs

Les matériaux de revêtement des bâtiments visés à la présente section doivent être les suivants :

1. Le verre;
2. Les panneaux d'aluminium et d'acier ouvrés de calibre 24 et plus et à clin pouvant être enduit de vinyle;
3. La pierre naturelle;
4. La brique d'argile, de béton ou de calcite d'une épaisseur minimale de 75 millimètres;
5. Les blocs de béton architectural à nervures éclatées possédant un minimum de quatre (4) nervures éclatées;
6. Le marbre;
7. Le béton décoratif préfabriqué ou coulé sur place d'une épaisseur minimale de 75 millimètres;
8. La céramique;
9. Le stuc à base de ciment, le stuc synthétique, l'agrégat et le fini de crépi, autres que ceux prohibés au chapitre 3 du présent règlement;
10. Les panneaux de crépi;
11. Les panneaux et clins de bois traités avec des enduits hydrofuges;

12. Les planches verticales ou obliques en bois et d'une épaisseur minimale de 25 millimètres traitées avec des enduits hydrofuges;

13. Les planches à clin, les planches verticales ou oblique, ainsi que les panneaux ouvrés en aluminium, en vinyle ou en résine de synthèse (simple, double ou triple);

14. Les blocs de béton recouverts d'un matériau de finition autorisé en vertu du présent règlement;

15. Le bardeau de bois.

10.12.4 : Dispositions particulières applicables à la zone I-1

L'usage de culture de végétaux comme usage principal ou complémentaire est permis aux seules conditions suivantes :

1. La culture doit uniquement être réalisée à l'intérieur d'un bâtiment principal ou accessoire conçu à cet effet;

2. Le bâtiment principal doit être entièrement ou partiellement utilisé à des fins autres qu'agricole;

3. Un arbre de minimum 1,80 mètre de hauteur doit être implanté dans la marge avant secondaire pour chaque 5 mètres linéaires de propriété adjacente à une rue;

4. Respecter les autres normes applicables de la zone;

5. Se conformer à la réglementation municipale.

Section 10.13 : Dispositions applicables aux abris forestiers

10.13.1 : Champ d'application

Les dispositions de la présente section sont applicables aux abris forestiers dans les aires agricoles dynamiques et forestières telles qu'illustrées au plan de zonage.

10.13.2 : Dispositions générales

Nonobstant toute disposition contraire, la construction d'un abri forestier est autorisée dans les zones AD et F telles qu'illustrées au plan de zonage aux conditions suivantes :

1. Un abri forestier par huit (8) hectares de terrain jusqu'à concurrence d'un maximum de deux (2) bâtiments par lot est permis;

2. L'abri forestier doit être situé à 60 mètres minimum d'une rue, d'une voie publique ou d'un chemin entretenu par la municipalité et ne doit pas être visible de la rue, de la voie publique ou du chemin;

3. L'abri forestier doit être situé à un minimum de dix (10) mètres de toute ligne de lot;

4. L'abri forestier ne peut avoir plus de 40 mètres carrés, un seul plancher et aucune fondation permanente;

5. L'abri forestier doit être construit en matériaux s'harmonisant avec le milieu environnant;

6. L'abri forestier ne doit être pourvu d'aucun service (eau, électricité, toilettes, etc.) sauf une installation septique de type cabinet à fosse sèche et conforme à la norme Q2-r22 ;

7. L'utilisation doit être exclusive pour l'exploitation forestière, la chasse et la pêche;

8. Les roulottes, les tentes, les boîtes de camion, les autobus, les conteneurs, etc. ne peuvent servir d'abris forestiers;

9. Aucun numéro civique n'est attribué à un abri forestier;

10. Un abri forestier de plus de 20 mètres carrés de superficie localisé en zone agricole permanente nécessite une autorisation de la CPTAQ.

Section 10.14 : Dispositions spécifiques à la zone IM-1

10.14.1 : Champ d'application

Les dispositions de la présente section sont applicables aux terrains localisés à l'intérieur de l'aire campus industriel Montcalm identifiée au plan de zonage et portant le numéro de zone IM-1.

10.14.2 : Dispositions générales

Nonobstant toute disposition contraire, les dispositions suivantes s'appliquent à la zone IM-1 :

1. Aucun entreposage extérieur n'est autorisé ;

2. Les aires de stationnement doivent être ceinturées par un aménagement paysager comprenant des conifères et feuillus implantés en quinconce et en alternance à chaque cinq (5) mètres. Les arbres doivent avoir un diamètre du tronc minimal de cinq (5) centimètres mesurés à 30 centimètres du sol et une hauteur minimale de deux (2) mètres à la plantation. Ces arbres doivent atteindre une hauteur minimale de quatre (4) mètres à maturité ;

3. L'espace de stationnement doit être pourvu d'un système de drainage de surface de façon à ne pas drainer les eaux de surface vers la rue. Un ou des ouvrages d'infiltration et de rétention doivent être conçus et aménagés sur le terrain tels qu'un jardin de pluie dans les secteurs desservis. Le choix des ouvrages retenus doit tenir compte du volume d'eau à filtrer, des axes d'écoulement, de la nature du terrain et de la sensibilité du milieu récepteur;

4. Les quais de chargement et de déchargement ne peuvent être localisés en bordure de l'autoroute 25 et doivent être dissimulés par des aménagements paysagers opaques tels qu'une haie dense;

5. Les matériaux de revêtement de toutes les façades des bâtiments doivent être constitués d'un maximum de deux (2) des matériaux suivants exclusivement:

    a) La pierre naturelle;

    b) La brique d'argile, de béton ou de calcite d'une épaisseur minimale de 75 millimètres;

    c) Le bloc de béton architectural à nervures éclatées possédant un minimum de quatre (4) nervures éclatées;

d) Le verre;

e) Le marbre;

f) Le béton décoratif préfabriqué ou coulé sur place, d'une épaisseur minimale de 75 millimètres;

g) La céramique;

h) Le stuc à base de ciment, le stuc synthétique, l'agrégat et le fini de crépi, autre que ceux prohibés à l'article 3.3.2;

i) Les panneaux de crépi;

j) Les panneaux et clin de bois traités avec des enduits hydrofuges;

k) Les planches verticales ou obliques en bois et d'une épaisseur minimale de 25 millimètres traitées avec des enduits hydrofuges

10.14.3 : Raccordement aux services

Au sein de la zone IM-1 au *plan de zonage*, toute construction principale doit être desservie par l'aqueduc et les égouts municipaux.

Section 10.15 : Dispositions spécifiques à la zone RE-1

10.15.1 : Champ d'application

Les dispositions de la présente section sont applicables aux terrains localisés à l'intérieur de l'aire résidentielle écoresponsable RE-1.

10.15.2 : Dispositions applicables aux nouveaux projets résidentiels

Pour tout projet de développement dans la zone RE-1 doit respecter les dispositions suivantes s'appliquent :

1. Une superficie de 60% du terrain doit être préservée sous surface arbustive ou arborescente lorsque ce dernier a une superficie totale entre 3 000 et 4 999 mètres carrés ;

2. Une superficie de 75% du terrain doit être préservée sous surface arbustive ou arborescente lorsque ce dernier a une superficie totale de plus de 5 000 mètres carrés ;

    a) Dans le cadre d'un projet intégré d'habitation et nonobstant le contenu du présent article, il est nécessaire de maintenir une superficie arbustive et arborescente de 20% de la superficie du terrain;

    b) L'abattage d'arbres est interdit à l'exception de l'abattage nécessaire à l'implantation des constructions, des infrastructures et visant l'aménagement de la parcelle ;

    c) Des mesures de protection des arbres doivent être mises en place pour la durée des travaux ;

    d) Advenant que des plantations d'arbres soient nécessaires pour atteindre la superficie minimale de surface arbustive et arborescente, les arbres plantés doivent avoir un diamètre à hauteur de poitrine (DHP) minimal de 2,5 centimètres.

3. L'intégration d'équipements est autorisée, pourvu que les dispositions du chapitre 4 du présent règlement soient respectées ;

4. Toutes dispositions de l'article 3.4 ~~.2~~ du règlement sur les PIIA de la municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan.

Section 10.16 : Dispositions spécifiques aux zones AD-18, AD-32 et IM-1

10.16.1 : Champ d'application

Les dispositions de la présente section sont applicables aux terrains localisés à l'intérieur des zones AD-18, AD-32 et IM-1

10.16.2 : Dispositions applicables

Les usages autorisés doivent prévoir conserver un brise-vent au niveau de l'autoroute 25 et entre les lots en culture, respectant les normes du ministère de l'Agriculture du Québec. Celui-ci doit posséder une porosité de 50 % et favoriser la mixité de feuillus et de conifères. Le brise-vent entre les lots doit comporter une rangée d'arbres, alors que le brise-vent longeant l'autoroute 25 doit comporter deux rangées d'arbres conservés en quinconce.

Section 10.17 : Dispositions spécifiques aux zones industrielles de catégorie 1

10.17.1 : Champs d'application

Les dispositions de la présente section s'appliquent aux terrains dans la grande affectation « Aire industrielle, catégorie 1 » telles qu'identifiées à l'annexe 1 – *Plan de zonage*.

10.17.2 : Dispositions générales

L'implantation de tout bâtiment dans les zones industrielles de catégorie 1 doit prévoir la réalisation d'un plan d'aménagement d'ensemble (PAE) et prévoir les mesures requises pour s'assurer de la qualité du projet. Ce plan doit comprendre les éléments suivants :

1. L'implantation projeté du bâtiment ;
2. Le lotissement projeté ;
3. Les phases de développement ;
4. Un aménagement paysager ;
5. Des aires définis d'entreposage extérieur, si applicable ;
6. La volumétrie des immeubles.

10.17.3 : Usages commerciaux et industriels à risques élevés

Les usages industriels et commerciaux à risques élevés doivent respecter les dispositions suivantes :

1. Toute limite de zone industrielle autorisant l'un de ces usages doit respecter une aire tampon d'une distance minimale de 310 mètres de toute zone résidentielle. Dans cette aire tampon, aucun usage résidentiel n'est permis ;
2. Une copie des autorisations et permis du ministère de l'Environnement doit constituer une condition à l'intérieur des règlements d'urbanisme municipaux pour l'émission d'un permis de construction et d'un certificat d'occupation pour tout usage industriel et pour tout usage commercial à risques élevés ;

3. L'obligation pour toutes les entreprises industrielles d'obtenir un certificat d'occupation attestant la conformité aux règlements pour toute nouvelle occupation, incluant un agrandissement de plus de 10 % de l'aire du bâtiment ou tout changement d'usage ;

4. Se doter d'un mécanisme de contrôle annuel de toutes les entreprises industrielles utilisant, produisant ou entreposant des matières dangereuses, des résidus ou des matières résiduelles dangereuses, incluant au minimum une visite sur place effectué par le fonctionnaire désigné, doit être prévu pour s'assurer du respect des dispositions du présent règlement. À cet effet, l'entreprise est responsable de contacter la Municipalité afin de prendre un rendez-vous avec le fonctionnaire désigné afin que cette visite soit effectuée.

10.17.4 : Dispositions relatives à une bande tampon de sécurité

Les usages industriels et commerciaux à risques élevés doivent être éloignées de toute zone résidentielle par une bande tampon d'un minimum de 310 mètres de largeur. Aucun usage résidentiel n'est permis dans cette bande tampon.

10.17.5 : Dispositions relatives à l'entreposage extérieur

L'entreposage extérieur des matières, résidus, matières résiduelles dangereuses ou produits finis composés de matières dangereuses et susceptibles de contaminer l'environnement, à l'exception d'une entreprise ayant obtenu toutes les autorisations et tous les permis requis par le ministère de l'Environnement, est interdit.

En plus des autres dispositions du présent règlement, les dispositions suivantes s'appliquent à l'entreposage extérieur :

1. L'entreposage extérieur est uniquement autorisé en cour arrière, localisé vis-à-vis la façade arrière du bâtiment principal de manière à ce que cette aire soit camouflée par le bâtiment principal ;

2. L'aire d'entreposage doit être ceinturée par une clôture opaque ;

3. La hauteur de la clôture doit être conforme aux dispositions du présent règlement ;

4. La hauteur de l'entreposage extérieur ne peut excéder la hauteur de la clôture d'entreposage ;

5. Aucun objet, matériaux ou éléments entreposé ne doit être visible à partir d'une voie de circulation.

10.17.6 : Dispositions relatives à la largeur des bâtiment principaux

Toute façade d'un bâtiment principal donnant sur une voie de circulation doit minimalement occupée 65% de la largeur du terrain donnant sur cette voie de circulation.

10.17.7 : Dispositions relatives à l'aménagement paysager

Un aménagement paysager de qualité incluant minimalement des arbres et arbustes doit être effectué selon les conditions suivantes :

1. Dans une cour adjacente à l'autoroute 25 et ce sur la totalité de la largeur de cette cour ;

2. Dans la cour avant vis-à-vis la totalité de la façade du bâtiment principal ;

10.17.8 : Dispositions relatives à l'exposition extérieure

Toute exposition extérieure est autorisée, pourvu qu'elle soit réalisée de manière ordonnée, avec de l'équipement neuf ou l'équivalent.

10.17.9 : Dispositions relatives aux activités de traitement et de valorisation des boues

Les activités de traitement et de valorisation des boues sont autorisées dans les zones industrielles de catégorie 1, pourvu que les conditions suivantes soient respectées :

1. Les activités de traitement et de valorisation respectent les dispositions du présent règlement ;

2. Toutes les autorisations et permis requis, en amont, par le ministère de l'Environnement du Québec ont été obtenus ;

3. Une bande tampon de 15 mètres de toute ligne de terrain doit être prévue. À l'intérieur de cette bande, la végétation naturelle, dans le cas où elle est d'une hauteur minimale de deux (2) mètres et si elle comprend au moins 75% d'arbres de dix (10) centimètres et plus de diamètre, doit être conservée.

4. Nonobstant le paragraphe précédent, à défaut de végétation naturelle, un talus recouvert de végétation, d'une hauteur minimale de deux (2) mètres doit être prévu.

10.17.10 : Dispositions relatives à l'aménagement paysager et l'entreposage dans les zones I

Les nouvelles implantations commerciales et industrielles dans ces zones doivent prévoir sur la partie avant du terrain de l'aménagement paysager de bonne qualité. Ils doivent aménager d'une zone tampon minimum de dix (10) mètres autour de ces aires afin de protéger les activités adjacentes. L'entreposage extérieur doit être localisé dans les cours arrières et camouflé par les bâtiments.

Section 10.18 : Dispositions relatives aux équipements et services régionaux

10.18.1 : Interdiction d'implantation

Nonobstant toute disposition contraire au présent règlement, les équipements et services régionaux suivants sont interdits sur le territoire de la Municipalité :

1. Les services administratifs gouvernementaux et paragouvernementaux desservant l'ensemble de la MRC et la région administrative de Lanaudière, à l'exception des services requérant de vastes espaces d'entreposage extérieurs et ceux rattachés à une ressource spécifique du milieu ;

2. Les équipements scolaires d'enseignement collégial et universitaire, à l'exception des maisons d'enseignement rattachées à une ressource spécifique du milieu (ex : école d'agriculture) ;

3. Les établissements publics reliés à la santé et aux services sociaux de type centre hospitalier, centre de protection de l'enfance et de la jeunesse, centre d'hébergement et de soins de longue durée et centre de réadaptation de nature publique au sens de la *Loi sur les services de santé et de services sociaux* (L.R.Q., chapitre S-4.2), à l'exception des comptoirs de services (ex : CLSC) décentrés par rapport au siège social de l'établissement ;

4. Les équipements d'administration de la justice tels que Palais de Justice, mais à l'exception des centres de probation et de détention ;

5. Les équipements culturels majeurs à caractère permanent desservant la MRC de Montcalm et la région administrative de Lanaudière, à l'exception des équipements reliés à une ressource archéologique, historique, naturelle ou récréative lorsque les caractéristiques du site le requièrent (ex : musée, centre d'interprétation, ou autres).

Section 10.19 : Dispositions relatives aux fermettes

10.19.1 : Dispositions générales

Les conditions d'implantation et d'exercice pour une fermette à titre d'usage domestique, lorsqu'autorisée à la grille des spécifications applicables dans les zones AD et F, sont les suivantes :

1. Une seule fermette est autorisée sur un terrain;

2. La fermette est un usage associé à un bâtiment de type habitation unifamiliale isolée;

3. La superficie minimale du terrain est fixée 5 000 m² ;

4. La superficie maximale cumulative occupée par les bâtiments, les manèges, les enclos, les cages où sont abrité les animaux, ainsi que les remises à fumier ne peut excéder 5% de la superficie totale du terrain sur lequel elles sont implantés ;

5. Toute fermette doit être implantée à au moins 30 m de tout cours d'eau ;

6. La circulation et l'accès des animaux de fermettes, de même que tout rejet de fumier, de lixiviat ou de déjections animales sont strictement interdits dans les fossés, les cours d'eau, les bandes riveraines, les lacs et les milieux humides ;

7. Les dispositions relatives aux fermettes ne soustraient pas aux autres dispositions règlementaires provinciales applicables. (RPEQ, LPTAA, REA, LQE)

10.19.2 : Nombre d'animaux

Le nombre maximal d'animaux et d'unités animales en fonction de la superficie minimale du terrain s'établit selon les données du tableau intégré au présent article. Lorsqu'il y a plus d'un type d'animaux pour une fermette, le nombre maximal est cumulatif et la superficie minimale du terrain doit être la plus élevée.

Tableau 45 : Nombre d'animaux autorisé selon la superficie du terrain

Taille	Groupe ou catégorie d'animaux	Superficie du terrain			
		Moins de 5 000 m²	5 000 à 10 000 m²	10 000 à 20 000 m²	Plus de 20 000 m²
Animaux de grande taille	Bovidés (vache, beau, bœuf, bison)	Interdits	Interdits	Max. 2	Max. 2
	Camélidés (lamas et alpagas)	Interdits	Autorisés	Autorisés	Autorisés
	Équidés (cheval, ânes et mules)				
	Cervidés (cerfs et chevreuil)				
Animaux de moyenne taille	Suidés (porc)	Interdits	Max. 2	Max. 2	Max. 4
	Ovidés (moutons et chèvres)	Interdits	Autorisés	Autorisés	Autorisés
Animaux de petite taille	Gallinacés (poules, cailles, faisans, gélinottes, paons, perdrix et pintades)	Interdits	Max. 15	Max. 20	Max. 25
	Léporidés (lapins, lièvres et petits rongeurs)				
	Anatidés (canards)				
Nombre maximal d'unités animales permis par terrain		0	2	4	8

La détermination du nombre d'animaux correspondant à une unité animale est indiquée au tableau suivant :

Tableau 46 : Nombre d'animaux équivalent à une unité animale

Groupe d'animaux	Nombre d'animaux équivalent à une unité animale
Bovidés	1
Camélidés	1
Équidés	1
Cervidés	1
Suidés	2

Groupe d'animaux	Nombre d'animaux équivalent à une unité animale
Ovidés	2
Gallinacés	N/A
Léporidés	
Anatidés	

10.19.3 : Animaux interdits

Sont interdit dans les fermettes :

1. Les animaux à forte charge d'odeurs tels que : les visons, les renards et les veaux de lait ;
2. Les coqs.

10.19.4 : Dispositions relatives au bâtiment abritant les animaux

Le bâtiment abritant les animaux au sein d'une fermette doit respecter les conditions suivantes :

1. Il doit être localisé dans les cours latérales ou dans la cour arrière ;
2. Il doit être localisé à un minimum de neuf (9) mètres de l'habitation à laquelle il est rattaché;
3. Il doit être localisé à une distance minimale de quinze (15) mètres par rapport à une habitation autre que celle à laquelle il est rattaché;
4. Il doit respecter une distance de neuf (9) mètres de toute ligne de terrain.

10.19.5 : Dispositions relatives aux manèges, enclos extérieurs et cages où sont gardé les animaux

Un manège, un enclos extérieur ou une cage à l'intérieur duquel les animaux sont gardés doit respecter les normes suivantes :

1. Il est autorisé dans les cours latérales et la cour arrière seulement;
2. Il doit respecter une distance minimale de neuf (9) mètres par rapport à l'habitation à laquelle il est rattaché;

3. Il doit respecter une distance minimale de soixante (60) mètres par rapport à une habitation autre que celle à laquelle il est rattaché et par rapport à une immeuble protégé;

4. Il doit respecter une distance minimale de quinze (15) mètres de toute ligne de terrain

10.19.6 : Dispositions relatives à l'entreposage du fumier

L'entreposage du fumier doit être réalisé aux conditions suivantes :

1. L'entreposage du fumier est autorisé dans les cours latérales et la cour arrière seulement;

2. Il doit respecter une distance minimale de quinze (15) mètres par rapport à l'habitation à laquelle il est rattaché;

3. Il doit respecter une distance minimale de soixante (60) mètres par rapport à une habitation autre que celle à laquelle il est rattaché et par rapport à un immeuble protégé;

4. Il doit respecter une distance minimale de quinze (15) mètres de toute ligne de terrain.

Section 10.20 : Dispositions relatives à l'élevage au sein des zones F

10.20.1 : Champs d'application

Les dispositions de la présente section s'appliquent à la famille aux usages correspondant à l'élevage et à la pension d'animaux, lorsqu'autorisé au sein de la grille de zonage des zones F.

10.20.2 : Élevage interdit

Nonobstant toute disposition contraire au présent règlement, l'élevage de visons, de porcs, de renards et de veaux à lait est prohibé au sein des zones F au plan de zonage.

10.20.3 : Pension interdite

Nonobstant toute disposition contraire au présent règlement, dans les zones « F » la pension d'animaux de ferme est interdite.

10.20.4 : Conditions d'exercice

Lorsqu'un usage correspondant à l'élevage et la pension d'animaux est autorisé par l'entremise de la grille de zonage applicable, les dispositions suivantes doivent être respectées :

1. Les dispositions relatives aux à la détermination des distances séparatrices relatives à la gestion des odeurs en milieu agricole et à l'implantation des bâtiments agricoles du chapitre 9 du présent règlement sont applicables ;

2. La distance séparatrice minimale exigée et calculée en vertu de la section 9.2.1 du présent règlement doit être multipliée par 1,5 dans le cas des installations d'élevage au sein d'une zone F ;

3. Nonobstant la distance minimale séparatrice exigée en vertu du paragraphe précédent, la distance séparatrice minimale ne peut être inférieure à 200 mètres entre l'installation d'élevage et le périmètre d'urbanisation, tout immeuble protégé au sens du règlement, tout terrain ou est exploité un usage du groupe d'usage récréation ou toute maison d'habitation, à l'exception de la résidence de l'exploitant ;

   Les dispositions des articles 9.2.5 à 9.2.7 sont applicables, avec les adaptations nécessaires.

Section 10.21 : Dispositions relatives à la protection et la mise en valeur du patrimoine forestier au sein des zones F

10.21.1 : Champs d'application

Les dispositions de la présente section s'appliquent aux zones F identifiées au plan de zonage.

10.21.2 : Préservation du couvert forestier existant

Lorsqu'un terrain localisé au sein d'une zone F est boisé ou partiellement boisé, une superficie minimale correspondant à 25% de la superficie du terrain doit être laissée sous couverture boisée.

10.21.3 : Préservation d'une bande forestière

Lorsque la végétation naturelle est existante, une bande boisée naturelle doit être préservée aux abords des limites du terrain, à l'exception d'une ouverture d'une largeur maximale de 20 mètres pouvant être aménagée au sein de ladite bande en cour avant pour dégager l'espace nécessaire à l'aménagement de l'entrée charretière et de l'aire de stationnement.

Dans la bande boisée naturelle, il est interdit :

1. De débroussailler, de couper ou d'enlever toute végétation ;
2. De remblayer et d'excaver ;
3. De circuler avec de la machinerie ;
4. D'exposer les racines à l'air ou de les arracher.

10.21.4 : Exigence de verdissement

Nonobstant le contenu de la section 7.1 du présent règlement et pour tous les usages, un ratio minimal correspondant à deux (2) arbres par 100 mètres carrés de superficie de terrain doit être conservé sur les terrains. La présente disposition a un caractère continue et doit être respectée en tout temps.

Lorsque le nombre minimal d'arbre exigé en fonction du précédent alinéa n'est pas atteint, il est nécessaire de procéder à la plantation d'arbres de manière à atteindre le minimum exigé.

Section 10.22 : Dispositions relatives à l'agrandissement ou la création de nouvelles aires périurbaines et de villégiature

10.22.1 : Documents requis pour l'autorisation d'un plan d'aménagement d'ensemble (PAE)

Dans tous les cas, la création d'une nouvelle aire résidentielle de villégiature ou son agrandissement devra prévoir la réalisation d'un plan d'aménagement d'ensemble (PAE) et prévoir les mesures requises pour s'assurer de la qualité du projet. Ce plan doit comprendre au minimum les éléments suivants :

1. Les types d'immeubles projetés et la démonstration que ceux-ci augmentent la valeur foncière moyenne du secteur et ne viennent pas en compétition avec des aires résidentielles existantes de même type ;
2. La démonstration que le projet répond à un besoin de la municipalité et qu'il est nécessaire pour le combler ;
3. Le tracé et l'emprise des voies de circulation avec indication précise de leur caractère public ou privé;
4. L'identification et les dimensions des terrains projetés ;
5. La localisation des accès publics au lac pour les développements de villégiature ;
6. Des mesures visant à assurer la fonctionnalité et la sécurité du réseau routier.

Tout nouvel accès et toute nouvelle rue se raccordant au réseau routier supérieur doit être soumis à l'avis du ministère des Transports, en amont.

Section 10.23 : Dispositions relatives aux zones para-industrielle

10.23.1 : Champ d'application

Les dispositions de la présente section s'appliquent à un usage industriel ou commercial localisé dans une zone para-industrielle au plan de zonage du présent règlement.

Pour l'application de la présente section, lorsque 2 normes ou dispositions du présent règlement s'appliquent, la disposition la plus restrictive prévaut.

10.23.2 : Aménagement paysager

Un aménagement paysager incluant minimalement des arbres et des arbustes doit être effectué dans la cour avant vis-à-vis la totalité de la façade du bâtiment principal.

10.23.3 : Zone tampon

Pour un terrain localisé à la limite d'une zone para-industrielle, une zone tampon doit être aménagée sur la limite du terrain donnant avec la zone para-industrielle selon les conditions suivantes :

1. La profondeur minimale de la zone tampon est fixée à quatre (4) mètres ;

2. Dans le cas d'un usage de la classe d'usage I2 (industriel avec contraintes importantes), la profondeur minimale de la bande tampon est fixée à huit (8) mètres ;

3. Cette zone tampon doit obligatoirement être composée d'un aménagement paysager comprenant des conifères et feuillus implantés en quinconce et en alternance à chaque 6,1 mètres. Les arbres doivent avoir un diamètre du tronc minimal de cinq (5) centimètres, mesuré à 30 centimètres du sol et une hauteur minimale de deux (2) mètres à la plantation. Ces arbres doivent atteindre une hauteur minimale de quatre (4) mètres à maturité ;

4. La zone tampon peut être aménagée à même un boisé existant à condition qu'il rencontre la proportion minimale de conifères exigée au paragraphe précédent ;

5. La zone tampon doit être exempte de toute construction ;

6. Les travaux de plantations devront être réalisés avant l'échéance du permis ou du certificat, soit un maximum de douze (12) mois ;

7. La zone tampon doit rencontrer les normes précédentes en tout temps. Elle doit être entretenue, aménagée et les végétaux doivent être remplacés au besoin.

10.23.4 : Entreposage extérieur

En plus des autres dispositions du présent règlement, les dispositions suivantes s'appliquent à l'entreposage extérieur effectué sur un terrain adjacent à une route régionale numérotée :

1. L'aire d'entreposage doit être séparé de la route régionale numérotée par une clôture opaque ;

2. La hauteur de la clôture doit être conforme aux dispositions du présent règlement ;

3. La hauteur de l'entreposage extérieur ne peut excéder la hauteur de la clôture d'entreposage ;

4. Aucun objet, matériaux ou éléments entreposé ne doit être visible à partir de la route régionale numérotée.

CHAPITRE 11 : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX PROJETS INTÉGRÉS

Section 11.1 : Dispositions relatives aux projets intégrés commerciaux

11.1.1 : Champ d'application

Lorsqu'autorisés à la grille des spécifications, seuls les usages du groupe « Commerce (C) » sont autorisés aux conditions prévues à la présente section pour les projets intégrés commerciaux.

11.1.2 : Dispositions générales

L'implantation de plus d'un bâtiment principal et plus d'un usage principal est autorisé sur un même lot.

Le terrain sur lequel est implanté un projet intégré commercial demeure l'entière propriété du ou des propriétaires et ce de façon indivisible. Toutefois, les bâtiments implantés à l'intérieur d'un projet intégré peuvent être détenus par un même propriétaire ou être détenus en copropriété divise.

De plus, il est possible d'exclure, de vendre, ou autrement aliéner un bâtiment et une partie du terrain du projet intégré si toutes les dispositions de la présente réglementation d'urbanisme sont respectées (zonage, lotissement, construction, etc.) autant pour le terrain et le bâtiment exclu, vendu ou aliéné que pour la partie restante du projet intégré commercial.

Pour qu'un projet intégré commercial soit autorisé les conditions suivantes doivent être respectées :

1. Le terrain doit être contigu à une rue publique ;

2. Le terrain doit être desservi par les services publics d'aqueduc et d'égout sanitaire.

11.1.3 : Superficie et dimensions

1. La superficie minimale du terrain accueillant un projet intégré est de 7000 mètres carrés;

2. Le terrain doit être d'une largeur minimale de 60 mètres et d'une profondeur minimale de 100 mètres.

11.1.4 : Norme d'implantation et aménagement des terrains

L'implantation de tout bâtiment dans le cadre d'un projet intégré commercial doit respecter la marge prescrite à la grille de spécification. Toutefois certaines normes spécifiques s'appliquent.

1. Les marges de recul prescrites à la grille des spécifications sont applicables à l'ensemble du projet intégré commercial.

2. La distance minimale entre deux (2) bâtiments commerciaux du projet intégré doit être de neuf (9) mètres;

3. Un tiers de cet espace doit être dédié à la circulation piétonne et aux espaces verts, minimalement gazonnées;

4. Une bande de verdure doit être aménagée le long des lignes de terrain. La bande de verdure doit avoir une largeur minimale de 1,5 mètre ;

5. Des espaces végétalisés doivent être aménagés sur un minimum de 20% des espaces non-construits du projet intégré. Dans le cas où l'espace végétalisé se situe en bordure de rue, un arbre ayant un tronc d'une largeur d'au moins 5 centimètres et d'une hauteur minimale de 1,80 mètre doit être planté tous les neuf (9) mètres de façon linéaire et, en bordure de l'autoroute 25, c'est à tous les cinq (5) mètres de façon linéaire ;

6. Un minimum de 1% de la superficie du terrain du centre commercial doit être aménagée en jardin de pluie.

11.1.5 : Normes de stationnement et d'accès aux bâtiments

Le nombre de case de stationnement doit être calculé pour l'ensemble des usages projetés tel que défini à la section 5 du présent règlement.

Une case de stationnement doit être située à une distance minimale de 2 mètres et une distance maximale de 45 mètres du présent bâtiment qu'elles desservent.

Le nombre maximal d'entrées charretières par projet commercial intégré autorisé est de 2 sur chaque rue :

1. Une voie de circulation sur au moins deux (2) des côtés de chaque bâtiment principal destinée aux véhicules d'incendie ;

2. Une allée d'accès d'une largeur minimale de six (6) mètres, afin de permettre la livraison des marchandises.

11.1.6 : Enseignes

Les dispositions relatives aux enseignes dans un projet intégré commercial doivent être conformes aux dispositions applicables du présent règlement, prescrites au chapitre 6. De plus, des normes spécifiques viennent s'y ajouter :

1. Une enseigne appliquée est permise pour chacun des établissements faisant partie du projet intégré, selon les dispositions applicables de la section 6 du présent règlement ;

2. Les enseignes détachées doivent être collectives, pourvu qu'un aménagement paysager situé au pourtour de la base du socle soit aménagé;

3. Seule une enseigne collective détachée sur poteau, ou sur socle de maçonnerie est autorisée par projet intégré ;

4. Cette enseigne doit être située en bordure d'une voie publique ;

5. La hauteur maximale de l'enseigne détaché est de neuf (9) mètres au-dessus du niveau du sol incluant le socle ;

6. La superficie maximale de l'enseigne collective, incluant tous les composantes, est de trente (30) mètres carrés.

7. En cas de contradiction entre les présentes normes et les dispositions du chapitre 6, le contenu de la présente section prévaut.

Section 11.2 : Dispositions relatives aux projets intégrés résidentiel

11.2.1 : Champ d'application

Lorsqu'autorisés à la grille des spécifications, les projets intégrés résidentiels sont autorisés aux conditions prévues à la présente section.

11.2.2 : Dispositions générales

Dans un projet intégré résidentiel sont permis les usages d'habitation et leurs usages complémentaires tels que permis dans la zone concernée.

Un projet intégré doit être localisé sur un (1) terrain qui peut être constitué d'un (1) ou plusieurs lots désignés à titre de parties privatives ou communes.

Un projet intégré doit comprendre un minimum de deux (2) bâtiments principaux dont l'usage est l'habitation (et comprenant un minimum de huit (8) logements), être desservi par un ou des allées véhiculaires privées et posséder un ou des aires d'agrément.

Pour qu'un projet intégré résidentiel soit autorisé les conditions suivantes doivent être respectées :

1. Le terrain doit être contigu à une rue publique ;

2. Le terrain doit être desservi par les services publics d'aqueduc et d'égout sanitaire ;

3. Le terrain doit respecter les dimensions minimales de lot prévu au Règlement de lotissement en vigueur.

11.2.3 : Mode d'implantation

1. Dans un projet intégré résidentiel, l'implantation des bâtiments doit être isolé, jumelé et contigu.

2. Tout bâtiment doit être situé à un minimum de :

    a) Sept (7) mètres de la ligne avant du terrain et six (6) mètres de toute ligne latérale et arrière;

    b) Quinze (15) mètres de tout autre bâtiment principal hors des limites du projet intégré;

    c) Six (6) mètres de tout bâtiment principal à l'intérieur du projet intégré qui n'est pas jumelé ou contigu;

d) Quatre (4) mètres de toute allée véhiculaire.

11.2.4 : Bâtiments principaux

Les normes d'aménagement suivantes s'appliquent aux bâtiments principaux d'un projet intégré à des fins résidentielles :

1. L'occupation au sol minimale de l'ensemble des bâtiments principaux est de 20% de la superficie totale du terrain;

2. La hauteur maximale des bâtiments principaux est fixée à :

   a) 9,15 mètres pour les bâtiments de deux (2) étages ;

   b) 13 mètres pour les bâtiments de trois (3) étages ;

   c) 14,5 mètres pour les bâtiments de quatre (4) étages ;

3. Le nombre maximal d'étages autorisé est fixé à la grille de zonage applicable à la zone où se trouve la propriété.

11.2.5 : Bâtiments accessoires

Les normes d'aménagement suivantes s'appliquent aux bâtiments accessoires d'un projet intégré à des fins résidentielles :

1. Un maximum de 0,5 bâtiment accessoire est autorisé par unité d'habitation ;

2. Dans le cas de remises, la superficie maximale est huit (8) mètres carrés par logement et une seule remise est permise par regroupement de bâtiments jumelés ou contigus ;

3. L'occupation au sol maximale de l'ensemble des bâtiments accessoires est de 10% de la surface totale du terrain;

4. Le nombre d'étages maximum des bâtiments accessoires est d'un étage et d'une hauteur de quatre (4) mètres. Nonobstant ce qui précède, le nombre d'étages maximal d'un bâtiment accessoire servant à un usage accessoire peut être porté à deux (2) étages, et huit (8) mètres de hauteur ;

5. Les garages détachés sont interdits ;

6. La superficie d'occupation au sol d'un garage attenant au bâtiment principal doit être inclue dans l'occupation au sol de ce bâtiment.

11.2.6 : Allées véhiculaires et aires de stationnement

Les dispositions relatives aux rues du *Règlement de lotissement* s'appliquent aux allées véhiculaires privées. Les normes d'aménagement suivantes s'appliquent aux allées véhiculaires et aires de stationnement d'un projet intégré à des fins résidentielles :

1. L'occupation au sol maximale de l'ensemble des espaces de stationnement est de 25% de la surface totale du terrain ;

2. Toute allée véhiculaire et espace de stationnement doit être pavé ;

3. Tout espace de stationnement doit comprend un nombre minimal de cases de stationnement conforme aux dispositions du chapitre 5 du présent règlement. Lorsqu'une aire de stationnement comprend plus de dix (10) cases, des îlots de verdure doivent être aménagés à chaque extrémité de l'espace de stationnement. Ces îlots doivent minimalement comprendre une aire gazonnée comprenant un arbre ayant un tronc d'un diamètre minimal de cinq (5) centimètres mesuré à 0,30 mètre du sol et une hauteur minimale à la plantation de deux (2) mètres. Les îlots de verdure peuvent également inclure une allée de circulation pour piétons ;

4. Toute allée véhiculaire doit être bordée d'allées piétonnes ;

5. Toute allée véhiculaire à sens unique doit être d'une largeur minimale de 3,1 mètres;

6. Toute allée véhiculaire à double sens doit être d'une largeur minimale de six (6) mètres;

7. Toute allée véhiculaire sans issue doit se terminer par au moins un (1) espace de stationnement qui permet une aire de recul suffisante pour virage;

8. Toute intersection d'une allée véhiculaire privée et de la voie publique doit être située à un minimum de trente (30) mètres d'une autre intersection;

9. Entrée de prestige : un muret de pierres, de briques ou autres matériaux nobles et un aménagement paysager significatif doivent être réalisés sur au moins un (1) côté de l'entrée charretière principale afin d'identifier les adresses civiques ainsi que l'entrée du projet à partir de la voie publique;

10. Les allées véhiculaires privées doivent permettre le passage des véhicules d'urgence;

11. Un éclairage extérieur, conforme au présent règlement, doit être prévu pour les allées véhiculaires privées;

11.2.7 : Aménagement extérieur

Les normes d'aménagement extérieur suivantes s'appliquent à un projet intégré à des fins résidentielles :

1. Une superficie minimale de 30% de la surface totale du terrain est naturalisée par un aménagement paysager végétalisé ou laissé à l'état naturel dans le cas des espaces boisés;

    a) Des liens piétons doivent relier les espaces de stationnement et les allées d'accès aux bâtiments principaux;

    b) Le nombre d'arbres sur le terrain doit respecter un minimum d'un (1) arbre par 250 mètres carrés de superficie de terrain ;

    c) Il doit y avoir un minimum d'un (1) arbre en marge avant pour chaque 10 mètres linéaires de frontage du terrain adjacent à la rue. Les arbres doivent avoir un tronc mesurant au minimum cinq (5) centimètres mesuré à 0,3 mètre du sol et avoir une hauteur minimale de 1,8 mètre à la plantation.

    d) À l'exception des entrées charretières, une bande de deux (2) mètres de largeur mesurée à partir de la limite avant de la propriété doit être aménagée sur toute la longueur du terrain ayant façade sur rue doit être gazonnée et aménagée.

11.2.8 : Gestion écologique des eaux de ruissellement

Des fossés végétalisés, des noues végétalisées et/ou des bassins de rétention peuvent être aménagés de manière à récupérer et à traiter écologiquement l'ensemble ou une partie des eaux de ruissellement de toute surface imperméable présente sur le terrain, y compris les toitures.

11.2.9 : Espaces extérieurs communautaires

Un minimum d'un (1) espace extérieur communautaire ou d'agrément doit être prévu.

11.2.10 : Entreposage des déchets

Tout projet intégré résidentiel doit prévoir un lieu de dépôt pour la collecte des déchets, des matières recyclables et des matières putrescibles. La surface réservée à cet effet doit être facilement accessible à des camions effectuant la cueillette et être dissimulée de la rue en tout temps par un aménagement paysager.

11.2.11 : Critères environnementaux

Dans une optique de développement durable, tout projet doit respecter les critères environnementaux suivants :

1. Biorétention ou jardins de pluie : Au moins 1% de la superficie du terrain doit être aménagée en jardin de pluie ;

2. Chaussée ou cases perméables (ex : pavés alvéolés) : Un minimum de 10% des cases de l'aire de stationnement extérieure ou un minimum de 25% des allées véhiculaires privées doivent être recouvertes d'un revêtement perméable

Section 11.3 : Dispositions relatives aux projets intégrés au sein de la zone M-7

11.3.1 : Champs d'application

Nonobstant toute disposition contraire au présent chapitre, les dispositions de la présente section s'appliquent aux projets intégrés localisés au sein de la zone M-7 au *plan de zonage,* en plus des dispositions de la section 11.2 du présent règlement.

11.3.2 : Dispositions générales

Un projet intégré doit être localisé sur un (1) terrain qui peut être constitué d'un (1) ou plusieurs lots désignés à titre de parties privatives ou communes.

Un projet intégré doit comprendre un minimum de deux (2) bâtiments principaux dont l'usage est l'habitation, être desservi par un ou des allées véhiculaires privées et posséder un ou des aires d'agrément.

Pour qu'un projet intégré soit autorisé dans la zone M-7 les conditions suivantes doivent être respectées :

1. Le terrain doit être contigu à une rue publique ;

2. Le terrain doit être desservi par les services publics d'aqueduc et d'égout sanitaire.;

3. Le terrain doit respecter les dimensions minimales de lot prévu au Règlement de lotissement en vigueur.

11.3.3 : Dispositions relatives au stationnement

Les dispositions suivantes sont applicables à tout projet intégré résidentiel localisé au sein de la zone M-7 :

1. Nonobstant toute disposition contraire, un minimum de 1,75 case de stationnement par logement doit être aménagée ;

2. Au moins 24 % des cases de stationnement doivent être aménagées en pavés alvéolés devant toujours être comblés de verdure ;

3. Un minimum de 45% des cases de stationnement doivent être localisés à l'intérieur des bâtiments principaux en sous-sol ;

4. Un minimum de quatre (4) bornes de recharge pour véhicule électrique doivent être installées et accessible au sein de l'espace de stationnement ;

5. Nonobstant toute disposition contraire au présent règlement, les cases de stationnement doivent avoir une largeur minimale de 2,5 mètres et une profondeur minimale de 5,5 mètres. ;

6. Nonobstant le contenu du paragraphe précédent, lorsqu'un espace de stationnement comprend plus de 20 cases, il est permis d'aménager jusqu'à 20% des cases pour les petites voitures, sous réserve qu'elles aient une largeur minimale de 2,3 mètres et une profondeur minimale de 4,6 mètres.

11.3.4 : Dispositions relatives à l'aménagement des terrains

Au sein de la zone M-7, l'aménagement des terrains doit être réalisé conformément aux dispositions suivantes :

1. Il est nécessaire de préserver ou d'aménager un minimum de 40% de la superficie du terrain en espace vert ;

2. Un minimum de trois (3) aires d'agrément distinctes doivent être aménagées et entretenues ;

3. Un minimum de trois (3) aires de jardin communautaire doivent être aménagées et entretenues ;

4. Un minimum de trois (3) aires de jardins de pluie doivent être aménagées et entretenues ;

5. Un minimum de 25 arbres (feuillus et conifères) devant atteindre une hauteur minimale de sept (7) mètres à maturité doit être planté ou préservé ;

6. Un minimum de sept (7) conifères devant atteindre une hauteur minimale de dix (10) mètres à maturité doit être planté ou préservé ;

7. Un minimum de 80 Thuyas (famille des cèdres) devant minimalement atteindre une hauteur de six (6) mètres à maturité doit être planté ou préservé ;

8. Un minimum de 500 plants (arbustes et vivaces) doit être planté sur la propriété et entretenus ;

9. Un trottoir d'une largeur minimale d'un (1) mètre menant vers la rue principale doit minimalement être aménagé sur le terrain ;

10. Les conteneurs à déchets, à matières recyclables et à compost doivent être dissimulés par des aménagements paysagers de manière à ne pas être visible de la rue Principale. De plus, ils doivent être implantés à une distance minimale de 50 mètres de la ligne d'emprise de la rue Principale.

11.3.5 : Dispositions relatives aux bâtiments

Nonobstant toute disposition contraire, les dispositions suivantes sont applicables aux bâtiments localisés au sein d'un projet intégré dans la zone M-7 :

1. Les seuls matériaux de revêtement autorisés pour les bâtiments principaux et accessoires sont le CanExel et la brique d'argile ;

2. Un minimum de quatre (4) marquises végétalisées doivent être réparties au sein des bâtiments principaux du projet.

Section 11.4 : Dispositions relatives aux commerces régionaux

11.4.1 : Interdiction de commerces régionaux

Nonobstant toute disposition contraire au présent règlement, les commerces régionaux, soit des commerces ayant une superficie de plancher de 3 000m² et plus sont interdits sur le territoire de Saint-Roch-de-l'Achigan. Les commerces dont l'activité principale concerne la vente au détail de produits reliés à l'alimentation et dont la superficie de plancher est supérieure à 3 000m² sont toutefois autorisés au sein du périmètre d'urbanisation.

CHAPITRE 12 : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX CONSTRUCTIONS ET USAGES DÉROGATOIRES

Section 12.1 : Dispositions générales

12.1.1 : Champ d'application

Le présent chapitre s'applique aux constructions et usages dérogatoires protégées par droits acquis.

Sont considérés comme une construction ou un usage dérogatoire, toute construction ou partie d'une construction ou tout usage, dans une construction ou sur un terrain ou dans une partie d'une construction ou sur une partie d'un terrain, non conformes à une ou plusieurs des dispositions du *Règlement de zonage* ou du *Règlement de construction* lors de leur entrée en vigueur.

L'usage ou la construction dérogatoire sont protégés par droits acquis, si l'usage ou la construction étaient conformes au règlement alors en vigueur lors de son implantation, son exercice ou sa construction.

L'usage dérogatoire n'a pas pour effet de rendre dérogatoire la construction dans laquelle il s'exerce et le bâtiment dérogatoire n'a pas pour effet de rendre dérogatoire l'usage qui est exercé dans ce bâtiment.

12.1.2 : Usage et construction conformes sur un lot dérogatoire

Un usage ou une construction peuvent s'exercer ou s'implanter sur un lot dérogatoire protégé par droits acquis pour autant que l'usage ou la construction soient conformes aux règlements d'urbanisme.

Section 12.2 : Dispositions relatives aux usages dérogatoires protégés par droits acquis

12.2.1 : Remplacement d'un usage dérogatoire protégé par droits acquis

Un usage dérogatoire protégé par droits acquis ne peut être remplacé par un autre usage dérogatoire, à moins d'une disposition contraire à la présente section.

Par remplacement, on entend le changement de l'usage dérogatoire par un autre usage, qu'il s'agisse du même groupe d'usage, de la même classe d'usage ou du même code d'usage, ou non et ce, à la condition que les caractéristiques du nouvel usage doit être égale ou de moindres nuisances que l'usage existantes.

12.2.2 : Extension d'un usage dérogatoire protégé par droits acquis à l'intérieur d'un bâtiment

Un usage dérogatoire protégé par droits acquis peut être étendu ou augmenté dans un bâtiment intérieur, pour autant qu'il s'agisse du même usage et que l'usage ne soit pas modifié, aux conditions suivantes :

1. Les autres exigences des règlements d'urbanisme sont respectées ;

2. L'usage dérogatoire protégé par droits acquis peut être augmenté de 50 % de la superficie occupée à l'intérieur du bâtiment, à l'exception de la zone ID-5 où l'agrandissement de la superficie d'un usage dérogatoire protégé par droits acquis est interdit ;

3. Cette extension peut s'effectuer en plus d'une étape, mais sans jamais dépasser le maximum de 2 permis ;

4. Aucun permis pour l'agrandissement d'un usage dérogatoire ne pourra être émis après que la superficie d'agrandissement de 50 % de l'implantation existante au moment de l'entrée en vigueur du règlement aura été atteinte ou que le deuxième permis d'agrandissement aura été émis;

5. L'extension de l'usage doit s'effectuer sur le même terrain que celui où est situé l'usage dérogatoire.

12.2.3 : Extension d'un usage dérogatoire protégé par droits acquis à l'extérieur d'un bâtiment

Un usage dérogatoire protégé par droits acquis peut être étendu ou augmenté à l'extérieur, pour autant qu'il s'agisse du même usage et que l'usage ne soit pas modifié, aux conditions suivantes :

1. Les autres exigences des règlements d'urbanisme sont respectées ;

2. L'usage dérogatoire protégé par droits acquis peut être augmenté de 5 % de la superficie occupée à l'extérieur du bâtiment, à l'exception des terrains localisés dans les zones « I », ainsi que des activités d'entreposage de carcasses automobiles, incluant les fourrières, les cimetières automobiles, ainsi que les cours de ferraille;

3. Cette extension peut s'effectuer en plus d'une étape, mais sans jamais dépasser le maximum permis ;

4. L'extension de l'usage doit s'effectuer sur le même terrain que celui où est situé l'usage dérogatoire.

12.2.4 : Extension d'un usage de la classe extraction protégée par droits acquis

Une carrière, sablière ou gravière protégée par droits acquis peut être étendue ou augmentée, pour autant qu'il s'agisse du même usage d'extraction de ressources naturelles, aux conditions suivantes :

1. Les autres exigences des règlements d'urbanisme sont respectées ;

2. Un usage dérogatoire protégé par droits acquis de type sablière peut être augmenté de manière à exploiter 85 % de la superficie du terrain sur lequel porte le droit acquis;

3. Cette extension peut s'effectuer en plus d'une étape, mais sans jamais dépasser le maximum permis ;

4. L'extension de l'usage doit s'effectuer sur le même terrain que celui où est situé l'usage dérogatoire.

5. Nonobstant le contenu du présent article, l'agrandissement d'un usage dérogatoire protégé par droits acquis de type carrière est strictement prohibé;

12.2.5 : Reconstruction d'une construction détruite et devenue dangereuse dont l'usage est dérogatoire

1. Dans le cas d'une construction détruite ou devenue dangereuse de façon involontaire et ayant perdue moins de la moitié (50%) de sa valeur, il sera possible de la reconstruire pour l'utiliser aux mêmes usages dérogatoires.

2. Dans le cas d'une construction détruite ou devenue dangereuse de façon involontaire et ayant perdue la moitié (50%) ou plus de sa valeur, la construction perd ses droits acquis et l'usage doit respecter la réglementation de la zone.

3. Dans le cas d'une construction accessoire détruite ou devenue dangereuse de façon involontaire ou démolie à plus de la moitié (50%) de sa superficie, elle perd son droit acquis et doit se conformer à la réglementation de la zone. Elle ne doit pas être reconstruite.

12.2.6 : Abandon, cession ou interruption d'un usage dérogatoire protégé par droits acquis

Un usage dérogatoire protégé par droit acquis perd son droit si cet usage a été abandonné, a cessé ou a été interrompu pour une période supérieure à :

1. Six (6) mois pour les classes d'usages commerciales « commerce de restauration », « hébergement », « commerce automobile et routier », « commerce d'envergure » et la classe d'usages industrielle « industrie légère avec incidence » ;

2. Douze (12) mois pour les usages résidentiels, publics, agricoles et récréatifs et pour les classes d'usages commerciales « commerce local », « commerce de services » et « commerce de divertissement »;

3. Six (6) mois pour les classes d'usages industrielles « activité para-industrielle » et « industrie légère sans incidence »;

4. Six (6) mois pour toutes les autres classes d'usages non énuméré ci-haut;

De plus, un bâtiment dérogatoire qui a été modifié de façon à le rendre conforme au présent règlement ne peut être utilisé à nouveau de manière dérogatoire.

De même, un terrain ou un usage qui aurait été modifié pour le rendre conforme au présent règlement ne peut être utilisé à nouveau de manière dérogatoire.

12.2.7 : Dispositions particulières applicables à la zone AD-16 pour l'entreposage et le remisage extérieur pour les usages commerciaux.

Nonobstant toute disposition contraire au présent règlement, lorsque l'usage dérogatoire protégé par droits acquis est remplacé par un usage C207, l'entreposage et remisage extérieure peut uniquement être autorisé dans la zone AD-16, et ce aux conditions suivantes :

1. L'entreposage et le remisage extérieur doit être secondaire et complémentaire à l'activité et L'usage principale autorisé ;

2. La superficie minimale du terrain où est pratiqué l'activité est fixée à 7 500 mètres carrés ;

3. L'entreposage extérieur est autorisé lorsque situé à un minimum de 50 mètres d'un bâtiment résidentiel et sans être localisé dans la marge avant ;

4. L'entreposage doit être camouflé par un aménagement paysager constitué de clôture avec lattes et/ou de haies de cèdres et ne pas être visible de la voie publique;

5. Dans la marge avant, les haies de cèdres sont obligatoires et dans le cas mixte avec une clôture, la haie de cèdres doit être implantée du côté extérieur de la clôture, soit face à la rue.

6. Le stationnement et le remisage de véhicules commerciaux, de véhicules lourds, de véhicules-outils est autorisé si les véhicules appartiennent et servent à l'entreprise pratiquant l'usage et sont stationnés ou remisés à un minimum de 50 mètres de tout bâtiment résidentiel ;

7. Les stationnements et le nombre d'arbres minimum doivent être respecter les normes en vigueur.

12.2.8 : Dispositions particulières à la zone H-43

Dans la zone H-43, une habitation comportant trois (3) logements dont l'usage est dérogatoire mais protégé par droit acquis peut ajouter un quatrième (4) logements à l'intérieur de ce bâtiment.

12.2.9 : Dispositions particulières applicables à l'entreposage et remisage extérieur de réservoirs et d'une bonbonne d'une station de remplissage pour une entreprise commercial dans la zone AD-16

- L'entreposage et le remisage doit être secondaire et complémentaires à l'activité et l'usage principale autorisé en ce lieu;
- Une seule station de remplissage peut être permis et aucun client sur place, aucune transaction, ni vente n'est réalisée sur les lieux;
- La superficie minimale du terrain où est pratiquée l'activité est fixée à 5 400 mètres carrés ;
- Le lieu de la station de remplissage, de l'entreposage des réservoirs et autres matériaux en lien avec l'usage principal doit être situé à un minimum de 50 mètres de tous bâtiments résidentiels;
- Le lieu de la station de remplissage et des entreposages doit être camouflé par un aménagement paysager constitué d'une clôture avec lattes et/ou de haies de cèdres et ne doit pas être visible de la voie publique;
- Il n'est pas permis d'entreposer plus de 40 réservoirs sur les lieux en même temps;
- Dans la marge avant, les haies de cèdres sont obligatoires et dans le cas mixte avec une clôture, la haie de cèdres doit être implantée du côté extérieur de la clôture, soit face à la rue;
- Les aménagements paysagers devront être mis en place afin de camoufler les vues directes sur l'entreposage, les aires de stationnements, et ce, à partir des propriétés (dont l'usage est résidentiel) adjacentes audit terrain;
- Les stationnements et le nombre d'arbres minimum doivent respecter les normes en vigueur.

Section 12.3 : Dispositions relatives aux constructions dérogatoires

12.3.1 : Réparation et entretien

Toute construction dérogatoire protégée par droits acquis ne peut être modifiée ou remplacée par un autre usage ou construction dérogatoire. Seule la réparation et l'entretien d'une construction dérogatoire protégée par droits acquis sont autorisés.

12.3.2 : Agrandissement d'une construction dérogatoire protégée par droits acquis

Une construction dérogatoire protégée par droits acquis peut être agrandie aux conditions suivantes :

1. L'agrandissement est conforme aux règlements d'urbanisme et particulièrement celui du règlement de construction ;

2. L'agrandissement n'a pas pour effet d'aggraver la dérogation ;

3. L'agrandissement ne peut excéder 50% de l'implantation de la construction dérogatoire protégée par droits acquis;

4. Une construction dérogatoire quant à son implantation et protégée par droits acquis peut être agrandie sans toutefois que le prolongement d'un des murs ne viennent aggraver la marge avant. Dans l'éventualité que ce bâtiment serve de garage, il doit se situer à au moins 6 mètres de l'emprise de la voie publique ;

5. L'agrandissement peut se faire en hauteur en se limitant à la totalité de la superficie d'implantation lorsque les règlements d'urbanisme le permettent ;

6. Toutes constructions accessoires protégées par droits acquis dont l'implantation et les matériaux sont dérogatoires ne peuvent être agrandies mais peuvent être remplacées conformément aux règlements d'urbanisme ;

Le présent article ne s'applique pas aux constructions dérogatoires protégées par droits acquis situées en rive.

12.3.3 : Déplacement d'une construction dérogatoire protégée par droits acquis

Un bâtiment ou une construction dont l'implantation est dérogatoire peut être déplacé sur un même terrain pour rendre ladite implantation conforme à la réglementation ou pour se rapprocher le plus possible de la conformité.

12.3.4 : Reconstruction d'une construction détruite et devenue dangereuse dont l'implantation et la construction sont dérogatoires

Dans le cas d'une construction détruite involontairement et qu'il est impossible pour cette construction de respecter les dispositions du présent règlement, il sera possible de la reconstruire selon la même implantation.

Dans le cas d'une construction détruite volontairement ou qu'il est possible pour cette construction de respecter les dispositions du présent règlement, la construction doit être reconstruite conformément aux dispositions du présent règlement.

Dans le cas d'une construction accessoire détruite ou devenue dangereuse de façon involontaire ou démolie à plus de la moitié (50%) de sa superficie, elle peut être reconstruite en respectant les normes d'implantation et de construction exigées dans la zone.

Dans le cas d'une construction dont sa construction est détruite ou démolie involontairement, elle doit être reconstruite en conformité avec les dispositions du présent règlement et du règlement de construction.

Dans tous les cas, la reconstruction doit débuter en deçà de 12 mois suivant la date à laquelle les dommages ont été causés, ou en deçà de 12 mois suivant le jugement final dans le cas où des implications juridiques affectent la reconstruction, sinon le bâtiment perd ses droits acquis.

12.3.5 : Déplacement d'une construction dérogatoire protégée par droits acquis dans une rive

Le déplacement d'une construction dérogatoire protégée par droits acquis située dans une rive est autorisé aux conditions suivantes :

1. Les dimensions du terrain ne permettent plus le déplacement du bâtiment principal à l'extérieur de la rive considérant la largeur de celle-ci et la relocalisation de ce bâtiment ne peut raisonnablement être réalisé ailleurs sur le terrain (le requérant doit faire la démonstration que le bâtiment ne peut être relocalisé à l'extérieur de la rive) ;

2. Le déplacement n'entraîne pas un empiétement supplémentaire dans la rive et n'aggrave pas la situation dérogatoire qui prévalait ;

3. Le lotissement a été réalisé avant le 23 mars 1983;

4. Le terrain n'est pas situé dans une zone à forts risques d'érosion ou de glissements de terrain ;

5. Une bande minimale de protection de 5 mètres doit obligatoirement être conservée dans son état actuel ou retournée à l'état naturel si elle ne l'était déjà.

12.3.6 : Dispositions concernant l'implantation d'une construction ou d'un ouvrage dérogatoire réputé conforme

Lorsqu'une construction ou un ouvrage est dérogatoire à la marge prescrite dans le présent règlement, il est réputé conforme aux conditions suivantes :

1. Le requérant a obtenu un permis ou un certificat conforme pour la réalisation de cette construction ou de cet ouvrage dont l'implantation est dérogatoire;

2. Cette implantation dérogatoire ne doit en aucun cas avoir été planifiée intentionnellement;

La non-conformité relative à l'empiétement dans la marge prescrite ne peut excéder 10% de la marge exigée au présent règlement.

Section 12.4 : Dispositions relatives aux enseignes dérogatoires protégées par droits acquis

12.4.1 : Entretien et réparation d'une enseigne dérogatoire protégée par droits acquis

L'entretien et la réparation d'une enseigne dérogatoire protégée par droits acquise sont autorisés.

Pour les fins du présent article, l'entretien et la réparation incluent le changement du message de l'enseigne sans entraîner une modification ou un agrandissement de la structure de l'enseigne.

12.4.2 : Agrandissement d'une enseigne dérogatoire protégée par droits acquis

L'agrandissement d'une enseigne dérogatoire protégée par droits acquis est autorisé uniquement si cet agrandissement a pour effet de rendre l'enseigne conforme au présent règlement.

12.4.3 : Remplacement d'une enseigne dérogatoire protégée par droits acquis

Le remplacement d'une enseigne dérogatoire protégée par droits acquis est autorisé uniquement si ce remplacement a pour effet de rendre l'enseigne conforme au présent règlement.

Section 12.5 : Dispositions relatives aux droits acquis en zone agricole

12.5.1 : Remplacement d'un usage bénéficiant de droits acquis par un usage de même type

Dans les zones AD et ID, les usages autres qu'agricoles bénéficiant de droits acquis reconnus peuvent être remplacés par un usage de même type pourvu que ceux-ci n'occasionnent pas plus de nuisance auprès du voisinage et qu'ils aient reçu l'autorisation de la CPTAQ.

12.5.2 : Remplacement d'un usage C ou I bénéficiant de droits acquis par un usage H101

Dans les zones AD et ID, les usages commerciaux ou industriels bénéficiant de droits acquis ou d'une autorisation de la CPTAQ peuvent être convertis en usage H101 et ce, conformément à une autorisation délivrée par la CPTAQ.

12.5.3 : Déplacement d'une résidence bénéficiant de droits acquis

Dans les zones AD et ID, le déplacement d'une résidence à l'extérieur d'une superficie de droits acquis reconnue est autorisé à certaines conditions. Les conditions suivantes doivent être remplies pour le déplacement de la résidence à l'extérieur de la superficie de droits acquis :

1. L'obtention de l'autorisation de la CPTAQ ;
2. Le respect des distances séparatrices;
3. Le respect du règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées;
4. Le respect des règlements municipaux.

12.5.4 : Agrandissement d'un usage bénéficiant d'un droit acquis

Dans les zones AD et ID, il est permis d'agrandir un usage bénéficiant de droits acquis reconnus sur un autre terrain pourvu que celui-ci ait obtenu l'autorisation de la Commission de protection du territoire agricole du Québec.

12.5.5 : Installation d'élevage dérogatoire

Dans toutes les zones, une installation d'élevage existante peut augmenter le nombre d'unités animales, agrandir, construire des ouvrages, reconstruire en cas de sinistre, effectuer la réfection de bâtiments et de structures d'entreposage et remplacer son type d'élevage, en respectant les conditions suivantes :

1. Le nombre d'unités animales de l'installation d'élevage peut être augmenté de 75 unités animales jusqu'à un maximum de 225 unités animales. De plus, le coefficient d'odeur des catégories ou groupes des nouveaux animaux n'est pas supérieur à celui de la catégorie ou du groupe d'animaux qui compte le plus d'unités animales. Enfin, l'accroissement, ici visé, demeure assujetti aux normes municipales relatives à l'espace qui doit être laissé libre entre les constructions par rapport aux lignes de voies de circulation et les lignes de terrains.

2. L'agrandissement, la reconstruction en cas de sinistre, la réfection et la construction d'une installation d'élevage doivent être effectuées en direction opposée à un usage non agricole visé par le présent document ou respecter les normes minimales d'implantation.

    a) L'agrandissement ou la reconstruction, demeure assujettie à la réglementation municipale relative à l'espace qui doit être laissé libre entre les constructions par rapport aux lignes de voies de circulation et les lignes de terrains.

    b) La reconstruction à la suite d'un sinistre devra débuter dans les 24 mois suivants le sinistre.

3. Dans un bâtiment d'élevage existant dérogatoire, un type d'élevage peut être remplacé par un type d'élevage de même espèce ou ayant un coefficient d'odeur égal ou inférieur s'assurant toutefois de respecter les dispositions applicables de la section 8.

4. Lorsqu'il est inutilisé et dérogatoire, un bâtiment d'élevage peut de nouveau être utilisé à des fins d'élevage pourvu qu'il ne se soit pas écoulé plus d'une année suivant la cessation ou l'abandon des activités d'élevage dans ledit bâtiment.

12.5.6 : Îlots déstructurés

Dans les îlots déstructurés, une installation d'élevage existante ne peut faire l'objet d'un agrandissement ou d'une augmentation du nombre d'unités animales, sauf pour le cas d'une entreprise bénéficiant d'un droit à l'accroissement consenti par la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles.

12.5.7 : Taux d'implantation au sol pour les terrains à usage résidentiel dans les zones AD, AM, ID et F

Le taux d'implantation au sol maximal d'un terrain occupé par un usage résidentiel protégé par droits acquis situés dans les zones AD, ID, AM et F et dont la superficie est égale ou inférieure à 5 000 m^2, mais supérieure à 2 999 m^2, est de 18 %.

Le taux d'implantation au sol maximal d'un terrain occupé par un usage résidentiel protégé par droits acquis situés dans les zones AD, ID, AM et F et dont la superficie est égale ou inférieure à 2 999 m^2, mais supérieure à 999 m^2, est de 20 % à la condition que la superficie d'implantation du bâtiment principal n'excède pas 450 m^2.

Le taux d'implantation au sol maximal d'un terrain occupé par un usage résidentiel protégé par droits acquis situés dans les zones AD, ID, AM et F et dont la superficie est égale ou inférieure à 999 m^2 est de 30 % à la condition que la superficie d'implantation du bâtiment principal n'excède pas 200 m^2.

Section 12.6 : Dispositions relatives aux services et équipements régionaux

12.6.1 : Champ d'application

La présente section s'applique aux services et équipements régionaux suivants, localisés sur l'ensemble du territoire de la municipalité, s'ils n'étaient pas existants et en exercice avant le 1er novembre 2019 :

1. Les services administratifs gouvernementaux et paragouvernementaux desservant l'ensemble de la MRC et la région administrative de Lanaudière. Cependant, les services requérant de vastes espaces d'entreposage extérieurs et ceux rattachés à une ressource spécifique du milieu pourront être localisés à l'extérieur des pôles ;

2. Les équipements scolaires d'enseignement collégial et universitaire. Cependant, les maisons d'enseignement rattachées à une ressource spécifique du milieu (ex: école d'agriculture) pourront être localisées à l'extérieur des pôles ;

3. Les établissements publics reliés à la santé et aux services sociaux de type centre hospitalier, centre de protection de l'enfance et de la jeunesse, centre d'hébergement et de soins de longue durée et centre de réadaptation de nature publique au sens de la Loi sur les services de santé et de services sociaux (L.R.Q., chapitre S-4.2). Sont cependant exclus les comptoirs de service (ex.: CLSC) décentrés par rapport au siège social de l'établissement ;

4. Les équipements d'administration de la justice tels que Palais de Justice. Cependant, les centres de probation et de détention pourront être localisés à l'intérieur ou à l'extérieur du périmètre ;

5. Les équipements culturels majeurs à caractère permanent desservant la MRC de Montcalm et la région administrative de Lanaudière. Sont cependant exclus les équipements reliés à une ressource archéologique, historique, naturelle ou récréative lorsque les caractéristiques du site le requièrent (ex: musée, centre d'interprétation, ou autres).

12.6.2 : Dispositions relatives à l'usage dérogatoire

Les services et équipements régionaux assujettis à la présente section bénéficient de droits acquis.

Tous bâtiments, équipements et infrastructures qui comportent des services ou équipements publics régionaux peuvent continuer d'être utilisés et peuvent être utilisés par d'autres locataires, dont ceux du gouvernement.

Section 12.7 : Dispositions particulières applicables à la zone ID-2

12.7.1 : Champ d'application

Nonobstant les dispositions du présent chapitre, les dispositions de la présente section s'appliquent à un usage commercial dérogatoire de type « C705 – Établissements liés au transport, à la logistique et à la distribution de produits » existant avant 1995 situé dans la zone ID-2 tel qu'illustré à l'annexe 1 – *plan de zonage*.

12.7.2 : Abandon, cession ou interruption de l'usage dérogatoire protégé par droits acquis

L'usage dérogatoire protégé par droit acquis perd son droit si cet usage a été abandonné, a cessé ou a été interrompu pour une période supérieure à trente (30) mois.

12.7.3 : Dispositions relatives aux constructions dérogatoires

Une construction ou un bâtiment dérogatoire protégé par droits acquis et occupé par l'usage dérogatoire peut être démoli et reconstruit, dans un délai maximal de trente (30) mois, sans perdre ses droits acquis relatifs à la construction ou au bâtiment.

12.7.4 : Dispositions particulières applicables à l'entreposage et remisage extérieur de réservoirs et d'une bonbonne d'une station de remplissage pour une entreprise commerciale existante dans la zone ID-2

Un usage commercial de type « C705 – Établissements liés au transport, à la logistique et à la distribution de produits » dérogatoire protégé par droits acquis peut entreposer un maximum de 40 réservoirs (vides ou presque vides) et un maximum d'une (1) station de remplissage de bonbonne aux conditions suivantes :

1. L'usage est existant à l'entrée en vigueur du présent règlement;
2. L'usage bénéficie d'une déclaration d'exercice d'un droit ou d'une autorisation de la CPTAQ;
3. L'entreposage demeure complémentaire à l'usage principal;
4. L'entreposage n'occasionne pas plus de nuisances auprès du voisinage;
5. Aucun client sur place, aucune transaction, ni vente n'est réalisée sur les lieux;
6. La superficie du terrain où est pratiquée l'usage est d'au moins 5 400 mètres carrés;

7. Le lieu de la station de remplissage, de l'entreposage des réservoirs et autres matériaux en lien avec l'usage principal doit être situé à un minimum de 50 mètres de tout bâtiment résidentiel;

8. Le lieu de la station de remplissage et de l'entreposage doit être camouflé par un aménagement paysager constitué d'une clôture avec lattes et/ou de haies de cèdres et ne doit pas être visible de la voie publique;

9. Dans la marge avant, les haies de cèdres sont obligatoires. Dans le cas où une haie et une clôture sont utilisées dans la marge avant, la haie de cèdres doit être implantée du côté extérieur de la clôture, soit du côté de la rue;

10. Les aménagements paysagers devront être mis en place afin de camoufler les vues directes sur l'entreposage et les aires de stationnements, et ce, à partir des propriétés résidentielles adjacentes audit terrain;

11. Les stationnements et le nombre d'arbres minimum doivent respecter les normes du présent règlement;

Section 12.8 : Dispositions particulières relatives à la conformité de certaines normes

12.8.1 : Dispositions applicables à la plantation d'arbres

La hauteur minimale exigé pour un arbre au moment de la plantation sur un terrain est réputée conforme s'il y a une variation de maximum 0,30 mètre par rapport à la hauteur prescrite par le présent règlement, et ce à la condition que ce type d'arbre à sa maturité dépasse 4 mètres de hauteur.

12.8.2 : Dispositions applicables à l'implantation des bâtiments

Les bâtiments principaux excédant le taux d'implantation maximal applicable à la zone sont réputés conformes à la condition que le pourcentage excédentaire n'excède pas plus de 0,3 point de pourcentage du taux d'implantation maximal applicable. Cette norme s'applique également au pourcentage maximal prévu pour les bâtiments accessoires détachés à la condition que le pourcentage excédentaire n'excède pas plus de 0,3 point de pourcentage du taux d'implantation maximal (incluant le bâtiment principal) prévu dans la zone.

Les bâtiments accessoires détachés dont la superficie excèdent la superficie maximale prévue au présent règlement sont réputés conformes à la condition que la superficie excédentaire ne représente pas plus de 5% de la superficie maximale du bâtiment accessoire permis par le règlement.

CHAPITRE 13 : DISPOSITIONS FINALES

Section 13.1 : Dispositions pénales et entrée en vigueur

13.1.1 : Contraventions et pénalités : dispositions générales

Quiconque contrevient aux dispositions du présent règlement, autres que les dispositions relatives à l'abattage d'arbres, commet une infraction.

Une infraction au présent règlement rend le contrevenant passible des amendes suivantes (dans tous les cas, les frais de la poursuite sont en sus) :

	Personne physique		Personne morale	
	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum
Première amende	200 $	1 000 $	400 $	2 000 $
Cas de récidive	400 $	2 000 $	800 $	4 000 $

Les délais pour le paiement des amendes et des frais imposés en vertu du présent règlement, et les conséquences du défaut de payer lesdites amendes et les frais dans les délais prescrits sont établis conformément au *Code de Procédure pénale du Québec (L.R.Q., c. C-25.1).*

Si une infraction dure plus d'un jour, l'infraction commise à chacune des journées constitue une infraction distincte et les pénalités édictées pour chacune des infractions peuvent être imposées pour chaque jour que dure l'infraction, conformément au présent article.

13.1.2 : Contraventions et pénalités : dispositions particulières à l'abattage d'arbres

Quiconque contrevient aux dispositions du présent règlement relativement à l'abattage d'arbres, commet une infraction.

Une infraction au présent règlement concernant l'abattage d'arbres rend le contrevenant passible d'une amende minimale de 500 $ à laquelle s'ajoute (dans tous les cas, les frais de poursuite sont en sus) :

1. Dans le cas d'un abattage sur une superficie inférieure à 1 hectare, un montant minimal de 100 $ et maximal de 200 $ par arbre abattu illégalement, jusqu'à concurrence de 5 000 $;

2. Dans le cas d'un abattage sur une superficie de 1 hectare et plus, une amende minimale de 5 000 $ et maximale de 15 000 $ par hectare complet déboisé à laquelle s'ajoute, pour

3. Chaque fraction d'hectare déboisée, un montant déterminé conformément au paragraphe précédent.

Les montants prévus aux paragraphes précédents sont doublés en cas de récidive.

Les délais pour le paiement des amendes et des frais imposés en vertu du présent règlement, et les conséquences du défaut de payer lesdites amendes et les frais dans les délais prescrits sont établis conformément au *Code de Procédure pénale du Québec (L.R.Q., c. C-25.1)*.

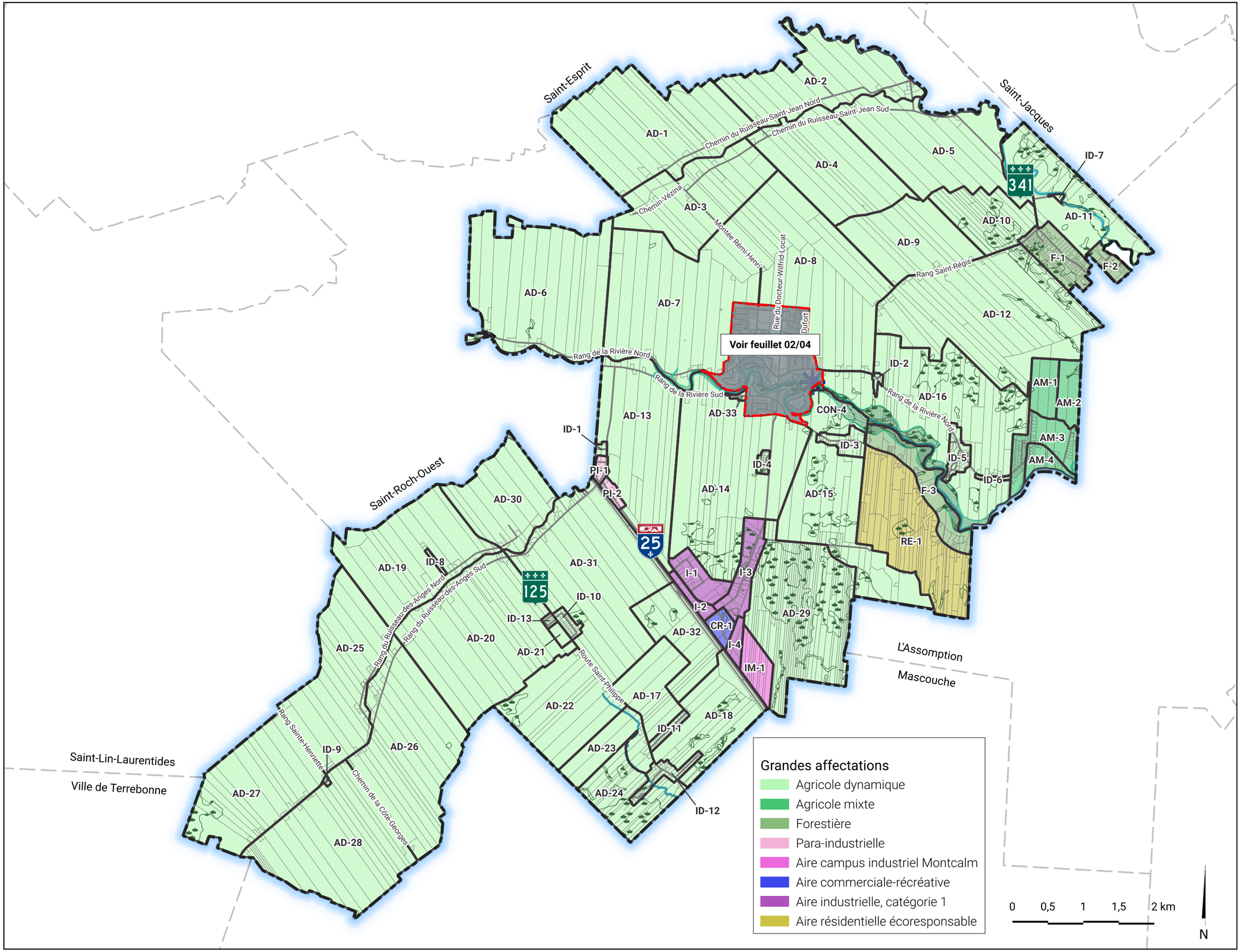
13.1.3 : Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Sébastien Marcil
Maire

Mathieu Robillard
Directeur général

ANNEXE 1 : PLAN DE ZONAGE



Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

Plan de Zonage

Feuillet 01/04- Extérieur du PU

Ce plan fait partie intégrante du Règlement No. 574-2025 de la Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

LÉGENDE

- Limites des municipalités voisines
- Limite de Saint-Roch-de-l'Achigan
- Périmètre d'urbanisation
- Cadastre
- Limite de zone
- Réseau routier
- Cours d'eau
- Milieu humide
- Zone à risque d'inondation

* Préfixe de zone

AD	Agricole dynamique
AM	Agricole mixte
C	Commerciale
CON	Conservation
CR	Commerciale-régionale

F	Forestière
H	Habitation
I	Industrielle
ID	Îlot déstructuré
P	Publique
RE	Récréoforestière

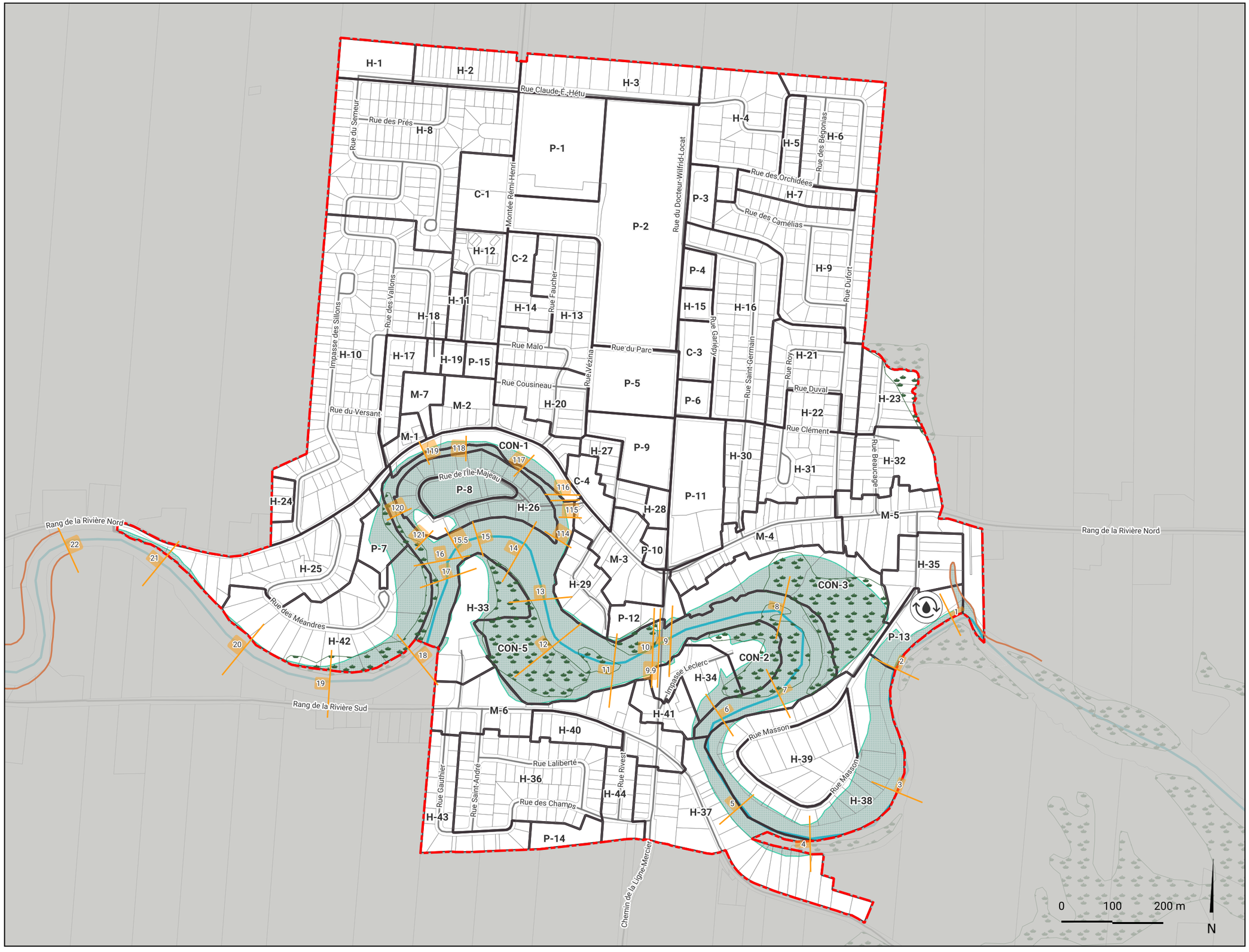
Modification au plan de zonage

No règlement	Entrée en vigueur

Références cartographiques :
MRC Montcalm

Numéro du projet : 1311-773
Format original : 11x17
Projection : NAD 83 (CSRS) / MTM zone 8
Dernière modification : 2025-11-11

apur créatif



Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

Plan de Zonage

Feuillet 02/04 - Intérieur du PU

Ce plan fait partie intégrante du Règlement No. 574-2025 de la Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

LÉGENDE

- Limites des municipalités voisines
- Limite de Saint-Roch-de-l'Achigan
- Périmètre d'urbanisation
- Limite de zone
- Cadastre
- Réseau routier
- Milieu humide
- Cours d'eau
- Zone à risque d'inondation
- Station d'épuration
- Point de cote de la zone inondable
- Limite de la plaine inondable (20 ans)

* Préfixe de zone

AD	Agricole dynamique
AM	Agricole mixte
C	Commerciale
CON	Conservation
CR	Commerciale-régionale

F	Forestière
H	Habitation
I	Industrielle
ID	Îlot déstructuré
P	Publique
RE	Récréoforestière

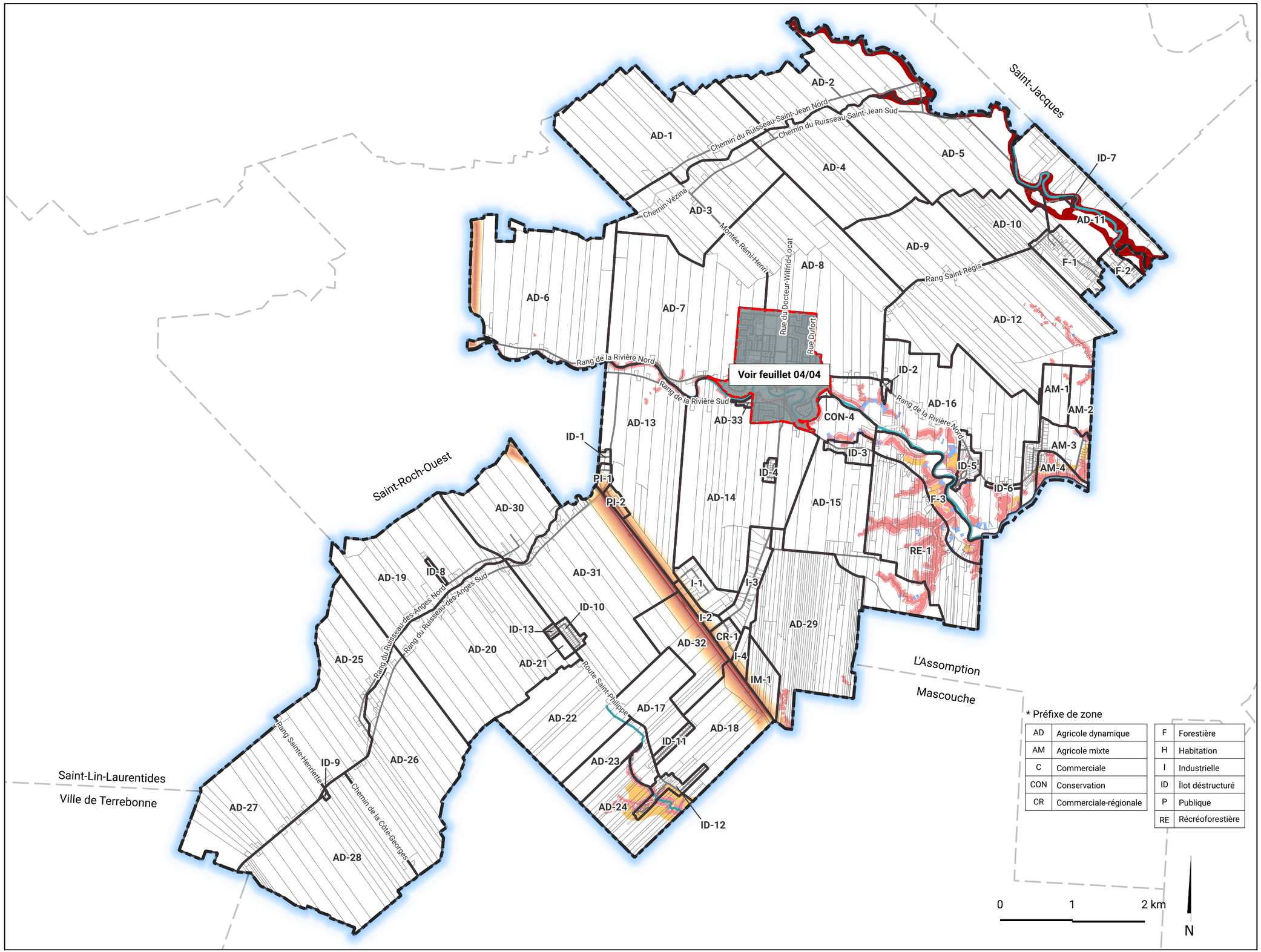
Modification au plan de zonage

No règlement	Entrée en vigueur

Références cartographiques :
MRC Montcalm

Numéro du projet : 1311-773
Format original : 11x17
Projection : NAD 83 (CSRS) / MTM zone 8
Dernière modification : 2025-11-11

apur créatif



Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

Plan de Zonage

Feuillet 03/04 - Extérieur du PU

Ce plan fait partie intégrante du Règlement No. 574-2025 de la Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

LÉGENDE

- Limites des municipalités voisines
- Limite de Saint-Roch-de-l'Achigan
- Périmètre d'urbanisation
- Limite de zone
- Cadastre
- Réseau routier
- Cours d'eau
- Zone de bruit routier (210m)

Zone de contraintes relatives au glissement de terrain

- NA1
- NA1 talus
- NA2
- NA2 talus
- RA1 Base
- RA1 Sommet
- RA1-NA2
- Zone exposée aux mouvements de terrain fortement rétrogressifs

* Préfixe de zone

AD	Agricole dynamique
AM	Agricole mixte
C	Commerciale
CON	Conservation
CR	Commerciale-régionale
F	Forestière
H	Habitation
I	Industrielle
ID	Îlot déstructuré
P	Publique
RE	Récréoforestière

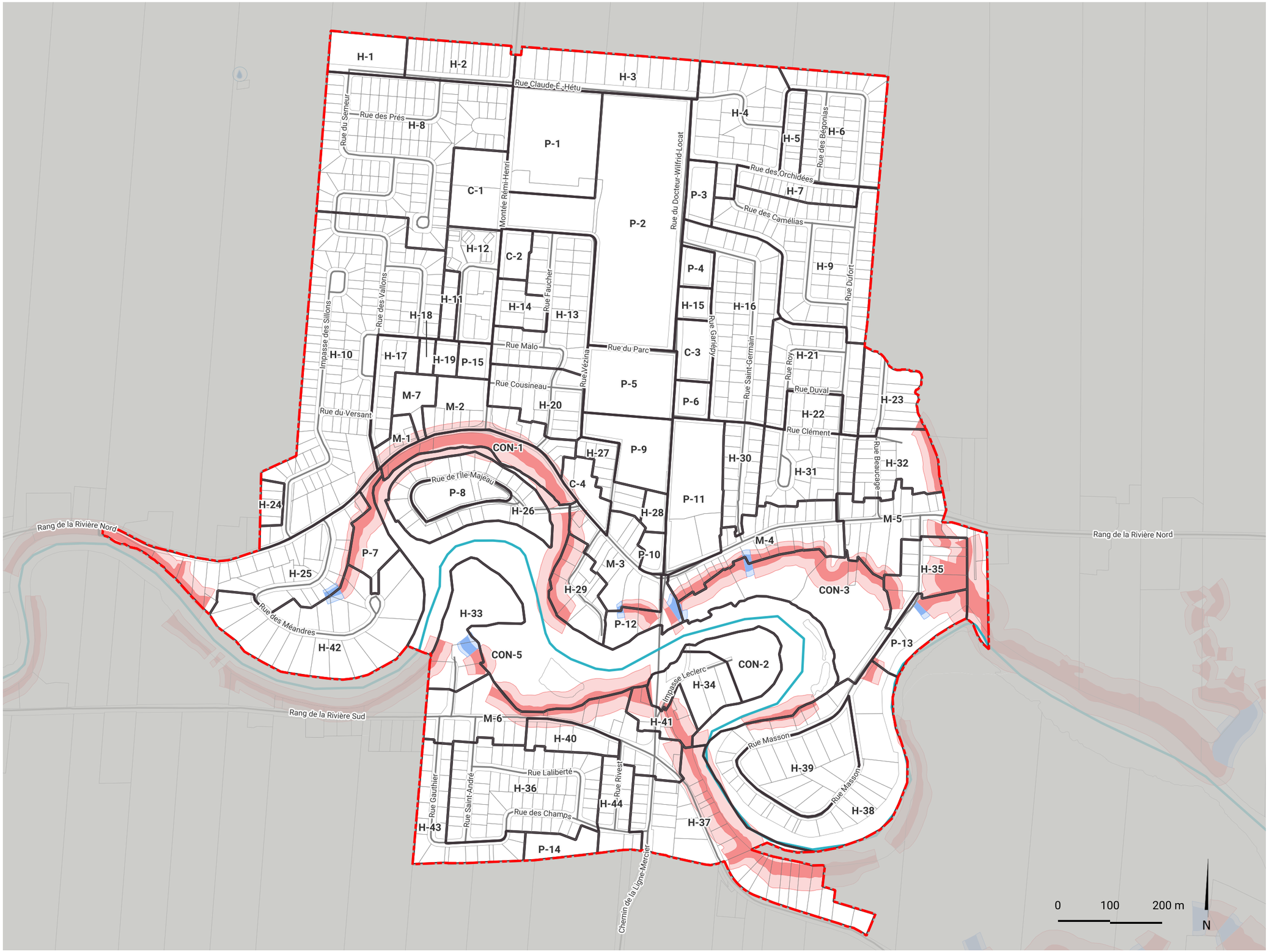
Modification au plan de zonage

No règlement	Entrée en vigueur

Références cartographiques :
MRC Montcalm

Numéro du projet : 1311-773
Format original : 11x17
Projection : NAD 83 (CSRS) / MTM zone 8
Dernière modification : 2025-11-11

apur créatif



Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

Plan de Zonage

Feuillet 04/04 - Intérieur du PU

Ce plan fait partie intégrante du Règlement No. 574-2025 de la Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

LÉGENDE

- Limite de Saint-Roch-de-l'Achigan
- Périmètre d'urbanisation
- Limite de zone
- cadastre
- Réseau routier
- Cours d'eau

Zone de contraintes relatives au glissement de terrain

- NA1
- NA1 talus
- NA2
- NA2 talus

* Préfixe de zone

AD	Agricole dynamique
AM	Agricole mixte
C	Commerciale
CON	Conservation
CR	Commerciale-régionale

F	Forestière
H	Habitation
I	Industrielle
ID	Îlot déstructuré
P	Publique
RE	Récréoforestière

Modification au plan de zonage	
No règlement	Entrée en vigueur

Références cartographiques :
MRC Montcalm

Numéro du projet : 1311-773
Format original : 11x17
Projection : NAD 83 (CSRS) / MTM zone 8
Dernière modification : 2025-10-30

apur créatif

ANNEXE 2 : GRILLES DES SPÉCIFICATIONS

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	•							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale	•							
H104 Multifamiliale	•							
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure		• (1)						
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé		•						
Jumelé								
Contigu	•							
Marges								
Avant (min./ max.)	6,5	6,5						
Latérales (min. / totales)	7,5/15	7,5/15						
Arrière (min.)	4.9	4.9						
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	2/2	2/2						
En mètres (max.)	9,15	9,15						
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	72	72						
Largeur (min.)	6	6						
Taux d'implantation - % (max.)	50	50						
Nbre de logements par bâtiment (max.)	4							
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	360	500						
Largeur du terrain (min.)	12	10						
Profondeur du terrain (min.)	30	30						
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré	•							
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel								
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Zone H-1

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(1) P203, P204

NOTES

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone H-2

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale								
H102 Bifamiliale	• (5)							
H103 Trifamiliale		• (5)						
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure			• (4)					
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé								
Jumelé	•	•						
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	6 (1)(2)	6 (1)(2)						
Latérales (min. / totales)	0/6	0/6						
Arrière (min.)	15	15						
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/3	1/3						
En mètres (max.)	10,7	10,7						
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	90	90						
Largeur (min.)	8.5	8.5						
Taux d'implantation - % (max.)	40	40						
Nbre de logements par bâtiment (max.)	2	3						
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	324	324						
Largeur du terrain (min.)	12	12						
Profondeur du terrain (min.)	27	27						
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•	•						
Atelier d'artistes et d'artisans								
Logement intergénérationnel								
Location de chambres								
Logement au sous-sol	• (3)	• (3)						
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(4) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

(1) Pour les terrains d'angle, la marge avant applicable du côté qui n'est pas la façade principale est de 4 m

(2) Les porches, tambours, perrons, balcons, galeries, vérandas, solariums, auvents et escaliers emmurés sont autorisés pourvu que l'empiétement dans la marge n'excède pas 1 m

(3) voir article 2.3.6 (logements au sous-sol)

(5) Architecture bâtiment jumelée : Le même modèle de bâtiment de type jumelée (aspects extérieurs : exemples : matériaux de revêtements extérieurs, couleurs, etc.) ne peut être implanté sur le terrain voisin immédiat

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone H-3

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale								
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale	• (3)							
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure		• (2)						
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•							
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	7,5							
Latérales (min. / totales)	3/9							
Arrière (min.)	7.5							
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	2/3							
En mètres (max.)	10,7							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)								
Largeur (min.)	13.75							
Taux d'implantation - % (max.)	40							
Nbre de logements par bâtiment (max.)	8							
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	600							
Largeur du terrain (min.)	20							
Profondeur du terrain (min.)	30							
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré	•							
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans								
Logement intergénérationnel								
Location de chambres								
Logement au sous-sol	• (1)							
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(2) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

(1) voir article 2.3.6 (logements au sous-sol)

(3) Architecture bâtiment isolée : Le même modèle de bâtiment de type jumelée (aspects extérieurs : exemples : matériaux de revêtements extérieurs, couleurs, etc.) ne peut être implanté sur le terrain voisin immédiat.

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone H-4

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale								
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale	•							
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure		• (2)						
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•							
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2							
Latérales (min. / totales)	3/9							
Arrière (min.)	7.5							
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	2/3							
En mètres (max.)	10,7							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	90							
Largeur (min.)	13.75							
Taux d'implantation - % (max.)	40							
Nbre de logements par bâtiment (max.)	8							
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	600							
Largeur du terrain (min.)	20							
Profondeur du terrain (min.)	30							
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans								
Logement intergénérationnel								
Location de chambres								
Logement au sous-sol	• (1)							
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(2) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

(1) voir article 2.3.6 (logements au sous-sol)

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone H-5

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	•	•						
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure			• (1)					
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•		•					
Jumelé		•						
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	7,5	7,5	7,5					
Latérales (min. / totales)	1/3	0/3	1/3					
Arrière (min.)	7.5	7.5	7.5					
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1,5/2	1/2					
En mètres (max.)	9,15	9,15	9,15					
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	76	56	76					
Largeur (min.)	7.6	7.6	7.6					
Taux d'implantation - % (max.)	30	20	30					
Nbre de logements par bâtiment (max.)	1	1						
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	450	360						
Largeur du terrain (min.)	15	12						
Profondeur du terrain (min.)	30	30						
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•	•						
Atelier d'artistes et d'artisans	•	•						
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(1) P203, P204

NOTES

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone H-6

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	•							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure		• (1)						
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•							
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	7,5							
Latérales (min. / totales)	1/3							
Arrière (min.)	7.5							
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2							
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	76							
Largeur (min.)	8.5							
Taux d'implantation - % (max.)	30							
Nbre de logements par bâtiment (max.)	1							
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	450							
Largeur du terrain (min.)	15							
Profondeur du terrain (min.)	30							
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(1) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone H-7

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	•	•						
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure			• (1)					
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•							
Jumelé		•						
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	7,5	7,5						
Latérales (min. / totales)	1/3	0/3						
Arrière (min.)	7.5	7.5						
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2						
En mètres (max.)	9,15	9,15						
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	76	76						
Largeur (min.)	7.6	7.6						
Taux d'implantation - % (max.)	30	30						
Nbre de logements par bâtiment (max.)	1	1						
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	450	360						
Largeur du terrain (min.)	15	12						
Profondeur du terrain (min.)	30	30						
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•	•						
Atelier d'artistes et d'artisans	•	•						
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(1) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone H-8

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	•	•						
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure			• (1)					
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•						
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	6	6						
Latérales (min. / totales)	1/3	1/3						
Arrière (min.)	7.5	7.5						
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/1	2/2						
En mètres (max.)	9,15	9,15						
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85	56						
Largeur (min.)	9	7.6						
Taux d'implantation - % (max.)	30	30						
Nbre de logements par bâtiment (max.)	1	1						
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	450	450						
Largeur du terrain (min.)	15	15						
Profondeur du terrain (min.)	30	30						
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•	•						
Atelier d'artistes et d'artisans	•	•						
Logement intergénérationnel	•	•						
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(1) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	•							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure		• (1)						
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•							
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	7,5							
Latérales (min. / totales)	1/3							
Arrière (min.)	7.5							
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2							
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	76							
Largeur (min.)	8.5							
Taux d'implantation - % (max.)	30							
Nbre de logements par bâtiment (max.)	1							
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	450							
Largeur du terrain (min.)	15							
Profondeur du terrain (min.)	30							
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Zone H-9

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(1) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone H-10

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	•							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure		• (1)						
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•							
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	7,5							
Latérales (min. / totales)	1/3							
Arrière (min.)	7.5							
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2							
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	56							
Largeur (min.)	7.6							
Taux d'implantation - % (max.)	30							
Nbre de logements par bâtiment (max.)	1							
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	450							
Largeur du terrain (min.)	15							
Profondeur du terrain (min.)	30							
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	•
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(1) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone H-11

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale								
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale	•							
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure		• (2)						
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•							
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	7,5							
Latérales (min. / totales)	3/9							
Arrière (min.)	7.5							
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	2/3							
En mètres (max.)	10,7							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	90							
Largeur (min.)	13.75							
Taux d'implantation - % (max.)	40							
Nbre de logements par bâtiment (max.)	8							
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	600							
Largeur du terrain (min.)	20							
Profondeur du terrain (min.)	30							
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans								
Logement intergénérationnel								
Location de chambres								
Logement au sous-sol	• (1)							
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(2) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

(1) voir article 2.3.6 (logements au sous-sol)

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone H-12

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale								
H102 Bifamiliale	•							
H103 Trifamiliale		•						
H104 Multifamiliale			•					
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure				• (2)				
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•	•					
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	3	3	3					
Latérales (min. / totales)	3/9	3/9	3/9					
Arrière (min.)	3	3	3					
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	2/3	2/3	2/3					
En mètres (max.)	10,7	10,7	10,7					
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	90	90	90					
Largeur (min.)	9.15	9.75	13.75					
Taux d'implantation - % (max.)	40	40	40					
Nbre de logements par bâtiment (max.)	2	3	8					
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	405	405	600					
Largeur du terrain (min.)	15	15	20					
Profondeur du terrain (min.)	27	27	30					
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré	•	•	•					
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•	•	•					
Atelier d'artistes et d'artisans								
Logement intergénérationnel								
Location de chambres								
Logement au sous-sol	• (1)	• (1)	• (1)					
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(2) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

(1) voir article 2.3.6 (logements au sous-sol)

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone H-13

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	•							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure		• (1)						
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•							
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	7,5							
Latérales (min. / totales)	1/3							
Arrière (min.)	7.5							
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2							
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85							
Largeur (min.)	9							
Taux d'implantation - % (max.)	30							
Nbre de logements par bâtiment (max.)	1							
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	450							
Largeur du terrain (min.)	15							
Profondeur du terrain (min.)	30							
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré	•							
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(1) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone H-14

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale								
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale	•							
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure		• (2)						
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•							
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	7,5							
Latérales (min. / totales)	3/9							
Arrière (min.)	7.5							
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	2/3							
En mètres (max.)	10,7							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	90							
Largeur (min.)	13.75							
Taux d'implantation - % (max.)	40							
Nbre de logements par bâtiment (max.)	8							
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	600							
Largeur du terrain (min.)	20							
Profondeur du terrain (min.)	30							
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans								
Logement intergénérationnel								
Location de chambres								
Logement au sous-sol	• (1)							
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(2) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

(1) voir article 2.3.6 (logements au sous-sol)

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone H-15

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale								
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale	•							
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure		• (4)						
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•							
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2 (1)							
Latérales (min. / totales)	5/10							
Arrière (min.)								
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/3							
En mètres (max.)	10,7							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	100							
Largeur (min.)	15							
Taux d'implantation - % (max.)	50							
Nbre de logements par bâtiment (max.)	20							
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	Note (2)							
Largeur du terrain (min.)	20							
Profondeur du terrain (min.)	30							
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans								
Logement intergénérationnel								
Location de chambres								
Logement au sous-sol	• (3)							
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(4) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

(1) Du côté de la rue Gariépy, la marge avant est dixée à 7,5 mètres

(2) 90m² par unité de logement

(3) voir article 2.3.6 (logements au sous-sol)

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone H-16

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	•							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure		• (1)						
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•							
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	7,5							
Latérales (min. / totales)	1/3							
Arrière (min.)	7.5							
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2							
En mètres (max.)	7,6							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85							
Largeur (min.)	9							
Taux d'implantation - % (max.)	30							
Nbre de logements par bâtiment (max.)	1							
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	450							
Largeur du terrain (min.)	15							
Profondeur du terrain (min.)	30							
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(1) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale								
H102 Bifamiliale	•		•					
H103 Trifamiliale		•		•				
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure					• (2)			
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•						
Jumelé			•	•				
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	7,5	7,5	7,5	7,5				
Latérales (min. / totales)	3/9	3/9	0/6	0/6				
Arrière (min.)	7.5	7.5	7.5	7.5				
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	2/2	2/2	2/2	2/2				
En mètres (max.)	10,7	10,7	10,7	10,7				
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	90	90	90	90				
Largeur (min.)	9.15	9.75	7.6	9.15				
Taux d'implantation - % (max.)	35	35	40	40				
Nbre de logements par bâtiment (max.)	2	3	2	3				
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	405	405	324	324				
Largeur du terrain (min.)	15	15	12	12				
Profondeur du terrain (min.)	27	27	27	27				
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•	•	•	•				
Atelier d'artistes et d'artisans								
Logement intergénérationnel								
Location de chambres								
Logement au sous-sol	• (1)	• (1)	• (1)	• (1)				
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Zone H-17

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(2) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

(1) voir article 2.3.6 (logements au sous-sol)

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone H-18

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale								
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale	•							
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure		• (3)						
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•							
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	7,5							
Latérales (min. / totales)	5/10							
Arrière (min.)	20							
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	2/3							
En mètres (max.)	10,7							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	100							
Largeur (min.)	15							
Taux d'implantation - % (max.)	40							
Nbre de logements par bâtiment (max.)	16							
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	Note (1)							
Largeur du terrain (min.)	20							
Profondeur du terrain (min.)	30							
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans								
Logement intergénérationnel								
Location de chambres								
Logement au sous-sol	• (2)							
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(3) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

(1) 90m² par unité de logement

(2) voir article 2.3.6 (logements au sous-sol)

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone H-19

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale								
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale	•							
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local		•						
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure			• (2)					
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•						
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	7,5	7,5						
Latérales (min. / totales)	3/9	3/9						
Arrière (min.)	7.5	7.5						
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	2/2	2/2						
En mètres (max.)	10,7							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	90	90						
Largeur (min.)	13.75							
Taux d'implantation - % (max.)	40	40						
Nbre de logements par bâtiment (max.)	8							
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	600	500						
Largeur du terrain (min.)	20	10						
Profondeur du terrain (min.)	30	30						
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans								
Logement intergénérationnel								
Location de chambres								
Logement au sous-sol	• (1)							
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(2) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

(1) voir article 2.3.6 (logements au sous-sol)

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone H-20

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	•							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure		• (1)						
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•							
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	7,5							
Latérales (min. / totales)	1/3							
Arrière (min.)	7.5							
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2							
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85							
Largeur (min.)	9							
Taux d'implantation - % (max.)	30							
Nbre de logements par bâtiment (max.)	1							
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	450							
Largeur du terrain (min.)	15							
Profondeur du terrain (min.)	30							
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(1) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone H-21

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	•							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure		• (1)						
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•							
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	7,5							
Latérales (min. / totales)	1 / 3							
Arrière (min.)	7.5							
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1 / 2							
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85							
Largeur (min.)	9							
Taux d'implantation - % (max.)	30							
Nbre de logements par bâtiment (max.)	1							
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	450							
Largeur du terrain (min.)	15							
Profondeur du terrain (min.)	30							
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(1) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone H-22

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale								
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale	•							
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure		• (2)						
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•							
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	7,5							
Latérales (min. / totales)	3 / 9							
Arrière (min.)	7.5							
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	2 / 2							
En mètres (max.)	10,7							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	90							
Largeur (min.)	13.75							
Taux d'implantation - % (max.)	40							
Nbre de logements par bâtiment (max.)	8							
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	600							
Largeur du terrain (min.)	20							
Profondeur du terrain (min.)	30							
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans								
Logement intergénérationnel								
Location de chambres								
Logement au sous-sol	• (1)							
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(2) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

(1) voir article 2.3.6 (logements au sous-sol)

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone H-23

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	•							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure		• (1)						
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé		•						
Jumelé								
Contigu	•							
Marges								
Avant (min./ max.)	6,5	6,5						
Latérales (min. / totales)	7,5 / 15	7,5 / 15						
Arrière (min.)	4.9	4.9						
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	2 / 2	2 / 2						
En mètres (max.)	9,15	9,15						
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	72	72						
Largeur (min.)	6	6						
Taux d'implantation - % (max.)	50	50						
Nbre de logements par bâtiment (max.)	1							
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	360	450						
Largeur du terrain (min.)	12	15						
Profondeur du terrain (min.)	30	30						
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	•
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(1) P203, P204

NOTES

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	•							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure		• (2)						
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•							
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2							
Latérales (min. / totales)	1/3							
Arrière (min.)	7.5							
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2							
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85							
Largeur (min.)	9							
Taux d'implantation - % (max.)	30							
Nbre de logements par bâtiment (max.)	1							
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	450							
Largeur du terrain (min.)	15							
Profondeur du terrain (min.)	30							
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Zone H-24

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(2) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone H-25

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	•							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure		• (1)						
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•							
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	7,5							
Latérales (min. / totales)	1/3							
Arrière (min.)	7.5							
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2							
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85							
Largeur (min.)	9							
Taux d'implantation - % (max.)	30							
Nbre de logements par bâtiment (max.)	1							
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	450							
Largeur du terrain (min.)	15							
Profondeur du terrain (min.)	30							
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	•
Risque mouvement de terrain	•
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(1) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone H-26

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	•							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure		• (1)						
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•							
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	6							
Latérales (min. / totales)	1/3							
Arrière (min.)	7.5							
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2							
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85							
Largeur (min.)	9							
Taux d'implantation - % (max.)	30							
Nbre de logements par bâtiment (max.)	1							
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	450							
Largeur du terrain (min.)	15							
Profondeur du terrain (min.)	30							
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	•
Risque mouvement de terrain	•
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(1) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone H-27

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	•							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure		• (1)						
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•							
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	7,5							
Latérales (min. / totales)	1/3							
Arrière (min.)	7.5							
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2							
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85							
Largeur (min.)	9							
Taux d'implantation - % (max.)	30							
Nbre de logements par bâtiment (max.)	1							
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	450							
Largeur du terrain (min.)	15							
Profondeur du terrain (min.)	30							
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(1) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone H-28

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale								
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale	•							
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure		• (3)						
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•							
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2							
Latérales (min. / totales)	3/6							
Arrière (min.)	7.5							
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	2/2							
En mètres (max.)								
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	100							
Largeur (min.)	15							
Taux d'implantation - % (max.)	40							
Nbre de logements par bâtiment (max.)	20							
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	Note (1)							
Largeur du terrain (min.)	20							
Profondeur du terrain (min.)	30							
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans								
Logement intergénérationnel								
Location de chambres								
Logement au sous-sol	• (2)							
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(3) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

(1) 90m² par unité de logement

(2) voir article 2.3.6 (logements au sous-sol)

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone H-29

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	•							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure		• (1)						
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•							
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	7,5							
Latérales (min. / totales)	1/3							
Arrière (min.)	7.5							
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2							
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85							
Largeur (min.)	7							
Taux d'implantation - % (max.)	30							
Nbre de logements par bâtiment (max.)	1							
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	450							
Largeur du terrain (min.)	15							
Profondeur du terrain (min.)	30							
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	•
Risque mouvement de terrain	•
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(1) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone H-30

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	•							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure		• (1)						
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•							
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	6							
Latérales (min. / totales)	1/3							
Arrière (min.)	7.5							
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2							
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85							
Largeur (min.)	9							
Taux d'implantation - % (max.)	30							
Nbre de logements par bâtiment (max.)	1							
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	450							
Largeur du terrain (min.)	15							
Profondeur du terrain (min.)	30							
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(1) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone H-31

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	•							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure		• (1)						
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•							
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	7,5							
Latérales (min. / totales)	1/3							
Arrière (min.)	7.5							
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2							
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85							
Largeur (min.)	9							
Taux d'implantation - % (max.)	30							
Nbre de logements par bâtiment (max.)	1							
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	450							
Largeur du terrain (min.)	15							
Profondeur du terrain (min.)	30							
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(1) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone H-32

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	•							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure		• (3)						
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•							
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	3							
Latérales (min. / totales)	1/3							
Arrière (min.)	7.5							
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2							
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	56 (1)							
Largeur (min.)	7,6 (2)							
Taux d'implantation - % (max.)	30							
Nbre de logements par bâtiment (max.)	1							
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	450							
Largeur du terrain (min.)	15							
Profondeur du terrain (min.)	30							
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	•
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(3) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

(1) Pour les habitations d'un (1) étage, la superficie minimale est de 85m²

(2) Pour les habitations d'un (1) étage, la largeur minimale est de 9m

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone H-33

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	•							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure		• (1)						
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•							
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	7,5							
Latérales (min. / totales)	1/3							
Arrière (min.)	7.5							
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2							
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85							
Largeur (min.)	9							
Taux d'implantation - % (max.)	30							
Nbre de logements par bâtiment (max.)	1							
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	450							
Largeur du terrain (min.)	15							
Profondeur du terrain (min.)	30							
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	•
Risque mouvement de terrain	•
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(1) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone H-34

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale								
H102 Bifamiliale	•							
H103 Trifamiliale		•						
H104 Multifamiliale			•					
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure				• (1)				
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•	•					
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	7,5	7,5	7,5					
Latérales (min. / totales)	3/9	3/9	3/9					
Arrière (min.)	7.5	7.5	7.5					
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2	1/2					
En mètres (max.)								
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	90	90	90					
Largeur (min.)	9,15	9,75	13,75					
Taux d'implantation - % (max.)	40	40	40					
Nbre de logements par bâtiment (max.)	2	3	8					
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	405	405	600					
Largeur du terrain (min.)	15	15	20					
Profondeur du terrain (min.)	27	27	30					
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•	•	•					
Atelier d'artistes et d'artisans								
Logement intergénérationnel								
Location de chambres								
Logement au sous-sol	• (2)	• (2)	• (2)					
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	•
Risque mouvement de terrain	•
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(1) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

(2) voir article 2.3.6 (logements au sous-sol)

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone H-35

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	•							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure		• (1)						
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•							
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	7,5							
Latérales (min. / totales)	1/3							
Arrière (min.)	7.5							
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2							
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85							
Largeur (min.)	9							
Taux d'implantation - % (max.)	30							
Nbre de logements par bâtiment (max.)	1							
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	450							
Largeur du terrain (min.)	15							
Profondeur du terrain (min.)	30							
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	•
Risque mouvement de terrain	•
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(1) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone H-36

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	•							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure		• (1)						
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•							
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	7,5							
Latérales (min. / totales)	1/3							
Arrière (min.)	7.5							
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2							
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	76							
Largeur (min.)	8.5							
Taux d'implantation - % (max.)	30							
Nbre de logements par bâtiment (max.)	1							
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	450							
Largeur du terrain (min.)	15							
Profondeur du terrain (min.)	30							
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(1) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone H-37

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	•							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure		• (1)						
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•							
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	7,5							
Latérales (min. / totales)	1/3							
Arrière (min.)	7.5							
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2							
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85							
Largeur (min.)	9							
Taux d'implantation - % (max.)	30							
Nbre de logements par bâtiment (max.)	1							
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	450							
Largeur du terrain (min.)	15							
Profondeur du terrain (min.)	30							
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	•
Risque mouvement de terrain	•
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(1) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone H-38

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	•							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure		• (1)						
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•							
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	7,5							
Latérales (min. / totales)	1/3							
Arrière (min.)	7.5							
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2							
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85							
Largeur (min.)	9							
Taux d'implantation - % (max.)	30							
Nbre de logements par bâtiment (max.)	1							
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	450							
Largeur du terrain (min.)	15							
Profondeur du terrain (min.)	30							
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	•
Risque mouvement de terrain	•
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(1) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone H-39

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	•							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure		• (1)						
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•							
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12							
Latérales (min. / totales)	1/3							
Arrière (min.)	7.5							
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2							
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85							
Largeur (min.)	9							
Taux d'implantation - % (max.)	30							
Nbre de logements par bâtiment (max.)	1							
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	450							
Largeur du terrain (min.)	15							
Profondeur du terrain (min.)	30							
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(1) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone H-40

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale								
H102 Bifamiliale	•							
H103 Trifamiliale		•						
H104 Multifamiliale			•					
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure				• (1)				
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•	•					
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	7,5	7,5	7,5					
Latérales (min. / totales)	3/9	3/9	3/9					
Arrière (min.)	7.5	7.5	7.5					
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	2/3	2/3	2/3					
En mètres (max.)	9,15	9,75	13,75					
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	90	90	90					
Largeur (min.)	9.15	9.75	13.75					
Taux d'implantation - % (max.)	35	35	35					
Nbre de logements par bâtiment (max.)	2	3	5					
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	405	405	600					
Largeur du terrain (min.)	15	15	20					
Profondeur du terrain (min.)	27	27	30					
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•	•	•					
Atelier d'artistes et d'artisans								
Logement intergénérationnel								
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	•
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(1) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone H-41

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	•							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure		• (1)						
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•							
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	7,5							
Latérales (min. / totales)	1/3							
Arrière (min.)	7.5							
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2							
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85							
Largeur (min.)	9							
Taux d'implantation - % (max.)	30							
Nbre de logements par bâtiment (max.)	1							
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	450							
Largeur du terrain (min.)	15							
Profondeur du terrain (min.)	30							
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	•
Risque mouvement de terrain	•
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(1) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone H-42

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	•							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure		• (1)						
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•							
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	10							
Latérales (min. / totales)	1/3							
Arrière (min.)	6							
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2							
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	76							
Largeur (min.)	8.5							
Taux d'implantation - % (max.)	30							
Nbre de logements par bâtiment (max.)	1							
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	450							
Largeur du terrain (min.)	15							
Profondeur du terrain (min.)	30							
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	•
Risque mouvement de terrain	•
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(1) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone H-43

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	•							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure		• (1)						
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•							
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	6							
Latérales (min. / totales)	1/3							
Arrière (min.)	6							
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2							
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	76							
Largeur (min.)	8.5							
Taux d'implantation - % (max.)	30							
Nbre de logements par bâtiment (max.)	1							
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	450							
Largeur du terrain (min.)	15							
Profondeur du terrain (min.)	30							
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(1) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone H-44

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	•							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure		• (1)						
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•							
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	7,5							
Latérales (min. / totales)	1/3							
Arrière (min.)	7.5							
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2							
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	76							
Largeur (min.)	8.5							
Taux d'implantation - % (max.)	30							
Nbre de logements par bâtiment (max.)	1							
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	450							
Largeur du terrain (min.)	15							
Profondeur du terrain (min.)	30							
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(1) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone M-1

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	•							
H102 Bifamiliale		•						
H103 Trifamiliale		•						
H104 Multifamiliale			•					
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective			•					
C - Commerce								
C1 Local					•			
C2 Services					•			
C3 Divertissement					•			
C4 Restauration					•			
C5 Hébergement				•				
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel						•		
P2 Utilité publique, infrastructure							• (6)	
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•	•	•	•	•		
Jumelé	•	•	•	•	•	•		
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	3	3	3	3	3	3		
Latérales (min. / totales)	1/3 (1)	1/3 (1)	1/3 (1)	1/3 (1)	1/3 (1)	1/3 (1)		
Arrière (min.)	6.1	6.1	6.1	6.1	6.1	6.1		
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2		
En mètres (max.)	9,15	10,7	10,7					
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	60	60	60	60	60	60		
Largeur (min.)	9	9	9	9	9	9		
Taux d'implantation - % (max.)	60	60	60	60	60	60		
Nbre de logements par bâtiment (max.)			6		6			
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	450 (2)	405 (3)	600	500	500	500		
Largeur du terrain (min.)	15 (2)	15 (3)	20	10	10	10		
Profondeur du terrain (min.)	30	27	30	30	30	30		
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte	• (4)	• (4)	• (4)		• (4)			
Usage multiple				• (4)	• (4)	• (4)		
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•	•	•					
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol	• (5)	• (5)	• (5)					
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	•
P.I.I.A.	•

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(6) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

(1) 0/3 pour les bâtiments jumelés

(2) Pour les jumelés, superficie minimale 360m², largeur minimale 12m

(3) Pour les jumelés, superficie minimale 324m², largeur minimale 12m

(4) Maximum 4 locaux commerciaux par bâtiment

(5) voir article 2.3.6 (logements au sous-sol)

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone M-2

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	•							
H102 Bifamiliale		•						
H103 Trifamiliale		•						
H104 Multifamiliale			•					
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective			•					
C - Commerce								
C1 Local					•			
C2 Services					•			
C3 Divertissement					•			
C4 Restauration					•			
C5 Hébergement				•				
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel						•		
P2 Utilité publique, infrastructure							• (7)	
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•	•	•	•	•		
Jumelé	•	•	•	•	•	•		
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	3	3	3	3	3	3		
Latérales (min. / totales)	1/6 (1)	1/6 (1)	1/6 (1)	1/6 (1)	1/6 (1)	1/6 (1)		
Arrière (min.)	6.1	6.1	6.1	6.1	6.1	6.1		
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2 (2)	1/2 (2)	1/2 (2)	1/2 (2)	1/2 (2)	1/2 (2)		
En mètres (max.)	9,15	10,7	10,7					
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	60	60	60	60	60	60		
Largeur (min.)	9	9	9	9	9	9		
Taux d'implantation - % (max.)	60	60	60	60	60	60		
Nbre de logements par bâtiment (max.)			6		6			
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	450 (3)	405 (4)	600	500	500	500		
Largeur du terrain (min.)	15 (3)	15 (4)	20	10	10	10		
Profondeur du terrain (min.)	30	27	30	30	30	30		
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte	• (5)	• (5)	• (5)		• (5)			
Usage multiple				• (5)	• (5)	• (5)		
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•	•	•					
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol	• (6)	• (6)	• (6)					
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	•
Risque mouvement de terrain	•
P.I.I.A.	•

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(7) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

(1) 0/3 pour les bâtiments jumelés

(2) 2/2 pour les bâtiments isolés

(3) Pour les jumelés, superficie minimale 360m² et largeur minimale 12m

(4) Pour les jumelés, superficie minimale 324m² et largeur minimale 12m

(5) Maximum 4 locaux commerciaux par bâtiment

(6) voir article 2.3.6 (logements au sous-sol)

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone M-3

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	•							
H102 Bifamiliale		•						
H103 Trifamiliale		•						
H104 Multifamiliale			•					
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective			•					
C - Commerce								
C1 Local					•			
C2 Services					•			
C3 Divertissement					•			
C4 Restauration					•			
C5 Hébergement				•				
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure						• (7)		
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•	•	•	•			
Jumelé	•	•	•	•	•			
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	3	3	3	3	3			
Latérales (min. / totales)	1/3 (1)	1/3 (1)	1/3 (1)	1/3 (1)	1/3 (1)			
Arrière (min.)	6.1	6.1	6.1	6.1	6.1			
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2			
En mètres (max.)								
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)								
Largeur (min.)	9 (2)	9 (2)	9 (2)	9	9			
Taux d'implantation - % (max.)	60	60	60	60	60			
Nbre de logements par bâtiment (max.)			6		6			
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	450 (3)	405 (4)	600	500	500			
Largeur du terrain (min.)	15 (3)	15 (4)	20	10	10			
Profondeur du terrain (min.)	30	27	30	30	30			
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte	• (5)	• (5)	• (5)		• (5)			
Usage multiple				• (5)	• (5)			
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•	•	•					
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol	• (6)	• (6)	• (6)	• (6)	• (6)			
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	•
Risque mouvement de terrain	•
P.I.I.A.	•

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(7) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

(1) 0/3 pour les bâtiments jumelés

(2) H101 isolé et jumelé 7,6m
H101 jumelé à 2 étages: 6,1m
H102 isolé : 9,15m
H102 jumelé : 7,6m
H103 isolé : 9,75m
H103 jumelé : 9,15m
H104 isolé : 13,75m
H104 jumelé : 10,7m

(3) Pour les jumelés, superficie minimale 360m² et largeur minimale 12m

(4) Pour les jumelés, superficie minimale 324m² et largeur minimale 12m

(5) Maximum 4 locaux commerciaux

(6) voir article 2.3.6 (logements au sous-sol)

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone M-4

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	•							
H102 Bifamiliale		•						
H103 Trifamiliale		•						
H104 Multifamiliale			•					
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective			•					
C - Commerce								
C1 Local					•			
C2 Services					•			
C3 Divertissement					•			
C4 Restauration					•			
C5 Hébergement				•				
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel						•		
P2 Utilité publique, infrastructure							• (6)	
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•	•	•	•	•		
Jumelé	•	•	•	•	•	•		
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	3	3	3	3	3	3		
Latérales (min. / totales)	1/3 (1)	1/3 (1)	1/3 (1)	1/3 (1)	1/3 (1)	1/3 (1)		
Arrière (min.)	6.1	6.1	6.1	6.1	6.1	6.1		
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2		
En mètres (max.)	9,15	10,7	10,7					
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	60	60	60	60	60	60		
Largeur (min.)	9	9	9	9	9	9		
Taux d'implantation - % (max.)	60	60	60	60	60	60		
Nbre de logements par bâtiment (max.)			6		6			
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	450 (2)	405 (3)	600	500	500	500		
Largeur du terrain (min.)	15 (2)	15 (3)	20	10	10	10		
Profondeur du terrain (min.)	30	27	30	30	30	30		
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte	• (4)	• (4)	• (4)		• (4)			
Usage multiple				• (4)	• (4)	• (4)		
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•	•	•					
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol	• (5)	• (5)	• (5)					
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	•
P.I.I.A.	•

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(6) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

(1) 0/3 pour les bâtiments jumelés

(2) Pour les jumelés, superficie minimale 360m² et largeur minimale 12m

(3) Pour les jumelés, superficie minimale 324m² et largeur minimale 12m

(4) Maximum 4 locaux commerciaux par bâtiment

(5) voir article 2.3.6 (logements au sous-sol)

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone M-5

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	•							
H102 Bifamiliale		•						
H103 Trifamiliale		•						
H104 Multifamiliale			•					
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective			•					
C - Commerce								
C1 Local					•			
C2 Services					•			
C3 Divertissement					•			
C4 Restauration					•			
C5 Hébergement				•				
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel						•		
P2 Utilité publique, infrastructure							• (7)	
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•	•	•	•	•		
Jumelé	•	•	•	•	•	•		
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	3	3	3	3	3	3		
Latérales (min. / totales)	1/6 (1)	1/6 (1)	1/6 (1)	1/6 (1)	1/6 (1)	1/6 (1)		
Arrière (min.)	6.1	6.1	6.1	6.1	6.1	6.1		
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2 (2)	1/2 (2)	1/2 (2)	1/2 (2)	1/2 (2)	1/2 (2)		
En mètres (max.)	9,15	10,7	10,7					
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	60	60	60	60	60	60		
Largeur (min.)	9	9	9	9	9	9		
Taux d'implantation - % (max.)	60	60	60	60	60	60		
Nbre de logements par bâtiment (max.)			6		6			
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	450 (3)	405 (4)	600	500	500	500		
Largeur du terrain (min.)	15 (3)	15 (4)	20	10	10	10		
Profondeur du terrain (min.)	30	27	30	30	30	30		
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte	• (5)	• (5)	• (5)		• (5)			
Usage multiple				• (5)	• (5)	• (5)		
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•	•	•					
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol	• (6)	• (6)	• (6)					
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	•
Risque mouvement de terrain	•
P.I.I.A.	•

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(7) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

(1) 0/3 pour les bâtiments jumelés

(2) 2/2 pour les bâtiments isolés

(3) Pour les jumelés, superficie minimale 360m² et largeur minimale 12m

(4) Pour les jumelés, superficie minimale 324m² et largeur minimale 12m

(5) Maximum 4 locaux commerciaux par bâtiment

(6) voir article 2.3.6 (logements au sous-sol)

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone M-6

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	•	•						
H102 Bifamiliale			• (1)					
H103 Trifamiliale			• (1)					
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local				• (2) (3)	• (2) (3)			
C2 Services				• (2) (4)	• (2) (4)			
C3 Divertissement								
C4 Restauration				•	•			
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure						• (5)		
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•		•	•				
Jumelé		•			•			
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	7,5	7,5	7,5	7,5	7,5			
Latérales (min. / totales)	1/3	0/5	2/5	2/5	0/5			
Arrière (min.)	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5			
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2			
En mètres (max.)	9,15	9,15	10,7	10,7	10,7			
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	60	60	60	60	60			
Largeur (min.)	9	9	9	9	9			
Taux d'implantation - % (max.)	35	40	35	35	40			
Nbre de logements par bâtiment (max.)			3	6	6			
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	450	360	405	500	500			
Largeur du terrain (min.)	15	12	15	10	10			
Profondeur du terrain (min.)	30	30	27	30	30			
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte	•	•	•	•	•			
Usage multiple				•	•			
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•	•	•					
Atelier d'artistes et d'artisans	•	•						
Logement intergénérationnel	•	•						
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	•
Risque mouvement de terrain	•
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(5) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(3) C110, C111, C112 et C113
(4) C205 et C207

NOTES

(1) Un seul usage H102 ou H103 est autorisé dans la zone

(2) Maximum 4 locaux commerciaux par bâtiment

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale								
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale	• (1)							
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure								
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•							
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	7,5							
Latérales (min. / totales)	6/12							
Arrière (min.)	6							
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/4							
En mètres (max.)	14,5							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	500							
Largeur (min.)	18							
Taux d'implantation - % (max.)	30							
Nbre de logements par bâtiment (max.)	28							
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	6 800							
Largeur du terrain (min.)	15							
Profondeur du terrain (min.)	60							
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré	• (1)							
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile								
Atelier d'artistes et d'artisans								
Logement intergénérationnel								
Location de chambres								
Logement au sous-sol	•							
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Zone M-7

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	•
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(1) 21 à 56 logements uniquement

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

(1) 21 à 56 logements uniquement

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone CON-1

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale								
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure		• (2)						
R - Récréation								
R1 Extensive	• (1)							
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé								
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)								
Latérales (min. / totales)								
Arrière (min.)								
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)								
En mètres (max.)								
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)								
Largeur (min.)								
Taux d'implantation - % (max.)								
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)								
Largeur du terrain (min.)								
Profondeur du terrain (min.)								
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile								
Atelier d'artistes et d'artisans								
Logement intergénérationnel								
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	•
Risque mouvement de terrain	•
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(1) R103

(2) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone CON-2

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale								
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure		• (2)						
R - Récréation								
R1 Extensive	• (1)							
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé								
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)								
Latérales (min. / totales)								
Arrière (min.)								
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)								
En mètres (max.)								
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)								
Largeur (min.)								
Taux d'implantation - % (max.)								
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)								
Largeur du terrain (min.)								
Profondeur du terrain (min.)								
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile								
Atelier d'artistes et d'artisans								
Logement intergénérationnel								
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	•
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(1) R103

(2) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone CON-3

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale								
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure		• (2)						
R - Récréation								
R1 Extensive	• (1)							
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé								
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)								
Latérales (min. / totales)								
Arrière (min.)								
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)								
En mètres (max.)								
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)								
Largeur (min.)								
Taux d'implantation - % (max.)								
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)								
Largeur du terrain (min.)								
Profondeur du terrain (min.)								
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile								
Atelier d'artistes et d'artisans								
Logement intergénérationnel								
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	•
Risque mouvement de terrain	•
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(1) R103

(2) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone CON-4

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale								
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure		• (2)						
R - Récréation								
R1 Extensive	• (1)							
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé								
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)								
Latérales (min. / totales)								
Arrière (min.)								
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)								
En mètres (max.)								
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)								
Largeur (min.)								
Taux d'implantation - % (max.)								
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)								
Largeur du terrain (min.)								
Profondeur du terrain (min.)								
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile								
Atelier d'artistes et d'artisans								
Logement intergénérationnel								
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	•
Risque inondation	•
Risque mouvement de terrain	•
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)
(1) R103
(2) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES
Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS	
No. de règlement	**Entrée en vigueur**

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale								
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure								
R - Récréation								
R1 Extensive	• (1)							
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé								
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)								
Latérales (min. / totales)								
Arrière (min.)								
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)								
En mètres (max.)								
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)								
Largeur (min.)								
Taux d'implantation - % (max.)								
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)								
Largeur du terrain (min.)								
Profondeur du terrain (min.)								
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile								
Atelier d'artistes et d'artisans								
Logement intergénérationnel								
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Zone CON-5

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	•
Risque mouvement de terrain	•
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(1) R103

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone P-1

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale								
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel	•							
P2 Utilité publique, infrastructure		• (1)						
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•							
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2							
Latérales (min. / totales)	3/9							
Arrière (min.)	7.5							
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/4							
En mètres (max.)								
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85							
Largeur (min.)	9							
Taux d'implantation - % (max.)	50							
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	500							
Largeur du terrain (min.)	10							
Profondeur du terrain (min.)	30							
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple	•							
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile								
Atelier d'artistes et d'artisans								
Logement intergénérationnel								
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(1) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone P-2

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale								
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services			• (2)					
C3 Divertissement				• (3)				
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel	•							
P2 Utilité publique, infrastructure		• (1)						
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•		•	•				
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2		12,2	12,2				
Latérales (min. / totales)	3/6		3/6	3/6				
Arrière (min.)	7.5		7.5	7.5				
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/3		1/3	1/3				
En mètres (max.)								
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	100		100	100				
Largeur (min.)	15		15	15				
Taux d'implantation - % (max.)	35		35	35				
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	500		500	500				
Largeur du terrain (min.)	10		10	10				
Profondeur du terrain (min.)	30		30	30				
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple	•		•	•				
Projet intégré	•		•	•				
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile								
Atelier d'artistes et d'artisans								
Logement intergénérationnel								
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(1) P206, P208, P209, P211

(2) C201, C204, C206

(3) C301, C302, C303

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone P-3

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale								
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective		• (1)						
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel	•							
P2 Utilité publique, infrastructure			• (2)					
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•						
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2	12,2						
Latérales (min. / totales)	3/9	3/9						
Arrière (min.)	7.5	7.5						
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/3	1/3						
En mètres (max.)								
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	100	100						
Largeur (min.)	15	15						
Taux d'implantation - % (max.)	50	50						
Nbre de logements par bâtiment (max.)		28						
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	500	500						
Largeur du terrain (min.)	10	10						
Profondeur du terrain (min.)	30	30						
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple	•							
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile								
Atelier d'artistes et d'artisans								
Logement intergénérationnel								
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(1) Résidence pour personnes âgées uniquement

(2) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone P-4

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale								
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective		• (2)						
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel	•							
P2 Utilité publique, infrastructure			• (3)					
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•						
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2 (1)	12,2 (1)						
Latérales (min. / totales)	3/6	3/6						
Arrière (min.)								
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/3	1/3						
En mètres (max.)								
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	100	100						
Largeur (min.)	15	15						
Taux d'implantation - % (max.)	50	50						
Nbre de logements par bâtiment (max.)		54						
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	500	500						
Largeur du terrain (min.)	10	10						
Profondeur du terrain (min.)	30	30						
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple	•	•						
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile								
Atelier d'artistes et d'artisans								
Logement intergénérationnel								
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(2) Résidence pour personnes âgées uniquement

(3) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

(1) La marge avant du côté de la rue Gariépy est fixée à 7,50m

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone P-5

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale								
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel		• (2)						
P2 Utilité publique, infrastructure	• (1)							
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé		•						
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)		12,2						
Latérales (min. / totales)		3/6						
Arrière (min.)		7.5						
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)		1/3						
En mètres (max.)								
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)		100						
Largeur (min.)		15						
Taux d'implantation - % (max.)		50						
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)		500						
Largeur du terrain (min.)		10						
Profondeur du terrain (min.)		30						
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile								
Atelier d'artistes et d'artisans								
Logement intergénérationnel								
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(1) P206, P208, P209, P211

(2) P102, P103, P104, P105 et P106

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone P-6

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale								
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local			•					
C2 Services				•				
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel	•							
P2 Utilité publique, infrastructure		• (2)						
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•		•	•				
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2 (1)		12,2	12,2				
Latérales (min. / totales)	3/6		3/6	3/6				
Arrière (min.)			7.5	7.5				
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/3		1/3	1/3				
En mètres (max.)								
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	100		100	100				
Largeur (min.)	15		15	15				
Taux d'implantation - % (max.)	50		50	50				
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	500		500	500				
Largeur du terrain (min.)	10		10	10				
Profondeur du terrain (min.)	30		30	30				
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple	•		• (3)	• (3)				
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile								
Atelier d'artistes et d'artisans								
Logement intergénérationnel								
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(2) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

(1) La marge avant du côté de la rue Gariépy est fixée à 7,50m

(3) Max. 10 locaux commerciaux par bâtiment

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale								
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure	• (1)							
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé								
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)								
Latérales (min. / totales)								
Arrière (min.)								
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)								
En mètres (max.)								
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)								
Largeur (min.)								
Taux d'implantation - % (max.)								
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)								
Largeur du terrain (min.)								
Profondeur du terrain (min.)								
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile								
Atelier d'artistes et d'artisans								
Logement intergénérationnel								
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Zone P-7

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	•
Risque mouvement de terrain	•
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(1) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale								
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure	• (1)							
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé								
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)								
Latérales (min. / totales)								
Arrière (min.)								
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/1							
En mètres (max.)								
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)								
Largeur (min.)								
Taux d'implantation - % (max.)								
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)								
Largeur du terrain (min.)								
Profondeur du terrain (min.)								
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile								
Atelier d'artistes et d'artisans								
Logement intergénérationnel								
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Zone P-8

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	•
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(1) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale								
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel	•							
P2 Utilité publique, infrastructure		• (1)						
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•							
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2							
Latérales (min. / totales)	3/6							
Arrière (min.)	7.5							
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/3							
En mètres (max.)								
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	100							
Largeur (min.)	15							
Taux d'implantation - % (max.)	50							
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	500							
Largeur du terrain (min.)	10							
Profondeur du terrain (min.)	30							
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple	•							
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile								
Atelier d'artistes et d'artisans								
Logement intergénérationnel								
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Zone P-9

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(1) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone P-10

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale								
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte			• (2)(3)					
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel	•							
P2 Utilité publique, infrastructure		• (1)						
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•		•					
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	3		3					
Latérales (min. / totales)	2/5		2/5					
Arrière (min.)	7.5		7.5					
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/4		1/4					
En mètres (max.)								
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	90		90					
Largeur (min.)	10		10					
Taux d'implantation - % (max.)	50		50					
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	500		500					
Largeur du terrain (min.)	10		10					
Profondeur du terrain (min.)	30		30					
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple	•		•					
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile								
Atelier d'artistes et d'artisans								
Logement intergénérationnel								
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	•

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(1) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(3) C803

NOTES

(2) Uniquement sur la rue Principale

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone P-11

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale								
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local	•							
C2 Services		•						
C3 Divertissement			• (1)					
C4 Restauration				•				
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel					•			
P2 Utilité publique, infrastructure						• (2)		
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•	•	•	•	•		
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2		
Latérales (min. / totales)	3/6	3/6	3/6	3/6	3/6	3/6		
Arrière (min.)	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5		
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/3	1/3	1/3	1/3	1/3			
En mètres (max.)								
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	100	100	100	100	100			
Largeur (min.)	15	15	15	15	15			
Taux d'implantation - % (max.)	50	50	50	50	50			
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	500	500	500	500	500			
Largeur du terrain (min.)	10	10	10	10	10			
Profondeur du terrain (min.)	30	30	30	30	30			
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple	• (3)	• (3)	• (3)	•	•			
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile								
Atelier d'artistes et d'artisans								
Logement intergénérationnel								
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	•

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(1) C304 centre de conditionnement physique uniquement

(2) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

(3) Max. 10 locaux commerciaux par bâtiment

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone P-12

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale								
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel	• (1)							
P2 Utilité publique, infrastructure		• (2)						
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture			• (3)					
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•							
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	7,5							
Latérales (min. / totales)	2/4							
Arrière (min.)	6.1							
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2							
En mètres (max.)								
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85							
Largeur (min.)	9							
Taux d'implantation - % (max.)	50							
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	500		500					
Largeur du terrain (min.)	10		10					
Profondeur du terrain (min.)	30		30					
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple	•							
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile								
Atelier d'artistes et d'artisans								
Logement intergénérationnel								
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	•
Risque mouvement de terrain	•
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(1) P104, P105

(2) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

(3) Usages agricoles à caractère temporaire, notamment sans bâtiment ni aménagement liés au drainage du terrain

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone P-13

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale								
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure	• (1)							
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé								
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)								
Latérales (min. / totales)								
Arrière (min.)								
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)								
En mètres (max.)								
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)								
Largeur (min.)								
Taux d'implantation - % (max.)								
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)								
Largeur du terrain (min.)								
Profondeur du terrain (min.)								
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile								
Atelier d'artistes et d'artisans								
Logement intergénérationnel								
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	•
Risque mouvement de terrain	•
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(1) P203 et P204

NOTES

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale								
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure	• (1)							
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé								
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)								
Latérales (min. / totales)								
Arrière (min.)								
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)								
En mètres (max.)								
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)								
Largeur (min.)								
Taux d'implantation - % (max.)								
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)								
Largeur du terrain (min.)								
Profondeur du terrain (min.)								
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile								
Atelier d'artistes et d'artisans								
Logement intergénérationnel								
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Zone P-14

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(1) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe ____ du *Règlement de zonage*

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale								
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel	•							
P2 Utilité publique, infrastructure		• (1)						
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•							
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	7,5							
Latérales (min. / totales)	3/6							
Arrière (min.)	3							
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/1							
En mètres (max.)								
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)								
Largeur (min.)								
Taux d'implantation - % (max.)	50							
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	500							
Largeur du terrain (min.)	10							
Profondeur du terrain (min.)	30							
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple	•							
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile								
Atelier d'artistes et d'artisans								
Logement intergénérationnel								
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Zone P-15

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(1) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone C-1

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale								
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local	•							
C2 Services		•						
C3 Divertissement			•					
C4 Restauration				•				
C5 Hébergement					•			
C6 Automobile et routier						• (1)		
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure							• (2)	
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•	•	•	•	•		
Jumelé	•	•	•	•	•	•		
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2		
Latérales (min. / totales)	3/9 (3)	3/9 (3)	3/9 (3)	3/9 (3)	3/9 (3)	3/9 (3)		
Arrière (min.)	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5		
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2		
En mètres (max.)								
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85	85	85	85	85	85		
Largeur (min.)	9	9	9	9	9	9		
Taux d'implantation - % (max.)	50	50	50	50	50	50		
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	500	500	500	500	500	500		
Largeur du terrain (min.)	10	10	10	10	10	10		
Profondeur du terrain (min.)	30	30	30	30	30	30		
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple	• (4)	• (4)	• (4)	• (4)	• (4)	• (4)		
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile								
Atelier d'artistes et d'artisans								
Logement intergénérationnel								
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(1) C605, C606 et C608

(2) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

(3) 0/6 pour les bâtiments jumelés

(4) maximum 20 locaux commerciaux par bâtiment

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone C-2

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale								
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local	•							
C2 Services		•						
C3 Divertissement			•					
C4 Restauration				•				
C5 Hébergement					•			
C6 Automobile et routier						• (1)		
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure							• (2)	
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•	•	•	•	•		
Jumelé	•	•	•	•	•	•		
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2		
Latérales (min. / totales)	3/9 (3)	3/9 (3)	3/9 (3)	3/9 (3)	3/9 (3)	3/9 (3)		
Arrière (min.)	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5		
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2		
En mètres (max.)								
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85	85	85	85	85	85		
Largeur (min.)	9	9	9	9	9	9		
Taux d'implantation - % (max.)	50	50	50	50	50	50		
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	500 (4)	500 (4)	500 (4)	500 (4)	500 (4)	500 (4)		
Largeur du terrain (min.)	10 (4)	10 (4)	10 (4)	10 (4)	10 (4)	10 (4)		
Profondeur du terrain (min.)	30 (4)	30 (4)	30 (4)	30 (4)	30 (4)	30 (4)		
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple	• (5)	• (5)	• (5)	• (5)	• (5)	• (5)		
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile								
Atelier d'artistes et d'artisans								
Logement intergénérationnel								
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(1) C605, C606 et C608

(2) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

(3) 0/6 pour les bâtiments jumelés

(4) Pour les centres commerciaux, minimum de 170m² par locaux, largeur minimale du terrain 50m et profondeur minimale 45m

(5) maximum 20 locaux commerciaux par bâtiment

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone C-3

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale								
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services	• (1)(2)							
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure		• (3)						
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•							
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2 (4)							
Latérales (min. / totales)	3/6							
Arrière (min.)								
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/3							
En mètres (max.)								
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	100							
Largeur (min.)	15							
Taux d'implantation - % (max.)	50							
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	500							
Largeur du terrain (min.)	10							
Profondeur du terrain (min.)	30							
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple	•							
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile								
Atelier d'artistes et d'artisans								
Logement intergénérationnel								
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(1) C202 et C206

(2) Aucun entreposage extérieur

(3) P206, P208, P209, P211 (sauf lignes maîtresses)

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

NOTES

(4) La marge avant minimale est fixée à 7,5m pour la marge avant située du côté de la rue Gariépy

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone C-4

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale								
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local	• (1)							
C2 Services		• (1)						
C3 Divertissement			• (1) (2)					
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure				• (3)				
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•	•					
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	3	3	3					
Latérales (min. / totales)	1/3	1/3	1/3					
Arrière (min.)	6.1	6.1	6.1					
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2	1/2					
En mètres (max.)								
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85	85	85					
Largeur (min.)	9	9	9					
Taux d'implantation - % (max.)	60	60	60					
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	500 (4)	500 (4)	500 (4)					
Largeur du terrain (min.)	10 (4)	10 (4)	10 (4)					
Profondeur du terrain (min.)	30 (4)	30 (4)	30 (4)					
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple	•	•	•					
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile								
Atelier d'artistes et d'artisans								
Logement intergénérationnel								
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	•
P.I.I.A.	•

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(3) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(2) C306

NOTES

(1) Maximum 4 locaux commerciaux par bâtiment

(4) Pour les centres commerciaux, superficie minimale de 170m² par locaux, largeur minimale du terrain 50m et profondeur minimale du terrain 45m

Les normes de lotissement sont pour un lot desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone AD-1

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	• (1)							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure						• (3)		
R - Récréation								
R1 Extensive		•(5)						
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture			•					
A2 Élevage			•(6)					
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole					•			
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives				• (2)(9)				
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•	•	•	•			
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2			
Latérales (min. / totales)	1/3	1/3	1/3	1/3	1/3			
Arrière (min.)	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5			
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2			
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85	85	85	85	85			
Largeur (min.)	8.5	8.5	8.5	8.5	8.5			
Taux d'implantation - % (max.)	15	15	15	15	15			
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	3 000	3 000	3000 (4)	15 000	3 000			
Largeur du terrain (min.)	50	50	50	50	50			
Profondeur du terrain (min.)	30	30	30	160	30			
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)	•(7)							
Fermette	•							

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	•
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(9) EX101 - Uniquement l'extraction de substances minérales de surface (sable, gravier, et pierre à construire) seulement sur les terres privées pour lesquelles le droit à ces substances minérales appartient aux propriétaires du sol, conformément à l'article 5 de la Loi sur les mines.

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(3) P203, P204, P210, P212

(5) R104

NOTES

(1) En vertu des articles 31, 31.1 et 40 de la LPTAA. Droits acquis en vertu des articles 101 à 105 inclusivement de la LPTAA. Fermettes en vertu des articles 101 à 105 de la LPTAA ou bénéficiant d'une autorisation de la CPTAQ.

(2) Usages existants seulement

(4)10 000m² pour les chenils et 25 000m² pour l'élevage

(6) Les centres équestres sont uniquement autorisés à titre d'usage complémentaire à l'élevage de chevaux

(7) Sous réserve des dispositions de la LPTAA

Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone AD-2

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	• (1)							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure						• (3)		
R - Récréation								
R1 Extensive		•(5)						
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture			•					
A2 Élevage			•(6)					
A3 Chenils			•					
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole					•			
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives				• (2)(9)				
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•	•	•	•			
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2			
Latérales (min. / totales)	1/3	1/3	1/3	1/3	1/3			
Arrière (min.)	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5			
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2			
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85	85	85	85	85			
Largeur (min.)	8.5	8.5	8.5	8.5	8.5			
Taux d'implantation - % (max.)	15	15	15	15	15			
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	3 000	3 000	3000 (4)	15 000	3 000			
Largeur du terrain (min.)	50	50	50	50	50			
Profondeur du terrain (min.)	30	30	30	160	30			
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)	•(7)							
Fermette	•							

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	•
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	•
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(9) EX101 - Uniquement l'extraction de substances minérales de surface (sable, gravier, et pierre à construire) seulement sur les terres privées pour lesquelles le droit à ces substances minérales appartient aux propriétaires du sol, conformément à l'article 5 de la Loi sur les mines.

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(3) P203, P204, P210, P212

(5) R104

NOTES

(1) En vertu des articles 31, 31.1 et 40 de la LPTAA. Droits acquis en vertu des articles 101 à 105 inclusivement de la LPTAA. Fermettes en vertu des articles 101 à 105 de la LPTAA ou bénéficiant d'une autorisation de la CPTAQ.

(2) Usages existants seulement

(4) 10 000m² pour les chenils et 25 000m² pour l'élevage

(6) Les centres équestres sont uniquement autorisés à titre d'usage complémentaire à l'élevage de chevaux.

(7) Sous réserve des dispositions de la LPTAA

Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone AD-3

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	• (1)							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure						• (3)		
R - Récréation								
R1 Extensive		•(5)						
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture			•					
A2 Élevage			•(6)					
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole					•			
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives				• (2)(9)				
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•	•	•	•			
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2			
Latérales (min. / totales)	1/3	1/3	1/3	1/3	1/3			
Arrière (min.)	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5			
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2			
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85	85	85	85	85			
Largeur (min.)	8.5	8.5	8.5	8.5	8.5			
Taux d'implantation - % (max.)	15	15	15	15	15			
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	3 000	3 000	3000 (4)	15 000	3 000			
Largeur du terrain (min.)	50	50	50	50	50			
Profondeur du terrain (min.)	30	30	30	160	30			
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)	•(7)							
Fermette	•							

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	•
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(9) EX101 - Uniquement l'extraction de substances minérales de surface (sable, gravier, et pierre à construire) seulement sur les terres privées pour lesquelles le droit à ces substances minérales appartient aux propriétaires du sol, conformément à l'article 5 de la Loi sur les mines.

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(3) P203, P204, P210, P212

(5) R105

NOTES

(1) En vertu des articles 31, 31.1 et 40 de la LPTAA. Droits acquis en vertu des articles 101 à 105 inclusivement de la LPTAA. Fermettes en vertu des articles 101 à 105 de la LPTAA ou bénéficiant d'une autorisation de la CPTAQ.
(2) Usages existants seulement

(4) 25 000m² pour l'élevage

(6) Les centres équestres sont uniquement autorisés à titre d'usage complémentaire à l'élevage de chevaux

(7) Sous réserve des dispositions de la LPTAA

Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone AD-4

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	• (1)							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure						• (3)		
R - Récréation								
R1 Extensive		•(5)						
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture			•					
A2 Élevage			•(6)					
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole					•			
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives				• (2)(9)				
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•	•	•	•			
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2			
Latérales (min. / totales)	1/3	1/3	1/3	1/3	1/3			
Arrière (min.)	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5			
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2			
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85	85	85	85	85			
Largeur (min.)	8.5	8.5	8.5	8.5	8.5			
Taux d'implantation - % (max.)	15	15	15	15	15			
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	3 000	3 000	3000 (4)	15 000	3 000			
Largeur du terrain (min.)	50	50	50	50	50			
Profondeur du terrain (min.)	30	30	30	160	30			
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)	•(7)							
Fermette	•							

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	•
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(9) EX101 - Uniquement l'extraction de substances minérales de surface (sable, gravier, et pierre à construire) seulement sur les terres privées pour lesquelles le droit à ces substances minérales appartient aux propriétaires du sol, conformément à l'article 5 de la Loi sur les mines.

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(3) P203, P204, P210, P212

(5) R105

NOTES

(1) En vertu des articles 31, 31.1 et 40 de la LPTAA. Droits acquis en vertu des articles 101 à 105 inclusivement de la LPTAA. Fermettes en vertu des articles 101 à 105 de la LPTAA ou bénéficiant d'une autorisation de la CPTAQ.
(2) Usages existants seulement

(4) 25 000m² pour l'élevage

(6) Les centres équestres sont uniquement autorisés à titre d'usage complémentaire à l'élevage de chevaux

(7) Sous réserve des dispositions de la LPTAA

Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone AD-5

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	• (1)							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure						• (3)		
R - Récréation								
R1 Extensive		•(5)						
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture			•					
A2 Élevage			•(6)					
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole					•			
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives				• (2)(9)				
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•	•	•	•			
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2			
Latérales (min. / totales)	1/3	1/3	1/3	1/3	1/3			
Arrière (min.)	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5			
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2			
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85	85	85	85	85			
Largeur (min.)	8.5	8.5	8.5	8.5	8.5			
Taux d'implantation - % (max.)	15	15	15	15	15			
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	3 000	3 000	3000 (4)	15 000	3 000			
Largeur du terrain (min.)	50	50	50	50	50			
Profondeur du terrain (min.)	30	30	30	160	30			
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)	•(7)							
Fermette	•							

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	•
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	•
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(9) EX101 - Uniquement l'extraction de substances minérales de surface (sable, gravier, et pierre à construire) seulement sur les terres privées pour lesquelles le droit à ces substances minérales appartient aux propriétaires du sol, conformément à l'article 5 de la Loi sur les mines.

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(3) P203, P204, P210, P212

(5) R104

NOTES

(1) En vertu des articles 31, 31.1 et 40 de la LPTAA. Droits acquis en vertu des articles 101 à 105 inclusivement de la LPTAA. Fermettes en vertu des articles 101 à 105 de la LPTAA ou bénéficiant d'une autorisation de la CPTAQ.
(2) Usages existants seulement

(4) 25 000m² pour l'élevage

(6) Les centres équestres sont uniquement autorisés à titre d'usage complémentaire à l'élevage de chevaux

(7) Sous réserve des dispositions de la LPTAA

Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone AD-6

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	• (1)							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure						• (4)		
R - Récréation								
R1 Extensive		•(5)						
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture			•					
A2 Élevage			• (6)					
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole					•			
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives				• (2)(9)				
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•	•	•	•			
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2			
Latérales (min. / totales)	1/3	1/3	1/3	1/3	1/3			
Arrière (min.)	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5			
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2			
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85	85	85	85	85			
Largeur (min.)	8.5	8.5	8.5	8.5	8.5			
Taux d'implantation - % (max.)	15	15	15	15	15			
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	3 000	3 000	3000 (3)	15 000	3 000			
Largeur du terrain (min.)	50	50	50	50	50			
Profondeur du terrain (min.)	30	30	30	160	30			
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)	•(7)							
Fermette	•							

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	•
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	•
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(9) EX101 - Uniquement l'extraction de substances minérales de surface (sable, gravier, et pierre à construire) seulement sur les terres privées pour lesquelles le droit à ces substances minérales appartient aux propriétaires du sol, conformément à l'article 5 de la Loi sur les mines.

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(4) P203, P204, P210, P212

(5) R104

NOTES

(1) En vertu des articles 31, 31.1 et 40 de la LPTAA. Droits acquis en vertu des articles 101 à 105 inclusivement de la LPTAA. Fermettes en vertu des articles 101 à 105 de la LPTAA ou bénéficiant d'une autorisation de la CPTAQ.

(2) Usages existants seulement

(3) 25 000m² pour l'élevage

(6) Les centres équestres sont uniquement autorisés à titre d'usage complémentaire à l'élevage de chevaux

(7) Sous réserve des dispositions de la LPTAA

Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone AD-7

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	• (1)							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure						• (4)		
R - Récréation								
R1 Extensive		•(5)						
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture			•					
A2 Élevage			• (2)(6)					
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole					•			
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives				•(8)(9)				
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•	•	•	•			
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2			
Latérales (min. / totales)	1/3	1/3	1/3	1/3	1/3			
Arrière (min.)	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5			
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2			
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85	85	85	85	85			
Largeur (min.)	8.5	8.5	8.5	8.5	8.5			
Taux d'implantation - % (max.)	15	15	15	15	15			
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	3 000	3 000	3000 (3)	15 000	3 000			
Largeur du terrain (min.)	50	50	50	50	50			
Profondeur du terrain (min.)	30	30	30	160	30			
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)	•(7)							
Fermette	•							

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	•
Risque inondation	•
Risque mouvement de terrain	•
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(9) EX101 - Uniquement l'extraction de substances minérales de surface (sable, gravier, et pierre à construire) seulement sur les terres privées pour lesquelles le droit à ces substances minérales appartient aux propriétaires du sol, conformément à l'article 5 de la Loi sur les mines.

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(4) P203, P204, P210, P212

(5) R104

NOTES

(1) En vertu des articles 31, 31.1 et 40 de la LPTAA. Droits acquis en vertu des articles 101 à 105 inclusivement de la LPTAA. Fermettes en vertu des articles 101 à 105 de la LPTAA ou bénéficiant d'une autorisation de la CPTAQ.

(2) À l'exception des dindonnières, porcheries, poulaillers, lieux communs d'entreposage de fumier, de lisier ou de purin, des élevages de bisons et d'animaux à fourrure et des élevages de grenouilles

(3) 25 000m² pour l'élevage

(6) Les centres équestres sont uniquement autorisés à titre d'usage complémentaire à l'élevage de chevaux

(7) Sous réserve des dispositions de la LPTAA

(8) Usages existants seulement

Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone AD-8

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	• (1)							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure						• (4)		
R - Récréation								
R1 Extensive		•(5)						
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture			•					
A2 Élevage			•(2)(6)					
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole					•			
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives				•(8)(9)				
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•	•	•	•			
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2			
Latérales (min. / totales)	1/3	1/3	1/3	1/3	1/3			
Arrière (min.)	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5			
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2			
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85	85	85	85	85			
Largeur (min.)	8.5	8.5	8.5	8.5	8.5			
Taux d'implantation - % (max.)	15	15	15	15	15			
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	3 000	3 000	3000 (3)	15 000	3 000			
Largeur du terrain (min.)	50	50	50	50	50			
Profondeur du terrain (min.)	30	30	30	160	30			
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)	•(7)							
Fermette	•							

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	•
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	•
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(9) EX101 - Uniquement l'extraction de substances minérales de surface (sable, gravier, et pierre à construire) seulement sur les terres privées pour lesquelles le droit à ces substances minérales appartient aux propriétaires du sol, conformément à l'article 5 de la Loi sur les mines.

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(4) P203, P204, P210, P212

(5) R104

NOTES

(1) En vertu des articles 31, 31.1 et 40 de la LPTAA. Droits acquis en vertu des articles 101 à 105 inclusivement de la LPTAA. Fermettes en vertu des articles 101 à 105 de la LPTAA ou bénéficiant d'une autorisation de la CPTAQ.

(2) À l'exception des dindonnières, porcheries, poulaillers, lieux communs d'entreposage de fumier, de lisier ou de purin, des élevages de bisons et d'animaux à fourrure et des élevages de grenouilles

(3) 25 000m² pour l'élevage

(6) Les centres équestres sont uniquement autorisés à titre d'usage complémentaire à l'élevage de chevaux

(7) Sous réserve des dispositions de la LPTAA

(8) Usages existants seulement

Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone AD-9

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	• (1)							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure						• (3)		
R - Récréation								
R1 Extensive		•(5)						
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture			•					
A2 Élevage			•(6)					
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole					•			
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives				• (2)(9)				
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•	•	•	•			
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2			
Latérales (min. / totales)	1/3	1/3	1/3	1/3	1/3			
Arrière (min.)	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5			
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2			
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85	85	85	85	85			
Largeur (min.)	8.5	8.5	8.5	8.5	8.5			
Taux d'implantation - % (max.)	15	15	15	15	15			
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	3 000	3 000	3000 (4)	15 000	3 000			
Largeur du terrain (min.)	50	50	50	50	50			
Profondeur du terrain (min.)	30	30	30	160	30			
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)	•(7)							
Fermette	•							

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	•
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(9) EX101 - Uniquement l'extraction de substances minérales de surface (sable, gravier, et pierre à construire) seulement sur les terres privées pour lesquelles le droit à ces substances minérales appartient aux propriétaires du sol, conformément à l'article 5 de la Loi sur les mines.

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(3) P203, P204, P210, P212

(5) R104

NOTES

(1) En vertu des articles 31, 31.1 et 40 de la LPTAA. Droits acquis en vertu des articles 101 à 105 inclusivement de la LPTAA. Fermettes en vertu des articles 101 à 105 de la LPTAA ou bénéficiant d'une autorisation de la CPTAQ.
(2) Usages existants seulement

(4) 25 000m² pour l'élevage

(6) Les centres équestres sont uniquement autorisés à titre d'usage complémentaire à l'élevage de chevaux

(7) Sous réserve des dispositions de la LPTAA

Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone AD-10

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	• (1)							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure						• (4)		
R - Récréation								
R1 Extensive		•(5)						
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture			•					
A2 Élevage			•(2)(6)					
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole					•			
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives				•(8)(9)				
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•	•	•	•			
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2			
Latérales (min. / totales)	1/3	1/3	1/3	1/3	1/3			
Arrière (min.)	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5			
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2			
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85	85	85	85	85			
Largeur (min.)	8.5	8.5	8.5	8.5	8.5			
Taux d'implantation - % (max.)	15	15	15	15	15			
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	3 000	3 000	3000 (3)	15 000	3 000			
Largeur du terrain (min.)	50	50	50	50	50			
Profondeur du terrain (min.)	30	30	30	160	30			
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)	•(7)							
Fermette	•							

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	•
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	•
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(9) EX101 - Uniquement l'extraction de substances minérales de surface (sable, gravier, et pierre à construire) seulement sur les terres privées pour lesquelles le droit à ces substances minérales appartient aux propriétaires du sol, conformément à l'article 5 de la Loi sur les mines.

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(4) P203, P204, P210

(5) R104

NOTES

(1) En vertu des articles 31, 31.1 et 40 de la LPTAA. Droits acquis en vertu des articles 101 à 105 inclusivement de la LPTAA. Fermettes en vertu des articles 101 à 105 de la LPTAA ou bénéficiant d'une autorisation de la CPTAQ.

(2) À l'exception des dindonnières, porcheries, poulaillers, lieux communs d'entreposage de fumier, de lisier ou de purin, des élevages de bisons et d'animaux à fourrure et des élevages de grenouilles

(3) 25 000m² pour l'élevage

(6) Les centres équestres sont uniquement autorisés à titre d'usage complémentaire à l'élevage de chevaux

(7) Sous réserve des dispositions de la LPTAA

(8) Usages existants seulement

Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone AD-11

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	• (1)							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure						• (4)		
R - Récréation								
R1 Extensive		•(5)						
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture			•					
A2 Élevage			•(2)(6)					
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole					•			
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives				•(8)(9)				
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•	•	•	•			
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2			
Latérales (min. / totales)	1/3	1/3	1/3	1/3	1/3			
Arrière (min.)	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5			
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2			
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85	85	85	85	85			
Largeur (min.)	8.5	8.5	8.5	8.5	8.5			
Taux d'implantation - % (max.)	15	15	15	15	15			
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	3 000	3 000	3000 (3)	15 000	3 000			
Largeur du terrain (min.)	50	50	50	50	50			
Profondeur du terrain (min.)	30	30	30	160	30			
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)	•(7)							
Fermette	•							

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	•
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	•
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(9) EX101 - Uniquement l'extraction de substances minérales de surface (sable, gravier, et pierre à construire) seulement sur les terres privées pour lesquelles le droit à ces substances minérales appartient aux propriétaires du sol, conformément à l'article 5 de la Loi sur les mines.

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(4) P203, P204, P210, P212

(5) R104

NOTES

(1) En vertu des articles 31, 31.1 et 40 de la LPTAA. Droits acquis en vertu des articles 101 à 105 inclusivement de la LPTAA. Fermettes en vertu des articles 101 à 105 de la LPTAA ou bénéficiant d'une autorisation de la CPTAQ.

(2) À l'exception des dindonnières, porcheries, poulaillers, lieux communs d'entreposage de fumier, de lisier ou de purin, des élevages de bisons et d'animaux à fourrure et des élevages de grenouilles

(3) 25 000m² pour l'élevage

(6) Les centres équestres sont uniquement autorisés à titre d'usage complémentaire à l'élevage de chevaux

(7) Sous réserve des dispositions de la LPTAA

(8) Usages existants seulement

Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone AD-12

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	• (1)							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure						• (4)		
R - Récréation								
R1 Extensive		•(5)						
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture			•					
A2 Élevage			•(2)(6)					
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole					•			
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives				•(8)(9)				
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•	•	•	•			
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2			
Latérales (min. / totales)	1/3	1/3	1/3	1/3	1/3			
Arrière (min.)	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5			
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2			
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85	85	85	85	85			
Largeur (min.)	8.5	8.5	8.5	8.5	8.5			
Taux d'implantation - % (max.)	15	15	15	15	15			
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	3 000	3 000	3000 (3)	15 000	3 000			
Largeur du terrain (min.)	50	50	50	50	50			
Profondeur du terrain (min.)	30	30	30	160	30			
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)	•(7)							
Fermette	•							

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	•
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	•
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(9) EX101 - Uniquement l'extraction de substances minérales de surface (sable, gravier, et pierre à construire) seulement sur les terres privées pour lesquelles le droit à ces substances minérales appartient aux propriétaires du sol, conformément à l'article 5 de la Loi sur les mines.

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(4) P203, P204, P210, P212

(5) R104

NOTES

(1) En vertu des articles 31, 31.1 et 40 de la LPTAA. Droits acquis en vertu des articles 101 à 105 inclusivement de la LPTAA. Fermettes en vertu des articles 101 à 105 de la LPTAA ou bénéficiant d'une autorisation de la CPTAQ.

(2) À l'exception des dindonnières, porcheries, poulaillers, lieux communs d'entreposage de fumier, de lisier ou de purin, des élevages de bisons et d'animaux à fourrure et des élevages de grenouilles

(3) 25 000m² pour l'élevage

(6) Les centres équestres sont uniquement autorisés à titre d'usage complémentaire à l'élevage de chevaux

(7) Sous réserve des dispositions de la LPTAA

(8) Usages existants seulement

Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone AD-13

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	• (1)							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure						• (4)		
R - Récréation								
R1 Extensive		•(5)						
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture			•					
A2 Élevage			•(2)(6)					
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole					•			
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives				•(8)(9)				
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•	•	•	•			
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2			
Latérales (min. / totales)	1/3	1/3	1/3	1/3	1/3			
Arrière (min.)	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5			
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2			
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85	85	85	85	85			
Largeur (min.)	8.5	8.5	8.5	8.5	8.5			
Taux d'implantation - % (max.)	15	15	15	15	15			
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	3 000	3 000	3000 (3)	15 000	3 000			
Largeur du terrain (min.)	50	50	50	50	50			
Profondeur du terrain (min.)	30	30	30	160	30			
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)	•(7)							
Fermette	•							

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	•
Risque inondation	•
Risque mouvement de terrain	•
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(9) EX101 - Uniquement l'extraction de substances minérales de surface (sable, gravier, et pierre à construire) seulement sur les terres privées pour lesquelles le droit à ces substances minérales appartient aux propriétaires du sol, conformément à l'article 5 de la Loi sur les mines.

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(4) P203, P204, P210

(5) R104

NOTES

(1) En vertu des articles 31, 31.1 et 40 de la LPTAA. Droits acquis en vertu des articles 101 à 105 inclusivement de la LPTAA. Fermettes en vertu des articles 101 à 105 de la LPTAA ou bénéficiant d'une autorisation de la CPTAQ.

(2) À l'exception des dindonnières, porcheries, poulaillers, lieux communs d'entreposage de fumier, de lisier ou de purin, des élevages de bisons et d'animaux à fourrure et des élevages de grenouilles

(3) 25 000m² pour l'élevage

(6) Les centres équestres sont uniquement autorisés à titre d'usage complémentaire à l'élevage de chevaux

(7) Sous réserve des dispositions de la LPTAA

(8) Usages existants seulement

Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone AD-14

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	• (1)							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure						• (3)		
R - Récréation								
R1 Extensive		•(5)						
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture			•					
A2 Élevage			•(6)					
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole					•			
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives				• (2)(9)				
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•	•	•	•			
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2			
Latérales (min. / totales)	1/3	1/3	1/3	1/3	1/3			
Arrière (min.)	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5			
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2			
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85	85	85	85	85			
Largeur (min.)	8.5	8.5	8.5	8.5	8.5			
Taux d'implantation - % (max.)	15	15	15	15	15			
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	3 000	3 000	3000 (4)	15 000	3 000			
Largeur du terrain (min.)	50	50	50	50	50			
Profondeur du terrain (min.)	30	30	30	160	30			
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)	•(7)							
Fermette	•							

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	•
Risque inondation	•
Risque mouvement de terrain	•
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(9) EX101 - Uniquement l'extraction de substances minérales de surface (sable, gravier, et pierre à construire) seulement sur les terres privées pour lesquelles le droit à ces substances minérales appartient aux propriétaires du sol, conformément à l'article 5 de la Loi sur les mines.

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(3) P203, P204, P210, P212

(5) R104

NOTES

(1) En vertu des articles 31, 31.1 et 40 de la LPTAA. Droits acquis en vertu des articles 101 à 105 inclusivement de la LPTAA. Fermettes en vertu des articles 101 à 105 de la LPTAA ou bénéficiant d'une autorisation de la CPTAQ.
(2) Usages existants seulement

(4) 25 000m² pour l'élevage

(6) Les centres équestres sont uniquement autorisés à titre d'usage complémentaire à l'élevage de chevaux

(7) Sous réserve des dispositions de la LPTAA

Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone AD-15

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	• (1)							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure						• (3)		
R - Récréation								
R1 Extensive		•(5)						
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture			•					
A2 Élevage			•(6)					
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole					•			
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives				• (2)(9)				
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•	•	•	•			
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2			
Latérales (min. / totales)	1/3	1/3	1/3	1/3	1/3			
Arrière (min.)	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5			
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2			
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85	85	85	85	85			
Largeur (min.)	8.5	8.5	8.5	8.5	8.5			
Taux d'implantation - % (max.)	15	15	15	15	15			
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	3 000	3 000	3000 (4)	15 000	3 000			
Largeur du terrain (min.)	50	50	50	50	50			
Profondeur du terrain (min.)	30	30	30	160	30			
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)	•(7)							
Fermette	•							

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	•
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	•
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(9) EX101 - Uniquement l'extraction de substances minérales de surface (sable, gravier, et pierre à construire) seulement sur les terres privées pour lesquelles le droit à ces substances minérales appartient aux propriétaires du sol, conformément à l'article 5 de la Loi sur les mines.

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(3) P203, P204, P210, P212

(5) R104

NOTES

(1) En vertu des articles 31, 31.1 et 40 de la LPTAA. Droits acquis en vertu des articles 101 à 105 inclusivement de la LPTAA. Fermettes en vertu des articles 101 à 105 de la LPTAA ou bénéficiant d'une autorisation de la CPTAQ.
(2) Usages existants seulement

(4) 25 000m² pour l'élevage

(6) Les centres équestres sont uniquement autorisés à titre d'usage complémentaire à l'élevage de chevaux

(7) Sous réserve des dispositions de la LPTAA

Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone AD-16

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	• (1)							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure						• (3)		
R - Récréation								
R1 Extensive		•(5)						
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture			•					
A2 Élevage			•(6)					
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole					•			
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives				• (2)(9)				
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•	•	•	•			
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2			
Latérales (min. / totales)	1/3	1/3	1/3	1/3	1/3			
Arrière (min.)	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5			
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2			
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85	85	85	85	85			
Largeur (min.)	8.5	8.5	8.5	8.5	8.5			
Taux d'implantation - % (max.)	15	15	15	15	15			
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	3 000	3 000	3000 (4)	15 000	3 000			
Largeur du terrain (min.)	50	50	50	50	50			
Profondeur du terrain (min.)	30	30	30	160	30			
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)	•(7)							
Fermette	•							

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	•
Risque inondation	•
Risque mouvement de terrain	•
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(9) EX101 - Uniquement l'extraction de substances minérales de surface (sable, gravier, et pierre à construire) seulement sur les terres privées pour lesquelles le droit à ces substances minérales appartient aux propriétaires du sol, conformément à l'article 5 de la Loi sur les mines.

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(3) P203, P204, P210, P212

(5) R104

NOTES

(1) En vertu des articles 31, 31.1 et 40 de la LPTAA. Droits acquis en vertu des articles 101 à 105 inclusivement de la LPTAA. Fermettes en vertu des articles 101 à 105 de la LPTAA ou bénéficiant d'une autorisation de la CPTAQ.
(2) Usages existants seulement

(4) 25 000m² pour l'élevage

(6) Les centres équestres sont uniquement autorisés à titre d'usage complémentaire à l'élevage de chevaux

(7) Sous réserve des dispositions de la LPTAA

Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone AD-17

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	• (1)							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure						• (4)		
R - Récréation								
R1 Extensive		•(5)						
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture			•					
A2 Élevage			•(2)(6)					
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole					•			
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives				•(8)(9)				
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•	•	•	•			
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2			
Latérales (min. / totales)	1/3	1/3	1/3	1/3	1/3			
Arrière (min.)	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5			
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2			
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85	85	85	85	85			
Largeur (min.)	8.5	8.5	8.5	8.5	8.5			
Taux d'implantation - % (max.)	15	15	15	15	15			
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	3 000	3 000	3000 (3)	15 000	3 000			
Largeur du terrain (min.)	50	50	50	50	50			
Profondeur du terrain (min.)	30	30	30	160	30			
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)	•(7)							
Fermette	•							

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	•
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(9) EX101 - Uniquement l'extraction de substances minérales de surface (sable, gravier, et pierre à construire) seulement sur les terres privées pour lesquelles le droit à ces substances minérales appartient aux propriétaires du sol, conformément à l'article 5 de la Loi sur les mines.

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(4) P203, P204, P210, P212

(5) R104

NOTES

(1) En vertu des articles 31, 31.1 et 40 de la LPTAA. Droits acquis en vertu des articles 101 à 105 inclusivement de la LPTAA. Fermettes en vertu des articles 101 à 105 de la LPTAA ou bénéficiant d'une autorisation de la CPTAQ.

(2) À l'exception des dindonnières, porcheries, poulaillers, lieux communs d'entreposage de fumier, de lisier ou de purin, des élevages de bisons et d'animaux à fourrure et des élevages de grenouilles

(3) 25 000m² pour l'élevage

(6) Les centres équestres sont uniquement autorisés à titre d'usage complémentaire à l'élevage de chevaux

(7) Sous réserve des dispositions de la LPTAA

(8) Usages existants seulement
Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone AD-18

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	• (1)							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure						• (4)		
R - Récréation								
R1 Extensive		•(5)						
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture			•					
A2 Élevage			•(2)(6)					
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole					•			
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives				•(8)(9)				
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•	•	•	•			
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2			
Latérales (min. / totales)	1/3	1/3	1/3	1/3	1/3			
Arrière (min.)	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5			
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2			
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85	85	85	85	85			
Largeur (min.)	8.5	8.5	8.5	8.5	8.5			
Taux d'implantation - % (max.)	15	15	15	15	15			
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	3 000	3 000	3000 (3)	15 000	3 000			
Largeur du terrain (min.)	50	50	50	50	50			
Profondeur du terrain (min.)	30	30	30	160	30			
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)	•(7)							
Fermette	•							

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	•
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	•
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(9) EX101 - Uniquement l'extraction de substances minérales de surface (sable, gravier, et pierre à construire) seulement sur les terres privées pour lesquelles le droit à ces substances minérales appartient aux propriétaires du sol, conformément à l'article 5 de la Loi sur les mines.

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(4) P203, P204, P210, P212

(5) R104

NOTES

(1) En vertu des articles 31, 31.1 et 40 de la LPTAA. Droits acquis en vertu des articles 101 à 105 inclusivement de la LPTAA. Fermettes en vertu des articles 101 à 105 de la LPTAA ou bénéficiant d'une autorisation de la CPTAQ.

(2) À l'exception des dindonnières, porcheries, poulaillers, lieux communs d'entreposage de fumier, de lisier ou de purin, des élevages de bisons et d'animaux à fourrure et des élevages de grenouilles

(3) 25 000m² pour l'élevage

(6) Les centres équestres sont uniquement autorisés à titre d'usage complémentaire à l'élevage de chevaux

(7) Sous réserve des dispositions de la LPTAA

(8) Usages existants seulement
Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone AD-19

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	• (1)							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure						• (3)		
R - Récréation								
R1 Extensive		•(5)						
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture			•					
A2 Élevage			•(6)					
A3 Chenils			•					
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole					•			
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives				• (2)(9)				
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•	•	•	•			
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2			
Latérales (min. / totales)	1/3	1/3	1/3	1/3	1/3			
Arrière (min.)	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5			
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2			
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85	85	85	85	85			
Largeur (min.)	8.5	8.5	8.5	8.5	8.5			
Taux d'implantation - % (max.)	15	15	15	15	15			
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	3 000	3 000	3000 (4)	15 000	3 000			
Largeur du terrain (min.)	50	50	50	50	50			
Profondeur du terrain (min.)	30	30	30	160	30			
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)	•(7)							
Fermette	•							

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	•
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(9) EX101 - Uniquement l'extraction de substances minérales de surface (sable, gravier, et pierre à construire) seulement sur les terres privées pour lesquelles le droit à ces substances minérales appartient aux propriétaires du sol, conformément à l'article 5 de la Loi sur les mines.

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(3) P203, P204, P210, P212

(5) R104

NOTES

(1) En vertu des articles 31, 31.1 et 40 de la LPTAA. Droits acquis en vertu des articles 101 à 105 inclusivement de la LPTAA. Fermettes en vertu des articles 101 à 105 de la LPTAA ou bénéficiant d'une autorisation de la CPTAQ.

(2) Usages existants seulement

(4)10 000m² pour les chenils et 25 000m² pour l'élevage

(6) Les centres équestres sont uniquement autorisés à titre d'usage complémentaire à l'élevage de chevaux

(7) Sous réserve des dispositions de la LPTAA

Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone AD-20

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	• (1)							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure						• (3)		
R - Récréation								
R1 Extensive		•(5)						
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture			•					
A2 Élevage			•(6)					
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole					•			
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives				• (2)(9)				
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•	•	•	•			
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2			
Latérales (min. / totales)	1/3	1/3	1/3	1/3	1/3			
Arrière (min.)	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5			
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2			
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85	85	85	85	85			
Largeur (min.)	8.5	8.5	8.5	8.5	8.5			
Taux d'implantation - % (max.)	15	15	15	15	15			
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	3 000	3 000	3000 (4)	15 000	3 000			
Largeur du terrain (min.)	50	50	50	50	50			
Profondeur du terrain (min.)	30	30	30	160	30			
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)	•(7)							
Fermette	•							

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	•
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(9) EX101 - Uniquement l'extraction de substances minérales de surface (sable, gravier, et pierre à construire) seulement sur les terres privées pour lesquelles le droit à ces substances minérales appartient aux propriétaires du sol, conformément à l'article 5 de la Loi sur les mines.

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(3) P203, P204, P210, P212

(5) R104

NOTES

(1) En vertu des articles 31, 31.1 et 40 de la LPTAA. Droits acquis en vertu des articles 101 à 105 inclusivement de la LPTAA. Fermettes en vertu des articles 101 à 105 de la LPTAA ou bénéficiant d'une autorisation de la CPTAQ.
(2) Usages existants seulement

(4) 25 000m² pour l'élevage

(6) Les centres équestres sont uniquement autorisés à titre d'usage complémentaire à l'élevage de chevaux

(7) Sous réserve des dispositions de la LPTAA

Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone AD-21

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	• (1)							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure				• (2)				
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture		•						
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole			•					
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•	•					
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2	12,2	12,2					
Latérales (min. / totales)	1/3	1/3	1/3					
Arrière (min.)	7.5	7.5	7.5					
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2	1/2					
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85	85	85					
Largeur (min.)	8.5	8.5	8.5					
Taux d'implantation - % (max.)	15	15	15					
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	3 000	3 000	3 000					
Largeur du terrain (min.)	50	50	50					
Profondeur du terrain (min.)	30	30	30					
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)	•(3)							
Fermette	•							

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	•
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(2) P203, P204, P210, P212

NOTES

(1) En vertu des articles 31, 31.1 et 40 de la LPTAA. Droits acquis en vertu des articles 101 à 105 inclusivement de la LPTAA. Fermettes en vertu des articles 101 à 105 de la LPTAA ou bénéficiant d'une autorisation de la CPTAQ.

(3) Sous réserve des dispositions de la LPTAA

Usages existants seulement
Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone AD-22

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	• (1)							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure						• (3)		
R - Récréation								
R1 Extensive		•(5)						
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture			•					
A2 Élevage			•(6)					
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole					•			
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives				• (2)(9)				
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•	•	•	•			
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2			
Latérales (min. / totales)	1/3	1/3	1/3	1/3	1/3			
Arrière (min.)	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5			
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2			
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85	85	85	85	85			
Largeur (min.)	8.5	8.5	8.5	8.5	8.5			
Taux d'implantation - % (max.)	15	15	15	15	15			
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	3 000	3 000	3000 (4)	15 000	3 000			
Largeur du terrain (min.)	50	50	50	50	50			
Profondeur du terrain (min.)	30	30	30	160	30			
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)	•(7)							
Fermette	•							

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	•
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(9) EX101 - Uniquement l'extraction de substances minérales de surface (sable, gravier, et pierre à construire) seulement sur les terres privées pour lesquelles le droit à ces substances minérales appartient aux propriétaires du sol, conformément à l'article 5 de la Loi sur les mines.

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(3) P203, P204, P210, P212

(5) R104

NOTES

(1) En vertu des articles 31, 31.1 et 40 de la LPTAA. Droits acquis en vertu des articles 101 à 105 inclusivement de la LPTAA. Fermettes en vertu des articles 101 à 105 de la LPTAA ou bénéficiant d'une autorisation de la CPTAQ.
(2) Usages existants seulement

(4) 25 000m² pour l'élevage

(6) Les centres équestres sont uniquement autorisés à titre d'usage complémentaire à l'élevage de chevaux

(7) Sous réserve des dispositions de la LPTAA

Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone AD-23

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	• (1)							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure						• (4)		
R - Récréation								
R1 Extensive		•(5)						
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture			•					
A2 Élevage			•(2)(6)					
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole					•			
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives				•(8)(9)				
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•	•	•	•			
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2			
Latérales (min. / totales)	1/3	1/3	1/3	1/3	1/3			
Arrière (min.)	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5			
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2			
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85	85	85	85	85			
Largeur (min.)	8.5	8.5	8.5	8.5	8.5			
Taux d'implantation - % (max.)	15	15	15	15	15			
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	3 000	3 000	3000 (3)	15 000	3 000			
Largeur du terrain (min.)	50	50	50	50	50			
Profondeur du terrain (min.)	30	30	30	160	30			
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)	•(7)							
Fermette	•							

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	•
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	•
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(9) EX101 - Uniquement l'extraction de substances minérales de surface (sable, gravier, et pierre à construire) seulement sur les terres privées pour lesquelles le droit à ces substances minérales appartient aux propriétaires du sol, conformément à l'article 5 de la Loi sur les mines.

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(4) P203, P204, P210, P212

(5) R104

NOTES

(1) En vertu des articles 31, 31.1 et 40 de la LPTAA. Droits acquis en vertu des articles 101 à 105 inclusivement de la LPTAA. Fermettes en vertu des articles 101 à 105 de la LPTAA ou bénéficiant d'une autorisation de la CPTAQ.

(2) À l'exception des dindonnières, porcheries, poulaillers, lieux communs d'entreposage de fumier, de lisier ou de purin, des élevages de bisons et d'animaux à fourrure et des élevages de grenouilles

(3) 25 000m² pour l'élevage

(6) Les centres équestres sont uniquement autorisés à titre d'usage complémentaire à l'élevage de chevaux

(7) Sous réserve des dispositions de la LPTAA

(8) Usages existants seulement

Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone AD-24

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	• (1)							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure						• (4)		
R - Récréation								
R1 Extensive		•(5)						
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture			•					
A2 Élevage			•(2)(6)					
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole					•			
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives				•(8)(9)				
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•	•	•	•			
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2			
Latérales (min. / totales)	1/3	1/3	1/3	1/3	1/3			
Arrière (min.)	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5			
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2			
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85	85	85	85	85			
Largeur (min.)	8.5	8.5	8.5	8.5	8.5			
Taux d'implantation - % (max.)	15	15	15	15	15			
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	3 000	3 000	3000 (3)	15 000	3 000			
Largeur du terrain (min.)	50	50	50	50	50			
Profondeur du terrain (min.)	30	30	30	160	30			
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)	•(7)							
Fermette	•							

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	•
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	•
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(9) EX101 - Uniquement l'extraction de substances minérales de surface (sable, gravier, et pierre à construire) seulement sur les terres privées pour lesquelles le droit à ces substances minérales appartient aux propriétaires du sol, conformément à l'article 5 de la Loi sur les mines.

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(4) P203, P204, P210, P212

(5) R104

NOTES

(1) En vertu des articles 31, 31.1 et 40 de la LPTAA. Droits acquis en vertu des articles 101 à 105 inclusivement de la LPTAA. Fermettes en vertu des articles 101 à 105 de la LPTAA ou bénéficiant d'une autorisation de la CPTAQ.

(2) À l'exception des dindonnières, porcheries, poulaillers, lieux communs d'entreposage de fumier, de lisier ou de purin, des élevages de bisons et d'animaux à fourrure et des élevages de grenouilles

(3) 25 000m² pour l'élevage

(6) Les centres équestres sont uniquement autorisés à titre d'usage complémentaire à l'élevage de chevaux

(7) Sous réserve des dispositions de la LPTAA

(8) Usages existants seulement
Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone AD-25

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	• (1)							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure						• (3)		
R - Récréation								
R1 Extensive		•(5)						
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture			•					
A2 Élevage			•(6)					
A3 Chenils			•					
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole					•			
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives				• (2)(9)				
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•	•	•	•			
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2			
Latérales (min. / totales)	1/3	1/3	1/3	1/3	1/3			
Arrière (min.)	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5			
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2			
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85	85	85	85	85			
Largeur (min.)	8.5	8.5	8.5	8.5	8.5			
Taux d'implantation - % (max.)	15	15	15	15	15			
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	3 000	3 000	3000 (4)	15 000	3 000			
Largeur du terrain (min.)	50	50	50	50	50			
Profondeur du terrain (min.)	30	30	30	160	30			
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)	•(7)							
Fermette	•							

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	•
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(9) EX101 - Uniquement l'extraction de substances minérales de surface (sable, gravier, et pierre à construire) seulement sur les terres privées pour lesquelles le droit à ces substances minérales appartient aux propriétaires du sol, conformément à l'article 5 de la Loi sur les mines.

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(3) P203, P204, P210, P212

(5) R104

NOTES

(1) En vertu des articles 31, 31.1 et 40 de la LPTAA. Droits acquis en vertu des articles 101 à 105 inclusivement de la LPTAA. Fermettes en vertu des articles 101 à 105 de la LPTAA ou bénéficiant d'une autorisation de la CPTAQ.

(2) Usages existants seulement

(4)10 000m² pour les chenils et 25 000m² pour l'élevage

(6) Les centres équestres sont uniquement autorisés à titre d'usage complémentaire à l'élevage de chevaux

(7) Sous réserve des dispositions de la LPTAA

Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone AD-26

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	• (1)							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure						• (3)		
R - Récréation								
R1 Extensive		•(5)						
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture			•					
A2 Élevage			•(6)					
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole					•			
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives				• (2)(9)				
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•	•	•	•			
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2			
Latérales (min. / totales)	1/3	1/3	1/3	1/3	1/3			
Arrière (min.)	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5			
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2			
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85	85	85	85	85			
Largeur (min.)	8.5	8.5	8.5	8.5	8.5			
Taux d'implantation - % (max.)	15	15	15	15	15			
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	3 000	3 000	3000 (4)	15 000	3 000			
Largeur du terrain (min.)	50	50	50	50	50			
Profondeur du terrain (min.)	30	30	30	160	30			
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)	•(7)							
Fermette	•							

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	•
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(9) EX101 - Uniquement l'extraction de substances minérales de surface (sable, gravier, et pierre à construire) seulement sur les terres privées pour lesquelles le droit à ces substances minérales appartient aux propriétaires du sol, conformément à l'article 5 de la Loi sur les mines.

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(3) P203, P204, P210, P212

(5) R104

NOTES

(1) En vertu des articles 31, 31.1 et 40 de la LPTAA. Droits acquis en vertu des articles 101 à 105 inclusivement de la LPTAA. Fermettes en vertu des articles 101 à 105 de la LPTAA ou bénéficiant d'une autorisation de la CPTAQ.
(2) Usages existants seulement

(4) 25 000m² pour l'élevage

(6) Les centres équestres sont uniquement autorisés à titre d'usage complémentaire à l'élevage de chevaux

(7) Sous réserve des dispositions de la LPTAA

Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone AD-27

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	• (1)							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure						• (3)		
R - Récréation								
R1 Extensive		•(5)						
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture			•					
A2 Élevage			•(6)					
A3 Chenils			•					
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole					•			
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives				• (2)(9)				
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•	•	•	•			
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2			
Latérales (min. / totales)	1/3	1/3	1/3	1/3	1/3			
Arrière (min.)	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5			
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2			
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85	85	85	85	85			
Largeur (min.)	8.5	8.5	8.5	8.5	8.5			
Taux d'implantation - % (max.)	15	15	15	15	15			
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	3 000	3 000	3000 (4)	15 000	3 000			
Largeur du terrain (min.)	50	50	50	50	50			
Profondeur du terrain (min.)	30	30	30	160	30			
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)	•(7)							
Fermette	•							

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	•
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(9) EX101 - Uniquement l'extraction de substances minérales de surface (sable, gravier, et pierre à construire) seulement sur les terres privées pour lesquelles le droit à ces substances minérales appartient aux propriétaires du sol, conformément à l'article 5 de la Loi sur les mines.

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(3) P203, P204, P210, P212

(5) R104

NOTES

(1) En vertu des articles 31, 31.1 et 40 de la LPTAA. Droits acquis en vertu des articles 101 à 105 inclusivement de la LPTAA. Fermettes en vertu des articles 101 à 105 de la LPTAA ou bénéficiant d'une autorisation de la CPTAQ.

(2) Usages existants seulement

(4)10 000m² pour les chenils et 25 000m² pour l'élevage

(6) Les centres équestres sont uniquement autorisés à titre d'usage complémentaire à l'élevage de chevaux

(7) Sous réserve des dispositions de la LPTAA

Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone AD-28

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	• (1)							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure						• (3)		
R - Récréation								
R1 Extensive		•(5)						
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture			•					
A2 Élevage			•(6)					
A3 Chenils			•					
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole					•			
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives				• (2)(9)				
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•	•	•	•			
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2			
Latérales (min. / totales)	1/3	1/3	1/3	1/3	1/3			
Arrière (min.)	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5			
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2			
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85	85	85	85	85			
Largeur (min.)	8.5	8.5	8.5	8.5	8.5			
Taux d'implantation - % (max.)	15	15	15	15	15			
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	3 000	3 000	3000 (4)	15 000	3 000			
Largeur du terrain (min.)	50	50	50	50	50			
Profondeur du terrain (min.)	30	30	30	160	30			
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)	•(7)							
Fermette	•							

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	•
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(9) EX101 - Uniquement l'extraction de substances minérales de surface (sable, gravier, et pierre à construire) seulement sur les terres privées pour lesquelles le droit à ces substances minérales appartient aux propriétaires du sol, conformément à l'article 5 de la Loi sur les mines.

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(3) P203, P204, P210, P212

(5) R104

NOTES

(1) En vertu des articles 31, 31.1 et 40 de la LPTAA. Droits acquis en vertu des articles 101 à 105 inclusivement de la LPTAA. Fermettes en vertu des articles 101 à 105 de la LPTAA ou bénéficiant d'une autorisation de la CPTAQ.

(2) Usages existants seulement

(4)10 000m² pour les chenils et 25 000m² pour l'élevage

(6) Les centres équestres sont uniquement autorisés à titre d'usage complémentaire à l'élevage de chevaux

(7) Sous réserve des dispositions de la LPTAA

Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone AD-29

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	• (1)							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure						• (3)		
R - Récréation								
R1 Extensive		•(5)						
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture			•					
A2 Élevage			•(6)					
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole					•			
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives				• (2)(9)				
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•	•	•	•			
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2			
Latérales (min. / totales)	1/3	1/3	1/3	1/3	1/3			
Arrière (min.)	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5			
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2			
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85	85	85	85	85			
Largeur (min.)	8.5	8.5	8.5	8.5	8.5			
Taux d'implantation - % (max.)	15	15	15	15	15			
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	3 000	3 000	3000 (4)	15 000	3 000			
Largeur du terrain (min.)	50	50	50	50	50			
Profondeur du terrain (min.)	30	30	30	160	30			
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)	•(7)							
Fermette	•							

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	•
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	•
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(9) EX101 - Uniquement l'extraction de substances minérales de surface (sable, gravier, et pierre à construire) seulement sur les terres privées pour lesquelles le droit à ces substances minérales appartient aux propriétaires du sol, conformément à l'article 5 de la Loi sur les mines.

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(3) P203, P204, P210, P212

(5) R104

NOTES

(1) En vertu des articles 31, 31.1 et 40 de la LPTAA. Droits acquis en vertu des articles 101 à 105 inclusivement de la LPTAA. Fermettes en vertu des articles 101 à 105 de la LPTAA ou bénéficiant d'une autorisation de la CPTAQ.
(2) Usages existants seulement

(4) 25 000m² pour l'élevage

(6) Les centres équestres sont uniquement autorisés à titre d'usage complémentaire à l'élevage de chevaux

(7) Sous réserve des dispositions de la LPTAA

Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone AD-30

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	• (1)							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure						• (4)		
R - Récréation								
R1 Extensive		•(5)						
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture			•					
A2 Élevage			•(2)(6)					
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole					•			
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives				•(8)(9)				
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•	•	•	•			
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2			
Latérales (min. / totales)	1/3	1/3	1/3	1/3	1/3			
Arrière (min.)	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5			
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2			
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85	85	85	85	85			
Largeur (min.)	8.5	8.5	8.5	8.5	8.5			
Taux d'implantation - % (max.)	15	15	15	15	15			
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	3 000	3 000	3000 (3)	15 000	3 000			
Largeur du terrain (min.)	50	50	50	50	50			
Profondeur du terrain (min.)	30	30	30	160	30			
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)	•(7)							
Fermette	•							

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	•
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(9) EX101 - Uniquement l'extraction de substances minérales de surface (sable, gravier, et pierre à construire) seulement sur les terres privées pour lesquelles le droit à ces substances minérales appartient aux propriétaires du sol, conformément à l'article 5 de la Loi sur les mines.

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(4) P203, P204, P210, P212

(5) R104

NOTES

(1) En vertu des articles 31, 31.1 et 40 de la LPTAA. Droits acquis en vertu des articles 101 à 105 inclusivement de la LPTAA. Fermettes en vertu des articles 101 à 105 de la LPTAA ou bénéficiant d'une autorisation de la CPTAQ.

(2) À l'exception des dindonnières, porcheries, poulaillers, lieux communs d'entreposage de fumier, de lisier ou de purin, des élevages de bisons et d'animaux à fourrure et des élevages de grenouilles

(3) 25 000m² pour l'élevage

(6) Les centres équestres sont uniquement autorisés à titre d'usage complémentaire à l'élevage de chevaux

(7) Sous réserve des dispositions de la LPTAA

(8) Usages existants seulement
Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone AD-31

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	• (1)							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure						• (4)		
R - Récréation								
R1 Extensive		•(5)						
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture			•					
A2 Élevage			•(2)(6)					
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole					•			
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives				•(8)(9)				
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•	•	•	•			
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2			
Latérales (min. / totales)	1/3	1/3	1/3	1/3	1/3			
Arrière (min.)	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5			
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2			
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85	85	85	85	85			
Largeur (min.)	8.5	8.5	8.5	8.5	8.5			
Taux d'implantation - % (max.)	15	15	15	15	15			
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	3 000	3 000	3000 (3)	15 000	3 000			
Largeur du terrain (min.)	50	50	50	50	50			
Profondeur du terrain (min.)	30	30	30	160	30			
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)	•(7)							
Fermette	•							

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	•
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(9) EX101 - Uniquement l'extraction de substances minérales de surface (sable, gravier, et pierre à construire) seulement sur les terres privées pour lesquelles le droit à ces substances minérales appartient aux propriétaires du sol, conformément à l'article 5 de la Loi sur les mines.

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(4) P203, P204, P210, P212

(5) R104

NOTES

(1) En vertu des articles 31, 31.1 et 40 de la LPTAA. Droits acquis en vertu des articles 101 à 105 inclusivement de la LPTAA. Fermettes en vertu des articles 101 à 105 de la LPTAA ou bénéficiant d'une autorisation de la CPTAQ.

(2) À l'exception des dindonnières, porcheries, poulaillers, lieux communs d'entreposage de fumier, de lisier ou de purin, des élevages de bisons et d'animaux à fourrure et des élevages de grenouilles

(3) 25 000m² pour l'élevage

(6) Les centres équestres sont uniquement autorisés à titre d'usage complémentaire à l'élevage de chevaux

(7) Sous réserve des dispositions de la LPTAA

(8) Usages existants seulement
Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone AD-32

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	• (1)							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure						• (4)		
R - Récréation								
R1 Extensive		•(5)						
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture			•					
A2 Élevage			•(2)(6)					
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole					•			
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives				•(8)(9)				
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•	•	•	•			
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2			
Latérales (min. / totales)	1/3	1/3	1/3	1/3	1/3			
Arrière (min.)	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5			
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2			
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85	85	85	85	85			
Largeur (min.)	9	9	9	9	9			
Taux d'implantation - % (max.)	30	30	30	30	30			
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	3 000	3 000	3000 (3)	15 000	3 000			
Largeur du terrain (min.)	50	50	50	50	50			
Profondeur du terrain (min.)	30	30	30	160	30			
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)	•(7)							
Fermette	•							

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	•
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(9) EX101 - Uniquement l'extraction de substances minérales de surface (sable, gravier, et pierre à construire) seulement sur les terres privées pour lesquelles le droit à ces substances minérales appartient aux propriétaires du sol, conformément à l'article 5 de la Loi sur les mines.

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(4) P203, P204, P210, P212

(5) R104

NOTES

(1) En vertu des articles 31, 31.1 et 40 de la LPTAA. Droits acquis en vertu des articles 101 à 105 inclusivement de la LPTAA. Fermettes en vertu des articles 101 à 105 de la LPTAA ou bénéficiant d'une autorisation de la CPTAQ.

(2) À l'exception des dindonnières, porcheries, poulaillers, lieux communs d'entreposage de fumier, de lisier ou de purin, des élevages de bisons et d'animaux à fourrure et des élevages de grenouilles

(3) 25 000m² pour l'élevage

(6) Les centres équestres sont uniquement autorisés à titre d'usage complémentaire à l'élevage de chevaux

(7) Sous réserve des dispositions de la LPTAA

(8) Usages existants seulement
Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone AD-33

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	• (1)							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure						• (3)		
R - Récréation								
R1 Extensive		•(5)						
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture			•					
A2 Élevage			•(6)					
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole					•			
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives				• (2)(9)				
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•	•	•	•			
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	7,5	12,2	12,2	12,2	12,2			
Latérales (min. / totales)	1/3	1/3	1/3	1/3	1/3			
Arrière (min.)	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5			
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2			
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85	85	85	85	85			
Largeur (min.)	8.5	8.5	8.5	8.5	8.5			
Taux d'implantation - % (max.)	30	15	15	15	15			
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	3 000	3 000	3000 (4)	15 000	3 000			
Largeur du terrain (min.)	50	50	50	50	50			
Profondeur du terrain (min.)	30	30	30	160	30			
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)	•(7)							
Fermette	•							

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	•
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	•
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(9) EX101 - Uniquement l'extraction de substances minérales de surface (sable, gravier, et pierre à construire) seulement sur les terres privées pour lesquelles le droit à ces substances minérales appartient aux propriétaires du sol, conformément à l'article 5 de la Loi sur les mines.

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(3) P203, P204, P210, P212

(5) R104

NOTES

(1) En vertu des articles 31, 31.1 et 40 de la LPTAA. Droits acquis en vertu des articles 101 à 105 inclusivement de la LPTAA. Fermettes en vertu des articles 101 à 105 de la LPTAA ou bénéficiant d'une autorisation de la CPTAQ.
(2) Usages existants seulement

(4) 25 000m² pour l'élevage

(6) Les centres équestres sont uniquement autorisés à titre d'usage complémentaire à l'élevage de chevaux

(7) Sous réserve des dispositions de la LPTAA

Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone AM-1

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale								
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure		• (2)(3)						
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives	• (1)							
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•							
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	15							
Latérales (min. / totales)	5/10							
Arrière (min.)	15							
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/1							
En mètres (max.)								
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)								
Largeur (min.)	8.5							
Taux d'implantation - % (max.)	85							
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	15 000							
Largeur du terrain (min.)	50							
Profondeur du terrain (min.)	160							
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile								
Atelier d'artistes et d'artisans								
Logement intergénérationnel								
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	•
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(2) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(3) P210

NOTES

(1) Uniquement pour l'extraction de substances minérales de surface (sable, gravier et pierre à construire) seulement sur les terres privées pour lesquelles le droit à ces substances minérales appartient au propriétaire du sol, conformément à l'article 5 de la Loi sur les mines

Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone AM-2

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale								
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure		• (2)(3)						
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives	• (1)							
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•							
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	15							
Latérales (min. / totales)	5/10							
Arrière (min.)	15							
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/1							
En mètres (max.)								
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)								
Largeur (min.)	8.5							
Taux d'implantation - % (max.)	85							
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	15 000							
Largeur du terrain (min.)	50							
Profondeur du terrain (min.)	160							
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile								
Atelier d'artistes et d'artisans								
Logement intergénérationnel								
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	•
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(2) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(3) P210

NOTES

(1) Uniquement pour l'extraction de substances minérales de surface (sable, gravier et pierre à construire) seulement sur les terres privées pour lesquelles le droit à ces substances minérales appartient au propriétaire du sol, conformément à l'article 5 de la Loi sur les mines

Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone AM-3

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	• (1)							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure			• (2)(3)					
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture		•						
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•						
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2	12,2						
Latérales (min. / totales)	1/3	1/3						
Arrière (min.)	7.5	7.5						
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2						
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)								
Largeur (min.)	8.5	8.5						
Taux d'implantation - % (max.)	15	15						
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	3 000	3 000						
Largeur du terrain (min.)	50	50						
Profondeur du terrain (min.)	30	30						
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)	•							
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	•
Risque mouvement de terrain	•
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(2) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(3) P210

NOTES

(1) Le long des routes existantes seulement

Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone AM-4

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	• (1)							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure			• (2)(3)					
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture		•						
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•						
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2	12,2						
Latérales (min. / totales)	1/3	1/3						
Arrière (min.)	7.5	7.5						
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2						
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)								
Largeur (min.)	8.5	8.5						
Taux d'implantation - % (max.)	15	15						
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	3 000	3 000						
Largeur du terrain (min.)	50	50						
Profondeur du terrain (min.)	30	30						
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)	•							
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	•
Risque mouvement de terrain	•
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(2) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(3) P210

NOTES

(1) Le long des routes existantes seulement

Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone ID-1

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	• (1)							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure			• (2)(3)					
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture		• (4)						
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•						
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2	12,2						
Latérales (min. / totales)	1/3	1/3						
Arrière (min.)	7.5	7.5						
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2						
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85	85						
Largeur (min.)	8.5	8.5						
Taux d'implantation - % (max.)	15	15						
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	3 000	3 000						
Largeur du terrain (min.)	50	50						
Profondeur du terrain (min.)	30	30						
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	•
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	•
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(2) P206, P208, P209, P211

(4) A101

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(3) P210

NOTES

(1) En vertu des articles 31, 31.1 et 40 de la LPTAA. Droits acquis en vertu des articles 101 à 105 inclusivement de la LPTAA. Fermettes en vertu des articles 101 à 105 de la LPTAA ou bénéficiant d'une autorisation de la CPTAQ.

Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone ID-2

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	• (1)							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure			• (2)(3)					
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture		• (4)						
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•						
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2	12,2						
Latérales (min. / totales)	1/3	1/3						
Arrière (min.)	7.5	7.5						
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2						
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85	85						
Largeur (min.)	8.5	8.5						
Taux d'implantation - % (max.)	30	30						
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	3 000	3 000						
Largeur du terrain (min.)	50	50						
Profondeur du terrain (min.)	30	30						
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	•
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	•
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(2) P206, P208, P209, P211

(4) A101

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(3) P210

NOTES

(1) En vertu des articles 31, 31.1 et 40 de la LPTAA. Droits acquis en vertu des articles 101 à 105 inclusivement de la LPTAA. Fermettes en vertu des articles 101 à 105 de la LPTAA ou bénéficiant d'une autorisation de la CPTAQ.

Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone ID-3

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	• (1)							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure			• (2)(3)					
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture		• (4)						
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•						
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2	12,2						
Latérales (min. / totales)	1/3	1/3						
Arrière (min.)	7.5	7.5						
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2						
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85	85						
Largeur (min.)	8.5	8.5						
Taux d'implantation - % (max.)	15	15						
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	3 000	3 000						
Largeur du terrain (min.)	50	50						
Profondeur du terrain (min.)	30	30						
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	•
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(2) P206, P208, P209, P211

(4) A101

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(3) P210

NOTES

(1) En vertu des articles 31, 31.1 et 40 de la LPTAA. Droits acquis en vertu des articles 101 à 105 inclusivement de la LPTAA. Fermettes en vertu des articles 101 à 105 de la LPTAA ou bénéficiant d'une autorisation de la CPTAQ.

Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone ID-4

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	• (1)							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure			• (2)(3)					
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture		• (4)						
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•						
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2	12,2						
Latérales (min. / totales)	1/3	1/3						
Arrière (min.)	7.5	7.5						
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2						
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85	85						
Largeur (min.)	8.5	8.5						
Taux d'implantation - % (max.)	15	15						
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	3 000	3 000						
Largeur du terrain (min.)	50	50						
Profondeur du terrain (min.)	30	30						
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	•
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(2) P206, P208, P209, P211

(4) A101

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(3) P210

NOTES

(1) En vertu des articles 31, 31.1 et 40 de la LPTAA. Droits acquis en vertu des articles 101 à 105 inclusivement de la LPTAA. Fermettes en vertu des articles 101 à 105 de la LPTAA ou bénéficiant d'une autorisation de la CPTAQ.

Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone ID-5

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	• (1)							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure			• (2)(3)					
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture		• (4)						
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•						
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2	12,2						
Latérales (min. / totales)	1/3	1/3						
Arrière (min.)	7.5	7.5						
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2						
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85	85						
Largeur (min.)	8.5	8.5						
Taux d'implantation - % (max.)	15	15						
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	3 000	3 000						
Largeur du terrain (min.)	50	50						
Profondeur du terrain (min.)	30	30						
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	•
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	•
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(2) P206, P208, P209, P211

(4) A101

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(3) P210

NOTES

(1) En vertu des articles 31, 31.1 et 40 de la LPTAA. Droits acquis en vertu des articles 101 à 105 inclusivement de la LPTAA. Fermettes en vertu des articles 101 à 105 de la LPTAA ou bénéficiant d'une autorisation de la CPTAQ.

Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone ID-6

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	• (1)							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure			• (2)(3)					
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture		• (4)						
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•						
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2	12,2						
Latérales (min. / totales)	1/3	1/3						
Arrière (min.)	7.5	7.5						
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2						
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85	85						
Largeur (min.)	8.5	8.5						
Taux d'implantation - % (max.)	30	30						
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	3 000	3 000						
Largeur du terrain (min.)	50	50						
Profondeur du terrain (min.)	30	30						
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	•
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	•
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(2) P206, P208, P209, P211

(4) A101

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(3) P210

NOTES

(1) En vertu des articles 31, 31.1 et 40 de la LPTAA. Droits acquis en vertu des articles 101 à 105 inclusivement de la LPTAA. Fermettes en vertu des articles 101 à 105 de la LPTAA ou bénéficiant d'une autorisation de la CPTAQ.

Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone ID-7

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	• (1)							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure			• (2)(3)					
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture		• (4)						
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•						
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2	12,2						
Latérales (min. / totales)	1/3	1/3						
Arrière (min.)	7.5	7.5						
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2						
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85	85						
Largeur (min.)	8.5	8.5						
Taux d'implantation - % (max.)	30	30						
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	3 000	3 000						
Largeur du terrain (min.)	50	50						
Profondeur du terrain (min.)	30	30						
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	•
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	•
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(2) P206, P208, P209, P211

(4) A101

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(3) P210

NOTES

(1) En vertu des articles 31, 31.1 et 40 de la LPTAA. Droits acquis en vertu des articles 101 à 105 inclusivement de la LPTAA. Fermettes en vertu des articles 101 à 105 de la LPTAA ou bénéficiant d'une autorisation de la CPTAQ.

Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone ID-8

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	• (1)							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure			• (2)(3)					
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture		• (4)						
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•						
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2	12,2						
Latérales (min. / totales)	1/3	1/3						
Arrière (min.)	7.5	7.5						
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2						
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85	85						
Largeur (min.)	8.5	8.5						
Taux d'implantation - % (max.)	15	15						
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	3 000	3 000						
Largeur du terrain (min.)	50	50						
Profondeur du terrain (min.)	30	30						
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	•
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(2) P206, P208, P209, P211

(4) A101

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(3) P210

NOTES

(1) En vertu des articles 31, 31.1 et 40 de la LPTAA. Droits acquis en vertu des articles 101 à 105 inclusivement de la LPTAA. Fermettes en vertu des articles 101 à 105 de la LPTAA ou bénéficiant d'une autorisation de la CPTAQ.

Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone ID-9

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	• (1)							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire		• (1)						
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure				• (2)(3)				
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture		• (4)						
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•	•					
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2	7,5	12,2					
Latérales (min. / totales)	1/3	1/3	1/3					
Arrière (min.)	7.5	7.5	7.5					
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/1	1/2					
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85	55	85					
Largeur (min.)	9	3.7	9					
Taux d'implantation - % (max.)	15	30	15					
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	3 000	3 000	3 000					
Largeur du terrain (min.)	50	50	50					
Profondeur du terrain (min.)	30	30	30					
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	•
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(2) P206, P208, P209, P211

(4) A101

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(3) P210

NOTES

(1) En vertu des articles 31, 31.1 et 40 de la LPTAA. Droits acquis en vertu des articles 101 à 105 inclusivement de la LPTAA. Fermettes en vertu des articles 101 à 105 de la LPTAA ou bénéficiant d'une autorisation de la CPTAQ.

Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone ID-10

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	• (1)							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure			• (2)(3)					
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture		• (4)						
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•						
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2	12,2						
Latérales (min. / totales)	1/3	1/3						
Arrière (min.)	7.5	7.5						
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2						
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85	85						
Largeur (min.)	8.5	8.5						
Taux d'implantation - % (max.)	15	15						
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	3 000	3 000						
Largeur du terrain (min.)	50	50						
Profondeur du terrain (min.)	30	30						
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	•
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(2) P206, P208, P209, P211

(4) A101

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(3) P210

NOTES

(1) En vertu des articles 31, 31.1 et 40 de la LPTAA. Droits acquis en vertu des articles 101 à 105 inclusivement de la LPTAA. Fermettes en vertu des articles 101 à 105 de la LPTAA ou bénéficiant d'une autorisation de la CPTAQ.

Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone ID-11

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	• (1)							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure			• (2)(3)					
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture		• (4)						
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•						
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2	12,2						
Latérales (min. / totales)	1/3	1/3						
Arrière (min.)	7.5	7.5						
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2						
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85	85						
Largeur (min.)	8.5	8.5						
Taux d'implantation - % (max.)	15	15						
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	3 000	3 000						
Largeur du terrain (min.)	50	50						
Profondeur du terrain (min.)	30	30						
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	•
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(2) P206, P208, P209, P211

(4) A101

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(3) P210

NOTES

(1) En vertu des articles 31, 31.1 et 40 de la LPTAA. Droits acquis en vertu des articles 101 à 105 inclusivement de la LPTAA. Fermettes en vertu des articles 101 à 105 de la LPTAA ou bénéficiant d'une autorisation de la CPTAQ.

Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone ID-12

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	• (1)							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure			• (2)(3)					
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture		• (4)						
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•						
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2	12,2						
Latérales (min. / totales)	1/3	1/3						
Arrière (min.)	7.5	7.5						
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2						
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85	85						
Largeur (min.)	8.5	8.5						
Taux d'implantation - % (max.)	15	15						
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	3 000	3 000						
Largeur du terrain (min.)	50	50						
Profondeur du terrain (min.)	30	30						
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	•
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	▪
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(2) P206, P208, P209, P211

(4) A101

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(3) P210

NOTES

(1) En vertu des articles 31, 31.1 et 40 de la LPTAA. Droits acquis en vertu des articles 101 à 105 inclusivement de la LPTAA. Fermettes en vertu des articles 101 à 105 de la LPTAA ou bénéficiant d'une autorisation de la CPTAQ.

Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe ____ du *Règlement de zonage*

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale								
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire	• (1)							
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure		• (2)(3)						
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture		• (4)						
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•							
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	7,5							
Latérales (min. / totales)	1/3							
Arrière (min.)	7.5							
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/1							
En mètres (max.)								
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	55							
Largeur (min.)	3.7							
Taux d'implantation - % (max.)	30							
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	3 000							
Largeur du terrain (min.)	50							
Profondeur du terrain (min.)	30							
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel								
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Zone ID-13

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	•
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(2) P206, P208, P209, P211

(4) A101

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(3) P210

NOTES

(1) En vertu des articles 31, 31.1 et 40 de la LPTAA. Droits acquis en vertu des articles 101 à 105 inclusivement de la LPTAA. Fermettes en vertu des articles 101 à 105 de la LPTAA ou bénéficiant d'une autorisation de la CPTAQ.

Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone PI-1

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale								
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local	•							
C2 Services	•							
C3 Divertissement				• (2)(3)				
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure			• (1)					
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence		•						
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure						• (4)(6)		
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture					•			
A2 Élevage					•(7)			
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles					•(8)			
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•	•	•	•			
Jumelé	•	•	•	•	•			
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2			
Latérales (min. / totales)	0/3 (5)	0/3 (5)	0/3 (5)	0/3 (5)	0/3 (5)			
Arrière (min.)	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5			
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2			
En mètres (max.)								
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85	85	85	85	85			
Largeur (min.)	9	9	9	9	9			
Taux d'implantation - % (max.)	50	50	50	50	50			
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000			
Largeur du terrain (min.)	50	50	50	50	50			
Profondeur du terrain (min.)	30	30	30	30	30			
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple	•							
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile								
Atelier d'artistes et d'artisans								
Logement intergénérationnel								
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	•
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(1) C702, C705, C706, C712, C715, C719

(2) C303

(4) P201, P206, P208, P209, P211

(8) A408, A409

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(6) P210

(7) A203

NOTES

(3) Uniquement les usages liés à la radiodiffusion, la télédiffusion, l'enregistrement sonore, les industries du film et du vidéo ainsi que les services d'hébergement de données

(5) 3/3 pour les bâtiments isolés

Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone PI-2

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale								
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local	•							
C2 Services	•							
C3 Divertissement				• (2)(3)				
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure			• (1)					
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence		•						
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure						• (4)(6)		
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture					•			
A2 Élevage					•(7)			
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles					•(8)			
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•	•	•	•			
Jumelé	•	•	•	•	•			
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2			
Latérales (min. / totales)	0/3 (5)	0/3 (5)	0/3 (5)	0/3 (5)	0/3 (5)			
Arrière (min.)	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5			
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2			
En mètres (max.)								
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85	85	85	85	85			
Largeur (min.)	9	9	9	9	9			
Taux d'implantation - % (max.)	50	50	50	50	50			
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000			
Largeur du terrain (min.)	50	50	50	50	50			
Profondeur du terrain (min.)	30	30	30	30	30			
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple	•	•	•	•				
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile								
Atelier d'artistes et d'artisans								
Logement intergénérationnel								
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	•
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(1) C702, C705, C706, C712, C715, C719

(2) C303
(4) P201, P206, P208, P209, P211
(8) A408, A409

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(6) P210
(7) A203

NOTES

(3) Uniquement les usages liés à la radiodiffusion, la télédiffusion, l'enregistrement sonore, les industries du film et du vidéo ainsi que les services d'hébergement de données
(5) 3/3 pour les bâtiments isolés

Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone IM-1

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale								
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure	• (1)(2)(3)							
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé								
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)								
Latérales (min. / totales)								
Arrière (min.)								
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	-/6							
En mètres (max.)								
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)								
Largeur (min.)								
Taux d'implantation - % (max.)								
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	3000							
Largeur du terrain (min.)	50							
Profondeur du terrain (min.)	50							
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile								
Atelier d'artistes et d'artisans								
Logement intergénérationnel								
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	•
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	•
P.I.I.A.	▪

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(1) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(3) P210

NOTES

(2) Aucun entreposage extérieur dans la zone

Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone I-1

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale								
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier		• (2)						
C7 Envergure						• (5)		
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence					•			
I3 Légère avec incidence					•			
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure							• (7)(9)	
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive			• (3)					
A - Agricole								
A1 Agriculture				• (4)				
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles	• (1)							
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•	•	•	•	•	•	
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	15	15	15	15	15	15	15	
Latérales (min. / totales)	5/10	5/10	5/10	5/10	5/10	5/10	5/10	
Arrière (min.)	15	15	15	15	15	15	15	
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	
En mètres (max.)								
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	300	300	300	300	300	300	300	
Largeur (min.)	30 (8)	30 (8)	30 (8)	30 (8)	30 (8)	30 (8)	30 (8)	
Taux d'implantation - % (max.)	50	50	50	50	50	50	50	
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000		
Largeur du terrain (min.)	50	50	50	50	50	50		
Profondeur du terrain (min.)	45	45	45	45	45	45		
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple	• (6)	• (6)	• (6)	• (6)	• (6)	• (6)	• (6)	
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile								
Atelier d'artistes et d'artisans								
Logement intergénérationnel								
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	•

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(1) A401, A403, A406, A407

(2) C601

(3) R201

(5) C702, C705, C706, C710, C712, C715, C719

(7) P201, P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement

(9) P210

NOTES

Les usages de services de réparation (64), les usages de services de construction (66), les usages d'entreposage du mobilier et d'appareils ménagers (6375) et les usages commerciaux de détail sont autorisés dans une proportion maximale de 20% de l'aire d'affectation

(4) La culture des végétaux est autorisée comme usage principal ou complémentaire lorsqu'elle est réalisée sur ou dans un bâtiment entièrement ou partiellement utilisé à des fins autres qu'agricoles conforme à la règlementation municipale.

(6) Maximum 40 locaux commerciaux par bâtiment

(8) Lorsque le terrain a une largeur inférieure à 50m, mesurée à la ligne avant, la largeur du bâtiment principal peut être réduite sans être inférieure à 60% de la valeur en mètres de la largeur de terrain exigée dans la zone.

L'entreposage extérieur en cour avant est prohibé dans la zone

Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone I-2

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale								
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier		• (2)						
C7 Envergure						• (5)		
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence					•			
I3 Légère avec incidence					• (8)			
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure							• (6)(10)	
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive			• (3)					
A - Agricole								
A1 Agriculture				• (4)				
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles	• (1)							
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•	•	•	•	•	•	
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	15	15	15	15	15	15	15	
Latérales (min. / totales)	5/10	5/10	5/10	5/10	5/10	5/10	5/10	
Arrière (min.)	15	15	15	15	15	15	15	
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	
En mètres (max.)								
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	500	500	500	500	500	500	500	
Largeur (min.)	30 (9)	30 (9)	30 (9)	30 (9)	30 (9)	30 (9)	30 (9)	
Taux d'implantation - % (max.)	50	50	50	50	50	50	50	
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	
Largeur du terrain (min.)	50	50	50	50	50	50	50	
Profondeur du terrain (min.)	30	30	30	30	30	30	30	
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple	• (7)	• (7)	• (7)	• (7)	• (7)	• (7)	• (7)	
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile								
Atelier d'artistes et d'artisans								
Logement intergénérationnel								
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	•

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(1) A401, A403, A406, A407

(2) C601

(3) R201

(5) C702, C705, C706, C712, C715, C719

(6) P201, P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(8) I302, I303

(10) P210

NOTES

Les usages de services de réparation (64), les usages de services de construction (66), les usages d'entreposage du mobilier et d'appareils ménagers (6375) et les usages commerciaux de détail sont autorisés dans une proportion maximale de 20% de l'aire d'affectation

(4) La culture des végétaux est autorisée comme usage principal ou complémentaire lorsqu'elle est réalisée sur ou dans un bâtiment entièrement ou partiellement utilisé à des fins autres qu'agricoles conforme à la règlementation municipale.

(7) Maximum 40 locaux commerciaux par bâtiment

L'entreposage extérieur est prohibé dans la zone

(9) Lorsque le terrain a une largeur inférieure à 50m, mesurée à la ligne avant, la largeur du bâtiment principal peut être réduite sans être inférieure à 60% de la valeur en mètres de la largeur de terrain exigée dans la zone.

Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone I-3

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale								
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier		• (2)						
C7 Envergure						• (5)		
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence					•			
I3 Légère avec incidence					• (8)			
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure							• (6)(10)	
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive			• (3)					
A - Agricole								
A1 Agriculture				• (4)				
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles	• (1)							
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•	•	•	•	•	•	
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	15	15	15	15	15	15	15	
Latérales (min. / totales)	5/10	5/10	5/10	5/10	5/10	5/10	5/10	
Arrière (min.)	15	15	15	15	15	15	15	
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	
En mètres (max.)								
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	300	300	300	300	300	300	300	
Largeur (min.)	30 (9)	30 (9)	30 (9)	30 (9)	30 (9)	30 (9)	30 (9)	
Taux d'implantation - % (max.)	50	50	50	50	50	50	50	
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	
Largeur du terrain (min.)	50	50	50	50	50	50	50	
Profondeur du terrain (min.)	30	30	30	30	30	30	30	
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple	• (7)	• (7)	• (7)	• (7)	• (7)	• (7)	• (7)	
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile								
Atelier d'artistes et d'artisans								
Logement intergénérationnel								
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	•

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(1) A401, A403, A406, A407

(2) C601

(3) R201

(5) C702, C705, C706, C710, C712, C715, C719

(6) P201, P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(8) I302

(10) P210

NOTES

Les usages de services de réparation (64), les usages de services de construction (66), les usages d'entreposage du mobilier et d'appareils ménagers (6375) et les usages commerciaux de détail sont autorisés dans une proportion maximale de 20% de l'aire d'affectation

(4) La culture des végétaux est autorisée comme usage principal ou complémentaire lorsqu'elle est réalisée sur ou dans un bâtiment entièrement ou partiellement utilisé à des fins autres qu'agricoles conforme à la règlementation municipale.

L'entreposage extérieur est prohibé dans la zone

(7) Maximum 40 locaux commerciaux par bâtiment

(9) Lorsque le terrain a une largeur inférieure à 50m, mesurée à la ligne avant, la largeur du bâtiment principal peut être réduite sans être inférieure à 60% de la valeur en mètres de la largeur de terrain exigée dans la zone.

Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone I-4

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale								
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier		• (2)						
C7 Envergure						• (6)		
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence					•			
I3 Légère avec incidence					• (5)			
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure							• (7)(10)(11)	
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive			• (3)					
A - Agricole								
A1 Agriculture				• (4)				
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles	• (1)							
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•	•	•	•	•	•	
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	15	15	15	15	15	15	15	
Latérales (min. / totales)	5/10	5/10	5/10	5/10	5/10	5/10	5/10	
Arrière (min.)	15	15	15	15	15	15	15	
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	
En mètres (max.)								
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	300	300	300	300	300	300	300	
Largeur (min.)	30 (9)	30 (9)	30 (9)	30 (9)	30 (9)	30 (9)	30 (9)	
Taux d'implantation - % (max.)	50	50	50	50	50	50	50	
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	
Largeur du terrain (min.)	50	50	50	50	50	50	50	
Profondeur du terrain (min.)	45	45	45	45	45	45	45	
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple	• (8)	• (8)	• (8)	• (8)	• (8)	• (8)	• (8)	
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile								
Atelier d'artistes et d'artisans								
Logement intergénérationnel								
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	•

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(1) A401, A403, A406, A407

(2) C601

(3) R201

(6) C702, C705, C706, C712, C715, C719

(7) P201, P206, P208, P209, P211, P212

USAGE(S) spécifiquement

(5) I302

(10) P210

NOTES

Les usages de services de réparation (64), les usages de services de construction (66), les usages d'entreposage du mobilier et d'appareils ménagers (6375) et les usages commerciaux de détail sont autorisés dans une proportion maximale de 20% de l'aire d'affectation

(4) La culture des végétaux est autorisée comme usage principal ou complémentaire lorsqu'elle est réalisée sur ou dans un bâtiment entièrement ou partiellement utilisé à des fins autres qu'agricoles conforme à la règlementation municipale.

(8) Maximum 40 locaux commerciaux par bâtiment

(11) L'entreposage extérieur est prohibé dans la zone

(9) Lorsque le terrain a une largeur inférieure à 50m, mesurée à la ligne avant, la largeur du bâtiment principal peut être réduite sans être inférieure à 60% de la valeur en mètres de la largeur de terrain exigée dans la zone.

Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone F-1

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	• (1)							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure		• (2)(7)						
R - Récréation								
R1 Extensive			• (8)					
R2 Intensive				• (3)				
A - Agricole								
A1 Agriculture							• (6)	
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole					• (4)			
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives						• (5)		
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•		•	•	•	•	•	
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2		12,2	12,2	12,2	12,2	12,2	
Latérales (min. / totales)	1/3		1/3	1/3	1/3	1/3	1/3	
Arrière (min.)	7.5		7.5	7.5	7.5	7.5	7.5	
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2		1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85		85	85	85	85	85	
Largeur (min.)	8.5		8.5	8.5	8.5	8.5	8.5	
Taux d'implantation - % (max.)	15		15	15	15	15	15	
Nbre de logements par bâtiment (max.)	1							
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	5000		5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	
Largeur du terrain (min.)	50		50	50	50	50	50	
Profondeur du terrain (min.)	30		30	30	30	30	30	
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	•
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(2) P206, P208, P209, P211

(3) R204

(6) A102 - uniquement acériculture et syviculture

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(7) P210

(8) R104

NOTES

(1) Le long des chemins existants

(4) Voir section 7.2 du règlement de zonage

(5) Uniquement pour l'extraction de matières minérales de surface (sable, gravier et pierre à construire) seulement sur les terres privées pour lesquelles le droit à ces substances minérales appartient aux propriétaires du sol, conformément à l'article 5 de la Loi sur les mines.

Des dispositions particulières à la zone sont prévues au chapitre 8 du règlement

Aucune nouvelle rue ou voie publique n'est autorisée

Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone F-2

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	• (1)							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure		• (2)(7)						
R - Récréation								
R1 Extensive			• (8)					
R2 Intensive				• (3)				
A - Agricole								
A1 Agriculture							• (6)	
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole					• (4)			
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives						• (5)		
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•		•	•	•	•	•	
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2		12,2	12,2	12,2	12,2	12,2	
Latérales (min. / totales)	1/3		1/3	1/3	1/3	1/3	1/3	
Arrière (min.)	7.5		7.5	7.5	7.5	7.5	7.5	
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2		1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85		85	85	85	85	85	
Largeur (min.)	8.5		8.5	8.5	8.5	8.5	8.5	
Taux d'implantation - % (max.)	15		15	15	15	15	15	
Nbre de logements par bâtiment (max.)	1							
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	5 000		5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	
Largeur du terrain (min.)	50		50	50	50	50	50	
Profondeur du terrain (min.)	30		30	30	30	30	30	
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	•
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(2) P206, P208, P209, P211

(3) R204

(6) A102 - uniquement acériculture et syviculture

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(7) P210

(8) R104

NOTES

(1) Le long des chemins existants.

(4) Voir section 7.2 du règlement de zonage

(5) Uniquement pour l'extraction de matières minérales de surface (sable, gravier et pierre à construire) seulement sur les terres privées pour lesquelles le droit à ces substances minérales appartient aux propriétaires du sol, conformément à l'article 5 de la Loi sur les mines.

Aucune nouvelle rue ou voie publique n'est autorisée

Des dispositions particulières à la zone sont prévues au chapitre 8 du règlement

Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	• (1)							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local								
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure		• (3)(7)						
R - Récréation								
R1 Extensive			• (9)					
R2 Intensive				• (4)				
A - Agricole								
A1 Agriculture							• (8)	
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole					• (5)			
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives						• (6)		
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•		•	•	•	•	•	
Jumelé	•		•	•	•	•	•	
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2		12,2	12,2	12,2	12,2	12,2	
Latérales (min. / totales)	1/3 (2)		1/3 (2)	1/3 (2)	1/3 (2)	1/3 (2)	1/3 (2)	
Arrière (min.)	7.5		7.5	7.5	7.5	7.5	7.5	
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2		1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85		85	85	85	85	85	
Largeur (min.)	8.5		8.5	8.5	8.5	8.5	8.5	
Taux d'implantation - % (max.)	15		15	15	15	15	15	
Nbre de logements par bâtiment (max.)	1							
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	5 000		5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	
Largeur du terrain (min.)	50		50	50	50	50	50	
Profondeur du terrain (min.)	30		30	30	30	30	30	
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Zone F-3

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	•
Risque mouvement de terrain	•
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(3) P206, P208, P209, P211

(4) R204

(6) A102 - uniquement acériculture et syviculture

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(7) P210

(9) R104

NOTES

(1) Le long des chemins existants.

(2) 0/3 pour les bâtiments jumelés

(5) Voir section 7.2 du règlement de zonage

(6) Uniquement pour l'extraction de matières minérales de surface (sable, gravier et pierre à construire) seulement sur les terres privées pour lesquelles le droit à ces substances minérales appartient aux propriétaires du sol, conformément à l'article 5 de la Loi sur les mines.

Aucune nouvelle rue ou voie publique n'est autorisée

Des dispositions particulières à la zone sont prévues au chapitre 8 du règlement

Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone RE-1

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale	• (1)							
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local		• (2)						
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration								
C5 Hébergement								
C6 Automobile et routier								
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure				• (3)(4)				
R - Récréation								
R1 Extensive			• (5)					
R2 Intensive								
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•	•					
Jumelé	•	•	•					
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	12,2	12,2	12,2					
Latérales (min. / totales)	1/3	1/3	1/3					
Arrière (min.)	7.5	7.5	7.5					
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2	1/2					
En mètres (max.)	9,15							
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)	85	85	85					
Largeur (min.)	8.5	8.5	8.5					
Taux d'implantation - % (max.)	15	15	15					
Nbre de logements par bâtiment (max.)	1							
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	3 000	3 000	3 000					
Largeur du terrain (min.)	50	50	50					
Profondeur du terrain (min.)	30	30	30					
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple								
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile	•							
Atelier d'artistes et d'artisans	•							
Logement intergénérationnel	•							
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	•
P.I.I.A.	•

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(2) C101

(3) P206, P208, P209, P211

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(4) P210

(5) R104

NOTES

(1) Maximum 3 logements à l'hectare

Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

GRILLE DES SPECIFICATIONS

Annexe 2 du *Règlement de zonage*

Zone CR-1

Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

GROUPES ET CLASSES D'USAGES								
H - Habitation								
H101 Unifamiliale								
H102 Bifamiliale								
H103 Trifamiliale								
H104 Multifamiliale								
H105 Maison mobile ou modulaire								
H106 Habitation collective								
C - Commerce								
C1 Local		• (2)(6)(10)						
C2 Services								
C3 Divertissement								
C4 Restauration					•(9)			
C5 Hébergement					• (5)(6)(9)			
C6 Automobile et routier			• (3)(6)					
C7 Envergure								
C8 Compatibilité restreinte								
I - Industrie								
I1 Hautes technologies								
I2 Légère sans incidence								
I3 Légère avec incidence								
P - Public								
P1 Public et institutionnel								
P2 Utilité publique, infrastructure	• (1)(6)(8)							
R - Récréation								
R1 Extensive								
R2 Intensive				• (4)(6)				
A - Agricole								
A1 Agriculture								
A2 Élevage								
A3 Chenils								
A4 Services connexes aux activités agricoles								
F - Forestier								
F1 Exploitation sylvicole								
EX - Extraction								
EX1 Activités extractives								
IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Mode d'implantation								
Isolé	•	•	•	•	•			
Jumelé								
Contigu								
Marges								
Avant (min./ max.)	15	15	15	15	15			
Latérales (min. / totales)	5	5	5	5	5			
Arrière (min.)	15	15	15	15	15			
CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT PRINCIPAL								
Hauteur du bâtiment								
En étages (min. / max.)	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2			
En mètres (max.)								
Dimensions du bâtiment								
Sup. d'implantation - m^2 (min.)								
Largeur (min.)	30 (7)	30 (7)	30 (7)	30 (7)	30 (7)			
Taux d'implantation - % (max.)	50	50	50	50	50			
Nbre de logements par bâtiment (max.)								
NORMES DE LOTISSEMENT (*Règlement de lotissement*)								
Superficie du terrain - m^2 (min.)	3000	3000	3000	3000	3000			
Largeur du terrain (min.)	50	50	50	50	50			
Profondeur du terrain (min.)	50	50	50	50	50			
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES								
Usage mixte								
Usage multiple	•	•	•	•	•			
Projet intégré								
USAGES ACCESSOIRES À L'HABITATION								
Activité professionnelle à domicile								
Atelier d'artistes et d'artisans								
Logement intergénérationnel								
Location de chambres								
Logement au sous-sol								
Gîte touristique (B&B)								
Fermette								

Informations supplémentaires à la zone	
LPTAA	·
Risque inondation	
Risque mouvement de terrain	
P.I.I.A.	

USAGE(S) spécifiquement autorisé(s)

(1) P201, P206, P208, P209, P211

(3) C605, C608

USAGE(S) spécifiquement prohibé(s)

(2) C113

(8) P210

NOTES

(4) Usages existants avant le 8 mai 2009

(5) Un seul usage du groupe hébergement peut être autorisé dans la zone

(6) Aucun entreposage extérieur dans la zone

(7) Lorsque le terrain a une largeur inférieure à 50m, mesurée à la ligne avant, la largeur du bâtiment principal peut être réduite sans être inférieure à 60% de la valeur en mètres de la largeur de terrain exigée dans la zone.

(9) Les bars sont prohibés

(10) Les commerces de proximité (commerce et service de première nécessité) autorisés doivent être dans le même bâtiment qu'une station-service.

Les normes de lotissement sont pour un lot non desservi à l'extérieur d'un corridor riverain. Pour toutes autres situations, se référer aux normes de lotissement du Règlement de lotissement.

MODIFICATIONS

No. de règlement	Entrée en vigueur

Mis à jour

ANNEXE 3 : NORMES DE LOCALISATION POUR UNE INSTALLATION OU UN ENSEMBLE D'INSTALLATIONS D'ÉLEVAGE AU REGARD D'UNE MAISON D'HABITATION OU D'UN IMMEUBLE PROTÉGÉ EXPOSÉ AUX VENTS DOMINANTS D'ÉTÉ

* Les distances linéaires sont exprimées en mètres.

Nature du projet	Élevage de suidés (engraissement)				Élevage de suidés (maternité)				Élevage de gallinacés ou d'anatidés ou de dindes dans un bâtiment			
	Limite maximale d'unités animales permises	Nombre total d'unités animales[2]	Distance de tout immeuble protégé exposé[3]	Distance de toute maison d'habitation exposée	Limite maximale d'unités animales permises[1]	Nombre total d'unités animales[2]	Distance de tout immeuble protégé exposé[3]	Distance de toute maison d'habitation exposée	Limite maximale d'unités animales permises[1]	Nombre total d'unités animales[2]	Distance de tout immeuble protégé exposé[3]	Distance de toute maison d'habitation exposée
Nouvelle installation d'élevage ou ensemble d'installations d'élevage	-	1-200	900	600	-	0,25 à 50	450	300	-	0,1 à 80	450	300
		201-400	1125	750		51-75	675	450		81-160	675	450
		401-600	1350	900		76-125	900	600		161-320	900	600
		601 et +	2,25/ua	1,5/ua		126-250	1125	750		321-480	1125	750
						251-375	1350	900		480 et +	3/ua	2/ua
						376 et +	3,6/ ua	2,4/ua				
Remplacement du type d'élevage	200	1-50	450	300	200	0,25-30	300	200	480	0,1 à 80	450	300
		51-100	675	450		31-60	450	300		81-160	675	450
		101-200	900	600		61-125	900	600		161-320	900	600
						126-200	1125	750		321-480	1125	750
Accroissement	200	1-40	225	150	200	0,25-30	300	200	480	0,1-40	300	200
		41-100	450	300		31-60	450	300		41 à 80	450	300
		101-200	675	450		61-125	900	600		81-160	675	450
						126-200	1125	750		161-320	900	600
										321-480	1125	750

[1] Dans l'application des normes de localisation prévues à la présente annexe, un projet qui excède la limite maximale d'unités animales visées à cette annexe doit être considéré comme un nouvel établissement de production animale.

[2] Nombre total : la quantité d'animaux contenus dans l'installation d'élevage ou l'ensemble d'installations d'élevage d'une unité d'élevage, y compris les animaux qu'on prévoit ajouter. Lorsqu'on élève ou projette d'élever deux ou plusieurs types d'animaux dans une même unité d'élevage, on a recours aux normes de localisation qui régissent le type d'élevage qui comporte le plus grand

nombre d'unités animales, sous réserve que ces normes ne peuvent être inférieures à celles qui s'appliqueraient si le nombre d'unités animales était pris séparément pour chaque espèce. Pour déterminer les normes de localisation qui s'appliquent, on additionne le nombre total d'unités animales de l'unité d'élevage et on applique le total ainsi obtenu au type d'élevage majoritaire en nombre d'unités animales.

[3] Exposé : qui est situé à l'intérieur de l'aire formée par deux lignes droites parallèles imaginaires prenant naissance à 100 mètres des extrémités d'un établissement de production animale et prolongées à l'infini dans la direction prise par un vent dominant d'été, soit un vent soufflant plus de 25% du temps dans une direction durant les mois de juin, juillet et août réunis, tel qu'évalué à la station météorologique la plus représentative de l'établissement d'une unité d'élevage.